

Conseil Municipal de la Ville de Montpellier

- - -

Séance publique du
Jeudi 20 octobre 2016

- - -

PROCES-VERBAL

- - -

Secrétariat Général

Secrétariat de l'Assemblée

Ordre du jour du Conseil municipal

**Séance Publique du 20 octobre 2016
18H00 – Salle du Conseil Municipal**

Adoption de l'ordre du jour

Adoption du procès-verbal du Conseil municipal précédent

Articles L 2122-22 et L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales – Lecture des décisions prises depuis la dernière séance publique du Conseil municipal

Vœux et motions

Vœu de soutien à l'accueil du siège de l'Agence Française de la Biodiversité à Montpellier

Urbanisme, aménagement durable

- 1 PORT MARIANNE - Secteur de La Baume Lancement d'une procédure de zone d'aménagement concerté Objectifs et modalités d'association du public
- 2 Zone d'aménagement concerté Port Marianne – Rive gauche Modification du programme des équipements publics
- 3 Zone d'Aménagement Concerté Port Marianne-République Demande d'ouverture d'une enquête publique environnementale préalable à la déclaration d'utilité publique (DUP) valant mise en compatibilité du plan local d'urbanisme

Compte-rendus et rapports à la collectivité

- 4 Concession NOUVEAU GRAND CŒUR (SAAM) Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2015) Avenant n°4 au traité de concession d'aménagement Avenant n°2 à la convention d'avance de trésorerie
- 5 Concession GRAND CŒUR (SERM) Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2015) Rapport spécial sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique (année 2015) Avenant n°15 au traité de concession d'aménagement Avenant n°7 à la convention de trésorerie
- 6 PETIT BARD - Concession d'aménagement Ville/SERM Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2015) Avenant n°9 à la concession Rapport spécial sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique (année 2015) Avenant n°6 à la

convention d'avance de trésorerie

- 7 ZAC OVALIE Concession d'aménagement Ville/SERM Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2015) Avenant n°3 à la concession Rapport spécial sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique (année 2015)
- 8 Ecole d'Application de l'Infanterie Concession d'aménagement Ville/SA3M Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2015) Approbation de l'avenant n°5
- 9 Quartier Croix d'Argent Secteur des Hauts de la Croix d'Argent Mandat Ville/SA3M Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2015)
- 10 Zone d'Aménagement Concerté Nouveau Saint Roch Concession d'aménagement Ville/SERM Avenant n° 6 Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2015) Rapport spécial sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique (année 2015)
- 11 Zone d'aménagement concerté de la Restanque Concession d'aménagement Ville / SA3M Compte-rendu annuel à la Collectivité (exercice 2015)
- 12 Zone d'Aménagement Concerté des Grisettes Concession d'aménagement Ville/SERM Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2015) Avenant n°2
- 13 Zone d'aménagement concerté Port Marianne - Richter Concession d'aménagement Ville-SERM Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2015) Avenant n°12
- 14 Zone d'aménagement concerté Port Marianne - Consuls de Mer Concession d'aménagement Ville-SERM Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2015) Rapport spécial sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique (année 2015)
- 15 Zone d'aménagement concerté Port Marianne - Jacques Cœur Concession d'aménagement Ville / SERM Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2015) Rapport spécial sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique (année 2015) Avenant n°11
- 16 Zone d'aménagement concerté Blaise Pascal Concession d'aménagement Ville/SERM Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2015) Avenant n°12
- 17 Zone d'aménagement concerté Port Marianne - Jardins de la Lironde Concession d'aménagement Ville-SERM Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2015) Avenant n°12 Convention d'avance de trésorerie
- 18 Zone d'aménagement concerté Port Marianne - Parc Marianne, secteur de la Baume et avenue Raymond Dugrand Concession d'aménagement Ville-SERM Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2015) Rapports spéciaux sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique (année 2015) Avenant n°9
- 19 Zone d'aménagement concerté Port Marianne – Rive gauche Concession d'aménagement Ville-SERM Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2015) Rapport spécial sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique (année 2015) Avenant n°5
- 20 ZAC Port Marianne-République Concession d'aménagement Ville/SA3M Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2015) Avenant n°1
- 21 ZAC MALBOSC Concession d'aménagement Ville/SERM Compte rendu annuel à la

- 22 ZAC du Coteau Mandat Ville/SA3M Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2015)
- 23 Archives municipales: Aménagement des Archives de la Ville de Montpellier Mandat Ville/SAAM Compte-rendu annuel à la collectivité (exercice 2015) et avenant n°1 au contrat de mandat public
- 24 Rapports annuels 2015 des délégataires MUTUALITE FRANCAISE et PEOPLE AND BABY - Crèche Joséphine Baker

Sécurité et tranquillité publique

- 25 Délégation de Service Public Délibération de principe Stationnement payant sur voirie
- 26 Délégation de Service Public Délibération de principe Fourrière Automobile
- 27 L'Animal en Ville - Convention pour la gestion des abris à chats entre la Ville de Montpellier, la Fondation 30 Millions d'Amis, les Pattounes du Coeur et l'Ecole du Chat

Education

- 28 Réalisation d'un nouveau groupe scolaire dans le quartier Port Marianne : Approbation de l'opération – Lancement d'un concours de maîtrise d'œuvre – Autorisation de déposer les autorisations d'urbanisme- Demande de subventions
- 29 Attributions de subventions Participation des associations aux Temps d'Activités Périscolaires (TAP) Bilan des projets réalisés pendant l'année scolaire 2015-2016 Ajustements pour l'année scolaire 2016-2017
- 30 Mise à disposition de locaux scolaires pour les associations. Autorisation de signer les conventions d'occupation. Approbation des subventions en nature.

Cohésion sociale

- 31 Foyer Saint Côme – Autorisation donnée au Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) de procéder à la requalification du site dans le cadre de sa gestion patrimoniale
- 32 Approbation des conventions de partenariat « Politique de la Ville et Solidarité » entre la Ville de Montpellier, Enedis direction Hérault, l'association Le Passe Muraille et l'Association Nationale des Compagnons Bâisseurs - Etablissements Languedoc-Roussillon

Culture

- 33 Agora des Savoirs approbation de la charte du Conseil scientifique
- 34 Agora des Savoirs saison 8 Cycle de conférences 2016 – 2017 Programmation
- 35 Agora des Savoirs saison 8 Cycle de conférences 2016 – 2017 Partenariats – Divergence FM / Maison des Sciences de l'Homme de Montpellier / Librairie Sauramps

Action internationale

- 36 Mandat spécial, présentation d'une mission opérationnelle de Monsieur le Maire dans le cadre de l'action internationale de la Ville

Désignation de représentants

- 37 Commission d'Evaluation des Transferts de Charges de Montpellier Méditerranée Métropole Désignation d'un représentant de la Ville
- 38 Université Montpellier III Commission d'attribution du Fonds de soutien et de développement de l'initiative étudiante Désignation des représentants de la Ville
- 39 Lycée Général Georges Clemenceau Désignation d'un nouveau représentant de la Ville

Démocratie de proximité et Maisons pour Tous

- 40 Mise à disposition à titre gratuit de salles dans les Maisons pour tous
- 41 Mise à disposition de salles municipales à tarif réduit ou gratuit

Qualité de l'espace public

- 42 Convention de groupement de commandes entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole - Marché de travaux et de maintenance de voirie

Finances de la collectivité

- 43 Convention d'installation, gestion, entretien et remplacement de lignes de communications électroniques à très haut débit en fibre optique de l'ancien hôtel de Ville Autorisation de signer la convention
- 44 Attributions et modifications d'attributions de subventions - Exercice 2016
- 45 ACM – Refinancement des contrats de prêt MPH257233EUR001 et MPH258061EUR001 contractés auprès de la Caisse Française de Financement Local - SFIL

Ressources humaines de la collectivité

- 46 Modification du tableau des effectifs
- 47 Mise en œuvre d'un service commun de direction du Secrétariat général
- 48 Mise en œuvre d'une convention de gestion de service relative à la politique agro-écologique et alimentaire - approvisionnement local du territoire, au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole
- 49 Convention de gestion de service au bénéfice de la Ville relative à la gestion des contingents de logements réservés

Conseil Municipal de la Ville de Montpellier

Séance Publique du mercredi 20 octobre 2016

Procès-verbal

Convoqué le jeudi 13 octobre 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 20 octobre 2016 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Sophia AYACHE, Clare HART, Hervé MARTIN.

Absents :

Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Patrick VIGNAL.

Monsieur le Maire : Je déclare ouverte la séance du Conseil municipal de la Ville de Montpellier de ce jeudi 20 octobre à 18h. Attendez, monsieur, je vais vous donner la parole, mais laissez-moi engager les travaux, s'il vous plaît. Je voudrais, avant de procéder à l'ordre du jour, demander à Jane ASCHIERI et Thierry ESCOLAR, président de Jeunesse S'engage, de venir me rejoindre ici à la tribune afin qu'ils nous fassent part de leur expérience pour l'aide qu'ils ont apportée aux migrants dans notre ville jumelle de Palerme.

Applaudissements dans la salle.

Ils ont un PowerPoint qu'ils vont nous commenter.

Présentation de l'association Jeunesse S'engage :

Thierry Escolar - Président de Jeunesse S'engage : Bonsoir à toutes, bonsoir à tous. Monsieur le Maire, Mesdames et Messieurs, merci de nous recevoir ce soir en ouverture du Conseil. Nous allons tâcher de brièvement vous présenter la mission humanitaire que nous avons menée à Palerme, la dernière quinzaine d'août. Cette mission a été menée par l'association Jeunesse S'engage que nous représentons ce soir. C'est une association qui est née à Montpellier et qui a pour mission de promouvoir l'engagement civique des jeunes. C'est-à-dire que, par la réflexion, par l'action concrète et par l'éveil des consciences, nous essayons de permettre aux jeunes de s'engager dans la vie de la cité. Cet engagement, par exemple, il prend forme tous les mercredis : nous allons à la rencontre des plus démunis dans les rues, nous faisons la maraude citoyenne. Hier, par exemple, nous l'avons fait. C'est plus 30 jeunes qui viennent et qui peuvent s'engager. Cet engagement de la citoyenneté, nous le concevons dans la manière où on définit la citoyenneté : la citoyenneté, c'est veiller les uns sur les autres. Notre citoyenneté est importante pour nous parce que c'est ce qui nous relie dans toute la communauté. Cette citoyenneté, elle est française : on est fiers d'appartenir à la France, d'être citoyens français. Et on est également citoyens européens. Notre génération, on est nés citoyens français et devenus citoyens européens dans les années 90. Et nous sommes également fiers de cela.

C'est la raison pour laquelle nous avons décidé de mener une action face à quelque chose qui se passe dans la mer dans laquelle nous nous baignons chaque année. C'est un drame. La crise migratoire, c'est un drame, c'est vraiment le point départ de notre mission. C'est partir du réel. Le réel, c'est quoi ? Le réel, c'est 9 enfants sur 10 qui arrivent en Sicile, 9 enfants migrants sur 10 qui viennent d'Afrique, arrivent en Sicile seuls. Ils ne sont pas accompagnés, ils n'ont pas de famille en Europe, ils sont seuls. Un autre chiffre qui est donné par Europol, c'est 10 000. C'est-à-dire que 10 000 enfants, en 2015, 10 000 enfants migrants, ont disparu. On ne sait pas où ils sont, on ne sait pas ce qui est arrivé, on ne sait même pas s'ils sont encore en vie.

Tous ces chiffres-là, ça nous a fait prendre conscience qu'il était nécessaire, en tant que citoyens européens, d'agir. C'est la raison pour laquelle nous avons décidé de créer une mission, qui s'inscrit dans le temps, et qui nous permettra d'agir concrètement à Palerme, puisque c'est là où beaucoup de jeunes migrants, notamment d'Afrique, arrivent. Cette mission, elle s'appelle « Etre grand, c'est soutenir une grande querelle ». C'est soutenir une grande cause parce que, pour nous, la cause des migrants est vraiment une cause qui est importante. Et nous avons donc décidé d'agir. Cette action, nous l'avons menée de plusieurs manières pour remplir 3 objectifs. C'est, premièrement, acheminer une tonne de matériel, matériel médical, pédagogique, des livres des stylos, des cahiers. Nous avons collecté ça pendant une année à Montpellier. Et puis, nous sommes allés en camion à Palerme et, là-bas, nous avons fait une distribution de ce matériel.

Sur place, nous ne comptons pas faire seulement la distribution. Nous comptons également permettre de faire se rencontrer des gens. C'est-à-dire que, sur place, nous avons mené une action pédagogique et ludique, qui a été initiée par Sami, qui est professeur d'EPS en région parisienne et qui nous a permis de mêler des enfants dans un quartier difficile de Palerme, puisque la Ville de Palerme a mis à notre disposition une école. Dans cette école, nous avons mêlé une cinquantaine de jeunes qui étaient pour une part des enfants du quartier ZEN, un quartier très difficile de Palerme. Donc, avec de jeunes Italiens qui sont nés à Palerme, qui y ont grandi. Mêler ces enfants avec des jeunes migrants, des migrants qui venaient d'arriver, en juin. Qui étaient des migrants qui avaient 13 ans, 14 ans, 15 ans, qui sont venus seuls en Europe, qui ont traversé des choses très difficiles et qui sont arrivés. Nous avons estimé que c'était nécessaire de pouvoir mêler les deux, les enfants du quartier difficile et les migrants. Cette mission a été couronnée de succès puisque nous avons fait une représentation finale de danse, où le Maire de Palerme est venu remettre les médailles de participation aux enfants. C'était vraiment quelque chose de positif. Cette mission s'inscrit dans la durée. C'est la raison pour laquelle, en parallèle du sport, de la danse, de l'éveil artistique que nous avons faits avec les enfants, nous avons décidé de mener une action parallèle qui est une action de récolte de données, une action de représentation psychologique qu'ont les enfants. Et je vais laisser Jane s'exprimer sur ce sujet.

Janie Aschieri - Psychologue et membre de Jeunesse S'engage : Je suis Jane ASCHIERI, psychologue et membre de l'association Jeunesse S'engage. Je suis partie avec les membres de l'équipe de Jeunesse S'engage effectuer la mission à Palerme. J'ai pu effectuer seize entretiens psychologiques avec, comme trame, un questionnaire qui était préalablement établi. L'objectif était de recenser des données socio-démographiques, mais aussi de connaître approximativement leur niveau scolaire et aussi avoir leur parcours de vie : pourquoi ils

étaient arrivés ici, dans quelles conditions, etc. Donc, je vais vous faire un petit bilan des différents chiffres qu'on a eus. Donc, en moyenne, les enfants qu'on a sensibilisés sur place avaient 15 ans et demi. Comme le disait Thierry, on pouvait aller de 13 à 17 ans. C'étaient de jeunes garçons isolés, uniquement. Ils étaient reçus dans deux structures différentes à Palerme, qu'on a pu visiter à l'occasion de notre mission, aussi. Donc, ces jeunes sont originaires, majoritairement, d'Afrique de l'Ouest : le Bénin, la Côte d'Ivoire, la Gambie. Ils ont traversé pendant des mois le Burkina Faso, le Niger, tous les pays de l'Ouest de l'Afrique pour arriver jusqu'en Libye. Et, donc, ensuite, en Libye, ils sont arrivés à Palerme par le biais de bateaux. Donc, ensuite, ils sont redispachés dans différents camps selon leur situation personnelle, s'ils sont isolés, s'ils sont avec leur famille. Nous avons pu, grâce au directeur du service de l'enfance de Palerme, sensibiliser quelques-uns d'entre eux. Ce n'est qu'une poignée. On ne peut pas dire que ces jeunes sont représentatifs de l'ensemble du flux migratoire qui est actuellement visible en Europe, mais, en tout cas, cela nous a permis de recueillir des données qui vont nous permettre, par la suite, d'améliorer nos actions en France dans nos collectes, pour avoir un matériel qui soit plus adapté face à la demande réelle sur place. Et cela va aussi nous permettre de continuer sur le troisième volet de la mission qui est l'éveil des consciences en France. L'éveil des consciences auprès de la population, mais notamment, aussi, dans les établissements scolaires. Donc, dans la ville de Montpellier, c'est vrai qu'en se basant sur le jumelage de Palerme et de Montpellier, on va pouvoir s'inscrire dans des projets d'établissements scolaires à travers le CESC, par exemple, qui est le Comité d'éducation à la santé et à la citoyenneté. L'objectif, c'est de sensibiliser les jeunes, de partager, d'échanger et de pouvoir continuer à mener des actions de plus en plus prégnantes sur place aussi, et de plus en plus fréquentes, pour leur apporter le soutien dont ils ont besoin aussi.

Applaudissements dans la salle.

Thierry Escolar - Président de Jeunesse S'engage : Je vais juste conclure en remerciant, à travers vous et Monsieur le Maire, vraiment, la Ville de Montpellier pour le soutien qui nous a été apporté, et également la Ville de Palerme et Monsieur ORLANDO, le Maire de Palerme, l'association KOTIBA et tout un tas de personnes qui nous ont aidés sur cette mission, qui ont cru en nous. Je tiens vraiment, ce soir, à les remercier.

Applaudissements dans la salle.

Monsieur le Maire : A mon tour de vous remercier, de remercier Jane, de remercier Thierry, de remercier toute l'équipe de Jeunesse S'engage, de remercier Fabien ABERT, qui a été présent sur cette initiative depuis le début, et également mon collègue et ami Leoluca ORLANDO, le Maire de Palerme, qui a été présent avec vous du début jusqu'à la fin. Voilà à quoi peut servir un jumelage, voilà à quoi peut servir une coopération entre deux villes qui se parlent sur un sujet qui touche l'humanité toute entière. Donc, grand merci au titre de la Ville de Montpellier, et je sais aussi que le merci vient aussi du Maire de Palerme. Merci beaucoup.

Applaudissements dans la salle.

L'association Jeunesse S'engage quitte la séance.

Donnez-moi votre nom, Monsieur, s'il vous plaît. Quel est votre nom. Je vous en prie.

Monsieur dans la salle : [*Propos hors micro inaudibles*]

Monsieur le Maire : Quel est le nom de votre association ? Arsenal Croix d'argent. C'est une association sportive ? De foot. Je regarde cela. Vous laissez les coordonnées. Monsieur, attendez, s'il vous plaît. Je vous donne la parole ici, et, théoriquement, je ne devrais pas. Ce que je veux dire, c'est qu'on ne va pas le traiter là. On ne va pas traiter le problème là, Monsieur. J'ai entendu votre demande. Si vous faites de la politique, je coupe le micro. Vous m'avez posé une question qui touche votre association Arsenal Croix d'argent, et je vous propose de regarder le cas, que je ne connais pas, de l'étudier et de revenir vers vous. Et je demande à un membre de mon cabinet, qui se trouve à la tribune, M. DINIS, qui est là-haut, qui va venir vers vous prendre vos coordonnées, je vais regarder ça. Voilà, merci beaucoup. Monsieur, si vous voulez faire de la politique, il faut vous présenter aux élections. Vous avez exprimé ce que vous aviez à dire et je vous ai écouté. Théoriquement,

vous ne devriez pas parler. Donc, je vous donne la parole. J'ai entendu votre problème. C'est OK. On va regarder ça. Merci.

Monsieur dans la salle : [*Propos hors micro inaudibles*]

Monsieur le Maire : M. DINIS, vous ne prenez pas la demande de Monsieur, s'il vous plaît. Parce que ça, ce n'est pas correct, pas correct.

Monsieur ABERT, vous me ferez un petit compte rendu en aparté dans mon bureau sur le cas que nous venons de vivre.

Informations du Maire:

Monsieur le Maire : Je vais vous donner quelques éléments d'information sur la Ville de Montpellier. D'abord, il faut que vous sachiez que notre projet de dématérialisation financière – c'est une bonne nouvelle, je vais commencer par les bonnes et puis il y aura quelques nouvelles qui seront un peu moins bonnes, mais, bon, on va faire le tour – a été retenu pour le Label Territoires Innovants. Nous sommes donc assurés d'obtenir le Label et nous sommes désormais sûrs d'être dans les trois premiers, donc d'être primés. C'est une bonne nouvelle au niveau national, ce qui montre la qualité des services financiers de la Ville, de Max LEVITA, Adjoint aux Finances et Vice-président de la Métropole chargé des Finances, Premier adjoint, ainsi que de Monsieur DOMEIZEL qui dirige le service des Finances.

J'ai reçu un courrier de la part du Premier ministre, Monsieur Manuel VALLS, prenant en compte la demande que nous avons formulée par courrier, par écrit, pour reconnaître le caractère national du pôle de compétitivité Eau situé à Montpellier. Ce dossier est désormais dans les mains de Michel SAPIN, Ministre de l'Économie et des Finances.

J'aimerais ensuite vous donner deux nouvelles avant d'attaquer les sujets un peu plus politiques. Vous avez vu qu'hier, j'ai démonté les chaises et les bancs. Cela m'a fait un d'exercice, et j'ai une petite déclaration à faire sur ce sujet. Je la dois en Conseil municipal.

La mise en œuvre des travaux de réalisation de la ligne 4 de tramway était assurée par une équipe technique de coordination dédiée. Celle-ci intervenait dans la coordination des différents acteurs du projet Mission Grand Cœur, direction des mobilités de la Métropole, TAM, maîtrise d'œuvre, entreprises, etc. La mise en service de la ligne 4 est un succès, et les derniers travaux de finition en cours s'achèvent avec la mise en place des mobiliers urbains.

Cette mission de coordination n'est désormais plus nécessaire. La gestion de l'espace public – parce que, la ligne 4, nous l'avons terminée – ainsi aménagé est confiée désormais aux différents services en charge de leur exploitation. D'autant que les dernières installations de mobilier urbain sur l'avant-place royale du Peyrou ont été réalisées à l'initiative du responsable technique de cette mission de coordination, s'affranchissant des procédures de consultation, de décision prévues dans le cadre des procédures et informations hiérarchiques en usage dans la collectivité. Pas de validation de la hiérarchie, pas de validation de la Mission Grand Cœur, évidemment pas de validation politique, pas de validation de l'architecte des Bâtiments de France et surtout aucune concertation – qui est le rôle des élus. Donc, c'est l'œuvre d'un directeur ou d'un responsable, seul, qui a pris la décision de faire cela. En conséquence, il est mis un terme à cette mission technique de coordination ; et les agents concernés seront informés de ces dispositions, et il leur sera proposé de nouvelles affectations correspondant à leurs qualifications au sein des services de la Métropole.

Deuxième information. Nous aurons très certainement le plaisir d'accueillir, lors du Cinemed, samedi soir, Madame Isabelle ADJANI, qui devait venir depuis longtemps et qui, d'après le communiqué de presse du Cinemed de ce matin, à 11h10, a annoncé sa présence, pour la sortie de son film *Carole* MATTHIEU. Samedi soir, au Corum.

Enfin, je voudrais dire que j'ai suivi les recommandations du professeur Jacques DOMERGUE sur la demande qu'il a formulée pour la relocalisation de l'Agence européenne du médicament. Madame MARION m'en avait également parlé. Donc, muni de ces 2 témoignages et conseils éclairés, j'ai écrit à Madame Marisol TOURAINE Ministre de la Santé et des Affaires sociales, et à Monsieur Manuel VALLS, Premier ministre, ainsi qu'à Pierre MOSCOVICI, Commissaire européen aux Affaires économiques et financières, pour leur annoncer la candidature de Montpellier pour recevoir l'EMA. Donc, je les remercie tous les deux.

Donc, je passe maintenant à l'ordre du jour.

Je vais demander à Mademoiselle BODKIN de venir siéger ici à la tribune pour faire l'appel.

Madame Maud BODKIN procède à l'appel.

Adoption de l'ordre du jour

Monsieur le Maire : Merci. Nous sommes très largement dans les règles du quorum, et je vous propose donc de débiter nos travaux par l'adoption de l'ordre du jour du Conseil municipal qui comporte aujourd'hui 50 affaires, dont un vœu de soutien qui est présenté par le groupe socialiste. Je vous propose d'ajouter une affaire à l'ordre du jour : l'affaire 50, qui concerne l'Agence régionale de santé, sur la délimitation des territoires de démocratie sanitaire. L'affaire 30 a été modifiée en raison d'une erreur matérielle, et la version corrigée se trouve sur vos tables. L'affaire 46, sur le tableau des effectifs, je vous propose de corriger la date du Comité technique qui devait avoir lieu le 12 octobre et qui s'est réuni aujourd'hui. Et, enfin, les affaires 37 et 39 concernent des désignations au scrutin majoritaire des représentants du Conseil municipal dans différentes instances afin de fluidifier les travaux. Je vous proposerai, si vous êtes d'accord, de voter à main levée.

France JAMET : [*Propos hors micro inaudibles*]

Il a été présenté, Madame JAMET. Il est dans votre dossier, et s'il n'est pas dans votre dossier, il a été présenté en Conférence des Présidents où vous étiez absente.

Pour : 59

Contre : 2 (France JAMET, Audrey LLEDO)

Abstentions : 1 (Djamel BOUMAAZ)

Adopté à la majorité.

Adoption du procès-verbal du Conseil municipal du 29 septembre 2016

Monsieur le Maire : Vous avez pris connaissance du PV. Avez-vous des observations à formuler sur sa rédaction ?

Jean-Pierre MOURE : Monsieur le Maire, chers collègues, c'est juste une rectification. A l'antépénultième page du procès-verbal, à la fin de mon intervention, il y a une erreur de transcription : ce n'est pas le chiffre de ces 500 000 euros, mais 5 500 000 euros. Ce n'est pas la même chose.

Monsieur le Maire : Vous avez raison. On apportera votre précision en correction.

Audrey LLEDO : Monsieur le Maire, Mesdames et Messieurs les conseillers, bonsoir. J'ai quelques observations. D'abord, je suis étonnée de constater qu'avec Madame JAMET, nous avons quitté définitivement la séance en affaire 42, alors que sommes intervenues sur l'affaire 43. Donc, je pense que ça, c'était à modifier. Et j'ai une petite question : j'ai du mal à comprendre comment la vidéo du Conseil municipal peut durer 8 heures 30 alors que le Conseil n'a pas duré 8 heures 30.

Monsieur le Maire : Ce sont deux petites erreurs, des coquilles d'imprimerie que nous corrigeons.

Audrey LLEDO : Pour la vidéo ?

Monsieur le Maire : Si c'est pas 8 heures 30, on corrigera. C'est bien, vous lisez vos dossiers, c'est très bien.

Pour : 59

Contre : 2 (France JAMET, Audrey LLEDO)

Abstentions : 1 (Djamel BOUMAAZ)

Adopté à la majorité.

Madame SALOMON et Monsieur YOUSSEUS sortent de séance.

Vous avez pris connaissance également des décisions depuis la dernière séance. Le prochain Conseil municipal aura lieu le 17 novembre, ici même, à 18h00.

Articles L 2122-22 et L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales – Lecture des décisions prises depuis la dernière séance publique du Conseil municipal (cf. fin du document).

Vœu de soutien à l'accueil du siège de l'Agence Française de la Biodiversité à Montpellier

Vœu déposé par le groupe des élus socialistes, écologistes et progressistes.

La Loi pour "la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages", a été adoptée définitivement le mercredi 20 juillet 2016, et crée notamment une Agence Française de la Biodiversité (A.F.B.)

L'AF.B. sera opérationnelle au 1er janvier 2017. Ses grandes missions sont les suivantes :

- la préservation, la gestion et la restauration de la biodiversité,
- le développement des connaissances, ressources, usages, services éco systémiques attachés à la biodiversité,
- la gestion équilibrée et durable des eaux, l'appui scientifique, technique et financier à l'élaboration, à la mise en œuvre et à l'évaluation des politiques de l'État et des collectivités territoriales,
- la contribution au développement des filières économiques de la biodiversité, le soutien aux filières de la croissance verte et bleue dans le domaine de la biodiversité,
- la lutte contre la bio piraterie, la police de l'environnement, administrative et judiciaire.

Le Président d'honneur est l'astrophysicien Hubert REEVES

La loi prévoit la création d'agences régionales de la biodiversité (3 pôles : Brest, Vincennes et Montpellier).

A ce jour, rien n'est en revanche indiqué sur la localisation du siège de l'Agence.

Il est donc proposé au Conseil municipal de Montpellier de demander par le présent vœu à l'Etat de faire le choix de Montpellier comme ville d'accueil du siège de l'A.F.B.

Les raisons de ce soutien sont multiples.

Montpellier ayant, en 2016, perdu son statut de capitale régionale, l'installation de cette agence doit être un des éléments de compensation en terme d'emploi et de rayonnement pour notre ville.

L'implantation de l'A.F.B. à Montpellier mettra en lumière une synergie évidente avec le niveau de la recherche scientifique sur le territoire. En effet, la communauté Montpelliéraine de recherche en biodiversité est une des plus importantes au niveau national et européen (1ère en France avec 1200 scientifiques) par :

- le nombre de ses chercheurs,
- les domaines scientifiques couverts tant génériques (génomique, écologie évolutive, écologie fonctionnelle, biologique intégrative, etc.) que finalisés (gestion des ressources vivantes, aquaculture, foresterie, agronomie, conservation, santé humaine, etc...)
- la diversité des environnements étudiés (tropicaux et méditerranéens, terrestres et marins) et de ses dispositifs expérimentaux (évolution expérimentale, Ecotron, observatoires, dispositifs expérimentaux à long terme...).

A Montpellier sont également installés de nombreux centres de recherche et institutions universitaires, reconnus sur le plan national et international : CNRS, Agropolis International, INRA, CIRAD, IRSTEA, IRD, BRGM, CIHEAM, SupAgro, UM avec le Labex Centre Méditerranéen de l'Environnement et de la Biodiversité et l'Observatoire de Recherche en Environnement Méditerranéen. Montpellier accueille le CGIAR, le siège de la Fédération des Parcs nationaux, et de plusieurs associations reconnues nationalement comme l'Office de Protection de l'Environnement et des Insectes...

Montpellier est de plus une collectivité locale fortement impliquée dans l'action en faveur de la biodiversité en milieu urbain : la Ville est fortement impliquée dans ses politiques publiques sur les sujets liés à la biodiversité. Elle participe activement au réseau des villes membres de la Convention pour la Diversité Biologique, animant un réseau méditerranéen sous l'égide des Nations Unies. Elle s'est également vu reconnaître en 2011 le statut de capitale européenne de la biodiversité.

Il apparaît donc nécessaire de conforter par ce choix Montpellier dans son développement, riche de sa communauté scientifique, fort des actions locales engagées.

En conséquence, il est donc proposé au Conseil municipal par le présent vœu :

- de soutenir auprès de l'Etat l'installation à Montpellier le siège de l'Agence Française pour la Biodiversité.

Monsieur le Maire : Avant d'attaquer la première affaire, il s'agit d'un vœu sur l'accueil du siège de l'Agence française de la biodiversité à Montpellier, et je passe la parole à Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président du groupe socialiste.

Michael DELAFOSSE : Monsieur le Maire, chers collègues, d'abord, permettez-moi de vous remercier puisqu'en Conférence des présidents, nous avons proposé ce vœu et vous nous avez indiqué – je pense que ce sera exprimé – que vous le soutiendrez. Effectivement, en ce moment, il y a des discussions âpres au niveau national et une compétition entre les villes pour savoir qui peut accueillir l'Agence de la biodiversité. Le sens de ce vœu est d'exprimer notre unanimité pour que notre ville, qui est dotée d'un potentiel exceptionnel – historique –, son jardin des plantes, sa communauté scientifique – près de 1 200 chercheurs qui travaillent sur ce domaine –, et puis des politiques publiques engagées depuis longtemps sur ce thème sont autant d'atouts pour pouvoir obtenir cette agence et que ce doit être aussi un élément pour conforter la dynamique de Montpellier. Après, il y a des éléments d'arguments dans ce vœu, cela va de soi. Ce que vous venez d'annoncer par courrier à Monsieur le Premier ministre sur l'Agence européenne du médicament permet d'avoir deux messages forts, au demeurant sans doute complémentaires, pour qu'on puisse conforter la place, le développement, le rayonnement de notre ville. Merci.

Monsieur le Maire : Merci. Qui souhaite s'exprimer sur ce sujet, qui est un sujet important ?

France JAMET : Juste une explication de vote. Cela ne veut rien dire, ce que je viens d'entendre, je ne comprends pas. C'est un vœu pieux, sûrement. On ne peut pas être contre. Mais, en même temps, je ne vois pas l'utilité de cette démarche démagogique. En l'occurrence, peut-être que cela aurait mérité plus de développements. En général, aussi, d'ailleurs, les vœux sont à la fin, et ce sont les sujets importants, prégnants que l'on propose au début. Je regrette d'ailleurs que vous mettiez en 50^{ème} position un vœu qui nous est déposé au dernier moment concernant l'ARS qui, je crois, pose des problématiques autrement plus dramatiques en matière d'aménagement du territoire, de services de santé et qui sont corrélatifs, je crois, à la politique que nous subissons et que Monsieur DELAFOSSE soutient. Tout ce qui nous arrive, c'est la conséquence directe de ce qui nous est imposé par la politique de Monsieur HOLLANDE. Donc, nous nous abstiendrons sur ce vœu. Quand vous nous expliquerez à quoi ça sert... Par contre, je pense que vous auriez pu laisser un petit peu plus de place et en tout cas le temps de la réflexion sur le rapport 50.

Jacques DOMERGUE : Sur l'Agence de la biodiversité, évidemment, on est tout à fait en soutien de cette demande. Je pense que Montpellier doit se positionner de plus en plus sur ce genre de structures. On a des conditions de vie et d'accueil qui permettent d'héberger des structures, même si elles ne sont pas fonctionnalisées, du moins administratives, pour lesquelles il est important d'avoir des conditions de vie et

d'exercice majeures. Ce que l'on aurait aimé savoir, Monsieur DELAFOSSE, c'est ce que cela représente en termes de personnes qui vont venir, en termes d'infrastructures nécessaires, en termes de budget, de PIB pour la ville. Mais, puisque vous avez souligné, Monsieur le Maire, que vous souteniez l'initiative de positionner Montpellier dans le cadre de Montpellier capitale de la santé comme ville française pouvant accueillir l'Agence européenne du médicament, l'EMA, je voudrais préciser à nos collègues ce que cela représente. L'EMA, en 2011, je n'ai pas le dernier budget, c'était 260 ou 280 millions d'euros de budget, donc c'est quelque chose de très important. Et, en termes d'effectifs, c'est pratiquement 500 personnes qui travaillent à l'EMA avec, bien sûr, des CSP + et des personnes qui ont un niveau de qualification très élevé.

Donc, je crois que, dans la perspective des difficultés que peut rencontrer Montpellier par rapport à Toulouse, c'est un élément important, il faut qu'on saisisse notre créneau pour éviter un déclassement. Je l'ai déjà dit dans la presse et je le redis aujourd'hui. Pour éviter ce déclassement, il faut que l'on soit en situation d'accueillir des gros secteurs d'activité. Il n'y en a pas beaucoup, on n'en n'aura pas beaucoup, mais l'Agence de la biodiversité en est une, l'Agence européenne du médicament une autre. Et ce qu'il faut, surtout, c'est que, au-delà du vœu que nous émettons, nous définissions une stratégie, et que nous soyons proactifs parce que, par exemple, sur l'EMA, Strasbourg a déjà fait valoir ses qualités de ville européenne, Milan a vu son Maire se déplacer à Londres pour voir ce que représentait l'Agence européenne du médicament. J'ai vu que vous allez faire un voyage à Londres sur un point un peu plus en avant du Conseil municipal. C'est probablement l'occasion d'essayer de se positionner pour aller les rencontrer. Et, bien évidemment, il faut le faire par rapport aux autres villes françaises. Toulouse s'est également positionnée en faisant valoir que Toulouse à le Canceropôle, que Toulouse a un fameux hub aéroportuaire qui va être un atout considérable par rapport à nous ; mais je crois, là aussi que, s'il n'y a pas une répartition des activités entre ces deux capitales, même si nous ne sommes plus capitale régionale, on risque d'avoir un déséquilibre progressif au profit de Toulouse aux dépens de Montpellier. Et ça, à mon sens, la qualité de vie à Montpellier n'a rien à envier à ce qu'elle est à Toulouse. Et ça, ça doit être un élément important pour proposer le choix de Montpellier, de par sa situation géographique, de par ses avantages, de par ses infrastructures, les moyens de se déplacer, la culture, etc. Peut-être que la fiscalité sera dissuasive, c'est vrai, mais, au-delà de tout ça, il est important que Montpellier – je le dis parce qu'il faut que tout soit dit –, il faut que Montpellier se positionne clairement – vous aurez l'occasion de le redire lorsque l'on parlera du budget et de la fiscalité –, il faudra que Montpellier se positionne sur de grands dossiers comme celui-là. Parce que ce n'est pas tous les jours que nous aurons l'occasion de pouvoir candidater sur de telles agences qui sont, à mon sens, l'avenir de notre ville.

Monsieur le Maire : Merci. Je vais essayer de répondre aux questions que vous avez posées puisque, si j'ai accepté que Monsieur DELAFOSSE, au titre du groupe socialiste, présente ce vœu et si je lui ai dit que nous le soutiendrons, c'est parce que nous avons positionné la Ville et la Métropole, depuis plusieurs mois maintenant, sur cette demande d'installation de l'Agence de la biodiversité à Montpellier. En effet, le 12 mars 2015, j'ai écrit au Président de la République, au titre de la Ville et de la Métropole, pour recevoir l'Agence de la biodiversité. J'ai répété mon courrier à Monsieur Manuel VALLS, le 29 avril 2016, toujours sur l'Agence de la biodiversité et, dernièrement, le 17 mars 2016, cette année, j'ai encore écrit à Madame Ségolène ROYAL, toujours pour l'installation de l'Agence de la biodiversité, ce qui fait que c'est bien que ce vœu puisse être émis ce soir.

Christian DUMONT : [*Propos hors micro inaudibles*] C'est les réponses qui nous intéressent, pas vos courriers.

Monsieur le Maire : Moi, j'ai fait mon travail. Comme dit Madame MIRALES, si on n'écrit pas de lettre, on ne risque pas d'avoir une réponse.

Propos hors micro inaudibles

Monsieur le Maire : Arrêtez de vous quereller sur des petits problèmes de forme. Monsieur de SAINT-JOUAN, vous prenez toujours la parole à contretemps. Vous devriez faire partie de l'orchestre. Je vais vous donner la parole, mais je le ferai après vous pour répondre sur le personnel. Il faut que je vous dise combien cela représente d'emplois, parce que tout cela est marqué dans les courriers que j'ai formulés. Allez-y Monsieur de SAINT-JOUAN.

Cédric de SAINT JOUAN : Je me permets d'intervenir peut-être à contretemps, à cause de ce que j'entends, sinon, évidemment, j'aurais levé la main plus tôt. Moi, je pense que la question de la biodiversité n'a rien de démagogique, contrairement à ce que j'ai entendu. A ceux qui le pensent encore, je conseille d'aller voir le film *Avant le déluge* qui sort, où Leonardo DI CAPRIO nous explique toutes les problématiques relatives au changement climatique. Je rappelle, comme le disait Yann ARTHUS-BERTRAND, que seuls 5 % des mammifères vivants sont encore à l'état sauvage. Et avoir l'Agence de la biodiversité à Montpellier, à mon sens, est très important, à la fois pour la notoriété et pour l'image de la Ville.

Abdi EL KANDOUSSI : [*Propos hors micro inaudibles*]

Monsieur le Maire : S'il vous plaît, pas d'attaques personnelles. Il est important que, sur ce dossier, il y ait l'unanimité la plus large possible. Je partage le vœu de Monsieur DELAFOSSE.

Donc, on est, sur les ateliers, à 33 personnes ; sur les parcs, il y a 35 personnes. On doit être à peu près à une centaine de personnes. Cela représente à peu près 100 emplois sur la ville de Montpellier.

Je vais mettre le vœu aux voix.

Qui est contre ? Un contre.

Qui s'abstient ? 2 abstentions.

C'est presque l'unanimité, je vous remercie. Et je remercie à la fois le groupe socialiste de m'avoir proposé ce vœu et à la fois Jacques DOMERGUE de m'avoir incité cordialement à modifier mon emploi du temps lorsque je vais à Londres pour représenter la Ville lors de l'attribution du Grand Prix européen d'urbanisme où nous sommes désormais dans les 3 premiers.

France JAMET : [*Propos hors micro*] Pourquoi vous ne lui demandez pas d'intervenir auprès de Monsieur HOLLANDE au lieu de faire cela ?

Monsieur le Maire : Mais, attendez, toutes les initiatives sont les bienvenues pour demander au gouvernement l'installation de l'Agence de la biodiversité dans notre ville de Montpellier. Vous avez vu, cela fait 12 pieds. Un petit alexandrin, cela ne fait pas de mal.

Pour : 57

Contre : 1 (Djamel BOUMAAZ)

Abstentions : 2 (France JAMET, Audrey LLEDO)

Adopté à la majorité.

Monsieur BOUMAAZ sort définitivement de séance.

1. PORT MARIANNE - Secteur de La Baume

Lancement d'une procédure de zone d'aménagement concerté

Objectifs et modalités d'association du public

Dans le cadre du projet urbain de Port Marianne, du développement vers l'est de son territoire et de sa politique de renouvellement et de réinvestissement des quartiers existants, la Ville de Montpellier a souhaité engager le réaménagement du secteur de la Baume, situé à la périphérie immédiate des quartiers Richter et Parc Marianne. Ce secteur, d'une superficie d'environ 8,5 hectares, est délimité à l'ouest par l'avenue Raymond Dugrand, au nord et à l'est par l'avenue Albert Einstein et un ensemble pavillonnaire, au sud par la place Ernest Granier et l'avenue du Mondial 98.

Cette volonté de réaménagement faisait suite à une réflexion urbaine engagée dès 2007, qui avait permis de définir une vision globale de réinvestissement de cet espace urbain, proposant une nouvelle trame viaire de

desserte et une recomposition partielle du bâti et du parcellaire existants pour y développer, en cohérence avec les quartiers voisins réalisés récemment, un nouveau quartier mixte à vocation principale d'habitation.

Ce projet d'aménagement, qui s'inscrit dans la continuité des quartiers Richter, Jacques Cœur et Parc Marianne, était susceptible d'intégrer également une réflexion sur les grands espaces publics environnants et structurants, comprenant la partie nord-est de la place Ernest Granier, la section de l'avenue Raymond Dugrand située au droit du secteur de la Baume, la place Christophe Colomb et une partie de l'avenue du Mondial 98.

Cette réflexion avait conduit le Conseil municipal à adopter, par délibération du 24 avril 2008, des mesures conservatoires en instaurant sur le secteur concerné un périmètre d'étude au titre de l'article L.424-1 du code de l'urbanisme (anciennement article L.111-10) permettant, le cas échéant, de surseoir à statuer sur des demandes d'autorisation de travaux ou de construction.

Compte tenu de la continuité physique du secteur de la Baume avec le périmètre de la concession d'aménagement de Parc Marianne et de la cohérence urbaine indispensable à l'aménagement de ces deux quartiers, la Ville a souhaité confier des missions d'études et d'aménagement opérationnel à la SERM (Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine titulaire de la concession Parc Marianne). Un avenant n°6 à la concession d'aménagement Port Marianne - Parc Marianne a pour cela été approuvé par une délibération du Conseil municipal du 25 juillet 2011 puis signé en date du 9 août 2011.

En octobre 2012, le Conseil Municipal a adopté les termes d'une délibération lançant une procédure de zone d'aménagement concerté (ZAC) et définissant les objectifs et modalités d'association du public liés à ce projet.

Cependant, la concertation sur ce secteur n'a pas été engagée depuis, du fait de la nécessité d'engager des réflexions et études complémentaires relatives à la programmation urbaine de ce quartier et aux aspects de protection hydraulique.

Ces éléments amènent aujourd'hui la Ville à compléter certains objectifs et enjeux d'aménagements définis en 2012 en y intégrant la problématique hydraulique et en actualisant les données préalables à ce projet, tout en réaffirmant les objectifs précédemment présentés en 2012.

En conséquence, il convient de retirer la délibération n°2012/444 du 1^{er} octobre 2012 et de substituer les principaux enjeux et objectifs d'aménagement alors définis à l'époque par les suivants :

- réaliser, par l'évolution du tissu urbain existant peu dense et d'activités devenues aujourd'hui géographiquement inappropriées, un quartier mixte à vocation principale d'habitation sous forme de logements collectifs, accueillant également des bureaux et des commerces et s'insérant dans le tissu urbain dense et structuré des quartiers centraux de Port Marianne ;
- proposer une composition urbaine en cohérence avec les quartiers voisins déjà réalisés dans le cadre du projet urbain de Port Marianne, et notamment avec le pôle d'affaires de la place Ernest Granier, en réponse aux autres façades développées sur les trois angles opposés (Richter, Jacques Cœur et Parc Marianne) de cette place, que le quartier de la Baume viendra parachever ;
- garantir une couture progressive avec le tissu urbain environnant, équilibrée entre le respect de l'existant et l'ambition de constituer des fronts bâtis cohérents avec l'urbanité du projet de Port Marianne et les équipements qui le constituent ;
- développer l'urbanisation à proximité des lignes de tramway, notamment les lignes 1 et 3 en service ;
- répondre aux besoins en matière d'habitat toujours très importants exprimés sur cette partie de la commune, dans le respect du principe de mixité sociale mis en œuvre par la Ville dans l'ensemble de ses nouveaux quartiers depuis de nombreuses années ;
- participer à la requalification des avenues Raymond Dugrand et du Mondial 98 par la création de fronts urbains structurés et ordonnancés et en proposant, notamment pour la section nord de l'avenue Raymond Dugrand, un parti de réaménagement en cohérence avec les travaux de requalification réalisés au sud de la place Ernest Granier ;
- valoriser l'ambiance urbaine et aménager les espaces publics en privilégiant, dans un contexte paysager, la continuité des modes de déplacement doux (piétons et cycles), entre le quartier et les aménagements existants de Port Marianne ;

- affirmer au sein du futur quartier de la Baume une dimension paysagère s'insérant dans le schéma directeur paysager de Port Marianne défini par Michel Desvigne et Christine Dalnoki dès le début des années 90 ;
- répondre aux besoins en matière d'équipements publics qui pourront s'exprimer à l'échelle du quartier ;
- intégrer la problématique hydraulique dans le réaménagement global du quartier ;
- concevoir un nouveau quartier qui s'inscrira dans la démarche globale de développement durable menée par la Ville.

Le principe du réaménagement du secteur de la Baume sous forme d'une zone d'aménagement concerté (ZAC) est maintenu.

En référence au nom historique du tènement sur lequel la réalisation du nouveau quartier est envisagée, et par sa capacité d'identification aisée des lieux, il est proposé de maintenir l'appellation de l'opération d'urbanisme projetée « ZAC de la Baume ».

En accompagnement de la procédure de ZAC et de l'élaboration du projet du nouveau quartier, une concertation avec le public sera organisée, dont les modalités pourraient être les suivantes :

- une réunion publique,
- une mise à disposition du public du dossier pour une durée d'au moins 15 jours, accompagné d'un registre permettant de recueillir les observations de chacun,
- un article dans le journal municipal,
- une publication sur le site internet de la Ville.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de retirer la délibération n°2012/444 du 1^{er} octobre 2012 ;
- d'affirmer le principe d'aménagement du secteur de la Baume sous forme de zone d'aménagement concerté (ZAC) ;
- d'approuver la désignation de cette zone d'aménagement concerté sous l'appellation « ZAC de la Baume » ;
- d'adopter les objectifs d'aménagements proposés ;
- d'engager la concertation relative au projet de ZAC de la Baume et d'adopter les modalités définies ci-dessus ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Monsieur le Maire : Qui souhaite s'exprimer ? Je rappelle que le secteur de la Baume, c'est le secteur qui se trouve en face de la fac de Sciences-éco, là où se trouve Union matériaux aujourd'hui, jusqu'à la route de Vauguières, qu'il y a déjà sur cette série de parcelles un périmètre d'étude et que nous vous proposons aujourd'hui de le convertir en ZAC. Qui veut des précisions auprès de l'adjointe chargée de l'urbanisme, Stéphanie JANNIN ?

Jacques DOMERGUE : Qu'est ce qu'il va advenir, puisque la plus grande partie de cette zone est occupée par Union des matériaux, de l'entreprise Union des matériaux ? Est-ce qu'ils vont être délocalisés ?

Monsieur le Maire : Nous sommes toujours en discussion avec l'entreprise Union matériaux. Union matériaux représente environ la moitié, en termes de surface, du secteur de la Baume. Peut-être un peu moins, d'ailleurs, un gros tiers. Les deux autres tiers sont composés de petites parcelles qui se jouxtent les unes avec les autres et pour lesquelles nous sommes déjà intervenus, avec les services d'urbanisme de la Ville pour permettre l'achat de certaines maisons, avec leurs pièces de terre attenantes afin de bloquer les projets qui pouvaient rassembler plusieurs maisons et se développer sans contrôle. Nous avons pour cela positionné un périmètre d'étude qui nous permet de surseoir à statuer sur les permis de construire et, maintenant, nous proposons de faire une ZAC, pour permettre de faire en sorte que le produit des constructions qui vont s'y établir puisse venir au concours des équipements publics de toute la zone.

Pour : 57

Contre :

Abstentions : 2 (France JAMET, Audrey LLEDO)

Adopté à l'unanimité.

2. Zone d'aménagement concerté Port Marianne – Rive gauche Modification du programme des équipements publics

D'une superficie de 9 hectares, la zone d'aménagement concerté (ZAC) Port Marianne – Rive gauche est localisée entre le Lez à l'ouest, l'avenue Raymond Dugrand à l'est, le quartier Jacques Cœur au nord et l'autoroute A9 au sud. Elle s'inscrit également dans la continuité du projet urbain de Port Marianne, son schéma directeur paysager ainsi que dans le plan de composition de l'avenue Raymond Dugrand établi par Architecture Studio.

Par délibération du 26 mars 2007, le Conseil municipal a défini les objectifs et les modalités de concertation relatifs à la réalisation de la ZAC. A l'issue d'une procédure de concours d'urbanisme et de maîtrise d'œuvre, une équipe pluridisciplinaire a été désignée pour assurer la conception, la réalisation et le suivi architectural et urbain de cette opération. Elle se compose de l'agence d'architecte-urbanistes Pierre Tourre (architecte-urbaniste en chef), du paysagiste Marc Richier, et du bureau d'études environnemental TRIBU.

Le 4 février 2008, le Conseil municipal a approuvé le dossier de création de la ZAC Port Marianne – Rive gauche, ainsi que le bilan de la concertation à laquelle elle a donné lieu. Le 22 décembre 2008, le Conseil municipal de la Ville de Montpellier a décidé de concéder les études et la réalisation de ce quartier à la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM).

Au terme du montage du dossier de réalisation de la ZAC Port Marianne – Rive gauche, une nouvelle phase de concertation a été organisée sur ce dossier. Par délibération du 14 décembre 2009, le Conseil municipal a approuvé le bilan complémentaire et définitif de cette concertation et a arrêté le dossier de réalisation correspondant, ce dernier incluant le programme d'équipements publics de la ZAC (PEP).

C'est à partir de 2011 que la phase opérationnelle a pu être engagée avec la construction des premiers lots. L'ensemble de ce quartier totalisera à terme environ 1 200 logements ainsi que des commerces, des locaux d'activités, des bureaux, le tout réparti sur treize lots. A ce jour, plusieurs lots sont désormais livrés pour un total d'environ 200 logements et cinq autres lots sont en cours de construction.

Le développement de ce quartier, dont la Ville de Montpellier est à l'initiative, vient en réponse à la croissance démographique et au besoin important en logements nouveaux pour accueillir la population supplémentaire. Afin de répondre à ces besoins, la Ville de Montpellier engage, lorsque cela est nécessaire, la construction des équipements publics requis.

En ce qui concerne la petite enfance, les études ont montré la nécessité d'offrir au sein du quartier Port Marianne, à l'horizon de 2018/2019, un établissement d'accueil du jeune enfant. C'est pourquoi, par délibération du 28 avril 2016, le Conseil Municipal a approuvé la modification du programme des équipements publics de la ZAC Port Marianne – Rive gauche afin d'y intégrer un projet de création de crèche.

En complément de ce programme destiné à la petite enfance, et parce-que la Ville est attachée à sa politique d'implantation d'équipements de proximité au plus proche des Montpelliérains il est aujourd'hui envisagé la création d'une Maison pour Tous d'une surface d'environ 350 à 500 m². Il est proposé que ce nouvel équipement soit implanté au sein du même lot que celui identifié au sein de la ZAC Port Marianne - Rive gauche pour la crèche (lot 10). Ce lot 10, qui a été justement réservé depuis plusieurs années pour accueillir un équipement public en fonction des besoins exprimés dans le temps, constituera par conséquent un équipement public mixte intégré au cœur du quartier Rive gauche pour répondre au mieux aux attentes des habitants. Cet équipement public mixte sera financièrement pris en charge par la Ville de Montpellier mais réalisé sous maîtrise d'ouvrage de la SERM dans la cadre de la concession.

Par ailleurs, en complément des deux groupes scolaires supplémentaires réalisés récemment sur le quartier Port Marianne, à savoir le groupe scolaire Chengdu inauguré en septembre 2013 (10 classes) et le groupe scolaire André Malraux en septembre 2015 (15 classes), et afin de renforcer, d'ici 2020, les besoins en structures d'enseignement au sein du quartier, il est proposé la réalisation d'un nouveau groupe scolaire au sein de la ZAC Port Marianne - Rive gauche. Ce nouvel équipement public de l'opération sera financièrement pris en charge par la Ville de Montpellier et sera réalisé sous sa propre maîtrise d'ouvrage.

En conséquence, il est aujourd'hui proposé de modifier le programme des équipements publics (PEP) de la ZAC Port Marianne – Rive gauche afin d'y intégrer la réalisation des nouveaux équipements publics tels que définis ci-dessus.

En conséquence, il vous est proposé :

- d'approuver le programme des équipements publics de la zone d'aménagement concerté Port Marianne – Rive gauche tel que proposé en annexe de la présente délibération,
- de procéder aux formalités réglementaires de publicité et d'affichage, conformément aux dispositions des articles R.311-5 et R.311-9 du code de l'urbanisme,
- de dire que le programme des équipements publics de la zone d'aménagement concerté Port Marianne – Rive gauche sera tenu à la disposition du public à la mairie de Montpellier, aux jours et heures d'ouverture des bureaux au public,
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Monsieur le Maire : La parole est à Stéphanie.

Stéphanie JANNIN : Monsieur le Maire, chers collègues, cette délibération concerne donc une modification de programme des équipements publics sur la ZAC Rive gauche qui est située dans le grand secteur de Port Marianne, le long du Lez et de l'avenue Raymond Dugrand. Cette ZAC est d'une superficie de 9 hectares. Le développement de ce quartier dont la Ville de Montpellier est à l'initiative, bien entendu, vient en réponse à la croissance démographique et au besoin important de logements nouveaux pour accueillir la population supplémentaire, qu'elle soit issue du solde naturel ou migratoire. Afin de répondre à ces besoins, la Ville de Montpellier engage, lorsque cela est nécessaire, la construction d'équipements publics. En ce qui concerne la petite enfance, les études ont montré la nécessité d'offrir au sein du quartier Port Marianne, à l'horizon 2018-2019, un établissement d'accueil du jeune enfant, c'est-à-dire une crèche.

C'est pourquoi, par délibération du 28 avril 2016, le Conseil municipal a approuvé la modification du programme des équipements publics de la ZAC Port Marianne rive gauche afin d'y intégrer un projet de création de crèche. En complément de ce programme destiné à la petite enfance, il est aujourd'hui envisagé la création d'une maison de quartier, d'une surface d'environ 350 à 500 m², implantée au sein du même lot que celui qui avait été identifié par la crèche. Ce que vous aviez, Monsieur le maire, alors que vous étiez adjoint à l'urbanisme, destiné à accueillir un équipement public, constituera donc ainsi un équipement public mixte intégré au cœur de quartier. C'est donc une réserve foncière qui avait été faite en amont et qui, aujourd'hui, entre en phase opérationnelle, avec la réalisation de ces équipements et des choix de programmes qui sont adaptés aux besoins. Cet équipement public mixte sera financièrement pris en charge par la Ville de Montpellier, mais réalisé sous maîtrise d'ouvrage de la SERM. Il est également proposé la réalisation d'un nouveau groupe scolaire au sein de la ZAC Port Marianne rive gauche.

Monsieur le Maire : Merci beaucoup, Stéphanie. Donc, sur rive gauche, une crèche ; les équipements publics sont les suivants : une crèche, une maison du quartier et un groupe scolaire qui se feront avant la fin du mandat, pour la crèche. Même chose pour la maison de quartier, qui dépendra de la régie des Maisons pour tous. Et je pense que, pour le groupe scolaire, le chantier commencera avant la fin du mandat. Madame MARSALA, dites-nous un mot sur le groupe scolaire Port Marianne, c'est important, parce que vous savez que le quartier se développe très vite. Il y a une forte démographie. De même, au Conseil départemental de l'Hérault, à la séance de lundi, le Conseil départemental a rappelé être intéressé par le terrain que nous avons réservé au plan local d'urbanisme tout juste à côté de l'ancienne casse, la SCARAM, un terrain qui sera consacré à la création du prochain collège puisque, dans ce secteur de la ville de Montpellier, il manque un collège. Madame MARSALA.

Isabelle MARSALA : Merci, Monsieur le Maire. Cela m'évitera de vous faire exactement le même texte sur la délibération numéro 28 qui vous présentera cette école. Juste pour vous dire que, cette année, nous avons eu 460 inscriptions scolaires supplémentaires. Donc, nous sommes réellement dans une dynamique démographique importante. Il s'est trouvé qu'à ma grande surprise, après l'école que nous avons inaugurée, Malraux, en 2015, il n'y avait plus d'école prévue. Il faut à peu près 4 ans pour construire une école. Au rythme où nous allons, 460 enfants, c'est un petit peu plus d'un groupe scolaire déjà conséquent de 15 classes.

Monsieur le Maire : Répétez-le, parce que vous avez parlé vite, et il y en avait qui n'étaient pas attentifs.

Isabelle MARSALA : Je recommence. Je disais que, cette année, nous avons fait face à 460 inscriptions supplémentaires dans les écoles. Ce qui est une montée démographique importante.

A ma grande surprise, quand je suis arrivée à l'Education, passée l'école Malraux, que nous avons inaugurée en 2015, il n'avait été mis aucune école sur les rails pour les années à venir, sachant qu'il faut, au minimum, 4 années pour construire une école. Quatre années à 4 années et demie. Devant l'importance du problème, parce que nous ne pouvons pas faire qu'agrandir nos propres écoles existantes – ce n'est pas toujours réaliste –, nous avons besoin de locaux nouveaux. Nous avons mis en place différents projets que je vais vous énumérer. Il y a, d'ici à 2025, 9 nouveaux établissements scolaires en prévision, sachant que le coût moyen d'une école est de 12,5 millions d'euros. Nous avons prévu, à la rentrée 2018, l'ouverture de 2 écoles, une sur Ovalie, quartier Croix d'Argent, de 15 classes, une sur Croix Lavit, quartier hôpitaux fcs, de 15 classes. A la rentrée 2019, nous verrons l'ouverture d'une troisième école sur le site de l'EAI, de 20 classes, école mixte. Six autres établissements sont prévus d'ici 2025 : 2020, un quartier République Port Marianne, 2021, La Restanque Près d'Arènes, 2022 à la ZAC du Côteau-Hôpitaux fcs, 2023 au nouveau Saint-Roch Centre, 2024, de nouveau à Port Marianne, la cinquième école qui sera nécessaire, et, en 2025, La Restanque, quartier Près d'Arènes. Il y aura aussi, dans les trois années à venir, l'extension de l'école Pape Carpentier pour le quartier Celleneuve. Voilà où nous en sommes à ce jour.

Gérard CASTRE : En tant qu'Adjoint délégué aux Maisons pour tous, je voulais juste préciser que la création de cette zone quartier est très attendue par les habitants du Port Marianne. Ce quartier est en pleine extension, vous l'avez dit, et la population se densifie et a besoin d'un point focal supplémentaire. C'est une demande récurrente qui nous est posée dans chaque réunion. Je crois qu'en ce moment, on en fait pas mal et, à chaque fois, on nous demande d'avoir des points comme ça pour se rencontrer. En créant cette maison dans le quartier, nous allons offrir de nouvelles prestations qui correspondent aux attentes de nos concitoyens. Je voudrais juste préciser qu'il faut savoir que les 22 Maisons pour tous qui sont réparties sur la ville de Montpellier hébergent plus de 300 associations et accueillent près de 15 000 usagers par semaine, ce qui est considérable. 15 000 personnes par semaine sont accueillies dans les Maisons pour tous. Cela prouve la vitalité des Maisons et l'envie des citoyens de nous rejoindre. C'est un chiffre énorme, c'est pour cela que je l'ai répété deux fois. Il y a 22 Maisons pour tous. Cela commence bien souvent le matin, avec du sport ou de la musique douce. C'est pour cela que j'ai bien précisé 15 000, parce que c'est vrai, quelquefois, quand on lit ce chiffre dans une conversation, on se dit que j'ai mis un zéro de plus ou que je me suis trompé. C'est vérifié et c'est officiel. Ces chiffres démontrent bien que les Maisons pour tous présentent une activité débordante et que la population de Montpellier demande beaucoup de présence. Donc, j'espère que mes collègues élus de majorité ainsi que ceux de l'opposition voteront cette délibération pour le bien-vivre dans les Maisons de quartier, merci.

Monsieur le Maire : Merci Monsieur CASTRE. Madame DA SILVA, pour la Petite enfance, m'a demandé la parole.

Titina DASYLVA : Je fais le même constat que Madame MARSALA. Lorsque nous sommes arrivés, avec Annie, à la Petite enfance, nous nous sommes rendues compte qu'aucun établissement de petite enfance n'était prévu dans cette zone qui grandit, qui s'accroît. Chaque année, on accueille de nouveaux Montpelliérains. Donc, il a fallu faire quelque chose pour soulager Cambon, Robin des Bois et 72 nouveaux berceaux. C'est trois fois la capacité d'accueil, donc c'est attendu par les parents, tous les jours. Il faut savoir que je reçois une vingtaine de parents par semaine dans mon bureau, pas forcément sur cette zone, mais c'est dire l'attente des familles montpelliéraines en matière de garde.

Applaudissements dans la salle.

Pour : 59

Contre :

Abstentions : 2 (France JAMET, Audrey LLEDO)

Adopté à l'unanimité.

3. Zone d'Aménagement Concerté

Port Marianne-République

Demande d'ouverture d'une enquête publique environnementale préalable à la déclaration d'utilité publique (DUP) valant mise en compatibilité du plan local d'urbanisme

Par délibération du 22 décembre 2008, le conseil municipal a approuvé la création de la ZAC Port Marianne - République bordée à l'ouest par l'avenue Raymond Dugrand, au nord par l'avenue Nina Simone, à l'est par la rue du Mas Rouge et au sud par l'autoroute A9.

La ZAC créée porte sur une superficie d'environ 21 hectares et a pour objectif la réalisation d'un quartier mixte à vocation dominante d'habitat diversifié et regroupant également des bureaux, commerces, activités et équipements publics.

Par délibération du 19 février 2015, le Conseil municipal a confié à la Société d'Aménagement de l'Agglomération Montpelliéraine (SAAM), devenue depuis Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), l'aménagement de cette opération dans le cadre d'une concession d'aménagement signée le 7 avril 2015.

A ce jour, la maîtrise de la propriété foncière n'est pas totalement assurée par la collectivité et son aménageur à l'intérieur du périmètre de la ZAC. C'est pourquoi, considérant l'importance de la ZAC Port Marianne - République au regard de la politique du logement et des équipements conduite par la Ville, il convient de solliciter de Monsieur le Préfet de l'Hérault, la demande de déclaration d'utilité publique valant mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de l'opération et l'organisation préalable de l'enquête publique qui s'y attache. Cette enquête publique sera organisée au titre de l'annexe de l'article R.123-1 du code de l'environnement.

Afin de permettre la réalisation du projet, il convient d'apporter des adaptations au plan local d'urbanisme (PLU) en vigueur. Le périmètre de la ZAC Port Marianne - République est actuellement couvert par les zones AU0-2w, 3AU, 4AU-5 et N du PLU. Les zonages du PLU ne permettent pas l'ouverture à l'urbanisation d'une partie des emprises de la ZAC, sa mise en compatibilité est nécessaire. En application des articles L.153-54 et suivants du code de l'urbanisme, l'enquête publique portera également sur la mise en compatibilité.

Ce dossier de déclaration d'utilité publique valant mise en compatibilité du plan local d'urbanisme contient, conformément à l'article R.112-4 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique et l'article R.123-8 du code de l'environnement :

- une notice explicative ;
- le plan de situation ;
- le plan général des travaux ;
- les caractéristiques principales des ouvrages les plus importants ;
- l'appréciation sommaire des dépenses ;
- l'étude d'impact ;
- la mention des textes régissant l'enquête et indiquant la façon dont celle-ci s'insère dans la procédure administrative relative à l'opération considérée ainsi que la ou les décisions pouvant être adoptées au terme de l'enquête et les autorités compétentes pour prendre cette décision ;
- le bilan de la concertation ayant eu lieu durant la phase création de la ZAC ;
- la mention des autres autorisations nécessaires pour réaliser le projet.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'arrêter le dossier d'enquête publique environnementale préalable à la demande de déclaration d'utilité publique valant mise en compatibilité du plan local d'urbanisme, relatif à la ZAC Port Marianne – République ;
- de demander à Monsieur le Préfet de l'Hérault d'engager les procédures administratives préalables à la demande de déclaration d'utilité publique valant mise en compatibilité du plan local d'urbanisme et d'ouvrir l'enquête publique environnementale préalable à la déclaration d'utilité publique ;
- de solliciter de Monsieur le Préfet de l'Hérault, l'obtention de la déclaration d'utilité publique valant mise en compatibilité du plan local d'urbanisme qui s'attache à l'opération ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'adjoint délégué à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Monsieur le Maire : Nous commençons la ZAC République. Architecte coordinateur, Nicolas MICHELIN, le Bordelais.

Stéphanie JANNIN : Juste pour mémoire, après le recalage du projet que nous avons récupéré en 2014 et qui était défaillant au niveau hydraulique, nous avons obtenu un avis favorable des services de la DDTM, donc de l'État, en date du 5 août 2016 sur les aménagements hydrauliques projetés sur ce quartier, dans le cadre d'un porter à connaissance établi entre la Ville, la SA3M et la Métropole de Montpellier. Donc, c'est un point très positif que je suis très heureuse de pouvoir vous communiquer dans le cadre de ce Conseil municipal et de cette délibération. Il s'agit donc aujourd'hui de proposer d'arrêter le dossier d'enquête publique préalable à la demande de déclaration d'utilité publique valant mise en compatibilité du plan local d'urbanisme. En d'autres termes, nous mettons en place des outils qui nous permettent de finaliser l'action foncière et d'acheter les derniers terrains pour pouvoir réaliser ce beau projet.

Monsieur le Maire : Qui souhaite prendre la parole ? Sur la ZAC République, je rappelle qu'au départ de la ZAC, avec Nicolas MICHELIN, nous avons pris le parti de sacraliser un certain nombre d'espaces publics, à l'intérieur de la ZAC, utiles à la fois pour les personnes à mobilité réduite, pour les personnes handicapées et pour les personnes âgées, afin de trouver de nouveaux modes de déplacement et de proximité de vie quotidienne qui, quelquefois, ne sont pas pris en compte d'emblée ou seulement par les normes légales. Là, nous avons tenu compte de ce paramètre d'emblée dans la conception de la ZAC, et nous avons tenu compte aussi de ce que les urbanistes appellent la dilatation de l'espace public, qui sera très utile pour permettre les déambulations et la danse. Je rappelle que ce projet a été vu et corrigé, en son temps, dans les premiers plans, par Mathilde MONIER lorsqu'elle était présente à Montpellier.

Stéphanie JANNIN : Je me permets d'ajouter quelque chose par rapport à ce que vous venez de dire. Effectivement, nous avons mis en place un système d'ateliers de travail avec ma collègue, Annie YAGUE, Adjointe aux Affaires sociales, unique en France, où nous avons rassemblé, autour de la table, les concepteurs de ce quartier, les services de Ville, les services de la SERM, l'aménageur et les associations représentant toutes les personnes en situation de handicap afin de prendre en compte, dès le démarrage du projet, leur approche, leur vision des choses et surtout leur sensibilité et leur perception de l'espace dans un objectif de conception universelle. C'est-à-dire ne pas aborder cette question sous la forme de la contrainte, mais plutôt de quelle manière la perception particulière et la sensibilité de ces personnes peuvent permettre de créer un aménagement qui soit meilleur pour tous. Je dois dire que nous avons démarré ce travail, qu'il est passionnant, extrêmement enrichissant, et je crois que tous les acteurs autour de la table ont l'impression dans ces échanges de vivre quand même quelque chose d'un petit peu particulier.

Monsieur le Maire : Merci, Madame JANNIN, merci Madame YAGUE, merci Madame AYACHE.

Pour : 59

Contre :

Abstentions : 2 (France JAMET, Audrey LLEDO)

Adopté à l'unanimité.

4. Concession NOUVEAU GRAND CŒUR (SAAM)

Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2015)

Avenant n°4 au traité de concession d'aménagement

Avenant n°2 à la convention d'avance de trésorerie

Depuis 2003, la Ville de Montpellier mène sur son centre-ville une intervention globale de renouvellement urbain. L'objectif générique de l'opération est l'amélioration du cadre de vie pour ceux qui y habitent et y travaillent, en agissant sur 3 volets, le logement, le commerce et les équipements publics.

L'ambition de cette action de renouvellement urbain sur le quartier Centre a conduit à créer une nouvelle concession (Nouveau Grand Cœur) fin 2013 (DCM du 7 octobre), notifiée à la SAAM début décembre 2013, devenue la SA3M (Société d'aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole).

Pour mener à bien cette opération, la SA3M conduit les études, propose à la Ville des stratégies d'action et met en place les outils d'aménagement nécessaires.

Le travail de programmation est réalisé conformément au programme et au bilan prévisionnel inscrit dans le traité de concession.

Rappel du programme :

- remettre sur le marché 1350 logements dont 360 logements sociaux publics ou privés (532 en construction neuve, 163 en acquisition/amélioration, 80 en OPAH RU, 575 en « facilitateur » (encadrement de projets d'institutionnels/professionnels),
- remettre sur le marché 50 locaux d'activités/commerces pour une surface de 4600m².

A cela s'ajoute :

- le programme de projets immobiliers et de requalification des espaces et équipements publics sur les secteurs de « Moulares » et « Moulin des sept Cans-petit train » (avenant n°1, DCM du 23 juillet 2015),
- la relocalisation temporaire, cours Gambetta, des étaliers des halles Laissac et la démolition du parking-halles (avenant n°2, DCM du 5 novembre 2015),
- le programme de projets immobiliers et d'espaces publics sur le site de l'ex-caserne de gendarmerie, avenue de Lodève (avenant n°3, DCM du 28 avril 2016),
- le programme de la requalification de l'entrée de Ville de Montpellier, avenue François Delmas (30000m² de surfaces de logements soit 450 à 500 logements et 5000 m² de bureaux). Cette opération est équilibrée en dépenses et en recettes à hauteur de 9,1 M€ HT, sans participation de la Ville.

De 2013 jusqu'à 2014, le total du bilan est passé de 39 120 400 € HT à 68 015 000 € HT et la participation de la Ville de 4 640 000 € HT à 11 303 000 € HT, dont 2 496 000 € HT en nature (foncier).

Par l'avenant n°3 (DCM du 28 avril 2016) la Ville a prolongé la concession jusqu'en 2022.

En 2015, le bilan n'a pas subi de modifications majeures (projet d'avenant n°4 au traité de concession). L'opération Laissac (relocalisation des étaliers et démolition du parking) génère une économie de 141 000 € HT pour la participation d'équilibre de la Ville.

Par ailleurs, la création d'une nouvelle Opération programmée d'amélioration de l'habitat (OPAH) sur les secteurs Courreau, Figuerolles, Nord-Ecusson, induit un coût de conduite d'opération de 1 125 000€ sur 5 ans auquel s'ajoute l'étude pré-opérationnelle de 55 000€ (1 180 000€ au total). Compte tenu du transfert de la compétence « logement », ces sommes sont remboursées à la Ville par la Métropole. En qualité de délégataire de l'Agence nationale de l'habitat (ANAH), la Métropole perçoit et reverse la subvention de celle-ci à hauteur de 590 000 € (50%).

Pour limiter les frais de portage, les avances infra-annuelles de 4 000 000 € sont conservées jusqu'en 2017 et le remboursement de l'avance de trésorerie de 500 000 € versée en 2017 est repoussée jusqu'au 3

décembre 2022 au plus tard, date à laquelle elle devra être intégralement remboursée (avenant n°2 à la convention d'avance de trésorerie).

Le total du bilan est ajusté à 70 298 000 € HT, la participation de la Ville passe de 11 303 000 € HT à 11 162 000 €, dont 2 496 000 € HT en nature (foncier). La TVA ne s'appliquant que partiellement, la participation TTC de la Ville est de 11 670 000 € sur 9 ans.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité de l'opération « Nouveau Grand Cœur » qui a été établi au 31 décembre 2015, par la Société d'aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), concessionnaire de la Ville ;
- d'approuver le bilan prévisionnel de l'opération établi par la SA3M ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, son représentant, ou Madame l'Adjointe déléguée, à signer l'avenant n°4 au traité de concession d'aménagement ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, son représentant, ou Madame l'Adjointe déléguée, à signer l'avenant n°2 à la convention d'avance de trésorerie ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, son représentant, ou Madame l'Adjointe déléguée, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Monsieur le Maire : Nous allons aborder les CRAC, les comptes rendus à la collectivité. Ce sont des donner acte.

Je vais les passer un par un, et si vous souhaitez des explications particulières, vous m'arrêtez. Je les fais voter, quand même.

Jacques DOMERGUE : C'est juste une question : qu'est-ce que le nouveau Grand Cœur par rapport au Grand Cœur ?

Monsieur le Maire : C'est Grand Cœur plus les faubourgs. Et la ZAC Consuls de mer. Toute la périphérie.

Sabria BOUALLAGA : Je voudrais faire un zoom rapide de l'affaire 4 à l'affaire 3. J'avais, avec humour, au dernier Conseil municipal, attiré votre attention sur le fait que la SERM et la SAAM étaient essentiellement en charge des affaires que la Ville traitait en matière d'urbanisme. Aujourd'hui, un journal a titré qu'il y avait des soupçons d'irrégularités, et je trouve qu'à partir du moment où il y a un doute, Monsieur le Maire, notre collectivité ne devrait pas recourir de façon excessive ou systématique à ces services, tant que le voile n'est pas levé sur ces soupçons. Et il me semble nécessaire, plus que jamais, que votre rôle de premier magistrat soit de faire régner la transparence, la loi et l'utilisation juste de l'argent du contribuable, car il y va aussi de votre intégrité.

Monsieur le Maire : Moi, je n'ai pas de doute. Je n'ai pas de doute. Et si on a fait quelques modifications dans la gouvernance de la SERM et de la SAAM, c'est justement parce qu'il y avait des doutes. Aujourd'hui, je n'ai plus aucun doute. Alors, après, on ne peut pas empêcher les gens de parler, on ne peut pas empêcher les gens de supputer. D'ailleurs, vous avez vu qu'il y a un point d'interrogation au bout de la phrase. Et on ne peut pas empêcher les journalistes d'évoquer ce qu'ils souhaitent évoquer. D'ailleurs, vous avez vu que Madame BURKI a dit que j'étais présent à la manif et que, quand j'ai vu qu'il n'y avait pas de photo, j'étais parti, alors que je n'ai jamais été présent. Jurisprudence BURKI.

Moi, j'ai confiance.

Pour : 59

Contre :

Abstentions : 2 (France JAMET, Audrey LLEDO)

Adopté à l'unanimité.

5. Concession GRAND CŒUR (SERM)
Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2015)
Rapport spécial sur les conditions d'exercice des prérogatives
de puissance publique (année 2015)
Avenant n°15 au traité de concession d'aménagement
Avenant n°7 à la convention de trésorerie

La Ville a confié à la SERM (Société d'équipement de la région montpelliéraine) une convention publique d'aménagement pour agir sur la qualité et la diversité du logement et pour dynamiser le commerce dans le cadre de l'opération « Montpellier Grand Cœur ».

Cette convention a été approuvée par délibération du Conseil municipal le 26 juin 2003 et notifiée le 1er août 2003 (suite à la loi n° 2005-809 du 20 juillet 2005 relative aux concessions d'aménagement, la convention publique d'aménagement a été renommée concession d'aménagement). Il s'agit d'une opération d'aménagement dont le programme porte sur le logement (production de logements publics et privés en requalification d'immeubles dégradés et en construction sur friches urbaines, conduite des opérations programmées d'amélioration de l'habitat de renouvellement urbain – OPAH RU), sur l'activité commerciale (remise sur le marché de locaux commerciaux requalifiés, prospection et installation d'enseignes dynamiques...) et sur des équipements publics.

De 2003 à 2014, le programme a évolué et la concession a été prolongée jusqu'en 2019, nécessitant de modifier la convention initiale par avenants.

Depuis le début de la concession, le total du bilan est passé progressivement de 65 928 600 € HT à 121 207 000 € HT et la participation de la Ville de 11 196 600 € HT à 26 100 000 € HT, soit 26 762 000 € (sur 16 ans), la TVA ne s'appliquant que partiellement.

En 2015, le programme prévisionnel fait l'objet d'adaptations opérationnelles notamment :

- diminution des acquisitions en immeubles anciens et conséquemment des cessions,
- modification du programme de production de logements au 31 Cours Gambetta avec transfert d'une somme de 221 000€, non mobilisée sur le programme du projet de rénovation urbaine (PRU) vers la concession pour que la SERM puisse réaliser la dépollution, le désamiantage et les démolitions partielles nécessaires à la faisabilité des 14 logements sociaux publics en PLS (prêts locatifs sociaux).
- augmentation des travaux (notamment pour les locaux artisanaux et quotes-parts en copropriétés),
- indexation de la rémunération de l'aménageur et augmentation liée à la prolongation de l'Opah-RU Gambetta Figuerolles Nord Ecusson et au relogement.

Par ailleurs, la création d'une opération de traitement de résorption de l'habitat insalubre remédiable ou dangereux et de restauration immobilière (THIRORI) induit un déficit d'opération de 1 507 000€. Compte tenu du transfert de la compétence « logement », la Métropole rembourse à la Ville la somme de 904 000€. L'aménageur perçoit directement la subvention de l'Agence nationale de l'habitat (ANAH) à hauteur de 603 000 €.

De même, pour la conduite des Opérations programmées d'amélioration de l'habitat (OPAH) sur les secteurs St Guilhem, Laissac, Sud Comédie et Gambetta, Figuerolles, Nord Ecusson, qui se terminent respectivement en 2017 et 2016, la Métropole rembourse à la Ville la somme de 366 529 €, y compris, en sa qualité de délégataire de l'ANAH, la subvention de celle-ci à hauteur de 186 529 €.

Pour limiter les frais de portage, les avances de trésorerie infra annuelles de 2 000 000 € passent à 3 000 000 € en 2017 et 2018, le montant total de l'avance principale demeure inchangée, son remboursement est échelonné de 2016 à 2019 (avenant n°7 à la convention d'avance de trésorerie).

Le total du bilan est ajusté à 122 062 000 € HT, la participation de la Ville passe de 26 089 500 € HT à 26 280 000 € HT. La TVA ne s'appliquant que partiellement, la participation TTC de la Ville est de 26 954 000 € sur 16 ans (avenant n° 15 au traité de concession).

En application des dispositions de l'article L.1524-3 du code général des collectivités territoriales, la SERM a établi un rapport spécial sur l'exercice de ses prérogatives de puissance publique au cours de l'année 2014 qui vous est présenté en annexe de cette délibération.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité de l'opération « Grand Cœur » qui a été établi au 31 décembre 2015, par la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM), concessionnaire de la Ville ;
- d'approuver le bilan prévisionnel de l'opération établi par la SERM ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, son représentant, ou Madame l'Adjointe déléguée, à signer l'avenant n°15 au traité de concession d'aménagement ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, son représentant, ou Madame l'Adjointe déléguée, à signer l'avenant n°7 à la convention d'avance de trésorerie ;
- de prendre acte du document identifiant les acquisitions, les cessions, les préemptions et les relogements effectués par la SERM entre le 1er janvier 2015 et le 31 décembre 2015 ;
- de prendre acte du rapport spécial ci-joint établi par la SERM sur l'exercice de ses prérogatives de puissance publique au cours de l'année 2015 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, son représentant, ou Madame l'Adjointe déléguée, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Pour : 59

Contre :

Abstentions : 2 (France JAMET, Audrey LLEDO)

Adopté à l'unanimité.

6. PETIT BARD - Concession d'aménagement Ville/SERM

Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2015)

Avenant n°9 à la concession

Rapport spécial sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique (année 2015)

Avenant n°6 à la convention d'avance de trésorerie

Afin de poursuivre la restructuration des quartiers dits « sensibles » et dans le cadre du Programme National de Rénovation Urbaine lancé en 2004, la Ville de Montpellier a élaboré en partenariat avec l'Etat - ANRU, les Collectivités locales et la Caisse des dépôts et consignation, un projet de rénovation urbaine portant sur trois quartiers prioritaires au titre de la politique de la ville : la Mosson, le Centre et les Cévennes (Petit Bard - Pergola).

La Convention Territoriale de Rénovation Urbaine pour le quartier des Cévennes a été signée le 25 novembre 2005.

Il s'agit d'un ambitieux projet de rénovation urbaine du quartier des Cévennes (Petit Bard - Pergola), qui doit permettre :

- d'améliorer les conditions de vie des habitants,
- de réaliser une mixité résidentielle et fonctionnelle comme support de la mixité sociale,
- de restructurer le quartier (création de nouvelles voiries et de nouveaux équipements, réaménagement des voiries existantes, création d'une centralité commerciale, ...) et de l'ouvrir sur la ville,
- de rénover complètement l'habitat dans le secteur du Petit Bard (scission de l'ensemble privé dégradé du Petit Bard en plusieurs copropriétés pour en faciliter la gestion, réhabilitation de 390 logements privés répartis sur 8 copropriétés, démolition de 462 logements privés dégradés, reconstruction sur site de 247 logements sociaux et d'environ 250 logements privés)
- et d'offrir aux habitants du quartier un parcours résidentiel.

Par délibération en date du 25 juillet 2005, le Conseil municipal de Montpellier a approuvé les termes d'une concession d'aménagement, notifiée le 8 septembre 2005, confiant au Groupement d'Intérêt Economique Sud Habitat (GIE) la réalisation du projet de rénovation urbaine quartier du Petit Bard – Pergola.

Par arrêté préfectoral n°2006-01-2633 du 5 octobre 2006 de Monsieur le Préfet de la région Languedoc Roussillon, Préfet de l'Hérault, ont été ouvertes les enquêtes publiques conjointes préalables à la déclaration d'utilité publique et parcellaire dans le cadre de l'opération de rénovation urbaine des Cévennes (Petit Bard – Pergola) – 1° phase.

Les enquêtes publiques conjointes préalables à la Déclaration d'Utilité Publique (DUP) et parcellaire se sont tenues du 14 novembre 2006 au 14 décembre 2006.

Par délibération en date du 26 mars 2007, et faisant suite à la décision de l'assemblée générale du GIE Sud Habitat de dissoudre le groupement, le Conseil municipal de Montpellier a approuvé la résiliation amiable de la concession d'aménagement relative à la rénovation urbaine du Petit Bard – Quartier Cévennes, notifiée le 8 septembre 2005 au GIE.

Par délibération en date du 26 mars 2007, le Conseil municipal a confié une concession d'aménagement à la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM), pour la réalisation d'une opération d'aménagement s'inscrivant dans le cadre du projet de rénovation urbaine pour le quartier Cévennes (Petit Bard - Pergola).

Par arrêté préfectoral n°2007-01-939 du 14 mai 2007, Monsieur le Préfet de la région Languedoc Roussillon, Préfet de l'Hérault, a déclaré d'utilité publique la rénovation du quartier du Petit Bard – 1° phase, et cessibles en urgence les immeubles bâtis et non bâtis nécessaires à ladite opération au profit de la ville de Montpellier et de son concessionnaire, la SERM.

Par arrêté préfectoral n°2011-I-1538 du 11 juillet 2011, Monsieur le Préfet de la région Languedoc Roussillon, Préfet de l'Hérault, a déclaré d'utilité publique le projet de rénovation urbaine du quartier Cévennes (Petit Bard - Pergola) – 2° phase. Par arrêté préfectoral n°2011-I-1988 du 13 septembre 2011, Monsieur le Préfet de la région Languedoc Roussillon, Préfet de l'Hérault, a déclaré cessibles en urgence les biens et droits immobiliers bâtis ou non bâtis nécessaires à la réalisation de ce projet au profit de la ville de Montpellier ou de son concessionnaire, la SERM.

Par arrêté préfectoral n°2012-I-524 du 5 mars 2012, Monsieur le Préfet de la région Languedoc Roussillon, Préfet de l'Hérault, a prorogé pour une durée de cinq ans, soit jusqu'au 12 mai 2017, la déclaration d'utilité publique du projet de rénovation urbaine du quartier Cévennes (Petit Bard - Pergola) – 1° phase du 14 mai 2007.

En 2008, l'avenant n°1 à la concession d'aménagement entre la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM) et la ville de Montpellier a acté d'une réfaction de la participation de la Ville de Montpellier de 872 775 € au bilan de l'opération.

En 2009, l'avenant n°2 prévoyait une prorogation de deux ans de la durée de la concession jusqu'au 31 mai 2014 et par conséquent une augmentation de la participation d'équilibre de la Ville de Montpellier de 2 376 000 €.

En 2010, l'avenant n°3 intégrait une participation complémentaire de la Ville de 273 000 € pour compenser le déficit de gestion locative.

En 2011, l'avenant n°4 intégrait l'évaluation objective du coût des travaux d'aménagement des espaces publics et la réalisation d'un dispositif de rétention des eaux pluviales dimensionné en fonction de débordements constatés plus en aval dans le bassin versant, conduisant à une participation supplémentaire de la Ville de 5,498 millions d'euros TTC.

En 2012, l'avenant n°5 intégrait l'acquisition de commerces en pied d'immeubles (résidence Guillaume Apollinaire et îlot M) en vue de la restructuration et de la revalorisation du tissu commercial de proximité et leur revente en fin d'opération. Il prévoyait par ailleurs un allongement de deux ans de la durée de la concession jusqu'au 31 mai 2016.

En 2013, l'avenant n°6 intégrait des ajustements des prix d'acquisition et des prix de cession des commerces et des logements réhabilités, ainsi que l'évolution des contreparties cédées à la Foncière Logement.

En 2014, l'avenant n°7 intégrait une réévaluation du coût des démolitions liée à l'évolution de la réglementation en vigueur, un ajustement du programme des espaces publics, des travaux complémentaires liés à la complexité

d'une intervention en site habité, ainsi qu'un allongement de la durée de portage. Il prévoyait également une prorogation de la concession de deux ans et demi jusqu'au 31 décembre 2018.

En 2015, l'avenant n°8 intégrait un ajustement des coûts et recettes liés à l'avancement de l'opération, et notamment une augmentation des dépenses due à l'allongement de la durée de portage des logements restant à démolir. Il prévoyait également une prorogation de la concession de six mois jusqu'au 30 juin 2019 en cohérence avec l'avenant n°10 de clôture de la Convention Territoriale de Rénovation Urbaine du quartier des Cévennes.

Le bilan qui est présenté ici intègre un ajustement des coûts et recettes liées en particulier à l'allongement de la durée de portage des logements restant à démolir, à l'augmentation des coûts de travaux et honoraires, ainsi qu'à la baisse des recettes des cessions, qui ne sont que très partiellement compensés par l'augmentation des recettes locatives sur les logements réhabilités et à démolir.

Ainsi, le bilan a été augmenté en dépenses et recettes de 3 634 000 € : il s'établit à 69 132 000 € en dépenses et 69 132 000 € en recettes, dont 55 563 000 € réalisés en dépenses et 42 844 000 € réalisés en recettes au 31 décembre 2015. Pour combler le déficit d'opération, la participation de la ville est augmentée de 3 239 000 €.

Il est proposé un avenant n°9 à la concession d'aménagement pour acter l'augmentation de la participation du concédant, qui est portée à 23 924 759 €.

Par délibération en date du 26 juillet 2007, le Conseil municipal a approuvé la convention d'avance de trésorerie prévue à l'article 16.5 du traité de concession d'aménagement. Dans ce cadre, la ville verse une avance de trésorerie destinée à couvrir les besoins de l'opération, conformément aux dispositions de l'article L.1523-2,4° du Code Général des Collectivités Territoriales.

Par délibération en date du 27 juillet 2009, un avenant n°1 à la convention d'avance de trésorerie avait permis d'ajuster le montant et les modalités de versement des avances financières jusqu'au 31 décembre 2012.

Par délibération en date du 25 juillet 2011, l'avenant n°2 à la convention d'avance de trésorerie avait permis d'ajuster le montant et les modalités de versement et de remboursement des avances jusqu'au 31 décembre 2013.

Par délibération en date du 25 novembre 2013, l'avenant n°3 à la convention d'avance de trésorerie avait permis d'ajuster le montant et les modalités de versement et de remboursement des avances jusqu'au 31 mai 2016.

Par délibération en date du 6 novembre 2014, l'avenant n°4 à la convention d'avance de trésorerie avait permis d'ajuster le montant et les modalités de versement et de remboursement des avances jusqu'au 31 décembre 2018.

Par délibération en date du 5 novembre 2015, l'avenant n°5 à la convention d'avance de trésorerie a permis d'ajuster le montant et les modalités de versement et de remboursement des avances jusqu'au 30 juin 2019.

Afin de répondre au nouveau plan de trésorerie, l'avenant n°6 permet d'ajuster le montant et les modalités de versement et de remboursement des avances, qui sont augmentées de 4 millions d'euros et portées à un total de 33 millions d'euros, sans modification de la durée de la convention.

En application des dispositions de l'article L.1524-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, la SERM a établi un rapport spécial sur l'exercice de ses prérogatives de puissance publique au cours de l'année 2015 qui est présenté en annexe de cette délibération, ainsi qu'un document identifiant les acquisitions et cessions effectuées par la SERM entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 2015.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- de prendre acte du compte-rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2015 établi par la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM), concessionnaire de la Ville, joint à la présente délibération ;
- d'approuver le bilan prévisionnel de l'opération tel qu'établi par la SERM au 31 décembre 2015, joint à la présente délibération ;
- de prendre acte du rapport spécial établi par la SERM sur l'exercice des prérogatives de puissance publique au cours de l'année 2015, joint à la présente délibération ;
- de prendre acte des documents identifiant les acquisitions et cessions effectuées par la SERM entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 2015, joints à la présente délibération ;
- d'approuver les termes de l'avenant n°9 à la concession d'aménagement, joint à la présente délibération ;

- d'approuver les termes de l'avenant n°6 à la convention d'avance de trésorerie, joint à la présente délibération ;
- d'autoriser Monsieur le Maire à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Pour : 59

Contre :

Abstentions : 2 (France JAMET, Audrey LLEDO)

Stéphanie JANNIN ne prend pas part au vote.

Adopté à l'unanimité.

7. ZAC OVALIE

Concession d'aménagement Ville/SERM

Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2015)

Avenant n°3 à la concession

Rapport spécial sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique (année 2015)

Dans le cadre de l'aménagement de secteurs répondant aux besoins des quartiers sud de la ville, le Conseil municipal a décidé par délibération du 26 juin 2003 de lancer la procédure de la Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Ovalie.

Par délibération du 3 juin 2004, le Conseil municipal de Montpellier a approuvé la création de la ZAC Ovalie.

Par délibération en date du 29 juillet 2004, le Conseil municipal a confié une convention publique d'aménagement à la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM) portant sur les études et les aménagements nécessaires à la réalisation de la ZAC Ovalie.

Par délibération du 28 février 2005, le Conseil municipal a approuvé, d'une part, le dossier de réalisation de la ZAC, d'autre part, le programme des équipements publics.

Par arrêté préfectoral en date du 13 avril 2005, les travaux et acquisitions foncières nécessaires à la réalisation de la ZAC Ovalie ont été déclarés d'utilité publique.

Suite à la loi n°2005-809 du 20 juillet 2005 relative aux concessions d'aménagement, la convention publique d'aménagement a été renommée concession d'aménagement.

Cette opération, d'une superficie de 32 hectares, est bordée par l'avenue de Toulouse au sud, l'avenue de Vanières à l'est et le ruisseau du Rieucoulon à l'ouest. Elle a pour objectif d'offrir une offre de logements diversifiée, dans un cadre paysagé de qualité. Doté de commerces et services de proximité, et de nombreux équipements publics (crèche, groupe scolaire, EHPAD, parcs), ce nouveau quartier de 3300 logements à terme marquera l'entrée sud-ouest de la ville et la transition entre les espaces naturels et agricoles de la vallée du Rieucoulon et les tissus urbains constitués de Montpellier.

La proximité du complexe de rugby « Yves du Manoir », équipement métropolitain à fort rayonnement, participe de la valorisation de ce secteur de la ville. Le prolongement de la rue de Bugarel jusqu'à la rue du Pas du Loup permet quant à lui d'assurer une liaison forte avec le quartier de Bagatelle.

Par délibérations du 29 septembre 2005 et du 26 juillet 2007, le Conseil municipal a respectivement approuvé un avenant n°1 à la concession d'aménagement fixant les conditions économiques et administratives propres aux acquisitions foncières et conduisant à adapter les rémunérations de la SERM, et un avenant n° 2 autorisant la SERM à confier la mission "Sécurité et Protection de la Santé" à un prestataire extérieur après mise en concurrence.

Le bilan qui est présenté s'établit, au 31 décembre 2015, à 83 190 000 € en dépenses et 83 190 000 € en recettes, dont 66 674 000 € réalisés en dépenses et 55 203 000 € réalisés en recettes.

Le bilan a été augmenté de 1 270 000 € en dépenses en raison notamment de travaux supplémentaires d'aménagement pour l'aménagement des abords du second groupe scolaire qui ouvrira ses portes à la rentrée 2018 et du parc du Rieucoulon. Cette hausse des dépenses est compensée par une revalorisation des recettes de charges foncières restant à commercialiser, au vu des bons résultats de commercialisation constatés en 2015.

La participation d'équilibre de la Ville reste inchangée : elle s'établit toujours à 3,6 millions d'euros. Elle est soldée depuis 2013.

Compte tenu du nombre de logements restant à commercialiser (environ 800) et du programme de travaux restant à réaliser, il s'avère nécessaire d'allonger la durée de la concession d'aménagement, qui initialement prenait fin en 2019. Ainsi, il est proposé un avenant n°3 au traité de concession d'aménagement prolongeant la durée de la concession jusqu'au 31 décembre 2024, sans participation supplémentaire du concédant et sans modification de la Convention d'avance de trésorerie (avances infra-annuelles consenties par la ville conformément à l'article L.1523-2, 4° du Code Général des Collectivités Territoriales).

En application des dispositions de l'article L.1524-3 du code général des collectivités territoriales, la SERM a établi un rapport spécial sur l'exercice de ses prérogatives de puissance publique au cours de l'année 2015, qui est présenté en annexe de cette délibération, ainsi qu'un document identifiant les cessions effectuées par la SERM entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 2015.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- de prendre acte du compte-rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2015 établi par la SERM, titulaire de la concession d'aménagement, joint à la présente délibération ;
- d'approuver le bilan prévisionnel de l'opération tel qu'établi par la SERM au 31 décembre 2015, joint à la présente délibération ;
- d'approuver l'avenant n°3 à la concession d'aménagement, joint à la présente délibération ;
- de prendre acte du document identifiant les cessions effectuées par la SERM entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 2015, joint à la présente délibération ;
- de prendre acte du rapport spécial ci-joint établi par la SERM sur l'exercice de ses prérogatives de puissance publique au cours de l'année 2015, joint à la présente délibération ;
- d'autoriser Monsieur le Maire à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Pour : 58

Contre :

Abstentions : 2 (France JAMET, Audrey LLEDO)

Stéphanie JANNIN ne prend pas part au vote.

Adopté à l'unanimité.

Monsieur YOUSSEUS sort de séance.

**8. Ecole d'Application de l'Infanterie
Concession d'aménagement Ville/SA3M
Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2015)
Approbation de l'avenant n°5**

Dans le cadre de la Révision Générale des Politiques Publiques (RGPP) et de la réforme de la carte militaire, l'Ecole d'Application de l'Infanterie (EAI) a fermé ses portes à l'été 2010.

La Ville a décidé de répondre immédiatement en engageant de façon volontariste la transformation de ce site désaffecté pour le remobiliser au service de son développement, de son rayonnement et de la création d'emploi.

Il s'agit là d'une opportunité exceptionnelle de réaménager un site stratégique de 35 hectares au potentiel remarquable situé à proximité du centre-historique, doté d'un important patrimoine militaire et d'un vaste parc, auquel les montpelliérains témoignent un fort attachement. Par sa situation et son échelle, ce site est plus que tout autre, susceptible de devenir un "démonstrateur" de l'urbanisme du 21^{ème} siècle en étant aux années 2010 ce qu'Antigone a été aux années 1980, le signal d'un nouvel élan.

En date du 6 avril 2012, la Ville de Montpellier a acquis auprès de l'Etat le foncier de l'ancienne EAI d'une superficie de 356.019 m².

Soucieuse de maîtriser le développement de ce territoire et eu égard à la complexité du projet, la Ville, par délibération en date du 25 juin 2012, a confié à un opérateur public spécialisé, la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), l'opération de reconversion de l'E.A.I. sous la forme d'une concession d'aménagement.

Pour une bonne articulation du projet avec son environnement urbain, cette concession d'aménagement porte sur un périmètre opérationnel élargi. Elle prévoit, sur les terrains de l'ancienne EAI, la réalisation de 214.000 m² de surface de plancher dont 35 000 m² d'activités et de commerces, d'un programme d'équipements publics intégrant la création d'un parc d'au moins 20 hectares, des voies nouvelles et de tous les réseaux nécessaires à l'aménagement de la zone. La SA3M acquerra auprès de la Ville une partie de l'ensemble immobilier acquis par celle-ci auprès de l'Etat en reprenant à son compte tous les engagements pris par la Ville suite aux accords passés avec l'Etat.

Par délibération du 25 novembre 2013, le Conseil municipal a approuvé un avenant n°1 reventilant le montant annuel des versements de la participation de la Ville et intégrant une mission de gestion immobilière.

Par délibération du 11 décembre 2014, le Conseil municipal a approuvé un avenant n°2 ajustant le programme de l'opération aux objectifs politiques de la nouvelle municipalité (agrandissement du parc de 15 à 20 ha, réduction de l'emprise constructible).

Par délibération du 5 novembre 2015, le Conseil municipal a approuvé un avenant n°3 pour acter l'évolution de l'échéancier de versement de la participation au concédant, sans évolution du montant global.

Par délibération du 31 mars 2016, le Conseil municipal a approuvé un avenant n°4 pour intégrer la réalisation d'un groupe scolaire dans l'opération.

Par ailleurs, le concessionnaire effectue en plus de ses missions de commercialisation de l'opération d'aménagement, un suivi des demandes d'implantations commerciales au sein des bâtiments construits par des promoteurs et des investisseurs. Il est donc proposé de prendre en compte cette mission et d'adapter la rémunération du concessionnaire et les modalités d'imputation des charges de l'aménageur, dans un avenant n°5.

L'année 2015 a permis d'engager de nombreuses études pré-opérationnelles (mise à jour du plan guide, schémas de secteur, schéma hydraulique, études de faisabilité pour l'implantation d'un groupe scolaire et d'une crèche, étude d'aménagement du parc sur 20 ha...). L'aboutissement de l'ensemble de ses études ainsi que les études d'avant-projet permettront d'affiner fin 2016 les hypothèses de recettes et dépenses du bilan prévisionnel d'aménagement.

Le bilan qui est présenté s'établit à 107 013 000€ HT en dépenses et en recettes dont 18 248 000€ HT réalisés en dépenses et 1 838 000 € HT réalisés en recettes au 31 décembre 2015. La rémunération du concessionnaire reste inchangée.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2015 établi par la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), concessionnaire de la Ville ;
- d'approuver le bilan prévisionnel de l'opération tel qu'établi par la SA3M au 31 décembre 2015 ;
- d'approuver l'avenant n°5 à la concession d'aménagement ;
- de prendre acte des documents identifiant les acquisitions et les cessions effectuées par la SA3M entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 2015 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Jacques DOMERGUE : J'aimerais savoir où on en est de l'EAI, parce que, si on reprend l'historique de l'EAI, la Ville a racheté les terrains de l'EAI à l'État en fin 2011, début 2012. Donc, ça fait maintenant 4 ans, et c'est vrai qu'il y avait le projet du tram qui traverse la ville qui a dû sûrement perturber les choix. Mais j'ai entendu Madame MARSALA qui disait qu'une école va sortir en 2018 ; mais elle ne va pas sortir comme ça, au milieu de l'EAI. Donc, il y a sûrement une programmation échelonnée des travaux qui vont être faits. Est-ce que vous pouvez nous en dire plus pour savoir – puisqu'il y a beaucoup d'avenants qui modifient pas mal de choses – s'il y a déjà un timing précis des échéances sur le projet EAI ? Premièrement. Deuxièmement, est-ce que le projet est définitivement arrêté ? Troisièmement, si oui, qu'en est-il de la ligne 5 du tram ? J'ai vu que vous disiez que l'on reprendrait la ligne 5 avant la fin du mandat, mais, pour la partie nord ; donc, ce n'est sûrement pas sur l'EAI. Est-ce que l'on peut en savoir un peu plus ?

Monsieur le Maire : Je vais vous répondre rapidement, en répondant à tous les points que vous avez évoqués. L'EAI avance, bien sûr. D'ailleurs, nous avons programmé, le 5 novembre, à 10 heures, sur le site de l'EAI, une réunion de concertation qui va avoir pour but d'envisager l'ensemble des équipements publics, des équipements sportifs et de l'environnement. Concernant la ligne 5, j'ai dit que nous commencerions les travaux de la partie nord avant la fin du mandat, parce que je rappelle que le foncier pour installer la ligne n'est pas acquis et que la partie ouest fera l'objet d'une petite modification de DU,P parce que je suis obligé de garder la DUP de Clapiers jusqu'à Laverune car, si je modifiais la DUP dans son intégralité, la DUP tomberait et la ligne 4, que nous avons réalisée et qui est appendue à la ligne 5, nous devrions la rembourser. Donc, je garde la DUP de la ligne 5. Je considère qu'entre Laverune et Clapiers, nous avons un trajet de tram à construire *step by step*, phase par phase, comme l'a préconisé le groupe d'enquêteurs publics qui ont réalisé l'enquête publique. Nous commencerons par le secteur avant la fin du mandat et, ensuite, nous évoluerons vers l'EAI. Et, là, il y aura une modification de DUP partielle qui donnera lieu à une concertation publique. Cela veut dire que la ligne 5 ne passera pas dans le parc. Elle passera dans l'autre partie de l'EAI, la caserne Guyot, pour rejoindre, si les gens sont d'accord et si tout le monde est d'accord, la route de Laverune.

Mais l'agenda de la ligne 5 fera l'objet d'une présentation au Conseil de Métropole, puisque là, on est sur une compétence métropolitaine, au Conseil de décembre.

Isabelle MARSALA : Juste une petite rectification : l'école est annoncée pour 2019, pas 18. On a commencé à travailler en amont. Le procédé est enclenché.

Monsieur le Maire : Et le jury de choix des architectes pour l'école, que je présiderai avec Madame MARSALA, se tiendra d'ici à peu près 3 semaines. C'est un sujet assez complexe puisque l'école se trouve dans un bâtiment qui est à maîtrise d'ouvrage ACM. Donc, il y a trois opérateurs dessus : il y a la Ville pour l'école, ACM pour les logements, la construction, et la SAAM en tant qu'opérateur – SA3M. Et il y a aussi une crèche qui sera prévue en 2018 à l'EAI.

Mais je vous invite tous à la réunion, à l'EAI, le 5, à 10 heures. C'est un samedi. Quand on aime la ville, on peut se lever le samedi matin.

Pour : 57

Contre :

Abstentions : 2 (France JAMET, Audrey LLEDO)

*Stéphanie JANNIN ne prend pas part au vote.
Adopté à l'unanimité.*

9. Quartier Croix d'Argent

Secteur des Hauts de la Croix d'Argent

Mandat Ville/SA3M

Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2015)

Dans le cadre de sa politique de renouvellement urbain, de réinvestissement des quartiers existants et de requalification des espaces publics, la Ville de Montpellier a décidé de lancer le réaménagement d'un périmètre situé dans le quartier Croix d'Argent, principalement entre la route de Toulouse, l'avenue Villeneuve d'Angoulême, la rue Jacques Bounin et la rue François Mireur-boulevard Pedro de Luna.

Ce secteur présente une forme urbaine héritée des années 60-70 qui se caractérise par une urbanisation résidentielle, sous forme d'immeubles collectifs notamment sociaux, accompagnés de lotissements développés au coup par coup. On note la présence d'équipements publics de quartier (groupes scolaires, médiathèque ...) et le passage de la 2ème ligne du tramway le long de l'avenue Villeneuve d'Angoulême. Dans ce secteur de la ville des projets d'envergure comme par exemple l'opération d'aménagement de l'EAI (logements, activités et commerces, grand parc public Montcalm de 20 ha) vont créer un contexte favorable à l'amélioration du cadre de vie et à la réhabilitation de certains immeubles collectifs dont les normes de confort sont aujourd'hui en dessous des exigences sociétales.

Dans ce contexte, la Ville a souhaité saisir l'opportunité de repenser l'organisation du secteur en termes de perméabilités, de liaisons avec les équipements publics, des possibilités de requalification d'espaces publics, tout en encadrant la forme et la mixité urbaines. Ce secteur présente donc aujourd'hui les signes tangibles d'une mutation urbaine qu'il est nécessaire d'encadrer pour préserver l'équilibre d'un quartier existant.

L'objectif recherché par la Ville de Montpellier vise à :

- renouveler le quartier sur un principe de mixités fonctionnelle et sociale,
- garantir une meilleure ouverture urbaine sur les quartiers alentours,
- conférer au quartier une image plus urbaine, en rapport avec sa proximité du centre-ville,
- assurer le renouvellement et le maintien de l'offre de services de proximité,
- redéfinir le rapport entre les espaces affectés à l'automobile et aux modes doux,
- analyser les usages et développer des espaces publics de qualité supports d'animations,
- valoriser la qualité paysagère du site.

Devant le constat d'une complexité de projet et afin d'affiner les conditions de réalisation de cette opération, la ville a décidé d'engager un programme d'études et d'expertises techniques complémentaires, en vue de désigner un architecte urbaniste en chef, accompagné d'un bureau d'études techniques pour réaliser une étude urbaine (plan de référence, phasage opérationnel ...).

Aussi, par décision du Maire du 19 novembre 2015, la Ville de Montpellier a souhaité confier à la SAAM un mandat d'études signé le 30 novembre 2015, pour la réalisation des dites études pour une durée de 24 mois. Il faut noter que le 24 mai 2016, l'assemblée générale extraordinaire de la SAAM a adopté une modification des statuts de la société, son objet social ainsi que sa dénomination sociale. La SPLA SAAM est donc devenue une Société Publique Locale (SPL) dénommée Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M).

Au cours de l'année 2016, SA3M a consolidé les éléments techniques du secteur que la Ville et ses partenaires avaient produit préalablement au mandat d'étude, une étude phytosanitaire est venue compléter les études techniques. Il est également prévu fin 2016 le lancement de la consultation pour désigner l'architecte urbaniste en chef chargé d'élaborer le plan de référence du projet de renouvellement urbain du quartier.

Le bilan du mandat d'études qui est présenté s'établit à 202 000 € TTC en dépenses et 202 000 € TTC en recettes. Le mandat d'études ayant débuté fin 2015, aucune dépense n'a été engagé avant le 31 décembre 2015.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal:

- de prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2015 de l'opération de mandat d'études du secteur des Hauts de la Croix d'Argent, qui a été établi par la Société d'aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), mandataire de la Ville ;
- d'approuver le bilan prévisionnel de l'opération établi par la SA3M à la date du 31 décembre 2015 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjointe déléguée, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Pour : 58

Contre :

Abstentions : 2 (France JAMET, Audrey LLEDO)

Adopté à l'unanimité.

Madame LLEDO sort de séance.

10. Zone d'Aménagement Concerté Nouveau Saint Roch Concession d'aménagement Ville/SERM Avenant n° 6

Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2015) Rapport spécial sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique (année 2015)

Lors du Conseil municipal du 4 février 2008, la Ville a adopté le principe de réalisation du futur quartier Nouveau Saint-Roch sous forme de zone d'aménagement concerté (ZAC) et a défini les objectifs d'aménagement de l'opération ainsi que les modalités relatives à la concertation du public.

Son périmètre, de plus de 15 ha, est délimité approximativement par le pont de Lattes au Nord, la rue Colin à l'Est, le boulevard Vieussens au Sud et l'avenue de Maurin à l'Ouest. Il comprend notamment les emprises libérées par la SNCF et RFF, aujourd'hui en friches ou sous-utilisées compte tenu de leur situation.

L'aménagement de ces terrains permettra la naissance d'un nouveau quartier constituant un atout pour le centre-ville, avec la construction d'environ 1300 à 1 500 logements, de commerces et de bureaux, s'articulant autour d'un parc d'environ 1,2 hectare, dénommé René Dumont.

Ce quartier est de plus extrêmement accessible en particulier par les transports collectifs : il comprend le projet d'extension et de modernisation de la gare Saint-Roch, livrée mi-octobre 2014 et les quatre lignes de tramways le desservent.

Le Conseil municipal du 24 juillet 2008 a approuvé, à la vue du bilan de la concertation alors réalisée, le dossier de création de la ZAC Nouveau Saint-Roch.

Par ailleurs et à l'issue d'une procédure de mise en concurrence pour la désignation d'un concessionnaire chargé de la réalisation des aménagements de la ZAC, conformément aux dispositions des articles L.300-4 et L.300-5 du code de l'urbanisme, le Conseil municipal a approuvé le 4 mai 2009 les termes d'une concession d'aménagement qui a dès lors été signée avec la Société d'Equipement de la Région Montpellieraine (SERM).

Une nouvelle phase de concertation a ensuite été organisée durant l'élaboration du dossier de réalisation de la ZAC Nouveau Saint-Roch. Le Conseil municipal, par délibération du 26 juillet 2010, a établi le bilan définitif de la concertation et arrêté le dossier de réalisation. En conséquence, par délibération du 4 octobre 2010, le Conseil municipal a approuvé le dossier de réalisation de la ZAC ainsi que son programme des équipements publics.

Dans le courant de l'année 2015, les opérateurs (promoteurs, investisseur commercial et architectes des projets qui feront face au parking public (lots 3 et 4), entre la rue du Grand Saint-Jean et la ligne de tramways ont été retenus. L'équipe de concepteurs du projet de bâtiment signal, quant à elle, été choisie en 2016 suite à un processus innovant d'ateliers afin d'enrichir le projet et d'optimiser la cohérence entre les différents bâtiments et programmes (bureaux, commerces et logements) de ce projet.

Les travaux pour la construction de commerces et d'une résidence étudiante (lot 12), à l'intersection du boulevard Vieussens et de l'avenue de Maurin ont débuté à l'automne 2015, pour une livraison prévue fin 2017 – début 2018.

Le parking public d'environ 800 places prévu dans l'opération a été livré en juillet 2015. Depuis le 1^{er} janvier 2016, il est géré par la Métropole du fait du transfert de cette compétence.

Le bilan de la ZAC s'équilibre désormais en recettes et dépenses à 63 196 000 €, en légère baisse par rapport au précédent bilan.

Au 31 décembre 2015, les dépenses engagées par la ZAC s'élevaient à 34 437 000 € pour un montant total de recettes perçues de 30 349 000 €.

L'avancement actuel du projet conduit à vous proposer plusieurs ajustements par voie d'avenant à la concession.

La structure des recettes envisagée est modifiée. En effet, les diverses réunions de concertation organisées sur ce quartier ont conduit la Ville à envisager des ajustements ayant entraîné une baisse du programme général de l'opération. Aussi, les recettes de cessions de charges foncière est en baisse. A titre d'exemple, le programme prévisionnel de logements baisse ainsi de 1 350 à 1 100 logements environ (le programme à la charge du concessionnaire est ajusté en ce sens). Dans ce cadre, il est proposé que la Ville consente à une participation complémentaire de 2 000 000 d'€, répartie sur 2021 et 2022, afin de rééquilibrer le bilan de l'opération et de pouvoir acter les ajustements de programme.

Par ailleurs, jusqu'alors les acquisitions foncière de la SERM auprès de la SNCF bénéficient d'une rémunération identique à celles faites par la SERM auprès de la Ville, soit un taux faible de 0,5% tenant compte de la facilité anticipée de ce type d'acquisition. Or les acquisitions foncières auprès de la SNCF ont nécessité de nombreux ajustements fonciers liés notamment aux interfaces avec le domaine public ferroviaire. Aussi, il est proposé que la rémunération de la SERM pour les acquisitions auprès de la SNCF s'aligne sur le taux de rémunération usuel d'acquisition à un tiers (3% moyen) pour les transactions effectuées à partir de mi 2016.

La SERM sollicite également un forfait de 1000€ par commerce afin d'améliorer le contrôle et l'accompagnement des enseignes commerciales de l'opération.

Un avenant n° 6 est donc prévu pour intégrer les changements proposés.

En application des dispositions de l'article L.1524-3 du code général des collectivités territoriales, la SERM a établi un rapport spécial sur l'exercice de ses prérogatives de puissance publique au cours de l'année 2015, qui est présenté en annexe de cette délibération, ainsi qu'un document identifiant les cessions effectuées par la SERM entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 2015.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- de prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2015 de la zone d'aménagement concerté Nouveau Saint Roch, établi par la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM), titulaire de la concession d'aménagement ;
- d'approuver le bilan prévisionnel de cette opération établi par la SERM à la date du 31 décembre 2015 ;
- de prendre acte des documents joints identifiant les acquisitions effectuées dans le cadre de la concession de la ZAC Nouveau Saint Roch du 1^{er} janvier au 31 décembre 2015 ;

- d'approuver les termes d'un avenant n°6 nécessaire pour intégrer les changements proposés sur la rémunération de la SERM et acter l'augmentation de la participation d'équilibre complémentaire de 2 M€ HT à la concession d'aménagement demandée à la Collectivité ;
- de prendre acte du rapport spécial établi par la SERM sur l'exercice de ces prérogatives de puissance publique au cours de l'année 2015, joint à la présente délibération ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjointe déléguée, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Sabria BOUALLAGA : Je constate que, sur cette affaire, il va y avoir 250 logements de moins qu'initialement prévu, tout ça pour ajuster, il me semble, la charge foncière qui est en baisse, avec un coût de 2 millions d'euros qui va être porté par la collectivité. Je suis assez étonnée qu'un projet d'une telle envergure ne soit pas calculé justement et qu'il faille faire des ajustements en plein programme pour équilibrer celui-ci. C'est un détail, peut-être, mais c'est un détail qui, une fois de plus, va être imputé à la collectivité et aux contribuables, ce que je regrette fortement.

Monsieur le Maire : Madame JANNIN, puis je vous dirai un mot sur le principe.

Stéphanie JANNIN : Madame BOUALLAGA, vous le savez, j'ai l'occasion régulièrement de m'exprimer là-dessus : les actions d'urbanisme vont être de plus en plus du renouvellement urbain, c'est-à-dire refaire la ville sur elle-même, et ça, c'est beaucoup plus cher et beaucoup plus complexe : on a beaucoup de mal à arriver à des équilibres dans ces opérations, et celle-là d'ailleurs démarre par un prix d'acquisition du foncier à la SNCF. Donc, il y a une donnée de base qui est déjà un foncier extrêmement cher. Les modifications qu'on a apportées sur ce projet, c'est l'inverse de ce que vous décrivez. C'est-à-dire qu'on a dédensifié. J'ai volontairement dédensifié un petit peu ce projet, car je trouvais qu'il était arrivé, dans les dernières années avant notre arrivée en 2014, à des proportions de densité beaucoup trop importantes et des hauteurs trop importantes, notamment le long du parc. Si on veut proposer à des gens d'habiter le long du parc, il faut qu'il y ait une certaine distance entre les bâtiments, qu'on puisse voir ce parc, que tous les logements puissent avoir une vue dessus. Donc, nous avons procédé à une dédensification. A l'inverse, j'ai demandé à la SERM de relever la charge foncière. C'est-à-dire qu'elle avait été anormalement basse dans le bilan qui nous a été livré en 2014, et j'avoue que j'ignore pourquoi. C'est-à-dire que nous allons aujourd'hui vendre les terrains aux promoteurs un peu plus cher que ce qui était prévu à notre arrivée en 2014. Un peu plus cher, et donc en cohérence avec ce que l'on fait partout. Si vous vous demandez pourquoi cette charge foncière avait été basse, il faut poser la question à Monsieur DELAFOSSE.

Monsieur le Maire : Monsieur DELAFOSSE ne m'a pas demandé la parole. S'il me la demande, je la lui donne. Allez-y, Monsieur DELAFOSSE.

Michaël DELAFOSSE : Quand on écoute les uns et les autres, cela a dû être une litanie pour Max LEVITA, élu depuis 1983, vous-même depuis 1995. Sauf que, là, le bilan dit que c'est 2 millions d'euros de plus pour le contribuable. Vous modifiez l'équilibre de la ZAC, c'est votre choix, mais, au final, la convention de passation de la Ville, c'est 2 millions d'euros de plus.

Monsieur le Maire : On ne peut pas empêcher Monsieur DELAFOSSE de dire ce qu'il a envie de dire : il dit ce qu'il a envie de dire, même si ce n'est pas la réponse à la question de Madame BOUALLAGA.

Parler de tous ces millions d'euros, ça me donne mal à la tête.

Stéphanie JANNIN : C'est un choix, effectivement, c'est un choix : un peu moins de logements, un peu plus d'activités économiques, de bureaux. Et c'est un choix qui a été mûri après plusieurs réunions de concertation, et je crois qu'on a fait éponge de ce qu'on a ressenti dans ces réunions de concertation ; et, donc, nous avons décidé de procéder à ces modifications, et c'est tout à fait normal. Ce type de projet se déroule sur 10 ans, 15 ans, même encore plus pour celui-là. Il est tout à fait normal qu'on sache les adapter aux mille et un rebondissements qu'on peut connaître dans ces opérations d'aménagement et qu'on sache aussi les adapter aux attentes des citoyens, des habitants. Et, encore une fois, ici, on fait du renouvellement urbain sous les fenêtres des gens qui habitent déjà là. On ne peut pas nier totalement leur volonté, leur regard sur ce qui va se passer. Et donc, j'assume totalement cette baisse de densification. Et je crois que, quand vous verrez les immeubles sortir

de terre, je pense que vous les trouverez assez justes et que, peut-être, vous vous demanderez ce que c'était avant cette densification.

Monsieur le Maire : Madame BOUALLAGA, simplement, il est normal d'adapter les projets aux évolutions et à la concertation, tout simplement. Il ne faut pas considérer la ville comme un corps inerte. C'est un corps vivant, c'est un corps qui se modifie, c'est corps qui se rediscute, qui se recalcule en permanence.

Je vous permets avec plaisir de rebondir.

Sabria BOUALLAGA : Je trouve tout à fait normal, effectivement, qu'il faille adapter, revoir les projets. Ce qui m'étonne, c'est juste qu'effectivement, comme vous dites, c'est un corps qu'il faut peut-être revoir, si on devait le comparer métaphoriquement à un corps, elle doit toujours être en forme, parfois, on doit avoir recours à des opérations lourdes. Mais, du coup, ces opérations ont un coût, même pour le corps. Il y a quand même une différence entre se faire opérer du foie et se faire greffer un foie, si on devait faire une comparaison métaphorique. Là, on est sur une greffe, ça coûte cher au contribuable, c'est juste ça. Après, je comprends tout à fait qu'effectivement, vous soyez arrivés en cours de ce projet. Alors, effectivement, la véritable question, c'est, ce que j'ai dit tout à l'heure : est-ce que ce projet, finalement, aurait dû voir le jour ? C'est une question que je me pose. Si, à chaque fois que vous allez nous proposer un projet – effectivement, votre politique est différente, Madame JANNIN, j'entends bien votre politique sur la préservation de l'environnement qui est importante pour vous –, vous devez revenir sur le superbéton qui a été fait par le passé, à juste ou mauvais titre, peu importe, je pense qu'à chaque fois, vous allez devoir sortir le porte-monnaie et que, à chaque fois, vous allez vous retrouver « sans culotte ».

Stéphanie JANNIN : Je répondrai juste à votre question. Oui, il faut construire là parce que, si on veut préserver la biodiversité et tous ces espaces naturels qu'on a la chance d'avoir aux portes de notre ville, à quelques minutes en vélo, c'est bien sur une friche d'un parking de la SNCF au carrefour de 4 lignes de tramway qu'on doit construire, c'est évident.

Pour : 58

Contre :

Abstentions : 1 (France JAMET)

Adopté à l'unanimité.

11. Zone d'aménagement concerté de la Restanque Concession d'aménagement Ville / SA3M Compte-rendu annuel à la Collectivité (exercice 2015)

La Ville de Montpellier a décidé d'engager la transformation de la zone industrielle des Prés d'Arènes, par une opération de renouvellement urbain de grande envergure, pour créer le quartier de la Restanque, contigu aux quartiers existants de Saint Martin, et de Tournezy.

En effet compte tenu de sa position stratégique à proximité du centre-ville, proche de la 2^{ème} et desservi par la 4^{ème} ligne de tramways, la Ville vise sur ce site la réalisation d'un quartier de 125 ha regroupant de l'habitat diversifié (collectifs, maisons de ville ...), des bureaux, des commerces, des activités, et des équipements publics. Ce programme nécessite un ensemble de travaux de réseaux, de voiries, d'espaces libres et d'installations diverses à réaliser, pour répondre aux besoins des habitants ou usagers des constructions existantes ou à édifier à l'intérieur du périmètre de l'opération.

Par délibération du conseil municipal du 24 avril 2008, la Ville a adopté le principe de réalisation de ce nouveau quartier sous forme de zone d'aménagement concerté (ZAC) et a défini les objectifs d'aménagement de l'opération, ainsi que les modalités relatives à la concertation du public. Le bilan de la concertation et la création de la ZAC ont été approuvés par délibération du conseil municipal en date du 30 mars 2009.

Les particularités de cette opération, notamment sa durée de 30 ans et une économie de projet fortement impactée du fait de l'occupation du site par des sociétés en activité, ont conduit la Collectivité à désigner la

SPLA SAAM en qualité de concessionnaire d'aménagement, en application des dispositions des articles L.300-4 et L.300-5-2 du code de l'urbanisme.

Le 24 mai 2016, l'Assemblée générale extraordinaire de la SAAM a adopté une modification des statuts de la société, portant sur la forme de la société, son objet social ainsi que sa dénomination sociale. La SPLA SAAM est donc devenue une Société Publique Locale (SPL) dénommée Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M).

Par délibération du Conseil Municipal en date du 25 juin 2012, la Ville de Montpellier a approuvé les termes du traité de concession d'aménagement de la ZAC de la Restanque et a désigné la SAAM comme titulaire de cette concession.

Courant 2013, la décision a été prise de temporiser le démarrage opérationnel de la ZAC de la Restanque. En effet, les enjeux et la complexité de l'opération qui a débuté dans un contexte économique tendu nécessite un suivi particulier en termes de gestion et d'équilibre financier. Dans ce contexte, la Ville a adopté par délibération du 17 février 2014 l'avenant n°1 à la concession d'aménagement, actant la nouvelle répartition de l'échéancier forfaitaire de la SAAM (devenue depuis SA3M) et une modification du phasage des participations financières de la Ville à cette opération.

En effet, pour commencer, la Ville a souhaité répondre prioritairement aux deux objectifs suivants pour la période 2014-2016 :

- mettre en place une méthode et une stratégie qui permettront, sur la base d'un îlot test opérationnel d'accompagner les mutations et de réaliser le programme de constructions en veillant au respect des équilibres financiers et des activités présentes sur le site;
- réaliser les études nécessaires à l'obtention des autorisations administratives, et notamment du dossier de réalisation de ZAC comprenant le programme des équipements publics.

A ce titre, le bilan de l'année 2015 fait apparaître une dépense de 107 000 € HT correspondant notamment à la rémunération forfaitaire de la SAAM. Depuis le début de l'opération, les dépenses de la concession s'élèvent à 522 000 € HT.

Les études menées ces dernières années permettent d'envisager le début des premières opérations de construction en 2017, avec des programmes mixtes contenant logements et une part significative d'activités.

Par ailleurs, les opportunités foncières qui se sont présentées ont conduit la SA3M à anticiper et rééchelonner les provisions pour acquisitions qui étaient auparavant envisagées à partir de 2020.

En outre, au 31 décembre 2015, le bilan financier prévisionnel global de l'opération, défini sur la base des études préalables, s'établit à 266 200 000 € H.T. en dépenses et recettes, montant inchangé par rapport au CRAC de l'année précédente.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- de prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité de la ZAC de la Restanque, qui a été établi au 31 décembre 2015 par la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), concessionnaire de la Ville ;
- d'approuver le bilan prévisionnel de l'opération établi par la SA3M à la date du 31 décembre 2015 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjointe déléguée à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Pour : 58

Contre :

Abstentions : 1 (France JAMET)

Adopté à l'unanimité.

12. Zone d'Aménagement Concerté des Grisettes

Concession d'aménagement Ville/SERM

Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2015)

Avenant n°2

Par délibération du 25 juillet 2003, le Conseil municipal a lancé la procédure de la zone d'aménagement concerté (ZAC) des Grisettes, située au sud ouest de Montpellier, entre l'avenue du Colonel Pavelet et le futur parc public du Mas Nouguier.

Dans le cadre de l'aménagement des secteurs situés à proximité de la deuxième ligne de tramway, le Conseil municipal a approuvé la création de la ZAC des Grisettes par délibération du 20 décembre 2005.

D'une superficie de 20 ha environ, cette opération prévoit, dans un objectif de mixité urbaine, la construction d'environ 1800 logements sous forme d'immeubles d'habitat collectif diversifiés, accompagnés de commerces et de bureaux. Cette opération contribue également au développement des équipements dans le quartier, avec la reconstruction en septembre 2013 d'un groupe scolaire, à proximité et la création d'un parc public, l'agriparc du Mas Nouguier. Le programme global des constructions est de 140 000 m² de SDP dont 15 000 m² de bureaux et de commerces. Le quartier s'organise autour de deux axes structurants : la grande Rambla et la petite Rambla, espaces publics majeurs du quartier.

Par délibération du 6 novembre 2006, le Conseil municipal a, par ailleurs, approuvé le contrat de concession d'aménagement confiant à la Société d'Equipe de la Région Montpelliéraine (SERM) la réalisation de la ZAC des Grisettes.

Par délibération du 24 avril 2008, le Conseil Municipal a approuvé le dossier de réalisation de la ZAC, et le programme des équipements publics de la ZAC a été approuvé par délibération du Conseil municipal du 4 juin 2008.

Par la suite, le Conseil municipal a prononcé l'intérêt général de cette opération et a adopté la déclaration de projet relative à cette ZAC par délibération du 9 février 2009. Le projet a fait l'objet d'une autorisation au titre de la loi sur l'eau par arrêté préfectoral du 10 Septembre 2009.

Le foncier de la ZAC est totalement maîtrisé depuis 2013.

Les logements de la première, deuxième et troisième tranches de la ZAC ont été livrés entre 2011 et 2014. L'année 2015 a été marquée par les travaux VRD de la tranche 4 et 5 et des abords de la clinique Saint Roch ainsi que par la livraison d'une partie des logements des tranches 4 et 5. 2015 a vu également l'avancement de 2 actions innovantes dans le secteur des Grisettes : la concrétisation du projet d'habitat participatif (suite à l'appel à projet de la Ville) porté par le groupe d'habitants Mascobado et la labellisation écoquartier des Grisettes.

En termes d'équipements, la construction de la clinique Saint Roch le long de l'avenue du colonel Pavelet a été réalisée en 2015 et livrée en février 2016. Une extension du pôle de bureaux et la construction d'un parking silo en lieu et place du parking relais pourront être étudiées à terme.

Au 31 décembre 2015, les dépenses engagées par la concession d'aménagement s'élevaient à 38 789 000 € et les recettes perçues à 37 739 000 €. A la même date, le bilan prévisionnel de l'opération s'équilibre en dépenses et en recettes à 46 286 000 €.

La hausse des dépenses est due à :

- une dépense supplémentaire pour des travaux d'aménagement, notamment pour la clinique,
- une augmentation du fonds de concours de la ZAC à la Ville de 100 000 € pour l'aménagement de l'entrée de l'agriparc (le montant total est donc de 7 048 000 €)
- une provision pour des projets d'équipements liés à l'évolution de la ZAC (bouclage voirie, équipement sportif ...).

Le montant des recettes est en hausse grâce à l'augmentation des droits à bâtir des tranches 6 et 7.

Un avenant n° 2 à la concession d'aménagement est proposé d'une part pour prolonger la durée de la mission de la SERM jusqu'en 2021, compte tenu de l'état d'avancement de l'opération. D'autre part, il prévoit en complément des missions de commercialisation, de prendre compte la mission de suivi de demandes d'implantations commerciales dans les locaux dédiés au sein de la ZAC et d'adapter en conséquence la rémunération du concessionnaire.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité de la ZAC des Grisettes, qui a été établi au 31 décembre 2015 par la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM), concessionnaire de la Ville ;
- d'approuver le bilan prévisionnel de l'opération établi par la SERM à la date du 31 décembre 2015 ;
- de prendre acte des documents identifiant les cessions foncières effectuées par la SERM entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 2015 ;
- d'approuver les termes de l'avenant n°2 à la concession d'aménagement actant le prolongement de la durée de la mission de la SERM jusqu'en 2021 et la prise en compte de la mission de suivi de demandes d'implantations commerciales en adaptant la rémunération du concessionnaire ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjointe déléguée à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Pour : 58

Contre :

Abstentions : 1 (France JAMET)

Adopté à l'unanimité.

13. Zone d'aménagement concerté Port Marianne - Richter
Concession d'aménagement Ville-SERM
Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2015)
Avenant n°12

La zone d'aménagement concerté (ZAC) Port Marianne-Richter est située sur la rive gauche du Lez, délimitée à l'est par l'avenue Raymond Dugrand, au nord par le rond-point Christophe Colomb et au sud par l'avenue Marie de Montpellier.

Elle accueille notamment la faculté de sciences économiques et de gestion, une bibliothèque universitaire et un espace de restauration, ainsi qu'un parc public de 2,5 ha, des logements, des bureaux et des commerces.

Elle est très bien desservie par un réseau de voiries et de pistes cyclables (pont Zuccarelli, passerelle des Barons de Caravètes, avenue Marie de Montpellier), renforcé par une solide desserte par les transports en commun (bus et tramway).

La Ville a confié son aménagement à la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM) par un traité de concession signé le 10 mai 1994.

Son architecte coordonnateur est Adrien Fainsilber.

Le dossier de création de la ZAC Port Marianne-Richter a été approuvé par arrêté préfectoral du 2 août 1993. Son dossier de réalisation a été approuvé par arrêté préfectoral du 7 mars 1995.

Par délibération du 24 juillet 1995, le Conseil municipal a approuvé les termes d'un avenant n°1 au traité de concession et a fixé les objectifs et les modalités de concertation du public relatifs à la modification du plan d'aménagement de zone (PAZ) de la ZAC.

Par délibération du 31 juillet 1998, le Conseil municipal a approuvé les termes d'un avenant n°2 au traité de concession prenant notamment en compte les dispositions de la loi n° 95-127 du 8 février 1995 précisant les modalités de contrôle des sociétés d'économie mixte par les collectivités dans la cadre des marchés publics et des délégations de service public.

A la suite d'une phase de concertation organisée en janvier 1999, dont le bilan a été approuvé par délibération du Conseil municipal du 26 février 1999, et à l'issue d'une enquête publique organisée du 28 mai au 2 juin 1999, le Conseil municipal a approuvé cette modification de PAZ par délibération du 27 juillet 1999.

Par délibération du 28 juillet 2000, le Conseil municipal a approuvé un avenant n°3 au traité de concession visant à proroger ledit traité jusqu'au 31 décembre 2006 pour permettre à la SERM de réaliser, notamment, un immeuble de bureaux situé en façade de la place Ernest Granier.

En application de la loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000 relative à la solidarité et au renouvellement urbains (SRU), le Conseil municipal a approuvé par délibération du 25 juillet 2001 un avenant n°4 visant à transformer le traité et le cahier des charges de concession en convention publique d'aménagement et à définir les modalités d'association de l'aménageur aux études d'évolution du plan local d'urbanisme.

Par délibération du 25 juillet 2003, le Conseil municipal a approuvé un avenant n°5 visant à permettre à la SERM de réaliser un bâtiment sur l'îlot E nord de la ZAC, en bordure de la place de la Révolution Française, qui marque l'achèvement des façades de cet espace public majeur du quartier sur 4000 m² de SHON environ. Ce bâtiment, désigné « Espace Jacques I^{er} d'Aragon », abrite à la fois des équipements publics et des bureaux privés.

Par délibération du 29 juillet 2004, le Conseil municipal a approuvé un avenant n°6 en vue de permettre la réalisation d'un parking d'une capacité d'environ 300 places sur l'îlot M de la ZAC. Le parking prévu a été réalisé en surface avec une capacité de 80 places environ pour des raisons de coût et d'environnement.

A la suite de la loi n° 2005-808 du 20 juillet 2005 relative aux concessions d'aménagement, la convention publique d'aménagement a été renommée concession d'aménagement.

Par délibération du 25 juillet 2005, le Conseil municipal a approuvé un avenant n°7 prorogeant la concession d'aménagement jusqu'au 31 décembre 2009 afin de permettre à la SERM de mener à bien sa mission, concernant, en particulier, l'achèvement de l'Espace Jacques I^{er} d'Aragon et l'aménagement définitif de la place de la Révolution Française.

La mission « Sécurité et Protection de la Santé » (SPS) étant supprimée de la concession d'aménagement, un avenant n°8 a été approuvé par délibération du Conseil municipal du 26 juillet 2007 en vue d'autoriser la SERM à confier cette mission à un prestataire extérieur, après mise en concurrence.

Considérant la possibilité de commercialisation à court terme du lot M de la ZAC, situé à l'arrière du bâtiment Etoile Richter, pour permettre la réalisation d'une nouvelle opération de bureaux, un avenant n°9 à la concession d'aménagement a été approuvé par délibération du Conseil municipal du 27 juillet 2008 prorogeant la mission de la SERM jusqu'au 31 décembre 2014.

Compte-tenu du décalage dans le temps de la réalisation de l'opération de bureau sur le lot M (CNFPT), le Conseil municipal a approuvé un avenant n°10 par délibération du 25 novembre 2013, signé le 10 décembre 2013, permettant de proroger les missions de la concession de deux ans, soit jusqu'au 31 décembre 2016.

Par délibération du 5 novembre 2015, le Conseil municipal a approuvé un avenant n°11 à la concession d'aménagement, signé le 25 novembre 2015 et tamponné préfecture le 15 décembre 2015, prolongeant les missions de la SERM jusqu'au 31 décembre 2018, pour permettre la construction du siège du CNFPT (lot M).

Aujourd'hui, dans la perspective de l'achèvement de la construction du lot M en cours et de la clôture de cette concession d'aménagement dans les meilleures conditions, une nouvelle prolongation est aujourd'hui proposée jusqu'au 31 décembre 2019 dans le cadre d'un avenant n°12. Par ailleurs, il est également proposé de lisser dans

le temps la rémunération des opérations de liquidation de la SERM pour les adapter au travail réellement effectué par la société dans le cadre de ce même avenant à la concession.

Au 31 décembre 2015, les dépenses engagées s'élevaient à 45 954 000 € pour un montant total de recettes perçues de 47 461 000 €. Le bilan prévisionnel de l'opération s'équilibre à 47 461 000 € en dépenses et en recettes, en légère augmentation de 51 000 € par rapport au bilan précédent (ajustements mineurs du bilan).

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal:

- de prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2015 de la zone d'aménagement concerté Port Marianne – Richter qui a été établi par la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM), titulaire de la concession d'aménagement ;
- d'approuver le bilan prévisionnel de cette opération tel qu'établi par la SERM au 31 décembre 2015 ;
- de prendre acte du document joint identifiant les cessions effectuées dans le cadre de la concession de la ZAC Port Marianne – Richter du 1^{er} janvier au 31 décembre 2015 ;
- d'approuver les termes d'un avenant n°12 à la concession d'aménagement actant sa prolongation jusqu'au 31 décembre 2019 et modifiant l'échéancier de versement de la rémunération des opérations de liquidation ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Pour : 58

Contre :

Abstentions : 1 (France JAMET)

Adopté à l'unanimité.

14. Zone d'aménagement concerté Port Marianne - Consuls de Mer
Concession d'aménagement Ville-SERM
Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2015)
Rapport spécial sur les conditions d'exercice des prérogatives
de puissance publique (année 2015)

La zone d'aménagement concerté (ZAC) Port Marianne - Consuls de Mer s'est développée dès le milieu des années 1990 en rive droite du Lez, entre le centre-ville et le Lez. Elle a pour objet principal d'apporter à ce quartier, qui s'était urbanisé sans grande cohérence, les équipements et la configuration urbaine qui lui faisaient défaut.

Dans cet esprit, sa définition et sa coordination urbanistique, architecturale et paysagère ont été confiées à R. KRIER, architecte exerçant à Vienne et à Berlin, dont les travaux s'inspirent des formes de nos anciens cœurs de ville.

Plusieurs opérations de construction se sont ainsi développées sur ce quartier selon les principes de R. KRIER dans la conception des "maisons de ville" qui composent les îlots de la ZAC.

La convention publique d'aménagement, signée entre la Ville et la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM) pour l'aménagement de la ZAC Port Marianne - Consuls de Mer, a été approuvée par délibération du 9 mai 1994 et modifiée par les avenants n° 1, 2 et 3, autorisés respectivement par les délibérations du Conseil municipal du 24 juillet 1995, du 2 décembre 1996, et du 31 juillet 1998. Un avenant n° 4 approuvé par délibération du 25 juillet 2001 est venu transformer la concession en convention publique d'aménagement.

Un avenant n° 1 à cette convention publique d'aménagement a été approuvé par délibération du Conseil municipal du 24 septembre 2002. Celui-ci a permis d'engager les études nécessaires à une première extension de la ZAC au sud de l'avenue du Professeur Etienne Antonelli, sur des terrains devant accueillir le quartier accompagnant le nouvel hôtel de Ville.

Un avenant n° 2 à la convention publique d'aménagement, approuvé par le Conseil municipal du 29 juillet 2004, désignait la SERM pour la réalisation des travaux d'aménagement et de construction de cette extension de la ZAC Port Marianne - Consuls de Mer. Cet avenant a également prorogé la durée de la convention publique d'aménagement jusqu'au 31 décembre 2010 et fixé l'échéancier de la participation financière de la Ville à l'opération.

Le 25 juillet 2003, le Conseil municipal a adopté les objectifs et modalités d'association du public à cette 1^{ère} extension de ZAC. D'une superficie de 9 hectares environ, cette opération devait permettre, dans une perspective de mixité urbaine, de compléter le programme du quartier en logements et locaux d'activités, et d'accueillir le futur hôtel de Ville de Montpellier.

Le programme de cette 1^{ère} extension de ZAC prévoyait également la réalisation d'un parc public paysager de 4 hectares environ, comprenant en infrastructure un bassin d'orage d'une capacité de 20 000 m³, un parc de stationnement public d'environ 700 places, ainsi que des voiries et espaces publics nécessaires au fonctionnement du quartier (équipements aujourd'hui réalisés).

Les études relatives à l'extension de la ZAC Port Marianne - Consuls de Mer ont été confiées à l'équipe d'architectes urbanistes Jean Nouvel / François Fontès.

Le dossier de création de l'extension de la ZAC Port Marianne - Consuls de Mer a été approuvé par délibération du Conseil municipal le 31 mars 2004. Le dossier de réalisation a, quant à lui, été arrêté par délibération du Conseil municipal du 7 octobre 2004 et approuvé par délibération du 25 juillet 2005. Le programme des équipements publics correspondant a également été approuvé par délibération du Conseil municipal le 25 juillet 2005.

Après avoir déclaré l'intérêt général de cette extension par délibération du Conseil municipal du 9 mai 2005, la Ville a demandé à Monsieur le Préfet d'en déclarer l'utilité publique, qui a été prononcée par arrêté préfectoral du 20 juin 2005.

Par cette extension d'environ 9 hectares, la superficie totale de la ZAC Port Marianne - Consuls de Mer a été portée à 20,8 hectares.

A la suite de la loi n° 2005-808 du 20 juillet 2005 relative aux concessions d'aménagement, la convention publique d'aménagement a été renommée concession d'aménagement.

Un avenant n° 3 approuvé par le Conseil municipal le 25 juillet 2005, a permis de modifier la concession d'aménagement pour ajuster, en le minimisant, le taux de rémunération de la SERM en matière d'acquisitions foncières.

Enfin, le calendrier de réalisation des équipements primaires de la ZAC ayant été décalé dans le temps, l'échéancier de versement des participations de la Ville correspondant à ces équipements a dû être adapté en conséquence et a donné lieu à un avenant n° 4 à la concession d'aménagement, approuvé par le Conseil municipal du 25 juillet 2006.

La première extension de la ZAC au sud de l'avenue du Professeur Antonelli, conçue autour du nouvel hôtel de ville, est entrée en phase opérationnelle au printemps 2006 et se poursuit aujourd'hui pour une livraison de l'ensemble des équipements qui la composent fin 2011.

Par délibération du 26 mars 2007, le Conseil municipal a décidé le lancement d'une deuxième procédure d'extension de la ZAC Port Marianne - Consuls de Mer dans le prolongement sud-ouest du secteur du nouvel hôtel de ville, délimitée au sud par la rue des Acconiers. Cette délibération a également fixé les objectifs d'aménagement retenus pour ce projet et les modalités d'association du public.

Outre la nécessité de compléter l'offre en programmes de logements et de bureaux proposée sur le secteur de l'hôtel de ville, cette 2^{ème} extension de la ZAC Port Marianne - Consuls de Mer permettra d'assurer la continuité avec les quartiers existants, la construction d'une façade urbaine le long de la rue des Acconiers et de l'avenue Germaine Tillion (ancienne voie ferrée d'intérêt local) et, surtout, de renforcer l'urbanisation le long de la 3^{ème} ligne de tramway.

Dans ce contexte, par délibération du 26 juillet 2007, le Conseil municipal a approuvé un avenant n° 5 prorogeant la concession d'aménagement jusqu'au 31 décembre 2015 pour permettre à la SERM de mener les études relatives à ce nouveau projet d'extension de ZAC. Cet avenant n° 5 a également autorisé la SERM à confier la mission « Sécurité et Protection de la Santé » (SPS) à un prestataire extérieur, après mise en concurrence, cette mission étant supprimée de la convention publique d'aménagement. De même, pour donner suite à la modification du régime fiscal des participations et afin de garantir les droits de la collectivité en matière de récupération de TVA, cet avenant a intégré un modèle de fiches d'ouvrages permettant de déterminer les participations affectées par la collectivité à chaque ouvrage.

Enfin, cet avenant n° 5 a acté la réalisation par la SERM des bâtiments situés à l'ouest de la place Georges Frêche (« parvis » de l'hôtel de Ville) pour l'accueil d'environ 6 000 m² de surface hors œuvre nette (SHON) de bureaux et de commerces, opération traduite par une augmentation des dépenses dans le bilan prévisionnel de la ZAC compensée à un niveau équivalent par les recettes de cession attendues.

Un avenant n° 6 à la concession d'aménagement a été approuvé par délibération en Conseil municipal du 24 juillet 2008, afin d'adapter les versements de la participation de la Ville au titre des équipements publics à l'échéancier de réalisation de ces mêmes équipements. Cet avenant a également permis d'adapter le taux de rémunération de commercialisation de la SERM propre à la cession du volume du nouvel hôtel de ville.

Lors de cette même séance du 24 juillet 2008, le Conseil municipal a acté l'abandon de la réalisation par la SERM des bâtiments situés à l'ouest de la place Georges Frêche, constatant la possibilité de réalisation de cette opération par la promotion privée du fait des bonnes conditions du marché. Le Conseil municipal a également approuvé le dossier de création de l'extension de la ZAC, déterminant ainsi le nouveau périmètre d'opération.

Pour donner suite à l'approbation de ce dossier de création, un avenant n°7 à la concession d'aménagement a été approuvé par le Conseil municipal le 9 février 2009, afin d'étendre les missions d'aménageur de la SERM sur une partie du nouveau périmètre de ZAC et d'adapter le bilan financier, et notamment la participation de la Ville et son échéancier de versement, à ces nouvelles missions.

Par délibération du 27 juillet 2009, le conseil municipal a approuvé un avenant n° 8 à la concession d'aménagement afin de modifier les missions de la SERM et d'adapter le bilan de l'opération et l'échéancier de versement de la participation de la Ville aux évolutions du programme des travaux (prise en compte des travaux de la ligne 3 du tramway, mise en lumière du quartier par Yann Kersalé dans le cadre du programme « La nuit des liens », adaptation du réseau pluvial dans le secteur des Acconiers). Cet avenant a acté une augmentation de la participation de la Ville de 2 096 000 € HT, portant son montant total à 25 394 400 € HT.

Désireuse de s'appuyer sur l'assistance technique de la SERM dans le cadre de la désignation du futur gestionnaire du parking public d'environ 700 places, la Ville a approuvé un avenant n° 9 par délibération du 26 juillet 2010. Les objectifs de cette assistance étaient de préciser les limites de prestation entre la SERM et le futur gestionnaire, de définir les travaux et équipements assurés par l'un et l'autre et de confier à la SERM les travaux ainsi définis. Cet avenant a également permis de modifier l'échéancier de versement de la participation financière de la Ville à la concession d'aménagement pour tenir compte de l'avancement des équipements primaires de la ZAC.

Par ailleurs, un avenant n°10 à la concession d'aménagement a été approuvé par délibération du 25 juillet 2011 afin de modifier l'échéancier de versement de la participation financière de la Ville à l'opération pour tenir compte du calendrier de réalisation des équipements primaires.

En 2010, une phase de concertation portant sur le projet de dossier de réalisation de la deuxième extension de la ZAC (phase 3) a été menée du 29 novembre 2010 au 17 décembre 2010. A l'issue de cette phase de concertation, le Conseil municipal a approuvé, par délibération du 7 février 2011, le bilan complémentaire et définitif de la concertation et a arrêté le projet de dossier de réalisation de cette extension de ZAC.

Par délibérations du 9 mai 2011, le Conseil municipal a approuvé le dossier de réalisation ainsi que le programme des équipements publics de cette opération.

Par délibération du 20 juin 2011, le Conseil municipal a arrêté le dossier d'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique (DUP) valant enquête pour la protection de l'environnement, ainsi que le dossier d'enquête parcellaire relatifs à l'extension de ZAC.

A l'issue des enquêtes publiques conjointes correspondantes, le Conseil municipal a prononcé l'intérêt général de l'opération et a adopté la déclaration de projet préalable à sa réalisation par délibération du 25 juin 2012. La déclaration d'utilité publique a ensuite été prononcée par le Préfet de l'Hérault par arrêté du 2 août 2012.

Parallèlement, le Conseil municipal a engagé, par délibération du 6 février 2012, une nouvelle procédure visant à adapter le périmètre de la ZAC Port Marianne - Consuls de Mer. Cette démarche, qui répond notamment à l'application du protocole d'accord signé le 8 juin 2011 entre la Ville et les consorts Agelou, propriétaires d'une parcelle située dans la 2^{ème} extension de la ZAC, permet aussi d'approfondir la réflexion sur l'affirmation du contexte urbain de la façade de l'avenue Germaine Tillion ainsi que du renouvellement urbain des parcelles situées en bordure de la rue du Moulins des sept Cans. L'élaboration du dossier de réalisation est actuellement en cours.

Compte-tenu des opérations qui restaient à engager par la SERM, notamment sur le secteur de la deuxième extension (phase 3), une prolongation de la concession de cinq années supplémentaires, soit jusqu'au 31 décembre 2020, a été approuvée par le Conseil municipal lors de sa séance du 6 novembre 2014 dans le cadre d'un avenant n°13 signé le 10 décembre 2014.

Au 31 décembre 2015, les dépenses engagées et les recettes perçues au titre de la concession d'aménagement s'élèvent respectivement à 103 716 000 € HT et à 105 365 000 € HT. A la même date, le bilan prévisionnel s'équilibre à 115 428 000 € HT en dépenses et en recettes, en légère augmentation de 107 000 € HT par rapport au bilan précédent du fait de l'évolution des prévisions de développement des programmes le long de l'avenue Germaine Tillion notamment.

En application des dispositions de l'article L.1524-3 du code général des collectivités territoriales, la SERM a établi un rapport spécial sur l'exercice de ses prérogatives de puissance publique au cours de l'année 2015 qui vous est présenté en annexe de cette délibération.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal:

- de prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2015 de la zone d'aménagement concerté Port Marianne - Consuls de Mer, établi par la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM), titulaire de la concession d'aménagement ;
- d'approuver le bilan prévisionnel de cette opération établi par la SERM à la date du 31 décembre 2015 ;
- de prendre acte du document joint identifiant les cessions effectuées dans le cadre de la concession de la ZAC Port Marianne – Consuls de Mer du 1^{er} janvier au 31 décembre 2015 ;
- de prendre acte du rapport spécial joint, établi par la SERM sur l'exercice de ses prérogatives de puissance publique au cours de l'année 2015, et qui vous a été présenté ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Pour : 58

Contre :

Abstentions : 1 (France JAMET)

Adopté à l'unanimité.

15. Zone d'aménagement concerté Port Marianne - Jacques Cœur Concession d'aménagement Ville / SERM Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2015) Rapport spécial sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique (année 2015)

Avenant n°11

Par convention de mandat du 10 février 1994, la Ville de Montpellier a confié à la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM) les études du quartier et du bassin Jacques Cœur.

Dans ce cadre, un concours d'urbanisme et de maîtrise d'œuvre a été organisé en 1994. Le lauréat de ce concours, ARCHIMEDE, SARL constituée des architectes A. Garcia-Diaz, F. Fontès et Ph. Bonon, a procédé aux études préliminaires à la réalisation de ce nouveau quartier.

Un concours en vue du choix de bureaux d'études a été organisé pour compléter l'équipe de maîtrise d'œuvre. A l'issue de ce concours, les bureaux d'études INFRA-SUD et SIEE ont été retenus.

Depuis lors, les études d'urbanisme et les études préliminaires d'infrastructures se sont poursuivies en vue de la préparation du dossier d'une première zone d'aménagement concerté (ZAC), dénommée Port Marianne - Jacques Cœur, sur un périmètre compris entre le Lez à l'ouest, l'avenue Raymond Dugrand à l'est, l'avenue Marie de Montpellier au nord et le bassin Jacques Cœur au sud.

Les objectifs et modalités d'association du public pour cette ZAC ont été adoptés par délibération du Conseil municipal du 24 juillet 1995. Par délibération du 6 janvier 1997, le Conseil municipal de la Ville de Montpellier a décidé de concéder les études et la réalisation du quartier Jacques Cœur à la SERM.

Le dossier de création de cette ZAC a été arrêté par le Conseil municipal du 27 février 1997 et approuvé par celui du 25 avril 1997.

Le dossier de réalisation de la ZAC, élaboré en association avec les services de l'Etat et soumis à concertation, a été arrêté par délibération du Conseil municipal du 22 octobre 1998. Après enquête publique et avis favorable de la commission d'enquête, ce dossier de réalisation a été approuvé par délibération du 27 juillet 1999. L'opération a été déclarée d'utilité publique par arrêté préfectoral du 26 octobre 1999.

Par délibération du 24 septembre 2002, le Conseil municipal a approuvé un avenant n° 1 à la convention publique d'aménagement afin de pouvoir engager durant l'année 2003 les études nécessaires à l'extension de la ZAC au sud du bassin Jacques Cœur, compte tenu de la bonne commercialisation de la partie nord de l'opération. Ces études ont amené le Conseil municipal à approuver le lancement de cette extension par délibération du 31 mars 2004.

A l'issue de la concertation organisée auprès du public, le Conseil municipal a approuvé le dossier de création et arrêté le dossier de réalisation de l'extension de ZAC par délibération du 7 octobre 2004. Par délibérations du 25 juillet 2005, le Conseil municipal a ensuite approuvé le dossier de réalisation de l'opération ainsi que son programme des équipements publics.

Cette extension, qui porte à 9,6 hectares la superficie totale de la ZAC, permet de poursuivre la réalisation du quartier jusqu'à l'avenue Théroigne de Méricourt, au sud. L'ensemble de ce nouveau quartier, extension comprise, prévoit la réalisation d'environ 1 600 logements, des commerces, des locaux d'activités et des bureaux, répartis sur onze îlots.

Par délibération du 25 juillet 2003, le Conseil municipal a approuvé un avenant n° 2 à la convention publique d'aménagement en vue d'autoriser la SERM à réaliser le bâtiment situé en bordure de la place Ernest Granier (îlot A), et de poursuivre ainsi la réalisation des façades de cet espace public majeur, amorcées avec celles du bâtiment dénommé « *Etoile Richter* », également réalisé par la SERM et situé sur l'îlot N de la ZAC Port Marianne - Richter.

Ce bâtiment, dénommé « *Arche Jacques Cœur* » a été inauguré le 20 juin 2007. Il abrite des bureaux sur une superficie totale d'environ 11 600 m², ainsi que des commerces en rez-de-chaussée.

Par délibération du 9 octobre 2003, le Conseil municipal a approuvé un avenant n° 3 à la convention publique d'aménagement visant à étendre le périmètre de ladite convention aux voies primaires riveraines du quartier (les avenues Raymond Dugrand et Théroigne de Méricourt) au droit de l'opération.

Un avenant n° 4 a été approuvé par délibération du Conseil municipal le 29 juillet 2004, afin de proroger la mission de la SERM jusqu'au 31 décembre 2008.

Un avenant n° 5, approuvé par délibération du Conseil municipal du 7 octobre 2004, a permis d'étendre le périmètre de la convention publique d'aménagement, de confier à la SERM l'étude et la réalisation de l'extension de la ZAC, d'approuver le bilan financier prévisionnel qui s'attache à cette extension et de proroger la durée de la convention publique d'aménagement jusqu'au 31 décembre 2013.

A la suite de la loi n° 2005-808 du 20 juillet 2005 relative aux concessions d'aménagement, la convention publique d'aménagement a été renommée concession d'aménagement.

L'avenant n° 6, que le Conseil municipal a approuvé le 25 juillet 2005, a permis de modifier la concession d'aménagement pour ajuster, en le minimisant, le taux de rémunération de la SERM en matière d'acquisitions foncières, et réduire le périmètre de l'opération en excluant une partie de l'emprise de l'avenue Raymond Dugrand.

L'avenant n° 7, approuvé par le Conseil municipal le 26 juillet 2007, a autorisé la SERM à confier la mission « Sécurité et Protection de la Santé » (SPS) à un prestataire extérieur, celle-ci étant supprimée de la concession d'aménagement.

Le Conseil municipal a approuvé, par délibération du 27 juillet 2009, la modification du programme des équipements publics de la ZAC afin d'y intégrer la réalisation d'un parking public. Ce parking public, comportant environ 740 places, est situé sous l'îlot H (*La Mantilla*) de la ZAC en bordure de l'avenue Raymond Dugrand et permet de répondre aux besoins en stationnement des nombreux programmes de commerces, de bureaux ou de logements en cours de construction ou à venir sur cette avenue. Pour permettre la réalisation de ce parking par la SERM, un avenant n° 8 à la concession d'aménagement a été approuvé lors de la même séance du Conseil municipal afin de proroger la mission de la SERM jusqu'au 31 décembre 2014.

Compte tenu des délais de poursuite de l'opération, et notamment ceux nécessaires à la réalisation du programme de *La Mantilla* et de son parking public, un avenant n° 9 à la concession d'aménagement approuvé en séance du Conseil municipal du 26 juillet 2010 a permis de proroger la durée de la concession jusqu'au 31 décembre 2018. Ce même avenant a par ailleurs amené à modifier l'échéancier de versement de la participation financière de la Ville à l'opération pour le financement partiel de l'avenue Théroigne de Méricourt (pour un montant global de 1 933 000 € HT).

Par délibération du 3 octobre 2011, le Conseil municipal, actant la possibilité d'assurer le portage financier du parking de *La Mantilla* par un investisseur, a retiré cet ouvrage du programme des équipements publics de la ZAC.

Par délibération du 5 novembre 2015, le Conseil municipal a approuvé un avenant n°10 à la concession d'aménagement, signé le 25 novembre 2015 et tamponné préfecture le 15 décembre 2015, le versement à la SERM d'une rémunération forfaitaire complémentaire de 6 000 € HT lui permettant d'assurer le suivi et la gestion du parc de stationnement ouvert au public de *La Mantilla*.

Compte-tenu du fait que la SERM assure le suivi et la gestion des demandes d'implantations commerciales au sein de l'opération, il est proposé aujourd'hui dans le cadre d'un avenant n°11 d'intégrer cette mission à la concession d'aménagement et de prévoir la rémunération correspondante. Il est également proposé, dans le cadre de ce même avenant, de modifier la concession pour permettre de lisser dans le temps la rémunération des opérations de liquidation de la SERM pour les adapter au travail réellement effectué par la société.

Au 31 décembre 2015, les dépenses engagées par la concession d'aménagement s'élevaient à 70 841 000 € HT et les recettes perçues à 68 933 000 € HT. Le bilan prévisionnel de l'opération s'équilibre en recettes et en dépenses à 76 028 000 € HT, en légère augmentation de 129 000 € HT par rapport au bilan précédent (ajustements mineurs du bilan).

En application des dispositions de l'article L.1524-3 du code général des collectivités territoriales, la SERM a établi un rapport spécial sur l'exercice de ses prérogatives de puissance publique au cours de l'année 2015 qui vous est présenté en annexe de cette délibération.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal:

- de prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2015 de la zone d'aménagement concerté Port Marianne - Jacques Cœur, établi par la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM), titulaire de la concession d'aménagement ;
- d'approuver le bilan prévisionnel de cette opération établi par la SERM en date du 31 décembre 2015 ;
- d'approuver les termes d'un avenant n°11 à la concession d'aménagement intégrant la mission de suivi et de gestion des demandes d'implantations commerciales et sa rémunération correspondante, et laissant la possibilité de lisser dans le temps la rémunération des opérations de liquidation de la SERM ;
- de prendre acte du rapport spécial joint, établi par la SERM sur l'exercice de ses prérogatives de puissance publique au cours de l'année 2015, et qui vous a été présenté ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire

Pour : 58

Contre :

Abstentions : 1 (France JAMET)

Adopté à l'unanimité.

**16. Zone d'aménagement concerté Blaise Pascal
Concession d'aménagement Ville/SERM
Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2015)
Avenant n°12**

La zone d'aménagement concerté (ZAC) Blaise Pascal est bordée par la rue de la Vieille Poste au nord, par l'avenue Pierre Mendès France au sud, par la rue Henri Becquerel à l'est et par les premières maisons du quartier de la Pompignane à l'ouest.

Il s'agit d'une opération publique d'initiative communale, concédée à la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM) par convention en date du 27 mars 1988 approuvée par délibération du Conseil municipal le 29 février 1988.

Le quartier a été conçu par l'architecte Claude VASCONI. La ZAC s'étend sur environ 31 ha et a permis la réalisation d'environ 1 400 logements, dont plusieurs ensembles de logements sociaux, de bureaux, de commerces ainsi que d'un important programme d'équipements publics, comprenant notamment le gymnase Mireille Bessière et le groupe scolaire Blaise Pascal/Sarah Bernhardt.

La ZAC a été créée par délibération du Conseil municipal du 26 juin 1987 et son dossier de réalisation a été approuvé par délibération du Conseil municipal du 29 février 1988. Une procédure d'extension-modification de cette ZAC a fait suite à cette décision, initiée par délibération du Conseil municipal en date du 30 janvier 1990.

Cette délibération approuvait en outre les termes de l'avenant n°1 au traité de concession Ville-SERM permettant de renforcer le potentiel constructible de la ZAC et de mieux prendre en compte l'aménagement de ses abords, notamment le long de l'avenue Pierre Mendès France. Par délibération du 23 novembre 1990, le Conseil municipal a approuvé le dossier de réalisation de cette extension-modification.

Un avenant n°2 au traité de concession a été approuvé par délibération du Conseil municipal du 28 juillet 1992 supprimant, notamment, en cohérence avec les résultats d'une étude prospective sur l'immobilier d'entreprise, une partie des recettes de cession et des dépenses d'aménagement correspondantes.

Par ailleurs, un avenant n°3 visant notamment à proroger la durée du traité de concession a été approuvé par délibération du Conseil municipal du 24 juillet 1995.

Un avenant n°4 a été ensuite approuvé par délibération du Conseil municipal du 31 juillet 1998 prenant notamment en compte les dispositions de la loi n° 95-127 du 8 février 1995 précisant les modalités de contrôle des sociétés d'économie mixte par les collectivités dans la cadre des marchés publics et des délégations de service public.

En application de la loi n°2000-1208 du 13 décembre 2000 relative à la solidarité et au renouvellement urbains (SRU), le Conseil municipal a approuvé par délibération du 25 juillet 2001 un avenant n°5 visant à transformer le traité et le cahier des charges de concession en convention publique d'aménagement.

Par délibération du 25 juillet 2003, le Conseil municipal a approuvé un avenant n°6 à la convention publique d'aménagement prorogeant ladite convention jusqu'au 31 décembre 2006 afin de permettre à la SERM d'achever sa mission.

A la suite de la loi n° 2005-808 du 20 juillet 2005 relative aux concessions d'aménagement, la convention publique d'aménagement a été renommée concession d'aménagement.

L'achèvement de la ZAC nécessitant encore la réalisation de travaux d'aménagement sur la rue Hippolyte Fizeau et sur l'avenue Albert Einstein, un avenant n°7 à la concession d'aménagement prorogeant la mission de la SERM jusqu'au 31 décembre 2009 a été approuvé par délibération du Conseil municipal du 25 juillet 2006.

La mission « Sécurité et Protection de la Santé » (SPS) étant retirée de la concession d'aménagement, un avenant n°8 a été approuvé par délibération du Conseil municipal du 26 juillet 2007 en vue d'autoriser la SERM à confier cette mission à un prestataire extérieur, après mise en concurrence.

Par délibération du 27 juillet 2009, le Conseil municipal a approuvé un avenant n°9 à la concession d'aménagement visant à proroger la mission de la SERM jusqu'au 31 décembre 2011 pour permettre l'achèvement des derniers aménagements de voirie et de réseaux aux abords de l'avenue Albert Einstein et de la rue Robert Baden-Powell.

Par délibération du 26 juillet 2010, le Conseil municipal a approuvé un avenant n°10 à la concession prorogeant la mission de la SERM jusqu'en 2015 pour permettre l'aménagement d'une parcelle située en bordure de la place Tycho Brahé, en vue de la réalisation de la dernière opération de logements sur le lot M de la ZAC (environ 2500 m² de SDP). L'acquisition du terrain d'assiette de cette opération n'ayant toutefois pu se concrétiser que durant l'année 2012, plus tardivement qu'envisagé initialement, une nouvelle prorogation de la mission de la SERM a dû être actée jusqu'en 2017 par un avenant n°11, approuvé par délibération du Conseil municipal le 23 juillet 2012.

La dernière opération de la ZAC Blaise Pascal a ainsi pu être attribuée fin 2014 à la société BACOTEC en vue de la réalisation d'un programme d'environ 42 logements collectifs sur le lot M.

Une nouvelle prolongation des missions de la SERM jusqu'au 31 décembre 2018 est aujourd'hui proposée dans le cadre d'un avenant n°12 à la concession, compte tenu d'un nouveau décalage du planning. Il est également proposé de lisser dans le temps la rémunération des opérations de liquidation de la SERM pour les adapter au travail réellement effectué par la société dans le cadre de ce même avenant à la concession.

Au 31 décembre 2015, le bilan de l'opération s'établit à 19 277 000 € en dépenses et à 20 096 000 € en recettes. Le bilan prévisionnel de l'opération présente un montant de 19 640 000 € de dépenses et de 20 141 000 € en recettes, ce qui génère un résultat d'exploitation positif de 501 000 € qu'il est proposé de reverser à la Ville lors de la clôture de l'opération en 2018 dans le cadre d'un résultat positif d'opération.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal:

- de prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2015 de la zone d'aménagement concerté Blaise Pascal, établi par la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM), titulaire de la concession d'aménagement ;
- d'approuver le bilan prévisionnel tel qu'établi par la SERM au 31 décembre 2015 ;

- de prendre acte du document joint identifiant les cessions effectuées dans le cadre de la concession de la ZAC Port Marianne – Blaise Pascal du 1^{er} janvier au 31 décembre 2015 ;
- d'approuver les termes d'un avenant n°12 à la concession d'aménagement actant sa prolongation jusqu'au 31 décembre 2018 et modifiant l'échéancier de versement de la rémunération des opérations de liquidation ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Pour : 58

Contre :

Abstentions : 1 (France JAMET)

Adopté à l'unanimité.

17. Zone d'aménagement concerté Port Marianne - Jardins de la Lironde

Concession d'aménagement Ville-SERM

Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2015)

Avenant n°12

Convention d'avance de trésorerie

Par délibération en date du 25 juin 1990, le Conseil municipal approuvait le dossier de réalisation de la zone d'aménagement concerté (ZAC) Port Marianne-Jardins de la Lironde et concédait à la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM) les études et aménagements nécessaires à l'opération.

A la suite d'une mission d'études complémentaires menée par l'architecte en chef Christian de Portzamparc, désigné par la Ville, le Conseil municipal fixait, lors de la séance du 20 juin 1991, les objectifs et les modalités de concertation du public en vue d'une extension - modification de cette ZAC.

Par délibération du 28 juillet 1992, le Conseil municipal a approuvé un avenant n° 1 au traité de concession signé avec la SERM. Toutefois les difficultés du marché de l'immobilier des années 1992-1993, conjuguées aux difficultés juridiques liées à l'annulation du POS de Montpellier, ont conduit la Ville à différer l'engagement de l'opération.

Par la suite, la reprise du marché immobilier et l'excellente commercialisation des ZAC engagées sur Port Marianne (Blaise Pascal, Richter, Consuls de Mer), ont rendu nécessaire la relance de cette opération.

C'est dans ce contexte que, par délibération du 30 mars 1998, la Ville de Montpellier a fixé les objectifs d'un nouveau projet de ZAC et les modalités d'association du public. Lors de cette même séance, le Conseil municipal a approuvé la concession de l'opération à la SERM en intégrant, notamment, les engagements fonciers et financiers souscrits dans le cadre du traité initial.

Une nouvelle ZAC a par conséquent été créée par délibération du Conseil municipal du 20 décembre 1999.

Par délibération du 20 décembre 1999, le Conseil municipal a approuvé un avenant n° 1 à la concession d'aménagement visant notamment à adapter le périmètre du traité de concession à celui de la ZAC.

Les études, à nouveau menées par Christian de Portzamparc, ont conduit à l'élaboration du dossier de réalisation que le Conseil municipal a approuvé par délibération du 29 septembre 2000. Un bilan prévisionnel a été établi. Ce bilan intègre également les engagements fonciers et financiers souscrits dans le cadre du traité de concession initial.

Le programme des équipements publics de la ZAC a été approuvé par délibération du 29 septembre 2000. La ZAC prend en charge la totalité du coût des voiries et réseaux uniquement nécessaires à son fonctionnement, et une partie (40 %) du coût des voiries dites primaires, seulement pour la quote-part nécessaire aux besoins de la ZAC (rue Léonard de Vinci, avenue Albert Einstein et route de Vauguières partiellement).

Pour l'étude et la réalisation de ces voiries primaires, une convention de mandat a été confiée à la SERM, par délibération du Conseil municipal du 5 novembre 2001.

Par délibération du 25 juillet 2001, le Conseil municipal a approuvé un avenant n° 2 à la concession d'aménagement visant à transformer le traité et le cahier des charges de concession en convention publique

d'aménagement et à définir les modalités d'association de l'aménageur aux études d'évolution du plan local d'urbanisme.

Par délibération du 6 février 2003, le Conseil municipal a approuvé un avenant n° 3 à la convention publique d'aménagement pour demander à la SERM d'étudier une extension de la ZAC de manière à intégrer l'ensemble des terrains anciennement gérés par l'ASPTT, d'une superficie de 2,6 ha acquis par la Ville auprès de La Poste, et situé en bordure de la rue Léonard de Vinci et du parc public.

Les études menées ont conduit le Conseil municipal à approuver, par délibération en date du 31 mars 2004, le lancement d'une procédure d'extension de la ZAC Port Marianne-Jardins de la Lironde sur ces terrains. C'est par délibérations du 25 juillet 2005 que le dossier de réalisation et le programme des équipements publics correspondants à cette extension de ZAC ont été approuvés.

A la suite de la loi n° 2005-808 du 20 juillet 2005 relative aux concessions d'aménagement, la convention publique d'aménagement a été renommée concession d'aménagement.

Un avenant n° 4, approuvé par le Conseil municipal du 25 juillet 2005, est venu modifier la concession d'aménagement pour ajuster, selon un barème dégressif, le taux de rémunération de la SERM en matière d'acquisitions foncières.

Par délibération du 27 octobre 2005, le Conseil municipal a approuvé un avenant n° 5 à la concession d'aménagement, permettant de modifier le bilan prévisionnel de la ZAC. Des études ont en effet montré qu'au moins la moitié des élèves du groupe scolaire prévu dans la ZAC seraient des enfants issus des logements construits dans le cadre de l'opération. C'est pourquoi l'avenant n° 5 a acté le versement d'un fonds de concours à la Ville d'un montant de 1 523 000 € en 2006 (au prorata de la prévision de fréquentation) pour la construction de ce groupe scolaire, et que, conformément à une délibération du 25 juillet 2006, le programme des équipements publics de la ZAC a été modifié pour tenir compte de cette évolution.

L'avancement de l'urbanisation du quartier Port Marianne et l'augmentation de la population ont conduit la Région Languedoc Roussillon à programmer la réalisation d'un lycée professionnel, dénommé « lycée Georges Frêche », sur l'îlot P de la ZAC Port Marianne-Jardins de la Lironde. Compte tenu de la nature de cet équipement, la Ville a décidé de procéder à la cession gratuite de ce terrain à la Région Languedoc Roussillon. Cette cession gratuite générant une perte de recette au bilan prévisionnel de 2 000 000 € HT, un avenant n° 6, approuvé par délibération du 25 juillet 2006, a permis de modifier le bilan prévisionnel de la concession d'aménagement pour compenser cette perte par une augmentation équivalente de la participation financière de la Ville à l'opération.

La bonne commercialisation de la ZAC, à cette époque, a généré un niveau de recettes suffisamment important qui a permis de compenser le montant de la participation financière de la Ville. Dans ce contexte, un avenant n° 7 à la concession d'aménagement a été approuvé par délibération du Conseil municipal du 26 juillet 2007 afin de modifier le bilan prévisionnel de l'opération par la réduction de cette participation de la Ville pour un montant de 2 000 000 € HT.

Cet avenant a également intégré les dispositions autorisant la SERM à confier la mission « Sécurité et Protection de la Santé » (SPS) à un prestataire extérieur après mise en concurrence, cette mission étant supprimée de la concession d'aménagement.

Afin de réaliser les aménagements de la partie ouest de la ZAC en particulier pour accompagner les constructions sur les îlots I, J, K, M2, N et Y, un avenant n° 8 à la concession d'aménagement a été approuvé par délibération du Conseil municipal du 26 juillet 2010 en vue de proroger les missions de la SERM jusqu'au 31 décembre 2015.

La santé financière de l'opération a permis de dégager en 2010 un fonds de concours de 700 000 € au bénéfice de la Ville, dont 200 000 € ont été versés en 2011 et 500 000 € en 2012. Le fonds de concours total versé à la Ville par l'opération d'un montant de 3 743 000 € reste inchangé par rapport au bilan précédent.

Un avenant n°9 à la concession d'aménagement a été approuvé au Conseil Municipal du 25 novembre 2013 et signé le 20 décembre 2013 en vue de proroger les missions de la SERM jusqu'au 31 décembre 2017.

A la suite d'études hydrauliques menées sur l'ensemble du bassin versant de la Lironde, le cours d'eau qui traverse cette opération, un des îlots sur lequel était projetée une opération de logements (îlot Y) s'est révélé inondable et ne peut plus faire l'objet d'un projet de construction. Cette situation a entraîné par conséquent une perte de charge foncière de 476 000 €, ce qui a amené la SERM à solliciter une participation d'équilibre de la Ville d'un montant de 448 000 € programmée en 2017. En conséquence, un avenant n°10 au traité de concession permettant d'adapter la participation d'équilibre de la Ville a été approuvé par le Conseil Municipal du 6 novembre 2014 et signé le 10 décembre 2014.

Par délibération du 5 novembre 2015, le Conseil municipal a approuvé un avenant n°11 à la concession d'aménagement, signé le 25 novembre 2015, en vue de l'octroi d'une nouvelle participation d'équilibre à l'opération de 606 000 €. Cette modification a permis de porter la participation d'équilibre totale de la Ville à un montant total de 1 054 000 € pour un versement prévu en 2017.

Aujourd'hui, il est proposé, dans le cadre d'un avenant n°12 à la concession d'aménagement, de proroger les missions de la SERM jusqu'au 31 décembre 2020 pour permettre notamment le suivi de la commercialisation d'un nouveau lot, en cours d'études actuellement. Dans le cadre de ce même avenant, il est également proposé de décaler d'un an la participation de la Ville en 2018, au lieu de 2017 comme prévu précédemment. Enfin, le troisième objet de cet avenant est de lisser dans le temps la rémunération des opérations de liquidation de la SERM pour les adapter au travail réellement effectué par la société.

Au 31 décembre 2015, les dépenses engagées s'élevaient à 44 346 000 € HT pour un montant de recettes perçues de 44 344 000 € HT. €. Le bilan prévisionnel de l'opération s'équilibre à 45 493 000 € en dépenses et en recettes (identique au bilan de l'exercice 2014).

Il est par ailleurs proposé la mise en place d'une avance de trésorerie de la Ville au bénéfice de l'opération d'aménagement, conformément aux dispositions de l'article L.1523-2,4° du Code Général des Collectivités Territoriales, et en application des conditions prévues à l'article 17.6 de la convention publique d'aménagement : la SERM sollicite en effet de la Ville de Montpellier le versement d'avances de trésorerie infra annuelles (remboursables dans la même année) de 500 000 € en 2017 et de 500 000 € en 2018 destinées à couvrir les besoins de trésorerie annuels de l'opération.

En conséquence il est proposé au Conseil municipal:

- de prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2015 de la ZAC Port Marianne - Jardins de la Lironde, établi par la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM), titulaire de la concession d'aménagement ;
- d'approuver le bilan prévisionnel de l'opération établi par la SERM à la date du 31 décembre 2015 ;
- d'approuver les termes de l'avenant n°12 à la concession d'aménagement actant sa prolongation jusqu'au 31 décembre 2020, décalant d'un an le versement de la participation d'équilibre à l'opération pour un montant de 1 054 000 €, et de lisser dans le temps la rémunération des opérations de liquidation de la SERM pour les adapter au travail réellement effectué par la société dans le cadre de ce même avenant à la concession ;
- de prendre acte du document joint identifiant les cessions effectuées du 1^{er} janvier au 31 décembre 2015 ;
- d'approuver les termes de la convention d'avance de trésorerie, jointe à la présente délibération ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire. |

Pour : 58

Contre :

Abstentions : 1 (France JAMET)

Adopté à l'unanimité.

Madame LLEDO entre en séance.

**18. Travaux d'amélioration des conditions d'accueil du public de la mairie de
proximité Mosson Autorisation de déclaration préalable de travaux Zone
d'aménagement concerté Port Marianne - Parc Marianne,
secteur de la Baume et avenue Raymond Dugrand
Concession d'aménagement Ville-SERM
Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2015)
Rapports spéciaux sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance
publique (année 2015)
Avenant n°9**

Dans le cadre du développement de Port Marianne, le Conseil municipal a décidé, par délibération du 12 mars 2003, l'engagement d'études de définition urbaine sur une zone située à l'est de l'avenue de la Mer (rebaptisée avenue Raymond Dugrand par délibération du Conseil municipal du 22 décembre 2008), couvrant les secteurs au nord et au sud du parc public Parc Marianne et leur environnement immédiat.

Par la même délibération, la Ville a confié à la SERM un mandat pour la réalisation, d'une part, des études préalables aux études de définition urbaines et, d'autre part, des études préalables au montage d'une zone d'aménagement concerté (ZAC) nécessaires à l'approbation d'une convention publique d'aménagement.

A l'issue des études de définition, le projet de l'équipe d'architectes-urbanistes « Architecture Studio – Imagine – Carrés Verts » a été désigné comme lauréat. Le contrat d'études avec ce groupement, approuvé par délibération du Conseil municipal du 3 juin 2004, a permis de préciser les orientations urbaines, architecturales et paysagères pour un premier périmètre d'aménagement et d'élaborer les dossiers techniques et administratifs afférents.

Par délibération du 3 juin 2004, le Conseil municipal a décidé de lancer la procédure de ZAC sur un premier secteur de 7 ha, délimité par l'avenue du Mondial 98 au nord, l'avenue Raymond Dugrand à l'ouest, la future rue Joan Miró à l'est et le parc Georges Charpak au sud, et désigné sous l'appellation « ZAC Port Marianne-Parc Marianne ». Le dossier de création de cette ZAC a été approuvé par délibération du Conseil municipal le 7 octobre 2004 avec pour objectif principal la construction de logements collectifs et de bureaux.

Par ailleurs, la complexité et la diversité des opérations envisagées sur un même périmètre ont conduit la Ville à lancer le 12 février 2005, une procédure de mise en concurrence en vue de désigner le titulaire d'une convention publique d'aménagement (telle que prévue par les articles L.300-4, L.300-5 du code de l'urbanisme) sur un secteur de 40 ha environ, dénommé alors « Quartier Port Marianne – Parc Marianne, avenue de la Mer, Plaine du Mas de Carbonnier ».

Les objectifs principaux retenus pour ce secteur sont les suivants :

- réaliser la première ZAC de 7 ha, située entre l'avenue du Mondial 98 et le Parc Georges Charpak (capacité d'environ 100 000 m² de SHON – environ 1 000 logements, bureaux, commerces et services), créée par délibération du 7 octobre 2004 ;
- poursuivre l'urbanisation par l'aménagement d'une zone d'environ 6 ha au sud du parc (capacité d'environ 80 000 m² de SHON – environ 800 logements, commerces et services) ;
- aménager une zone de 8 ha environ, située entre l'emplacement réservé pour voirie C37 (future avenue Nina Simone) inscrit au plan local d'urbanisme (PLU), la rue du Mas Rouge et l'autoroute A9, dans le secteur de la plaine du Mas de Carbonnier, pour accueillir notamment des entreprises créées ou transférées – capacité d'environ 50 000 m² de SHON ;
- requalifier une zone de 4 ha environ située en bordure de la place Ernest Granier et de l'avenue du Mondial 98, aujourd'hui principalement occupée par des activités d'entrepôt et de commerce, afin d'accueillir des bureaux et logements (capacité d'environ 40 000 m² de SHON) ;

- aménager une zone de 5 ha environ, située au sud de l'avenue du Mondial 98 et à l'est de l'emplacement réservé pour voirie C99 (future rue Joan Miró), destinée à accueillir un établissement d'enseignement secondaire du 1^{er} degré, des logements et activités ;
- requalifier l'avenue Raymond Dugrand, entre la place Ernest Granier et l'autoroute A9, et aménager les voiries structurantes C37 (future avenue Nina Simone) et C99 (future rue Joan Miró).

La commission-jury réunie le 7 avril 2005 a décidé de retenir la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM) comme aménageur. Par délibération du 25 juillet 2005, le Conseil municipal a approuvé les termes de la convention publique d'aménagement liant la Ville à la SERM.

Depuis, le dossier de réalisation ainsi que le programme des équipements publics de la ZAC ont été approuvés par délibérations du Conseil municipal du 29 septembre 2005.

Par délibération du 31 janvier 2006, le Conseil municipal a décidé de lancer la procédure d'extension de la ZAC « Port Marianne – Parc Marianne ». A la suite d'une phase d'études et de concertation avec le public, par délibération du 27 juin 2006, le Conseil municipal a approuvé de dossier de création de l'extension de la ZAC Port Marianne-Parc Marianne ainsi que le bilan de la concertation à laquelle elle a donné lieu.

L'extension de la ZAC consiste à urbaniser trois secteurs dans le prolongement de la ZAC initiale :

- au sud de la ZAC initiale, sur environ 15 ha, un secteur intégrant le parc public déjà aménagé et les terrains situés entre ce parc et la future avenue Nina Simone, destinés à recevoir un programme d'environ 80 000 m² de surface hors œuvre nette (SHON) majoritairement de logements,
- un secteur d'environ 5 ha à vocation essentiellement d'activités (programme d'environ 30 000 m² SHON), situé dans la plaine du Mas de Carbonnier et délimité par les rues du Mas Rouge, du Mas de Barlet, la future avenue Nina Simone et l'autoroute A9,
- au nord-est, longeant l'avenue du Mondial 98, un secteur d'environ 2 ha destiné à accueillir un programme d'environ 10 000 m² SHON de logements.

Le dossier de réalisation ainsi que le programme des équipements publics ont été approuvés par délibérations du Conseil municipal du 7 février 2007.

L'opération a été déclarée d'utilité publique et ses terrains cessibles par arrêté préfectoral du 23 avril 2007.

A la suite de la loi n° 2005-808 du 20 juillet 2005 relative aux concessions d'aménagement, la convention publique d'aménagement a été renommée concession d'aménagement.

Le 25 juillet 2006, le Conseil municipal a approuvé un avenant n°1 à la concession d'aménagement modifiant l'article 16-6 de la concession pour supprimer la participation financière de la Ville d'un montant de 863 000 €, initialement prévue par l'échéancier prévisionnel des dépenses.

La mission « Sécurité et Protection de la Santé » (SPS) étant supprimée du contrat de concession, un avenant n°2 a été approuvé par délibération du Conseil municipal du 26 juillet 2007 en vue d'autoriser la SERM à confier cette mission à un prestataire extérieur, après mise en concurrence.

Pour donner suite à la modification du régime fiscal des participations et afin de garantir les droits de la collectivité en matière de récupération de la TVA, cet avenant a également intégré un modèle de fiches d'ouvrages permettant de déterminer les participations affectées par la collectivité à chaque ouvrage. Enfin, en raison de la bonne commercialisation de l'opération, cet avenant a acté la réduction de 3 000 000 € HT de la participation de la Ville prévue au bilan prévisionnel de la concession d'aménagement.

Par délibération du 17 novembre 2008, le Conseil municipal a approuvé la modification du programme des équipements publics de la ZAC Port Marianne – Parc Marianne, pour intégrer un programme d'aménagement complémentaire du grand parc public Parc Marianne (aujourd'hui dénommé « parc Georges Charpak »), la réalisation d'un réseau de chauffage urbain utilisant une énergie renouvelable (biomasse), et la réduction de 90 à 80 % de la participation de la Ville au financement de la rue Joan Miró (voirie primaire).

Par délibération du 24 juillet 2008, le Conseil municipal a approuvé un avenant n°3 à la concession d'aménagement actant l'augmentation de la participation financière de la Ville pour prendre en compte

l'actualisation des travaux des infrastructures primaires de l'opération (avenue Raymond Dugrand, avenue Nina Simone et rue Joan Miró).

Par délibération du 27 juillet 2009, le Conseil municipal a approuvé un avenant n°4 à la concession d'aménagement en vue de recalculer dans le temps l'échéancier prévisionnel des participations financières de la Ville en fonction du calendrier de réalisation des ouvrages de l'opération.

Par délibération du 26 juillet 2010, le Conseil municipal a approuvé un avenant n°5 à la concession d'aménagement en vue de diminuer de 1 126 000 € HT la participation financière de la Ville à la concession d'aménagement (du fait du versement d'une participation équivalente par la Communauté d'agglomération pour les aménagements de l'avenue Raymond Dugrand liés à la construction de la 3^e ligne de tramway) et de recalculer dans le temps l'échéancier de versement de cette participation.

Cet avenant n°5 avait également pour objectif de confier à la SERM une mission complémentaire d'évaluation et de suivi des performances énergétiques des constructions réalisées dans la ZAC dans le cadre d'une démarche « éco-quartier ».

Par délibération du 25 juillet 2011, le Conseil municipal a approuvé un avenant n°6 à la concession d'aménagement en vue de prolonger sa politique de requalification et d'extension urbaine mise en œuvre sur le quartier de Port Marianne, en cohérence avec les quartiers déjà réalisés ou en cours, par l'aménagement d'une partie du secteur de la Baume sur une superficie d'environ 4 hectares, située dans le prolongement direct de la limite nord du périmètre de la concession d'aménagement, le long de l'avenue Raymond Dugrand et de la place Christophe Colomb.

Afin de procéder à la requalification urbaine de ce secteur, sur les moyen et long termes, la Ville a confié à la SERM sur le périmètre ainsi défini :

- une mission d'études pré-opérationnelles sur l'ensemble des parcelles concernées (4 ha),
- une mission d'aménagement opérationnel portant sur une emprise réduite de 2,5 hectares environ, correspondant aux parcelles les moins bâties.

La superficie globale de la concession est à présent d'environ 44 hectares.

En matière de développement durable, ce projet s'est illustré dès 2011 en recevant le prix « Approche écologique globale » dans le cadre du Palmarès national Eco-quartier venant récompenser la prise en compte des principes du développement durable dans la conception et la réalisation de ce nouveau quartier. La ZAC Port Marianne – Parc Marianne a également été choisie en 2013 pour être labellisée « Eco-quartier » dans le cadre d'une démarche nationale, labellisation confirmée en décembre 2015. Enfin, cette opération a été lauréate en 2014 des Victoires du Paysage.

Par délibération du 1^{er} octobre 2012, le Conseil municipal a approuvé une seconde modification du programme des équipements publics de la ZAC Port Marianne – Parc Marianne, principalement afin d'intégrer à ce programme la réalisation du groupe scolaire Chengdu et de fixer la répartition de son financement entre la Ville (90%) et la concession (10%).

Par délibération du 25 novembre 2013, le Conseil municipal a approuvé un avenant n° 7 à la concession d'aménagement, en vue de modifier l'échéancier prévisionnel de versement des participations financières de la Ville à la réalisation des ouvrages de l'opération, compte-tenu du calendrier de réalisation des infrastructures primaires projetées dans le cadre de cette opération.

Par une délibération du Conseil municipal du 17 juin 2013, une convention d'avance de trésorerie (art. L.1523-2,4° du code général des collectivités territoriales) entre la Ville de Montpellier et la SERM a été approuvée, puis signée le 24 juin 2013. Par délibération du 6 novembre 2014, afin de répondre au nouveau plan de trésorerie, le Conseil municipal a approuvé l'avenant n°1 à cette convention d'avance de trésorerie, permettant d'ajuster le montant et les modalités de versement et de remboursement des avances jusqu'au 31 décembre 2020.

Par délibération du Conseil municipal du 5 novembre 2015, le Conseil municipal a approuvé un avenant n°8 à la concession d'aménagement, signé le 25 novembre 2015, prévoyant un réajustement de la participation de la

Ville à un montant total de 37 160 341 € HT pour la réalisation d'équipements publics primaires et permettant de recalculer dans le temps l'échéancier prévisionnel de versement correspondant.

Aujourd'hui des économies substantielles sont proposées par la SERM sur la réalisation de certains espaces publics, notamment sur l'avenue Nina Simone : ces économies entraînent en conséquence une diminution de la participation de la Ville pour la réalisation d'équipements publics primaires de l'ordre de 2 220 000 € TTC, qu'il convient de modifier par un avenant n°9 à la concession d'aménagement. Ce même avenant n°9 prévoit par ailleurs d'intégrer une rémunération forfaitaire complémentaire pour les missions de suivi et de gestion des demandes d'implantations commerciales de la SERM, et de lisser dans le temps la rémunération des opérations de liquidation de la SERM pour les adapter au travail réellement effectué par la société.

Au 31 décembre 2015, le montant total des dépenses engagées au titre de la concession d'aménagement s'élève à 75 753 000 € pour un montant de recettes constaté de 71 534 000 €.

Le bilan prévisionnel total de l'opération s'équilibre en dépenses et en recettes à un montant de 124 338 000 €. Ce bilan prévisionnel connaît une augmentation de 7 881 000 € par rapport au bilan précédent, qui s'explique principalement par l'intégration à la concession d'aménagement du projet d'enfouissement des lignes haute tension de Port Marianne : ce projet génère des dépenses correspondant à la participation à l'enfouissement des lignes haute tension et aux travaux de viabilisation des terrains qui seront rendus constructibles du fait de l'enfouissement, et permet parallèlement d'augmenter le poste des recettes grâce aux nouvelles charges foncières ainsi permises.

En application des dispositions de l'article L.1524-3 du code général des collectivités territoriales, la SERM a établi un rapport spécial sur l'exercice de ses prérogatives de puissance publique au cours de l'année 2015 qui vous sont présentés en annexe de cette délibération.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal:

- de prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2015 concernant la zone d'aménagement concerté Port Marianne-Parc Marianne, secteur de la Baume et avenue Raymond Dugrand, établi par la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM), titulaire de la concession d'aménagement ;
- d'approuver le bilan prévisionnel de cette opération tel qu'établi par la SERM à la date du 31 décembre 2015 ;
- d'approuver les termes de l'avenant n°9 à la concession d'aménagement actant, d'une part, la diminution de la participation financière de la Ville de 2 220 000 € TTC, intégrant, d'autre part, le principe de versement à la SERM d'une rémunération lui permettant d'assurer le suivi et la gestion des demandes d'implantations commerciales au sein de l'opération, et permettant enfin de lisser dans le temps la rémunération des opérations de liquidation de la SERM ;
- de prendre acte du document joint identifiant les cessions et les acquisitions effectuées du 1^{er} janvier au 31 décembre 2015 ;
- de prendre acte du rapport spécial joint, établi par la SERM sur l'exercice de ses prérogatives de puissance publique au cours de l'année 2015, et qui vous a été présenté ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Pour : 58

Contre :

Abstentions : 2 (France JAMET, Audrey LLEDO)

Adopté à l'unanimité.

19. Zone d'aménagement concerté Port Marianne – Rive gauche Concession d'aménagement Ville-SERM Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2015)

Rapport spécial sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique (année 2015)

Avenant n°5

Poursuivant le projet urbain de Port Marianne et le développement de son territoire vers l'est, la Ville de Montpellier a décidé au début 2006 d'engager la réalisation d'un nouveau quartier en rive gauche du Lez. Par délibération du 6 novembre 2006, le conseil municipal a dénommé ce nouveau quartier « Port Marianne - Rive gauche ». Conçu comme un écoquartier mettant en œuvre les principes du développement durable, le quartier Port Marianne - Rive gauche est situé dans le prolongement sud du quartier Jacques Cœur, entre le Lez et l'avenue Raymond Dugrand.

Le lancement d'un concours d'urbanisme et de maîtrise d'œuvre en vue de la conception et de la réalisation de ce nouveau quartier a été acté par délibération du Conseil municipal du 10 mai 2006. A l'issue de ce concours, le Conseil municipal a décidé, lors de sa séance du 15 novembre 2007, de confier le marché d'urbaniste-architecte coordonnateur et le marché de maîtrise d'œuvre de ce quartier à l'équipe Pierre TOURRE (architecte en chef) / Marc RICHIER (paysagiste) / TRIBU (BET environnemental).

Par délibération du 26 mars 2007, le Conseil municipal a défini les objectifs d'aménagement de la ZAC Port Marianne - Rive gauche et a établi les modalités de la concertation avec la population à mettre en œuvre tout au long de l'élaboration du projet. Le projet d'urbanisme voulu dans le cadre de cette ZAC répond notamment aux objectifs suivants :

- réaliser dans le respect des principes du développement durable, un quartier mixte à vocation dominante d'habitat collectif, accueillant également bureaux et commerces,
- développer l'urbanisation nouvelle à proximité du tramway, dans la perspective du passage programmé de la 3^{ème} ligne sur l'avenue Raymond Dugrand,
- répondre aux besoins en matière d'habitat sur cette partie du territoire communal, dans le respect du principe de mixité sociale,
- participer à la requalification de l'avenue Raymond Dugrand et à la composition de la place Pablo Picasso par la création d'un front urbain structuré et ordonnancé,
- aménager les abords du Lez dans le prolongement des aménagements déjà réalisés en privilégiant les continuités piétons et cycles entre le fleuve, l'intérieur du quartier et les quartiers voisins.

Par délibération du 4 février 2008, le Conseil municipal a approuvé le dossier de création de la ZAC Port Marianne - Rive gauche et a dressé le bilan de la concertation préalable.

Une nouvelle phase de concertation a ensuite été organisée durant l'élaboration du dossier de réalisation de la ZAC Port Marianne – Rive gauche. A la suite de cette phase de consultation publique, le Conseil municipal, par délibération du 14 décembre 2009, a établi le bilan définitif de la concertation et arrêté le dossier de réalisation. Par délibérations du 29 mars 2010, le Conseil municipal a ensuite approuvé le dossier de réalisation de la ZAC ainsi que son programme des équipements publics.

A l'issue d'une procédure de mise en concurrence pour la désignation d'un concessionnaire chargé de la réalisation des aménagements de la ZAC, conformément aux dispositions des articles L.300-4 et L.300-5 du code de l'urbanisme, le Conseil municipal a approuvé le 22 décembre 2008 les termes d'une concession d'aménagement à signer avec la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM). Ladite concession a été signée le 7 janvier 2009 puis notifiée à la SERM le 14 janvier 2009.

Un avenant n°1 à cette concession d'aménagement a ensuite été approuvé par délibération du Conseil municipal du 27 juillet 2009 afin de confier à la SERM les études et les travaux nécessaires à la réalisation d'un nouveau pont sur le Lez desservant directement la ZAC Rive gauche. Ce pont, désigné initialement sous l'appellation « Pont de la République », devenu depuis « pont André Lévy » assure la jonction entre l'avenue Théroigne de Méricourt et la rue des Acconiers pour l'ensemble des modes de déplacements (motorisés, piétons, cycles,...), permettant ainsi le maillage des opérations de Port Marianne en rive gauche du fleuve avec celles de la rive

droite (Consuls de Mer et l'Hôtel de Ville, les Aiguerelles, la Restanque,...). Cet avenant a également permis d'adapter en conséquence le périmètre de la concession pour le rendre conforme à la nouvelle mission de la SERM.

Par délibération du 14 décembre 2009, le Conseil municipal a arrêté le dossier d'enquête parcellaire et le dossier d'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique des travaux et acquisitions nécessaires à la réalisation de la ZAC Port Marianne – Rive gauche. Les enquêtes correspondantes se sont déroulées du 21 juin 2010 au 21 juillet 2010, à l'issue desquelles le commissaire enquêteur désigné par le tribunal administratif a formulé un avis favorable sur le projet proposé. Le Conseil municipal de la Ville s'étant prononcé favorablement sur l'intérêt général du projet lors de sa séance du 4 octobre 2010, Monsieur le préfet de l'Hérault, préfet de la région Languedoc-Roussillon, a ensuite, par arrêté du 10 février 2011, déclaré l'utilité publique de l'opération et prononcé la cessibilité des terrains nécessaires à sa réalisation.

Par délibération du 25 juillet 2011, le Conseil municipal de la Ville de Montpellier a approuvé les termes d'un avenant n°2 permettant à la SERM d'engager des études complémentaires liées au volet hydraulique de l'opération et de modifier sa rémunération en conséquence. Cet avenant a également acté la modification de l'échéancier de versement de la participation de la Ville à la concession d'aménagement pour la réalisation du pont de la République.

Par délibération du 23 juillet 2012, un avenant n°3 à la concession d'aménagement a été approuvé afin de modifier le montant et l'échéancier de versement de la participation financière de la Ville, permettant ainsi d'intégrer au bilan de l'opération une actualisation des coûts de réalisation du pont de la République ainsi que la part de la Ville au financement des actions Ecocité, non prévues dans le bilan initial.

Afin de tenir compte au mieux des arbitrages budgétaires et d'ajuster en conséquence les participations versées par la Ville dans le cadre de la concession, un avenant n°4 permettant de réduire le montant de la participation de la Ville de 200 000 € et de modifier son échéancier de versement a été approuvé par délibération du 25 novembre 2013 et signé le 10 décembre 2013.

Compte-tenu du fait que la SERM assure le suivi et la gestion des demandes d'implantations commerciales au sein de l'opération, il est proposé aujourd'hui dans le cadre d'un avenant n°5 d'intégrer cette mission à la concession d'aménagement et de prévoir la rémunération correspondante. Etant donné qu'un équipement public mixte composé d'un établissement d'accueil du jeune enfant (crèche) et d'une Maison pour Tous sont venus compléter le programme à réaliser par la SERM sur cette opération pour répondre aux besoins exprimés sur le quartier, ce même avenant n°5 prévoit par ailleurs d'intégrer cet équipement public mixte au programme de la concession. Le financement de cet équipement public mixte étant assuré par la Ville, la participation qu'elle apporte à la concession est par conséquent augmentée de 6 750 000 €HT (soit 8 100 000 €TTC), correspondant au coût prévisionnel de ce nouveau programme. L'avenant n°5 ajuste également le programme prévisionnel global des constructions pour le ramener à 110 000 m² de SDP, au lieu de 140 000 m² initialement, compte-tenu de l'intégration au programme des équipements publics de la ZAC d'un groupe scolaire (NB : sans incidence sur l'équilibre du bilan financier de l'opération compte-tenu de la bonne commercialisation des tranches de constructions déjà cédées dans la concession). Enfin, considérant les modifications programmatiques énoncées ci-dessus, l'avenant n° 5 propose de proroger la durée de la concession jusqu'au 31 décembre 2022 pour permettre à la SERM l'achèvement du programme de cette opération.

Au 31 décembre 2015, les dépenses engagées s'élevaient à 22 322 000 € pour un montant total de recettes perçues de 22 411 000 €. Le bilan prévisionnel global s'équilibre en recettes et en dépenses à hauteur de 45 896 000 €. Ce bilan prévisionnel connaît une augmentation de 6 829 000 € par rapport au bilan précédent, qui s'explique principalement par l'ajout au programme de la concession la réalisation de l'équipement public mixte mentionné ci-dessus. Le bilan de l'opération maintient le versement d'un fonds de concours dont le reliquat restant à verser reste inchangé à 1 800 000 € en 2018.

En conséquence, il vous est proposé :

- de prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2015 de la zone d'aménagement concerté Port Marianne – Rive gauche, établi par la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM), titulaire de la concession d'aménagement ;
- d'approuver le bilan prévisionnel de cette opération établi par la SERM à la date du 31 décembre 2015 ;
- de prendre acte du document joint identifiant les cessions effectuées dans le cadre de la concession de la ZAC Port Marianne – Rive gauche du 1^{er} janvier au 31 décembre 2015 ;
- d'approuver les termes d'un avenant n°5 à la concession d'aménagement actant sa prolongation jusqu'au 31 décembre 2022, complétant le programme de la concession par la réalisation d'un équipement public mixte tout en modifiant en conséquence la participation de la Ville, ajoutant aux missions de la SERM le suivi et la gestion des demandes d'implantations commerciales et la rémunération correspondante ;
- de prendre acte du rapport spécial joint, établi par la SERM sur l'exercice de ses prérogatives de puissance publique au cours de l'année 2015, et qui vous a été présenté ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Pour : 58

Contre :

Abstentions : 2 (France JAMET, Audrey LLEDO)

Adopté à l'unanimité.

20. ZAC Port Marianne-République **Concession d'aménagement Ville/SA3M** **Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2015)** **Avenant n°1**

Dans le cadre du projet urbain Port Marianne et du développement de son territoire vers l'est, la Ville de Montpellier a décidé la réalisation d'un nouveau quartier dénommé Port Marianne – République d'une superficie de 21 hectares environ. Ce quartier s'inscrit dans la continuité des quartiers de Port Marianne - Parc Marianne, Port Marianne - Jacques Cœur et Port Marianne - Rive Gauche qui s'étendent en rive gauche du Lez.

Par délibération du conseil municipal du 4 juin 2008, la Ville a adopté le principe d'aménagement de ce nouveau quartier sous la forme d'une Zone d'Aménagement Concertée (ZAC), a désigné ce quartier sous l'appellation ZAC Port Marianne - République, et a défini les objectifs d'aménagement du projet ainsi que les modalités de concertation et d'association du public. Le bilan de la concertation et la création de la ZAC ont été approuvés par délibération du conseil municipal en date du 22 décembre 2008.

Par délibération du conseil municipal du 4 mai 2009, la Ville de Montpellier a décidé le lancement d'un concours d'urbanisme pour la conception et le suivi de ce nouveau quartier.

A l'issue du concours d'urbanisme, le conseil municipal a décidé, en sa séance du 4 octobre 2010, de confier le marché d'urbanisme - architecte coordonnateur de ce quartier à l'équipe Agence Nicolas Michelin et Associés /Nicolas Boudier (Atelier A5). Un plan-guide a été finalisé par l'architecte en chef de la ZAC en 2014, permettant d'engager la phase de réalisation de la ZAC qui reste à intervenir.

Soucieuse de maîtriser le développement durable de son territoire et eu égard à la complexité du projet qui tient notamment à :

- la protection hydraulique du bassin versant de la Lironde,
- l'existence d'un secteur de hameau à l'angle de l'avenue Nina Simone et de la rue du Mas Rouge,
- l'existence d'un secteur secondaire de faible emprise (secteur de la Cavallade) impacté par le projet d'internat régional inauguré en septembre 2016,
- la présence de lignes électriques haute tension nécessitant d'intervenir en plusieurs phases,

la Ville de Montpellier a souhaité confier la mise en œuvre opérationnelle de ce nouveau quartier à un opérateur public spécialisé, la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), dans le cadre d'une concession d'aménagement.

C'est donc par une délibération du 19 février 2015 que la Ville de Montpellier a approuvé les termes d'une concession d'aménagement à conclure avec la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM), devenue depuis la SA3M. Cette concession d'aménagement a par la suite été signée entre les parties le 7 avril 2015, puis déposée en Préfecture de l'Hérault le 8 avril 2015.

Un avenant n°1 à cette concession d'aménagement est aujourd'hui proposé afin de compléter les missions de promotion et de commercialisation déjà prévues par une mission de suivi et de gestion des demandes d'implantations commerciales que devra assurer la SA3M et de prévoir le versement de la rémunération forfaitaire complémentaire qui s'y attache. Cet avenant propose par ailleurs le reversement du montant de la convention de participation afférente au projet d'internat régional et perçu par la Ville pour un montant de 171 160 €, en modifiant la participation d'équilibre à verser par la Ville pour un montant équivalent (participation d'équilibre totale : 467 000 €) et en intégrant la rémunération de la SA3M pour cette mission.

Au 31 décembre 2015, le montant total des dépenses engagées au titre de la concession d'aménagement s'élève à 292 000 €HT. A la même date, aucune recette n'a été perçue sur cette opération.

Le bilan prévisionnel total de l'opération s'équilibre en dépenses et en recettes à un montant de 52 389 000 €HT, ajusté à la baisse par rapport au bilan précédent afin de prendre en compte l'intégration du ratio de 30% de logements sociaux à l'échelle de l'ensemble du projet.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal:

- de prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2015 concernant la zone d'aménagement concerté Port Marianne – République, établi par la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), titulaire de la concession d'aménagement ;
- d'approuver le bilan prévisionnel de cette opération tel qu'établi par la SA3M à la date du 31 décembre 2015;
- d'approuver les termes de l'avenant n°1 à la concession d'aménagement actant l'intégration des missions de suivi et de gestion des demandes d'implantations commerciales au sein de l'opération ainsi que la rémunération correspondante, et modifiant la participation d'équilibre ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Pour : 58

Contre :

Abstentions : 2 (France JAMET, Audrey LLEDO)

Adopté à l'unanimité.

Monsieur RASSAT sort de séance.

21. ZAC MALBOSC
Concession d'aménagement Ville/SERM
Compte rendu annuel à la collectivité
Exercice 2015
Approbation de l'avenant n°7

Dans le cadre de l'aménagement des secteurs desservis par la ligne de tramway n°1, le Conseil municipal a confié un mandat d'étude à la société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM) par délibération du 2 juin 1998, concernant le secteur de Malbosc situé à l'ouest de la route de Grabels.

Par délibération du 26 février 1999, le Conseil municipal a lancé la zone d'aménagement concerté (ZAC) Malbosc. Cette opération, d'une superficie de 38 hectares, a pour principaux objectifs :

- de répondre aux besoins en logements dans le secteur nord-ouest de la ville. A ce titre, le programme de la ZAC de Malbosc prévoit environ 2100 logements répartis en différents types : collectifs, intermédiaires et de façon plus marginale, individuels ;
- de constituer un quartier équilibré et animé : outre les logements, ce quartier comprend des commerces, des activités et services, deux groupes scolaires. Il est desservi par une station de tramway, autour de laquelle est organisé un vaste espace public sur lequel a ouvert en 2009 la maison pour tous Rosa Parks;
- de poursuivre l'intégration du quartier Mosson à la ville : la ZAC de Malbosc est très bien reliée aux nombreux équipements publics du quartier Mosson (maisons pour tous Léo Lagrange et Georges Brassens, centre nautique, théâtre J.Vilar, médiathèque J.J.Rousseau, stade et piscine de la Mosson...). De plus, ce nouveau quartier s'ouvre sur le parc de Malbosc qui, à terme, couvrira 30 hectares et offrira de multiples activités de plein air ;
- de mettre en valeur un site exceptionnel : la proximité du parc public, du château d'Ô, des boisements de l'aqueduc Saint Clément ou des mas proches de la rue Henri Lagatu, la topographie remarquable offrant des vues panoramiques proches et lointaines, sont autant d'éléments mis en valeur dans l'aménagement du nouveau quartier.

Le plan de composition de ce nouveau quartier prévoit un pourcentage important d'espaces verts publics et privés (56% de la surface de l'opération), avec notamment une coulée verte au centre, permettant de relier le parc public de Malbosc à la place centrale s'ouvrant sur la station du tramway.

Par délibération du 30 septembre 1999, le Conseil municipal a approuvé le dossier de création de la ZAC de Malbosc et le traité de concession Ville-SERM concernant les études et les aménagements nécessaires à la réalisation de l'opération.

Par délibération du 29 septembre 2000, le Conseil municipal a approuvé le dossier de réalisation de la ZAC de Malbosc valant déclaration d'utilité publique et notamment le programme des équipements publics à réaliser dans la zone, le plan d'aménagement de zone et les modalités prévisionnelles de financement de l'opération.

En application de la loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000 relative à la solidarité et au renouvellement urbain, un avenant n°1 a été signé le 6 septembre 2001. Il avait pour objet de transformer le traité et le cahier des charges de convention en convention publique d'aménagement et de définir les modalités d'association de l'aménageur aux études d'évolution du plan local d'urbanisme.

Par délibération du 24 septembre 2002, le Conseil municipal a approuvé l'avenant n° 2 à la convention publique d'aménagement qui intégrait une participation de la Ville au bilan de l'opération en vue de réaliser une part des ouvrages de rétention hydraulique nécessités par l'imperméabilisation des terrains du nouveau quartier.

Suite à la loi n°2005-809 du 20 juillet 2005 relative aux concessions d'aménagement, la convention publique d'aménagement a été renommée concession d'aménagement.

Par délibération du 25 juillet 2005, le Conseil municipal a approuvé l'avenant n° 3 à la concession d'aménagement qui permettait d'ajuster la rémunération de la SERM, afin de tenir compte des évolutions des coûts du foncier.

La mission « Sécurité et Protection de la Santé » (SPS) étant supprimée de la concession Ville-SERM, le Conseil municipal a approuvé le 26 juillet 2007 l'avenant n°4 autorisant la SERM à confier cette mission à un prestataire extérieur, après mise en concurrence et prolongeant la mission de la SERM jusqu'au 31 décembre 2015.

Par ailleurs, le 4 février 2008, le Conseil municipal a approuvé la modification du programme des équipements publics, permettant d'intégrer la réalisation de trois nouveaux équipements : la Maison pour tous « Rosa Lee Parks », la crèche « La Petite Sirène » et le groupe scolaire modulaire provisoire « François Rabelais ».

Par délibération du 23 juillet 2012, le Conseil municipal a approuvé l'avenant n°5 à la concession d'aménagement qui permettait d'inscrire une augmentation de la participation pour un montant de 180 000 € HT correspondant à des travaux de reprises complémentaires à réaliser sur les voiries et réseaux de la ZAC.

Par délibération du 5 novembre 2015, le Conseil municipal a approuvé l'avenant n°6 pour proroger la concession d'aménagement jusqu'au 31 décembre 2017, afin de poursuivre la remise des ouvrages publics à la collectivité.

Le nouveau bureau de poste de Malbosc, situé place Pierre Waldeck Rousseau, est en service depuis le 4 avril 2016. Les aménagements définitifs de cette place devraient avoir lieu avant la fin de l'année 2016. Par ailleurs, seul un dernier programme de logements sur une parcelle comprise dans le périmètre de la ZAC mais non acquise par la SERM, sera livré rue de Malbosc mi 2017.

Dans la perspective de poursuivre la remise des derniers ouvrages publics à la collectivité (phase 4 et entrée de la ZAC) et d'achever les dernières opérations en cours, il est proposé un avenant n°7 à la concession d'aménagement pour proroger sa durée jusqu'au 31 décembre 2019.

Le bilan qui est présenté s'établit à 54 219 000 € en dépenses et 54 219 000 € en recettes, dont 52 882 000 € réalisés en dépenses et 53 882 000 € réalisés en recettes au 31 décembre 2015.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- de prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité, de la zone d'aménagement concerté Malbosc qui a été établi au 31 décembre 2015 par la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM), concessionnaire de la Ville ;
- d'approuver le bilan prévisionnel de l'opération tel qu'établi par la SERM au 31 décembre 2015 ;
- d'approuver les termes de l'avenant n°7 à la concession d'aménagement ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjointe déléguée, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Pour : 57

Contre :

Abstentions : 2 (France JAMET, Audrey LLEDO)

Adopté à l'unanimité.

22. ZAC du Coteau

Mandat Ville/SA3M

Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2015)

Par délibération du 3 octobre 2011, le Conseil municipal de la Ville de Montpellier a approuvé la création de la ZAC du Coteau, située au sud du quartier Malbosc et à l'est du parc Malbosc.

Le 17 décembre 2015, l'organisation d'un concours d'urbanisme a été approuvée par le Conseil municipal et les objectifs d'aménagement de ce concours d'urbanisme ont été approuvés par le Conseil municipal du 28 avril 2016.

Les premières études urbaines engagées depuis 2009 sur ce secteur, ont permis de mettre en évidence les caractéristiques paysagères et géographiques remarquables, qu'il conviendra de préserver et de mettre en valeur. Les programmes de construction de cette nouvelle ZAC devront proposer des formes urbaines innovantes et être adaptés à la topographie du site. La conception de ce projet devra également s'appuyer sur l'idée de nature dominante se traduisant par une identité paysagère forte tant dans les traitements des espaces publics (trame verte dans la continuité du parc Malbosc, parkings, voies, places...) que privés (abords du bâti, limites public/privé). Les vues lointaines seront également privilégiées.

Les principaux enjeux et objectifs de ce projet sont :

- La réalisation d'un quartier mixte à dominante d'habitat collectif accueillant également des commerces et des services tout en s'insérant dans le tissu urbain dense et structuré des quartiers voisins, notamment celui de Malbosc ;
- Le développement d'un nouveau quartier à proximité des lignes 1 et 3 du tramway, conformément aux orientations du schéma de cohérence territoriale ;
- Les besoins en logements, toujours très importants, exprimés sur cette partie de la commune dans le respect du principe de mixité sociale mis en œuvre par la Ville dans l'ensemble de ses nouveaux quartiers depuis près de 30 ans ;
- L'aménagement de ce nouveau quartier dans le prolongement des aménagements déjà réalisés en ayant une attention toute particulière sur le traitement des espaces publics (conception paysagère de la rue, de la coulée verte, ...), en privilégiant les continuités favorisant les modes de déplacements doux (piétons et cycles) et en s'appuyant sur une conception innovante et sobre d'une nature entre rusticité et domesticité ;
- L'accompagnement de l'aménagement du parc Malbosc par un traitement respectueux de sa lisière.

Aussi, pour préciser les conditions de réalisation de cette opération, la Ville a décidé d'engager un programme d'études et d'expertises techniques complémentaires, pour affiner la faisabilité technique, administrative et financière de cette opération, avant de désigner un architecte-urbaniste chargé de la conception du projet d'aménagement de la ZAC du Coteau.

Ainsi, par décision du 29 mai 2015, Monsieur le Maire a décidé de confier un mandat d'études à la SA3M, signé le 9 juillet 2015, pour la réalisation desdites études, sur une durée de 24 mois.

Les consultations en vue de désigner les différents prestataires pour la réalisation des études nécessaires à l'établissement du dossier de concours d'architecte-urbaniste de la ZAC, ont été engagées au second semestre 2015. Le jury de sélection des cinq candidatures d'architecte-urbaniste admises à concourir s'est tenu en juin 2016 et le rendu des projets est fixé au 25 octobre 2016, en vue d'une désignation du lauréat fin 2016.

Le bilan qui est présenté s'établit à 408 000 € en dépenses et 408 000 € en recettes, dont 37 000 € réalisés en dépenses et 37 000 € réalisés en recettes au 31 décembre 2015.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal:

- de prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2015 de l'opération de mandat d'études pour la ZAC du Coteau, qui a été établi par la Société d'aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), mandataire de la Ville ;
- d'approuver le bilan prévisionnel de l'opération établi par la SA3M à la date du 31 décembre 2015 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjointe déléguée, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Monsieur le Maire : Qui demande la parole ?

Stéphanie JANNIN : Monsieur le Maire, je souhaiterais porter à la connaissance du Conseil municipal un certain nombre d'informations et d'éléments de planning sur le sujet de la ZAC du Coteau, située à proximité de Malbosc, comme vous le voyez sur la photo. Par délibération du 3 octobre 2011, le Conseil municipal de la Ville de Montpellier a approuvé la création de la ZAC du Coteau située donc à l'ouest du quartier Malbosc.

En continuité de l'urbanisation existante et à proximité des voies de liaison et du tramway, en lien avec le parc de Malbosc, l'opportunité de créer ici un quartier d'habitation mixte, permettant de répondre aux enjeux du logement, notamment la question du logement social ou du logement abordable dans notre territoire à forte pression démographique, est tout à fait cohérente.

Monsieur DELAFOSSE, vous avez signé, le 3 mai 2012, pour une durée de 5 ans, une convention avec l'établissement public foncier sur ce secteur, qui court jusqu'au 21 mai 2017 précisément. Vous le savez, le rôle de l'établissement public foncier, de l'EPF, est de faire du portage foncier, c'est-à-dire d'acheter le foncier pour réaliser des projets d'aménagement d'intérêt général. Mais de l'acheter pour le compte de la collectivité. Donc d'en faire le portage, le temps que la collectivité puisse définir son programme, réaliser ses dossiers réglementaires, désigner un urbaniste en chef, un aménageur, etc. Bref, mettre en place le système qui permet de dégager des recettes avant d'engager les dépenses d'acquisition du foncier. La finalité étant de construire du logement sans impact budgétaire pour la Ville. Nous savons bien que, compte tenu de la complexité des procédures actuelles, ce délai de 5 ans est très court et, en d'autres mots, une fois la convention signée, il ne faut pas chômer, au risque de devoir rembourser l'EPF sans avoir pu lancer le déroulement opérationnel. L'engagement financier que vous avez signé avec l'EPF est de 12,5 millions d'euros. L'EPF a acquis, aujourd'hui – c'est normal, c'était dans son contrat –, pour 11,8 millions d'euros, la quasi-totalité des terrains nécessaires au développement de ce quartier.

Cette somme doit, par le contrat que vous avez signé, être entièrement remboursée par la Ville en 2017, et précisément avant le 21 mai. A l'époque de la signature de cette convention, en 2012, vous vous étiez engagé, dans un délai de 2 ans maximum, soit avant le 3 mai 2014, à lancer les concours d'urbanisme et les études afin de définir le projet d'aménagement et faire valider tous ces principes par le Conseil municipal. Or, rien de cela n'a été fait. Vous avez donc engagé la Ville sur une dette de 12,5 millions d'euros, ayant un impact direct et immédiat sur son budget sans, parallèlement, mettre en place l'ensemble des décisions permettant le remboursement de cette somme. Vous avez engagé des dépenses sans mettre en place le dispositif permettant de dégager des recettes. Prenant acte de la gravité de la situation, je pèse mes mots, nous avons immédiatement traité ce dossier avec sérieux et sens de la responsabilité, et engagé les différentes procédures et réflexions. Je voudrais donc vous informer de cela : entre le second semestre 2015 et le premier semestre 2016, nous avons engagé les études de programmation immobilière, les études de programmation commerciale et de services, ainsi que les relevés topographiques. La procédure de concours a été lancée en janvier 2016 suite à une délibération du 17 décembre 2015, et le jury a désigné les 5 équipes admises à concourir le 14 juin 2016. Une visite du site s'est déroulée le 22 juillet 2016. Les offres seront remises le 25 octobre 2016, dans quelques jours, pour une désignation du lauréat fin 2016. La désignation de l'aménageur interviendra en 2017. Les premiers permis de construire seront déposés en 2018 et les premières réalisations en 2021. Et le CRAC que nous vous proposons ici tient donc compte, en responsabilité, de ce recadrage de l'opération.

Monsieur le Maire : Merci, Madame JANNIN.

Pour : 57

Contre :

Abstentions : 2 (France JAMET, Audrey LLEDO)

Adopté à l'unanimité.

23. Archives municipales: Aménagement des Archives de la Ville de Montpellier

Mandat Ville/SAAM

Compte-rendu annuel à la collectivité (exercice 2015) et avenant n°1 au contrat de mandat public

Par délibération du 25 mars 2013, la Ville de Montpellier a fait l'acquisition de l'ancien bâtiment des Archives départementales de l'Hérault, situé avenue de Castelnau à Montpellier, pour y installer les Archives municipales.

Par délibération du 23 juillet 2015, la Ville de Montpellier a approuvé le projet de réhabilitation du bâtiment, son programme et son enveloppe financière prévisionnelle ; par la même délibération, la Ville a autorisé la signature d'une convention de mandat avec la SAAM, devenue SA3M, pour la réalisation des travaux d'aménagement correspondants.

La procédure de choix du titulaire du marché de maîtrise d'œuvre (procédure négociée en application de l'article 74-III, a) du code des marchés publics) a débuté par l'envoi d'un avis de publicité le 2 novembre 2015. La désignation du maître d'œuvre doit intervenir en 2016.

Au 31 décembre 2015, le bilan prévisionnel du mandat s'établit à 5 194 K€.

Le 24 mai 2016, l'Assemblée générale extraordinaire de la SAAM a adopté une modification des statuts de la société, portant sur la forme de la société, son objet social ainsi que sa dénomination sociale. La SAAM est ainsi devenue la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole – SA3M.

Afin d'améliorer la gestion de la trésorerie de l'opération, il est proposé d'établir un avenant n° 1 au mandat Ville/SA3M, consistant en un versement d'une avance complémentaire de 700 000 €, portant ainsi le montant total de l'avance à 800 000 €, sans incidence sur le montant de la rémunération du mandataire et sur le bilan global de l'opération.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de prendre acte du compte-rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2015 établi par la SAAM, mandataire de la Ville pour l'aménagement des Archives municipales ;
- d'approuver le bilan prévisionnel du mandat de l'opération précitée tel qu'établi par la SAAM au 31 décembre 2015 ;
- d'approuver l'avenant n°1 au mandat entre la Ville et la SA3M, joint en annexe ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou Madame l'adjointe déléguée à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 57

Contre :

Abstentions : 2 (France JAMET, Audrey LLEDO)

Adopté à l'unanimité.

24. Rapports annuels 2015 des délégataires MUTUALITE FRANCAISE et PEOPLE AND BABY - Crèche Joséphine Baker

Par délibération du 27 Juillet 2009, le Conseil municipal a programmé, dans le cadre de l'aménagement de la ZAC Ovalie, la construction de la **crèche Joséphine Baker**, établissement d'accueil des jeunes enfants, d'une capacité de 60 places d'accueil collectif et de 9 places d'accueil familial.

A l'issue de la procédure d'appel d'offres, par délibération du Conseil Municipal du 26 mars 2012, la Ville de Montpellier a donc confié à la Mutualité Française de l'Hérault l'exploitation de cet établissement pour une durée de 3 ans sous la forme d'une convention de Délégation de Service Public qui a pris effet au 1^{er} septembre 2012 et s'est terminée le 31 août 2015.

Par délibération du 2 octobre 2014, la Ville de Montpellier a approuvé le principe du renouvellement de la gestion de la crèche « Joséphine Baker » dans le cadre d'une délégation de service public.

A l'issue de la procédure d'appel d'offres, par délibération du Conseil Municipal du 23 juillet 2015, la Ville de Montpellier a confié à l'entreprise People and Baby l'exploitation de cet établissement pour une durée de 6 ans sous la forme d'une convention de Délégation de Service Public qui a pris effet au 1er septembre 2015.

Conformément à l'article L1411-3 du Code général des collectivités territoriales le délégataire produit chaque année avant le 1er juin à l'autorité délégante un rapport comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la délégation de service public et une analyse de la qualité du service. Ce rapport doit donner lieu à une analyse.

A cet effet, le rapport a donné lieu à :

- une communication au Conseil Municipal par délibération du 20 juillet 2016 ;
- une présentation en Commission Consultative des Services Publics Locaux en date du 20 septembre 2016 ;
- une présentation en Commission de Contrôle des Délégués de Service Public en date du 27 septembre 2016.

Suite à ces étapes préliminaires, il est proposé l'analyse des rapports de chaque délégataire.

1) Rapport du délégataire « Mutualité Française Hérault » portant sur la période du 1^{er} janvier 2015 au 31 août 2015

A- Présentation, conditions d'exécution et analyse de la qualité du service délégué

➤ Présentation et conditions d'exécution

Les principales caractéristiques de cette délégation de service public sont les suivantes :

- **Projet pédagogique :** La crèche fonctionne avec 3 sections bébés, moyens et grands. Elle doit permettre à l'enfant de se découvrir, de découvrir les autres, de s'éveiller en compagnie des autres enfants et des professionnels.
- **Accueil des enfants** sur une amplitude horaire journalière de 11h (7h30 à 18h30) ; l'établissement est ouvert du lundi au vendredi avec 5 semaines de fermeture annuelle. Pendant ces périodes de fermeture la continuité d'accueil des enfants est assurée grâce à une concertation étroite avec la ville ;
- **Accueil des enfants porteurs de handicap** assuré sur la base d'une charte d'accueil.
- **Qualité d'accueil** assurée par 24,5 professionnels : 1 puéricultrice, 5 éducatrices de jeunes enfants, 7 auxiliaires de puériculture, 6 CAP Petite Enfance, 1 agent d'entretien, 1 lingère, 0,5 secrétaire et 3 assistantes maternelles (en cours de recrutement).
- **Offre d'équipement** conséquente et adaptée. Les repas sont préparés au sein de l'établissement par un cuisinier mis à disposition (prestataire extérieur).

➔ *Eléments d'analyse de la qualité du service*

Remarque : il est à noter que les données suivantes concernent uniquement l'accueil collectif.

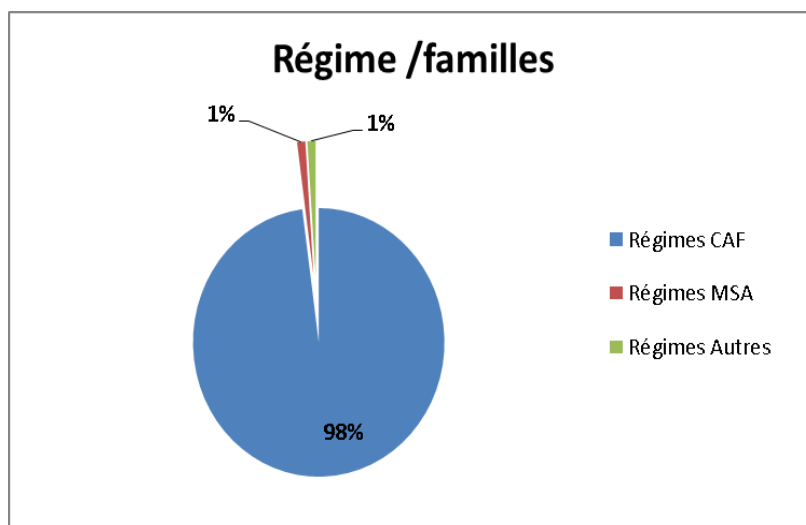
Taux d'occupation 2012 - 2013 – 2014 et 2015

		2012 4 mois	2013	2014	2015 7 mois
	Nombre de journées d'ouverture	80	226	226	145
(1)x(2)	Nombre d'heures d'ouverture : 11 h / jour	880	2 486	2 486	1 595
60 places x (2)	Capacité accueil maximale	52 800	149 160	149 160	95 700
(3)x 88%	Activité prévisionnelle (88%)	46 464	131 261	131 261	84 216
	Heures facturées	36 578	122 113	122 543	83 556
(5)/(3)	Heures facturées (%)	69,3%	81,9%	82,2%	87,3%
	Heures réalisées	29 065	103 419	107 172	72 715
(7)/(3)	Heures réalisées (%)	55,0%	69,3%	71,9%	76,0%
(5) / (7)	Ratio heures facturées / heures réalisées	125,8%	118,1%	114,3%	114,9%

L'année 2015 est particulière puisque sur 7 mois d'activité, la crèche étant fermée en août.

La maîtrise du ratio heures facturées / heures réalisées est toujours effective sur 2015 grâce au respect des horaires de contrat signés par les parents et au contrôle des horaires sur le logiciel petite enfance

▪ **Accueil par régime :**



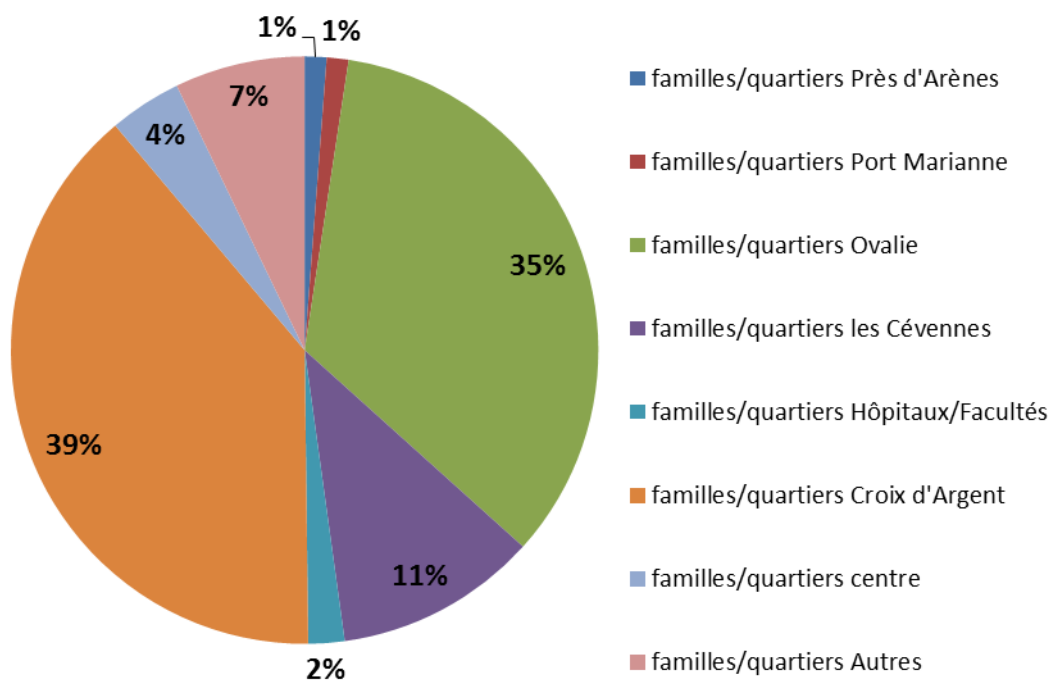
▪ **Participations familiales**

	2012 (4 mois)	2013	2014	2015 (7 mois)
Participations familiales	52 320,61	170 405,44	163 988,20	116 354,53
Coût horaire	1,31	1,39	1,34	1,41

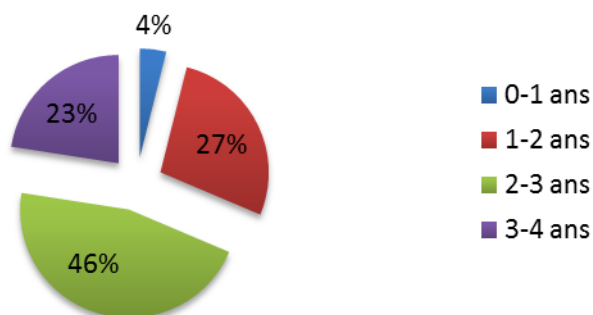
La participation familiale moyenne annuelle a augmenté par rapport aux années précédentes. Cela s'explique par la hausse du revenu moyen des familles et la composition de la famille.

▪ **Caractéristiques des inscriptions**

familles/quartiers Montpellier (2015)



âge enfants 2015/moyenne



La crèche accueille en moyenne 60 enfants par jour.

B – Éléments financiers

Montant de la participation municipale : 3.68 € / heure facturée (accueil collectif et familial), soit un total de 309 057.40 € pour la période de janvier à août 2015.

PERIODE	Jours d'ouverture	Heures facturées			Participation financière Ville de Montpellier définie à l'article 4.5	
		Collectif	Familial	Total		
Janvier 2015	21	10 524,00		10 524,00	3,68 €	38 728,32
Février 2015	20	10 603,00		10 603,00	3,68 €	39 019,04
Mars 2015	22	10 733,00	78,00	10 811,00	3,68 €	39 784,48
Avril 2015	21	10 039,75	78,00	10 117,75	3,68 €	37 233,32
Mai 2015	17	10 494,75	80,00	10 574,75	3,68 €	38 915,08
TOTAL		52 394,50	236,00	52 630,50	3,68	193 680,24

PERIODE	Jours d'ouverture	Heures facturées			Participation financière Ville de Montpellier définie à l'article 4.5	
		Collectif	Familial	Total		
Juin 2015	22	10 829,19	94,00	10 923,19	3,68 €	40 197,34
Juillet / Août 2015	22	20 332,30	97,00	20 429,30	3,68 €	75 179,82
TOTAL		31 161,49	191,00	31 352,49	3,68	115 377,16

Compte de résultat :

DEPENSES	2012 (4 mois)	2013	2014	2015 (8 mois)
604 Achats de prestations pour activités (piscine ...)	- €	- €	- €	- €
606 Energie et fluides (électricité, eau, gaz, carburant)	5 060 €	10 180 €	15 606 €	10 213 €
606 Denrées alimentaires	- €	635 €	662 €	260 €
606 Fournitures entretien et petit équipement	6 708 €	16 625 €	16 976 €	6 701 €
606 Fournitures diverses	4 548 €	9 407 €	7 902 €	5 175 €
Total Achats	16 316 €	36 848 €	41 146 €	22 348 €
611 Sous traitance (restauration)	24 065 €	66 959 €	68 146 €	49 909 €
613 Locations (loyer + charges locatives)	38 200 €	114 600 €	114 600 €	76 400 €
613 Location de matériel	- €	155 €	131 €	247 €
615 Entretien et réparations	7 221 €	14 879 €	14 499 €	8 770 €
616 Primes d'assurance	1 922 €	4 235 €	3 973 €	2 674 €
618 Divers (conférences, docuemntations,...)	- €	- €	120 €	142 €
Total Services extérieurs	71 409 €	200 827 €	201 470 €	138 143 €
621 Personnel extérieur facturé à la structure	- €	5 740 €	9 000 €	
622 Rémunération d'intermédiaires et honoraires (Comptable, commissaire aux comptes ...)	1 465 €	2 257 €	312 €	2 842 €
623 Publicité, publications, relations publiques	530 €	560 €	1 544 €	138 €
624 Transports liés à l'activité 161,81 7452	162 €	1 655 €	841 €	
625 Déplacements				869 €
626 Frais postaux et de télécommunication	1 134 €	3 148 €	3 648 €	2 582 €
628 Divers (bancaire et de recrutement)	2 987 €	1 344 €	1 154 €	889 €
Total Autres services extérieurs	6 278 €	14 704 €	16 499 €	7 321 €
Impôts et taxes liés aux rémunérations	9 891 €	46 624 €	54 120 €	
Autres impôts et taxes	- €	5 233 €	5 406 €	3 607 €
64 Rémunération du personnel	140 002 €	438 941 €	474 536 €	445 990 €
645 Charges sociales	50 660 €	147 309 €	169 157 €	
648 Autres charges du personnel	388 €	- €	1 042 €	9 284 €
Total Charges de personnel	191 050 €	586 250 €	644 735 €	455 274 €
654 Pertes sur créances irrécouvrables	- €	65 €	68 €	
658 Charges diverses de gestion courante (Sacem,arrondis ...)	20 198 €	64 062 €	63 306 €	63 747 €
Total Autres charges de gestion courante	20 198 €	64 128 €	63 373 €	63 747 €
Charges financières	232 €	3 631 €	5 965 €	757 €
Charges exceptionnelles	- €	- €	6 278 €	13 €
68 Dotation aux amortissements	13 786 €	48 430 €	53 000 €	37 690 €
68 Dotation aux provisions	- €	2 478 €	1 989 €	
Total Dotations aux amort. et prov.	13 786 €	50 908 €	54 989 €	37 690 €
TOTAL DEPENSES	329 161 €	1 009 152 €	1 093 981 €	728 901 €

RECETTES	2012 (4 mois)	2013	2014	2015 (8 mois)
70623 Prestation de service CAF	119 939 €	361 890 €	405 676 €	287 686 €
70641 Participations familiales tous régimes pour les 0-4 ans et pour les 4-6 ans bénéficiaires de l'Aeeh	52 321 €	170 405 €	163 933 €	116 751 €
70642 Autres (comités d'entreprise, cotisations annuelles, frais d'adhésion...)	6 374 €	- €	- €	
Total Prestations de service	178 634 €	532 295 €	569 609 €	404 437 €
743 Subvention de fonctionnement et prestation de service du	- €	- €	- €	500 €
Total Subventions de fonctionnement communales	106 961 €	480 506 €	450 959 €	309 057 €
Commune de Montpellier	106 961 €	480 506 €	450 959 €	309 057 €
7451 Subvention et prestation de service autres organismes nationaux (MSA, Maritime)	- €	11 812 €	5 431 €	
Autres subventions Mutualité Française Hérault	21 836 €	- €	- €	
Total Subventions	128 797 €	492 318 €	456 390 €	309 557 €
758 Autres produits de gestion courante	742 €	413 €	38 €	800 €
Total Produits de gestion courante	742 €	413 €	38 €	800 €
768 Produits financiers (revenus de placement)	- €	- €	1 988 €	
Total Produits financiers	- €	- €	1 988 €	4 105 €
778 Produits exceptionnels	- €	- €	42 933 €	12 267 €
Total Produits exceptionnels	- €	- €	42 933 €	12 267 €
786 Reprise sur provisions	- €	- €	490 €	1 989 €
Total Reprise sur amortissements et prov.	- €	- €	490 €	1 989 €
791 Aides forfaitaires reçues dans le cadre de la formation ou des dispositifs à l'emploi CNASEA, GDFPE...	1 312 €	57 €	1 000 €	
Total Transfert de charges	1 312 €	57 €	1 000 €	245 €
TOTAL RECETTES	309 485 €	1 025 084 €	1 072 448 €	733 400 €

	2012	2013	2014	2015
Excédent de l'exercice (+)		15 932 €		4 499 €
Déficit de l'exercice (-)	-19 676 €		-21 533 €	

L'exercice 2015 a été clôturé au 31 août pour une durée de 8 mois. Il n'y a donc pas de comparaison possible avec l'exercice précédent.

Sur la durée de la DSP, la gestion de la crèche Joséphine Baker enregistre un résultat cumulé déficitaire de 20,8 K€.

2) Rapport du délégataire « People and Baby » portant sur la période du 1^{er} septembre 2015 au 31 décembre 2015

A- Présentation, conditions d'exécution et analyse de la qualité du service délégué

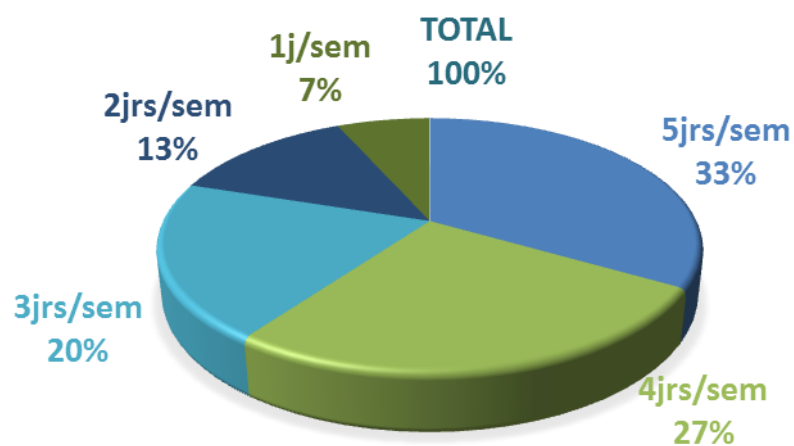
▪ Taux d'occupation 2015 (septembre à décembre)

	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	
Nombre de journées d'ouverture	22	22	20	17	20
Capacité accueil maximale en heures	14 520	14 520	13 200	11 220	13 365
Nombre heures facturées accueil régulier	10 331,41	9 771,80	10 518,58	8 567,67	39 189,46
Nombre heures facturées accueil occasionnel	98,58	381,57	0	52,83	532,98
Total heures facturées Accueil collectif	10 429,99	10 153,37	10 518,58	8 620,5	39 722,44
Taux de fréquentation en heures facturées	71,84%	69,97%	79,68%	76,83%	74,32%
Total heures réalisées Accueil collectif	10 217	9 605,30	10 253	8 297,40	9 593
Taux de fréquentation en heures réalisées	70,36%	66,15%	77,67%	73,95%	71,62%

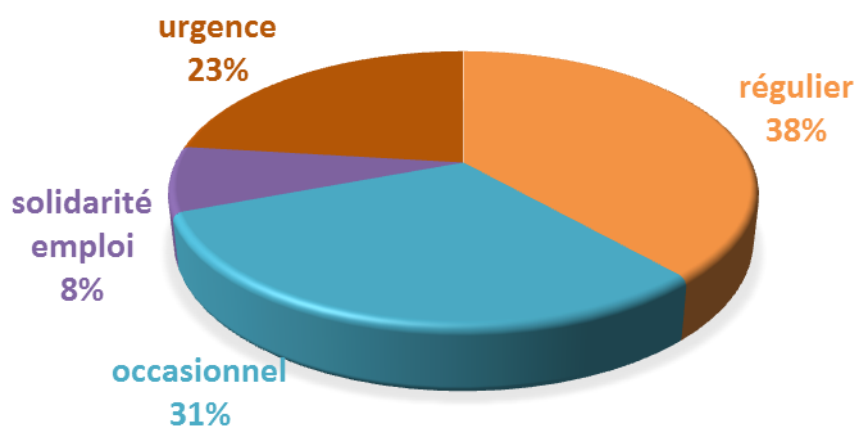
	Accueil familial (9 berceaux)				<i>Total / moyenne</i>
	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	
Nombre de journées d'ouverture	22	22	20	17	20
Capacité accueil maximale en heures	2178	2178	1980	1683	2004
Nombre heures facturées	198	366,50	370,50	281,50	1 216,50
Taux de fréquentation en heures facturées	9.10%	16.83%	18.71%	16.72%	15.34%
Total heures réalisées Accueil collectif	141	366,50	344	281,5	283
Taux de fréquentation en heures réalisées	6.47%	16.83%	17.37%	16.73%	14.35%

En 2015, il n'y a toujours qu'une seule assistante maternelle au sein de la crèche familiale, accueillant 2 enfants, ce qui explique les taux d'occupation très bas (car calculés sur une capacité théorique de 9 berceaux).

▪ **Durée des contrats d'accueil**



▪ Les différents types de contrats d'accueil



▪ Caractéristiques des inscriptions

	Multi accueil (60 berceaux)				Total / Moyenne
	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	
Nombre d'inscrits	75	84	85	87	82,75
Nombre d'enfants par place	1,25	1,42	1,43	1,45	1,39
Temps moyen d'inscription (h/j/enfant)	6,32	5,50	6,19	5,83	5,96

	Accueil familial (9 berceaux)				Total / Moyenne
	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	
Nombre d'inscrits	1	2	2	2	1,75

Nombre d'enfants par place	0,11	0,22	0,22	0,22	0,19
Temps moyen d'inscription (h/j/enfant)	9	8,33	9,26	8,28	8,72

B – Eléments financiers

Montant de la participation municipale : 2.74 € / heure facturée pour l'accueil collectif et 3.24 € / heure facturée pour l'accueil familial.

Période	Nombre heures facturées Accueil collectif	Prix unitaire	Total	Nombre heures facturées Accueil familial	Prix unitaire	Total
sept-15	10 429,99	2,74 €	28 578,17 €	198,00	3,24	641,52 €
oct-15	10 153,37	2,74 €	27 820,23 €	366,50	3,24	1 187,46 €
nov-15	10 518,58	2,74 €	28 820,91 €	370,50	3,24	1 200,42 €
déc-15	8 620,50	2,74 €	23 620,17 €	281,50	3,24	912,06 €
Sous total	39 722,44	2,74 €	108 839,49 €	1 216,50	3,24	3 941,46 €
Total	112 780,94 €					

Comptes de résultats 2015 : sur les 4 premiers mois d'activité, la structure présente un résultat déficitaire de 2 577 €.

Le montant de la participation municipale s'élève à 112 780,94 €.

DEPENSES	2015 (4 mois)
Eau et Assainissement	- €
Energie	714 €
Linge	174 €
Produits pharmaceutiques	308 €
Alimentation	19 212 €
Changes complets et Produits d'hygiène	4 236 €
Autres fournitures non stockées	- €
Fournitures d'activités pour les enfants	556 €
Produits d'entretien	606 €
Fournitures petit équipement	2 405 €
Vêtements de travail	174 €
Fournitures administratives	437 €
Total 60- Achats	28 822 €
Charges locatives et de copropriété	38 582 €
Entretien et réparations	511 €
Maintenance (contrats d'entretien)	3 245 €
Primes d'assurance	580 €
Documentation	- €
Formation du personnel	2 375 €
Total 61 - Services extérieurs	45 293 €
Personnel intérimaire	- €
Personnel en sous-traitance	- €
Pédiatre	2 380 €
Psychologue	1 100 €
Comptabilité	6 088 €
Commissaire aux comptes	486 €
Frais d'acte et de contentieux	- €
Déplacements	- €
Fêtes et réceptions	1 087 €
Affranchissement et télécom	1 451 €
Services bancaires	504 €
Total 62 - Autres services extérieurs	13 096 €
Taxe sur les salaires	7 269 €
Taxes fncières, impôts locaux	5 420 €
Total 63 - Impôts et taxes	12 689 €
Rémunération du personnel	180 711 €
Charges de sécurité sociale et prévoyance	55 889 €
Médecine du travail	- €
Mutuelle	4 371 €
Tickets restaurant	3 721 €
Remboursement de transport	392 €
Total 64 - Charges de personnel	245 084 €
Pertes sur créances irrécouvrables	- €
Charges diverses de gestion courante	13 712 €
Total 65 - Charges de gestion courante	13 712 €
66 - Charges financières	- €
67 - Charges exceptionnelles	- €
Dotations aux amortissements	443 €
Provisions risques et charges d'exploitation	- €
Total 68 - Dotations aux amort. et prov.	443 €
TOTAL DEPENSES	359 139 €

RECETTES	2015 (4 mois)
Prestations versées par les parents	54 131 €
Prestations versées par la CAF	151 381 €
Autres produits	38 283 €
Contribution Ville de Montpellier	112 765 €
TOTAL RECETTES	356 560 €

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de prendre acte de ce rapport pour l'exercice 2015.

Monsieur YOUSSEUS entre en séance.

25. Délégation de Service Public Délibération de principe Stationnement payant sur voirie

La mise en œuvre prochaine de la réforme du stationnement sur voirie dans le cadre de la décentralisation et dépenalisation, issue de la loi MAPTAM, va impliquer de nombreux changements. Cette évolution réglementaire devra être mise en œuvre à la date butoir du 1^{er} janvier 2018.

L'objectif général de cette réforme vise à donner d'avantage de compétences aux collectivités pour mettre en œuvre un véritable service public du stationnement dans le cadre de la politique de mobilité.

Cette réforme génèrera les modifications suivantes :

- La disparition de l'amende pénale d'un montant de 17 euros au profit de redevances dont les montants seront fixés par le Conseil Municipal,
Le stationnement payant va devenir ainsi une redevance d'occupation du domaine public.
- La définition d'une nouvelle grille tarifaire à partir d'un zonage, dont les produits seront versés à la commune ayant délibéré,
- La définition et la gestion d'un Forfait Post Stationnement, dont les produits seront reversés à la Métropole, responsable des mobilités,
- La modernisation des matériels existants : la réforme des horodateurs et les évolutions prochaines des technologies liées au contrôle,
- La mise en œuvre d'un Recours Administratif Préalable Obligatoire, (RAPO) pour les usagers,
- L'installation d'une nouvelle juridiction administrative pour les recours des usagers dont le siège sera situé à Limoges.

Ainsi, cette réforme conduit la ville à prévoir une nouvelle organisation qui intégrera toutes ces modifications à compter du 1^{er} janvier 2018.

Dans cette perspective, la collectivité doit se préparer à mettre en œuvre les nouvelles modalités de gestion et de contrôle du stationnement.

L'assistance à maîtrise d'ouvrage engagée en janvier 2016 a identifié plusieurs scénarios en matière de gestion allant de la régie à l'externalisation.

Compte tenu des attentes et des contraintes de la Ville de Montpellier, le choix d'un contrat de Délégation de Service Public est apparu le plus adapté en raison des motivations suivantes :

- Des investissements très importants à réaliser dès la mise en œuvre de la réforme ;
- Le transfert progressif des missions prises en charge à ce jour par les services de l'Etat auprès des exploitants (collectivités et ou entreprises missionnées) ;
- Des incertitudes sur les recettes à venir et le comportement des usagers de la voirie ;
- La possibilité de proposer aux agents en place de continuer à exercer leurs missions sous la responsabilité du délégataire.

Conformément aux modalités prévues par les articles L.1411-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, il convient dès à présent d'engager la procédure pour la désignation, d'un délégataire, dans le cadre d'un contrat de Délégation de ce Service Public, à partir du 1^{er} janvier 2018.

Le Conseil Municipal aux termes de la loi, doit se prononcer sur le principe de cette délégation définie ci-dessus dans ses grandes lignes et précisées dans le rapport de présentation joint en annexe.

Le stationnement payant sur voirie, à partir du 1^{er} janvier 2018, sera confié pour une période de 7 ans à un délégataire qui en assumera la gestion pour la ville :

- Le délégataire assurera la gestion du service à ses risques et périls, sa rémunération devant être assurée substantiellement par les résultats de l'exploitation ;
- Le délégataire sera responsable de la continuité du service et de l'égalité des usagers ;
- Le délégataire appliquera les orientations souhaitées par la collectivité, mais il sera responsable des opérations conduites.

Le principe d'une Délégation de Service Public et ses caractéristiques principales ont été soumis à l'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux et du Comité Technique Paritaire.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal, vu l'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux et du Comité Technique Paritaire :

- d'approuver les orientations principales et les caractéristiques de la délégation que doit assurer le délégataire, telles qu'elles sont définies dans le rapport de présentation joint en annexe ;
- de décider le lancement de la procédure de mise en concurrence telle que définies aux articles L 1411-1 et suivants du C.G.C.T. qui conduira à la désignation du délégataire pour le stationnement payant ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, son représentant, ou l'Adjoint Délégué à signer tout document se rapportant à cette affaire.

Monsieur le Maire : Parlez bien dans le micro, Madame SANTARELLI, et lentement, pour que tout le monde comprenne bien de quoi il s'agit. Merci.

Marie-Hélène SANTARELLI : Alors, cette délibération est une délibération de principe portant sur le stationnement payant sur voirie. En effet, le gouvernement a décidé que la réforme du stationnement sur voirie issu de la loi MAPTAM, dont nous reparlerons tout à l'heure, doit être mis en œuvre à la date du 1^{er} janvier 2018.

Avant de parler de cette réforme, je voudrais vous rappeler comment est organisé aujourd'hui le stationnement sur voirie en France, et donc à Montpellier. Les maires établissent un zonage, c'est-à-dire une amplitude horaire : les jours et les zones sur lesquelles le stationnement est payant. Les conseils municipaux fixent les tarifs. La surveillance du stationnement payant est assurée par des agents assermentés de la collectivité, les ASVP. En cas d'absence ou d'insuffisance de paiement, les ASVP établissent un PV fixé à 17 euros par l'État sur l'ensemble du territoire. Ces PV sont collectés par l'État qui en reverse une partie aux collectivités locales. Voilà comment ça se passe aujourd'hui. Par rapport à cette organisation, l'État a fait deux constats : le premier

constat, c'est que ça fonctionne mal. En effet, l'objectif du stationnement payant, qui n'est pas de faire de l'argent sur le dos des automobilistes mais qui est de rationaliser l'occupation de l'espace public et de permettre un partage harmonieux de cet espace public qui est précieux, n'est pas atteint. A cause d'une insuffisance de moyens et surtout en moyens humains, la surveillance du stationnement n'est pas bien assurée. Il en découle une fraude généralisée. Sur une ville comme Paris, le rendement du paiement du stationnement payant est à peine de 10%. 90% des gens ne paient pas. Hors Paris, le chiffre s'élève péniblement à 30, 35%. A Montpellier, nous sommes à 30% – pour les visiteurs, pas les résidents.

La conséquence de cette fraude, comme je le disais, c'est que l'objectif du stationnement payant de rationaliser l'occupation de l'espace public n'est pas atteint. De plus, cela constitue une injustice flagrante entre les citoyens qui paient et ceux qui ne paient pas. Donc, le deuxième constat de l'État, c'est que la gestion des PV coûte beaucoup plus cher que cela lui rapporte. C'est pourquoi, à partir de ces constats, le gouvernement met en œuvre aujourd'hui une réforme de stationnement sur voirie dans le cadre de la loi MAPTAM, modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, réforme qui, je le répète, doit s'appliquer au 1^{er} janvier 2018.

Alors, qu'est-ce qui change et qu'est-ce qui ne change pas ? Tout d'abord, les collectivités locales gardent la maîtrise du zonage et de la tarification du stationnement. Cela ne change pas. Ce qui change et qui est essentiel, c'est que l'État se désengage de la gestion des PV pour la confier aux collectivités. Pour que cela soit juridiquement réalisable, l'État a changé le statut du stationnement payant qui devient une redevance d'occupation du domaine public, autrement dit, lorsqu'on va payer dans un horodateur, on va s'acquitter d'une redevance d'occupation d'espace public. En cas de non-paiement, on appliquait avant un PV d'un montant fixé à 17 euros par l'État. Avec cette réforme, on appliquera un forfait post stationnement dont le montant sera fixé par les conseils municipaux. L'autre conséquence de cette réforme, c'est que la surveillance du stationnement et la gestion des impayés pourront être confiées à des prestataires extérieurs. Voilà le cadre général de cette réforme. Maintenant, qu'est-ce que nous devons faire, aujourd'hui ? Tout d'abord, nous devons re-réfléchir au zonage, aux tarifications et, bien entendu, nous devons définir le montant du forfait post stationnement qui va remplacer l'amende actuelle ; et puis, nous devons mettre en place les conditions pour gérer la surveillance du stationnement, la collecte du stationnement et la gestion des impayés.

Pour cela, nous avons fait réaliser une étude par un assistant à maîtrise d'ouvrage. Cette étude a évalué, en particulier, l'investissement nécessaire pour appliquer les dispositifs de cette réforme. Il s'avère en effet indispensable de renouveler la totalité du matériel. 754 horodateurs à changer, tous les PDA boîtiers imprimantes à acquérir, la mise en place de toute la gestion centralisée avec tous les logiciels et l'informatique qui s'y rattache, etc. L'ensemble de ces investissements a été chiffré à près de 5 millions d'euros. Pour vous donner un élément de comparaison, la Ville de Lille, que je ne choisis pas pour sa couleur politique mais parce que le parc est comparable au nôtre (722 horodateurs), pour la ville de Lille donc, le simple changement des horodateurs a coûté 3,4 millions d'euros. A ces frais d'équipement, il faudra ajouter des frais de personnel parce que, si on veut être plus efficace – et c'est quand même l'esprit de cette réforme –, il faudra augmenter les contrôles, donc augmenter le personnel.

Donc, quels sont les choix possibles, à Montpellier ? Tout d'abord, on pourrait se dire qu'on n'a pas les moyens d'investir en équipements, d'investir en personnel, donc on reste avec nos moyens actuels et on ne gère pas les défauts de paiement. Cela équivaldrait à l'instauration d'une gratuité, donc à une anarchie de stationnement à court terme.

Il nous faut donc trouver une solution. Et il n'y a que deux alternatives possibles. La première possibilité, c'est que la Municipalité prenne à sa charge la totalité de la gestion du stationnement. Et on demande à Max LEVITA de sortir plusieurs millions d'euros de son chapeau, on change tout le matériel et on embauche du personnel. Une des conséquences de ce choix, c'est que, pour rattraper l'investissement nécessaire, il faudrait obligatoirement augmenter les tarifs du stationnement en proportion très importante, placer le tarif du forfait post stationnement à un niveau bien supérieur aux 17 euros actuels ; et, malgré tout ça, on n'est pas sûr de pouvoir compenser les coûts.

La deuxième possibilité – et je vous rappelle qu'elle est proposée par la loi –, c'est de confier une partie de la gestion du stationnement à un prestataire, dans le cadre d'une délégation de service public, comme cela se fait aujourd'hui pour les parcs fermés ou souterrains. Quels sont les avantages de cette solution ? Le premier avantage, qui est déterminant, c'est que le délégataire prendrait en charge les investissements en matériels à

réaliser, ce qui donne la possibilité de disposer d'un matériel moderne et évolutif. Nous sommes une ville intelligente, nous avons le Label French Tech, et il nous faut être, aussi, au niveau dans ce domaine. Le deuxième avantage, c'est que les risques d'exploitation seront pris par le délégataire. Le troisième avantage, c'est que nous gardons la maîtrise de l'organisation et la maîtrise des tarifs. Le quatrième avantage, c'est que le délégataire se rémunère sur le stationnement, mais pas sur les forfaits post stationnement. Donc, nous n'avons pas à craindre des abus.

J'en arrive maintenant à la question très importante du personnel. Je tiens à redire devant vous ce que j'ai eu l'occasion de dire au personnel il y a quelques semaines. Tout se fera sur la base du volontariat. La surveillance du stationnement payant est aujourd'hui réalisée par des ASVP. Si cette tâche est déléguée à un prestataire, ces agents pourront, s'ils en font le choix, être détachés auprès du prestataire, tout en gardant leur statut d'agent municipal et en gardant la possibilité de renoncer à ce détachement, s'ils le désirent. Ces mêmes agents pourront aussi, s'ils en font le choix, rester dans leurs fonctions actuelles. Dans ce cas-là, ils seront affectés à d'autres missions de surveillance qui seront, à mon avis, plus valorisantes que surveiller des horodateurs, même s'il n'y a pas de sot métier, vous en conviendrez.

En conclusion, vous voyez qu'il y a beaucoup d'avantages à cette forme de délégation de service public. C'est pourquoi de nombreuses villes ont d'ores et déjà adopté ce mode de gestion du stationnement sur voirie, et ce, quelle que soit la couleur politique des municipalités en place. On trouve des Villes gérées par des municipalités de droite et des Villes gérées par des municipalités de gauche. La Ville de Metz, par exemple, qui est gérée par une majorité socialiste, écologiste et communiste, a adopté cette formule d'externalisation depuis plusieurs années. La Ville du Mans, à gauche, a fait le même choix. A Montreuil, en 2012, Dominique VOYNET a fait le même choix, et on trouve même des municipalités communistes comme Dieppe ou, plus près de chez nous, Bègles. Quant à la Ville de Paris, elle s'oriente aujourd'hui, elle aussi, vers une externalisation de la gestion du stationnement payant sur voirie. Vous voyez donc que, dans ce domaine, on est bien au-delà des clivages politiques et des attitudes dogmatiques, on est vraiment dans le pragmatique, dans le concret et, si on fait le choix d'une délégation de service public, c'est aussi dans l'intérêt du public.

C'est pourquoi je vous propose d'approuver cette délibération, ce qui nous donnera la possibilité d'enclencher toute la procédure d'appel d'offres qui est longue et qui doit démarrer au plus vite si on veut respecter la date d'application du 1^{er} janvier 2018. Bien sûr, le Conseil municipal sera tenu au courant à chaque étape de la procédure, et il devra s'exprimer et décider sur tous les points pour lesquels la nouvelle réforme lui en attribue la compétence. Je vous remercie.

Applaudissements dans la salle.

Monsieur le Maire : Merci pour cet exposé très clair d'une délibération qui est relativement complexe, et merci d'en avoir fait la synthèse et que ce soit compréhensible pour l'ensemble des conseillers. Vous avez la parole.

Jacques DOMERGUE : Félicitations pour l'exposé, il était clair, mais je ne suis pas sûr que la finalité soit en faveur des Montpelliérains, et c'est la raison pour laquelle nous avons décidé de prendre la parole sur ce dossier. La loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des Métropoles, cette loi qui a été faite, quand même, avant tout pour donner des responsabilités aux Métropoles, a, dans un de ses articles, le 28 janvier 2014, consacré ce domaine concernant la tarification et l'attribution du stationnement en surface. L'esprit de la loi était de dire : finalement, il y en a marre de pénaliser les gens, on va plutôt aller d'un système qui est coercitif, avec la pénalité, vers un système qui sera un système d'équité, équitable d'utilisation du domaine public. C'est ça, la finalité, il y a assez de pénalisation ailleurs pour que l'on sorte de la pénalisation pour les places de stationnement en durée dépassée. Finalement, on a essayé d'appliquer dans cette loi aux parkings de stationnement en surface ce qui existait dans le stationnement en zone fermée ou en souterrain. C'est-à-dire : vous rentrez, vous prenez un ticket, vous sortez et vous payez au prorata de l'occupation. Très bien. Là, il y a plusieurs points. Il y a, premièrement, le point de la finalité de ce texte, et on va essayer de le fouiller un peu. Et, ensuite, il y a le deuxième point, qui est important à mon sens, c'est celui du passage en délégation de service public, parce que, là, cela peut poser problème. La finalité du texte : si, réellement, avec les moyens techniques modernes – vous dites qu'il va falloir investir –, on peut déterminer de combien de temps l'espace public va être utilisé, je trouve que c'est une bonne chose. Par exemple, vous venez au Conseil municipal. Vous ne savez pas combien de temps cela va durer, vous payez par anticipation 4 euros parce que ça va durer environ 2 heures – mais, avec Monsieur SAUREL, souvent ça dure plus, mais peut-être ce soir un peu moins –, on vous fait

repayer, si vous avez un système informatique qui enregistre le temps d'occupation de l'espace, les 4 euros supplémentaires si vous avez dépassé du double du temps que vous avez payé. C'est un système qui est non pénalisant. C'est un système qui est logique, parce qu'il impute finalement à la personne qui est stationnée le tarif exact de ce qu'elle a fait, même si elle s'est trompée sur la durée. C'est quand même différent si vous dites que l'on va déterminer sur l'espace le fameux « forfait post », qui est, comme son nom l'indique, forfaitaire et qui peut être très désavantageux s'il faut qu'il y ait des équilibres à maintenir. Sauf si vous me prouvez que vous pouvez appliquer par les moyens modernes le principe des parkings à barrière pour la surface, je ne vois pas comment on va avoir un système équitable pour les Montpelliérains. C'est le premier point qui me paraît extrêmement important et qui risque d'être une espèce de déviance de l'esprit de la loi sur laquelle je n'ai pas d'a priori au départ.

Deuxième point, la délégation de service public. Vous avez parlé des personnels. C'est vrai que le délégataire est obligé de reprendre le personnel lorsqu'il prend une responsabilité. Mais vous savez aussi que les personnels peuvent refuser. On sait très bien que, dans une administration, même dans une entreprise, quand on donne en délégation une activité, le personnel a le choix ; et quand le personnel refuse, il y a soit des reclassements proposés, soit le repositionnement, soit une reconversion. Et ce n'est qu'au bout des refus de la part de la personne ou d'incapacité à occuper le poste qu'il peut y avoir un processus de licenciement qui sera engagé. C'est tout à fait possible, mais c'est quand même un peu lourd – et aussi lourd de conséquences. Deuxièmement, dans les arguments que vous utilisez, vous dites qu'un des arguments importants est que vous avez fait faire des études et qu'il y a des incertitudes sur les recettes, et que, comme il va y avoir un investissement qui va être fait et comme les recettes seront insuffisantes, finalement, vous n'allez pas pouvoir équilibrer. Mais comment une collectivité ne pourrait pas équilibrer un système où, non seulement elle va recevoir les recettes, mais également elle va recevoir une partie complémentaire qui est ce fameux forfait post-utilisation, puisque ce forfait n'est pas restitué au prestataire, mais à la collectivité ? C'est bien ce qui est écrit et c'est bien l'esprit de la loi. Cela voudrait dire que le prestataire que vous avez désigné, qui va arriver pour prendre ce dossier avec un a priori peu suspicieux – puisque vous allez lui dire que vous avez fait des études ou que, s'il n'est pas idiot, il va s'en rendre compte –, vous allez lui dire qu'il ne va pas récupérer les pénalités, alors que nous aurions pu les récupérer pour équilibrer notre système. Là, je me dis qu'il y a quelque chose qui est un peu particulier. En plus, cette délégation va être sur une période de 7 ans pour des appareillages, des systèmes qui vont être mis en place, qui peut-être peuvent durer plus longtemps, ce qui veut dire que le prestataire qui va avoir en charge cette prestation va devoir équilibrer ses comptes – c'est normal, c'est une société privée qui, elle, va devoir équilibrer ses comptes – en une période relativement plus courte que ce que nous aurions pu faire – puisqu'on peut avoir des investissements qui durent plus longtemps – sur une période de 7 ans. Ce qui permet de penser que, non seulement il va y avoir une inflation de la surveillance, et donc inévitablement des retombées dont nous pourrions bénéficier sur les forfaits post-utilisation, mais également que, pour équilibrer les comptes, le prestataire va se retourner vers la collectivité qui, elle seule, peut décider des montants. Nous allons être soumis à rude épreuve pour faire en sorte que ce prestataire ne démissionne pas au bout de 6 mois parce qu'il ne pourra pas équilibrer ses comptes. Je dis aux Montpelliérains qui nous écoutent : attention, ça va pleuvoir comme la Gravelotte !

Vous avez dit qu'il y a deux possibilités : soit on garde nous-mêmes en responsabilité, soit on donne en concession. Mais, dans un système qui n'est pas équilibrée ou qui n'est pas rentable, moi, je vous dis : mettez la gratuité, et ce sera simple. Les ASVP, vous les reconvertissez pour faire de la surveillance, et puis les gens se gareront. Dans la logique, cela peut se concevoir. Alors que, là, aujourd'hui, sur un système qui est un peu de notre responsabilité, quand même, puisque c'est la Ville qui décide de ce qu'elle veut faire, avec des personnels qui, aujourd'hui, sont rodés à cela et qui peuvent être améliorés dans leur fonctionnement, je ne suis pas certain que la délégation de service public soit une chance et une bonne solution. Vous citez certaines villes, mais j'ai regardé un peu sur Internet ce qui se passe et à Metz, par exemple, il y a aussi des zones qui sont gratuites, des périodes courtes, dans lesquelles c'est gratuit. Aujourd'hui, je ne suis pas certain qu'il n'y ait pas une finalité derrière, une finalité qui est quand même financière. La voiture a toujours été dans le collimateur de tous les gouvernements, et celui-là en particulier, de beaucoup de municipalités, et, quelque part, on veut que le contribuable continue à cracher. A Paris, j'en sais quelque chose, dès que vous vous garez, il y a des PV qui tombent de toutes parts. Je ne voudrais pas que les Montpelliérains se relèvent, au bout de l'application de ce système, avec un coût de stationnement qui soit inflationniste. C'est un des risques qui nous pend au nez, et je pense que nous devons bien peser le pour et le contre. Vous savez que, pour beaucoup de dossiers, personnellement, je suis favorable à la délégation, mais, dans celui-là, je suis extrêmement prudent, et c'est la raison pour laquelle, au minimum, je m'abstiendrai.

Monsieur le Maire : Merci. Madame SANTARELLI, vous répondrez, et Max LEVITA donnera son avis également. Madame BOUALLAGA.

Sabria BOUALLAGA : Merci, Madame SANTARELLI, effectivement, pour cet exposé qui était très complet et très explicatif, qui nous a permis d'y voir clair, même si la délibération l'était. Je voudrais relever certains propos que vous avez utilisés. Vous avez parlé d'injustice entre ceux qui paient et ceux qui ne paient pas. Je ne sais pas exactement ce que vous avez voulu dire. Est-ce que cela veut dire qu'il y a des failles sur les recours de demandes de paiement ? C'est une première question. Cette affaire, je ne la vois pas forcément non plus d'un bon œil parce que je pense qu'on va aussi vers quelque chose qui ressemble plus à de la répression. On est dans quelque chose d'assez identique pour le tramway. On voit beaucoup de contrôleurs qui vont et qui viennent et qui essayent de mettre de l'ordre mais qui, forcément, ne participent pas à un climat serein.

Sabria BOUALLAGA : Je ne dis pas cela. Attendez, si vous voulez parler de cela, moi, je peux vous parler du ticket aller-retour qui m'a coûté 3,60 euros pour le tramway et qui me coûtait 2,20 euros l'année dernière.

Monsieur le Maire : Il faut acheter un petit carnet de 10. 10 tickets, 10 euros. 1 ticket égale 1 euro.

Sabria BOUALLAGA : Quand je peux, c'est ce que je fais. Peu importe, ce n'est pas l'objet. On aura l'occasion d'y revenir.

Monsieur le Maire : Et, en plus, Madame BOUALLAGA, le ticket à 1 euro, vous l'avez voté.

Sabria BOUALLAGA : Non, nous avons voté contre.

Monsieur le Maire : Non. Oh, la coquine ! Là, vous êtes trop coquine, ce n'est pas possible.

Sabria BOUALLAGA : Monsieur le Maire, le ticket à 1 euro, il n'existe pas, ce n'est pas vrai. C'est les 10 tickets. D'accord. On appelle un chat, un chat. Quand j'ai les 10 euros, je les sors ; vous, vous les avez, mais il y en a qui n'ont pas les 10 euros.

Essayez de ne pas me couper la parole. Vous ne la coupez pas à Monsieur DOMERGUE, alors ne la coupez pas à moi. Monsieur LEVITA s'acharne sur moi. D'ailleurs, Monsieur LEVITA, il faut rappeler que vous étiez président de la SERM avant 2014.

Max LEVITA : Je le suis toujours.

Sabria BOUALLAGA : Puisque Monsieur SAUREL disait qu'il n'avait pas de doutes, je comprends pourquoi.

Max LEVITA : Je ne comprends pas. Soyez précise. J'abandonne.

Sabria BOUALLAGA : Vous avez raison d'abandonner.

Max LEVITA : Je ne réponds pas à des questions qui ne sont pas précises.

Sabria BOUALLAGA : Effectivement, quand on s'acquitte de son ticket forfaitaire, il n'y a pas de raison pour qu'on se fasse verbaliser. Ce que je souligne, c'est que, une fois de plus, pour moi, c'est un aveu de faiblesse, dans le sens où on n'est pas capable de proposer des solutions qui vont plus dans le sens du contribuable, puisque là, une fois de plus, on ne sait pas encore combien va coûter ce ticket. Et je suis persuadée qu'il aura un coût excessif. Nous pourrions aussi parler, effectivement, des Villes qui le proposent gratuitement ou à très faible coût. On pourrait aussi parler des villes qui proposent un ticket gratuit du tramway. Pas un euro mais gratuit. Si on va dans ce sens-là nous pourrions proposer un tas de choses. Je dis juste que, pour le climat général, si on va vers ce genre de procédure, on est plus dans quelque chose de répressif que de doux, et que c'est, une fois de plus, le contribuable qui va devoir s'en dédouaner. Je m'abstiendrai sur cette affaire.

Michael DELAFOSSE : Si vous m'y autorisez, juste un petit point sur quelque chose qui a été évoqué. Les comptes de la municipalité ont été certifiés, c'est d'ailleurs une démarche novatrice pour Montpellier. Et je vois que Max regarde. On a reçu une note très favorable ; on peut donc continuer à négocier nos taux d'emprunt à des

taux extrêmement favorables et il n'y a pas péril sur nos comptes. Monsieur LEVITA, merci d'acquiescer à ce point de vue, ça fait partie du débat politique, mais je m'autorise à relever cela.

Si j'ai le même silence que le président du groupe Les Républicains, ce sera très bien.

Monsieur le Maire : Ne soyez pas jaloux parce que vous avez, quand même, le PS, appelé à voter pour eux dans deux régions – et dès le 1^{er} tour. Et notamment en PACA. C'est pour cela qu'ils ne peuvent pas être très agressifs avec les Républicains, ils ont fait élire Monsieur ESTROSI. Vous êtes liés, maintenant.

Michael DELAFOSSE : J'ai aussi voté pour Monsieur CHIRAC en 2002, on ne va pas le nier, pour faire barrage à l'extrême-droite.

Monsieur le Maire : C'est vrai qu'il n'y a pas de différence entre Monsieur ESTROSI et Monsieur CHIRAC...

Michael DELAFOSSE : Revenons à l'affaire. Mais nous aurons à l'occasion ce débat, si vous le souhaitez, en conférence des présidents, si vous le souhaitez.

Monsieur le Maire : Pas forcément, parce qu'il y a les présidentielles.

Michael DELAFOSSE : Espérons que la gauche soit présente au second tour. En tout cas, j'espère que c'est votre souhait. En tout cas, c'est le nôtre. Alors, revenons à la délibération, qui est une évolution législative importante et qui, finalement, donne aux assemblées municipales les modalités de choix pour mieux gérer les problèmes de stationnement. Et c'est une bonne chose. Et quelle politique de la voiture et de l'occupation d'espace public. Et c'est une très bonne chose. Chaque commune, quelle que soit sa sensibilité – j'ai apprécié les exemples qui ont pu être donnés, et on pourrait en prendre d'autres – va devoir discuter de qui fait quoi. Et, là, il s'agit de l'espace public. C'est une compétence régalienne, comme l'armée et la justice le sont à l'État. Le contrôle de ce qui se passe sur l'espace public, c'est le pouvoir du Maire. Et notre conviction, là-dessus, c'est qu'il faut pouvoir conserver la prérogative d'exercice du contrôle de la réglementation du stationnement sous l'autorité du Maire parce que c'est l'autorité publique. Parce que si nous faisons le choix de donner cela à un opérateur privé, lui, il va être dans une logique de rendement, parce qu'il doit pouvoir satisfaire aux investissements, il va devoir opérer la rémunération d'un certain nombre d'acteurs. Si jamais il est en déséquilibre. C'est logique. Nous pensons que cela doit rester une mission de service public sous l'autorité du Maire. Les ASVP, les agents font les missions de contrôle, parce que la règle a vocation à être respectée, naturellement. Quand elle est assurée par ces agents-là, il faut respecter la règle de stationnement, mais ils sont aussi une présence dans l'espace public, une présence importante qui peut rassurer, tranquilliser, qui peut aussi être mobilisée sur des missions nouvelles et notamment avec les évolutions technologiques. Dans cette ville, nous sommes capables de les penser : éventuellement, pouvoir signaler les dégâts de voirie, les problèmes de propreté qui peuvent se relever et les signaler aux autres services municipaux ou de la Métropole qui peuvent intervenir. Car, si nous donnons à un opérateur privé, sa seule mission sera de faire respecter la règle, avec un zèle important parce qu'il aura l'exigence de rentabilité. Alors qu'avec l'opérateur public si, Monsieur le Maire, vous faites le choix de garder cette mission, ces agents dans l'espace public, il font respecter la règle. Nous pouvons aussi – parce que, comme cela a été indiqué, le délai est de 7 ans – maîtriser le temps pour définir, pour faire les choix technologiques. Maîtriser le temps pour, ensuite, programmer les investissements qui pourront apparaître les plus pertinents. Nous pensons que c'est là une mission régalienne que vous devez conserver.

Tout à l'heure, il a été fait référence aux modalités de contrôle dans le tramway. On sait bien qu'il y a deux opérateurs qui interviennent : il y a les opérateurs TAM et il y a ceux que les Montpelliérains et Montpelliéraines surnomment les Lyonnais. Les Montpelliérains mesurent bien la différence des opérations de contrôle, sur les modalités dont elles s'opèrent. Donc, conserver la maîtrise publique de ce contrôle, de cette mission de vérification de la règle c'est aussi permettre à ces agents de pouvoir opérer, de participer à tenir le compromis urbain dans l'espace public. Donc, nous, Monsieur le Maire, autant les dispositions du texte sont intéressantes, importantes – et on suivra avec grande attention les modalités de tarification, de réglementation de l'espace et tout ce qui participera finalement à faire en sorte que le juste prix soit payé, que le stationnement soit moins chaotique, qu'on travaille sur la répartition de l'automobile dans le dans l'espace public, nous vous suivrons –, autant, sur le choix, puisque là, il y a un choix à faire entre un délégataire privé dont la logique sera une logique de rentabilité et votre autorité qui est l'autorité publique, nous privilégions l'autorité publique pour la

qualité de l'espace public et parce que les agents publics sont assermentés et incarnent dans la rue, l'autorité publique. Je vous remercie.

France JAMET : J'ai pris quelques notes. Nous voterons évidemment contre pour des tas de bonnes raisons et à cause des mauvaises raisons qui nous sont présentées. J'ai noté plusieurs choses. C'est clair, il n'y avait pas besoin effectivement d'en faire tout un plat. Je vois bien la logique. Pour nous, la délégation de service public engage forcément, effectivement, une logique de rentabilité. Nous avons toujours été contre. Là, je pourrais boire du petit lait, mais je trouve que c'est de la schizophrénie pure. Quand Monsieur DELAFOSSE, responsable du Parti socialiste, nous lance ses vœux en entrée de ce Conseil pour appeler de ses vœux je ne sais quoi, qui est d'ailleurs la logique directe de la politique du gouvernement, les bras m'en tombent. Quand j'entends : « la prérogative », « l'autorité du Maire », « vos responsabilités », etc. La logique de rentabilité, c'est exactement ce que nous condamnons, et c'est exactement ce que le Parti socialiste fait. Le ferroviaire, les routes, tout cela, l'Union européenne nous a demandé de le laisser à la concurrence, et nous sommes en train d'abandonner tout ça. Les autoroutes, tout ça, c'est donné à la concurrence, au privé.

Monsieur le Maire : Vous allez peut-être vous retrouver sur ce vote.

France JAMET : Non. Moi, je suis logique. Quand je suis ici, je dis quelque chose, et le jour où nous avons le pouvoir, nous l'appliquons. J'entends Monsieur DELAFOSSE dire : « C'est pas bien » « La mission publique du service public », « La rentabilité du privé, c'est dangereux », mais c'est exactement ce qu'on nous fait depuis 30 ans. Tant par LR que par le Parti socialiste. On est sous la férule de l'Union européenne qui, sous le principe sacro-saint de la concurrence libre, nous ordonne et nous demande de livrer au privé des secteurs entiers de service public. Il ne faut quand même pas « pousser mémé dans les orties ».

Deuxièmement, sur les impayés, je comprends bien, mais, ce que je relève, c'est que tout ça, finalement, c'est fait, on l'a dit tout à l'heure sur une logique de rentabilité, mais c'est plus grave encore. Ce qui m'intrigue, quand même, et effectivement, je pense que les ASVP ont autre chose à faire que de mettre des PV – et ils vont avoir sûrement avoir bien d'autres choses à faire –, c'est qu'il faudra aussi m'expliquer, du coup, si vous rentrez ça dans le fonds aussi ou si ces éléments sortiront du fonctionnement ou pas – si vous embaucherez donc, à ce moment-là, d'autres ASVP. Il y a un aspect qui n'est pas très clair. Ce que je trouve scandaleux et ce qui a été dit, c'est que l'automobiliste, c'est une vache à lait : il paie l'autoroute, il paie le péage, il paie l'essence, il paie la TICPE qu'on augmente au maximum, il paie la carte grise qui est poussée au maximum, il paie à tous les étages. Il paie le parking, et nous avons été les seuls à dire qu'il ne fallait pas augmenter les tarifs de parking, mais vous avez voulu appliquer la magnifique idée de VALLS, c'est-à-dire de payer au premier quart d'heure. Ce qui vous a permis, et vous ne m'avez jamais en tout cas contredite là-dessus, d'augmenter pratiquement de 50 à quelquefois 80% les tarifs du parking. C'est toujours une bonne affaire.

Monsieur le Maire : C'est absolument faux.

France JAMET : Moi, je suis droite dans mes bottes, parce que là-dessus – et on en a parlé aussi à la Métropole –, je pense qu'effectivement, il y a un véritable droit à la mobilité. C'est un droit, oui. Monsieur LEVITA, on est d'accord.

Monsieur le Maire : Mais alors, Madame JAMET, appliquez-le pour les migrants. Ça, c'est la charte de Palerme.

Applaudissements dans la salle.

Monsieur le Maire : Et la charte de Palerme, c'est le droit à la mobilité internationale. Alors, là, vous faites allusion à un truc qui fait mal. Ça fait mal.

France JAMET : La mobilité, exactement, Monsieur SAUREL, c'est la politique de l'Europe : rentrez, faites comme chez vous, installez-vous. Sauf que, je vous l'ai dit la dernière fois, c'est avec l'argent des autres que vous faites de la charité. Et la charité chrétienne, normalement, devrait vous engager, comme nous voulons le faire, à aider ces gens dans leur pays, à ne pas déstabiliser et semer le chaos comme cela a été fait dans ces pays-

là. On ne peut pas laisser rentrer 80% de ces clandestins, qui sont essentiellement une immigration économique. On ne va pas parler de sujets qui fâchent, on va revenir au sujet.

Monsieur le Maire : Si vous êtes contre la charité, il faut abandonner Jeanne d'Arc.

France JAMET : Et pourquoi ? Parce qu'elle a bouté les Anglais ?

Monsieur le Maire : Parce qu'elle est quand même un symbole d'application dans la charité. Il faut abandonner les symboles ? Il faut que vous vous remettiez complètement en question.

France JAMET : Les Anglais étaient rentrés par effraction, et elle les a foutus dehors. Je ne vois pas ce qui vous dérange là-dessus. Cela ne me dérange pas que vous gueuliez à côté.

Les vaches à lait paient la TICPE, les taxes, le parking, les autoroutes, etc. J'y reviens. Quand j'entends dire Madame SANTARELLI que c'est la même politique que ce soit dans des villes de droite ou de gauche : et alors ? Où est la différence entre une politique de droite et de gauche en France, vous me l'expliquerez. Je vais vous dire, elles ont un truc en commun : c'est le fiscalisme, c'est le fiscalisme et c'est le fiscalisme. Pour le pragmatisme, vous repasserez. Les clivages ne sont pas d'actualité, que ce soit l'Europe, la Région, les Départements, les Villes, etc. Tout le monde s'entend comme larrons en foire. Le problème, c'est que, tout à l'heure, on parlait aussi de la pénalisation ; mais, Monsieur DOMERGUE, le souci n'est pas de savoir si on pénalise untel ou untel parce qu'il n'a pas payé ou qu'il a dépassé d'un quart d'heure. Le souci, c'est de faire rentrer de l'argent. Monsieur LEVITA ne me contredira pas là-dessus. Si ? Non.

Je vais vous dire une chose : depuis 2-3 ans, le pouvoir d'achat, quoi qu'en dise l'INSEE, est en train de s'effondrer. Les taxes, elles explosent. En l'espace de 3 ans, il y a eu une augmentation de 14,7% de la taxe d'habitation, de la taxe foncière, etc. Pendant ce temps-là, les prix explosent, le SMIC n'augmente pas ; vous augmentez en tout cas l'efficacité, l'efficience de ces systèmes qui permettent de faire tomber l'argent chaque fois, quoi qu'on fasse. Parce que, comme je le rappelais tout à l'heure, effectivement, quand je vous dis que les transports en commun, c'est mon dada, dans notre programme, nous avons prôné la gratuité des transports en commun. Alors, si, vraiment, Monsieur LEVITA, vous aviez ce droit à la mobilité au cœur, on pourrait effectivement engager une véritable politique de transports en commun gratuits. Parce qu'effectivement – et Madame BOUALLAGA a raison, cela fait des mois qu'on le répète –, avec 1 euro, on ne prend pas le tramway. Vous avez augmenté tous les abonnements, etc.

Monsieur le Maire : Madame JAMET, abordez la conclusion. Parce que, là, vous dépassez votre temps de parole très largement.

France JAMET : Je ne savais pas quel était mon temps de parole.

Monsieur le Maire : C'est 5 minutes, le règlement intérieur. Vous êtes à 8 minutes.

France JAMET : Alors, moi, je vais vous dire, la voiture, maintenant, devient un objet de luxe. Il en faut nécessairement pour aller travailler, pour déposer les enfants, pour vivre normalement, quelquefois même – et d'ailleurs, c'est peut-être l'avantage peut-être de votre politique –, vous êtes obligé d'aller de plus en plus loin et d'habiter en dehors de la ville ou la métropole pour essayer d'avoir un loyer décent. Donc, vous êtes obligé de prendre votre voiture. Le transport en commun ne correspond pas forcément à vos besoins, et il est peut-être quelquefois aussi cher. C'est-à-dire que si vous dites que tout le monde paiera, même ceux qui ne sont pas montpelliérains, ça, c'est sûr... Donc, on paie à tous les étages, tout le monde paie. Et je vous dis que tout cela s'inscrit dans un contexte dramatique, dans une ville touchée par la précarité, le département le plus pauvre, la région la plus pauvre. Et vous allez toucher tout le monde, et ceux qui veulent travailler, et qui en ont besoin. Croyez-moi que prendre la voiture à Montpellier, ce n'est pas marrant.

Monsieur le Maire : Ne nous décline pas votre programme national. On n'est pas au meeting, là. Vous avez dépassé largement. Vous êtes au double.

France JAMET : La démocratie, c'est le rôle des élus.

Monsieur le Maire : Merci, Madame JAMET. Je passe la parole à Madame SANTARELLI qui va répondre sur un certain nombre de points. Et Max LEVITA, en conclusion.

Marie-Hélène SANTARELLI : Je vais faire une réponse globale à l'ensemble des personnes qui sont intervenues. On est là pour valider une délibération qui porte sur une DSP, on n'est pas là pour parler des zonages des tarifs, etc. Ce n'est pas l'objet de cette délibération. Tout a l'air de poser des problèmes sur le fait qu'il faudrait en somme se garer gratuitement parce qu'effectivement, on paie, on paie, on paie. Je suis d'accord avec vous, on paie beaucoup de choses. La gratuité sur le stationnement, bien évidemment, c'est impossible dans une grande ville comme Montpellier à mettre en place. Vous imaginez comment se feraient les rotations pour occuper l'espace public ? Les gens s'approprient forcément une place et vont se la garder, et donc, il y aurait des voitures partout qui prendraient les places des gens qui veulent aller dans les commerces, etc. C'est impossible à réaliser. Donc, le but pour la Ville de Montpellier – et ça, Max pourra largement le développer –, c'est de faire payer un stationnement au plus juste, avec des systèmes performants. On a déjà commencé avec notre *Pay by phone*. Cela vous paraît peut-être un peu... voilà... Parce que, justement, les horodateurs ne sont pas du tout encore adaptés, qui vous permettent de calculer à la minute près le stationnement que vous allez payer. Cela fait partie de toute cette nouvelle technologie qui doit être mise en œuvre. Ensuite, je pense qu'il y a peut-être une petite confusion. Le délégataire, si on opte pour cette délégation de service public, va être rémunéré sur le stationnement, mais pas sur les forfaits post stationnement. Le but, c'est de faire en sorte que les gens paient leur stationnement pour ne pas avoir à payer le post stationnement. Quand Madame BOUALLAGA dit qu'elle ne comprend pas qu'il y ait des gens qui paient et des gens qui ne paient pas, c'est tout simplement qu'il y a des gens qui mettent des sous dans l'horodateur, et puis d'autres qui ne les mettent pas, c'est-à-dire qui se garent gratuitement.

Ce sont des tricheurs.

Monsieur le Maire : On ne peut pas défendre honnêtement et républicainement, faire l'éloge de ceux qui truandent. Ou, alors, personne ne peut siéger ici. L'espace public a un coût. Ceux qui ne paient pas sont des tricheurs. Vous pouvez me l'expliquer comme vous voulez.

Monsieur le Maire : C'est complètement hors sujet. Madame SANTARELLI, poursuivez. Ne vous laissez pas déranger par Monsieur DUMONT qui utilise des arguties.

Marie-Hélène SANTARELLI : Les tarifs, le zonage, c'est nous qui les fixerons en Conseil municipal, et ils seront très largement étudiés pour être au plus juste et au plus près de ce qu'attendent nos concitoyens qui viennent utiliser les horodateurs pour faire leurs courses, pour consommer. Nous sommes bien conscients de tout cela. C'est un autre problème.

Deuxièmement, je réponds à Monsieur DELAFOSSE. Les ASVP ne sont pas là que pour mettre des « prunes ». Ils ont d'autres missions, ils vont les conserver. Il n'est pas question d'enlever les missions des ASVP. Ils vont conserver leurs mission pour le stationnement gênant hors parkings payants, ils sont assermentés au code de l'environnement, et donc ils interviennent – et ce sera peut-être l'occasion de développer ces missions-là – sur les collectes des déchets, les dépôts encombrants, etc. Ils font de la vidéo-verbalisation, ils sont une aide précieuse pour les policiers municipaux pour assurer la surveillance de l'espace public. Et je le leur ai dit quand nous nous sommes vus la dernière fois. Je les ai félicités pour le travail exceptionnel qu'ils ont fait cet été quand il y a eu toutes les grandes manifestations, l'inauguration de la ligne du tramway, le Premier ministre, etc. Ils ont d'autres missions.

Ils ne seront pas transférés. Il y en a qui seront volontaires pour aller chez le délégataire, mais les autres resteront en place. Si personne ne veut aller chez le délégataire, ils resteront dans la Ville.

Jacques DOMERGUE : Mais si on les garde, on va avoir une charge sans recettes.

Marie-Hélène SANTARELLI : Les ASVP, pour leur mission d'employés municipaux, ne sont pas rémunérés sur les PV qu'ils mettent.

Jacques DOMERGUE : Venez les voir.

Marie-Hélène SANTARELLI : Cela fait partie de leur mission. C'est comme si vous disiez que les policiers municipaux sont payés sur les PV qu'ils mettent aux gens qui sont mal garés. C'est exactement pareil. Ils ont d'autres missions que de mettre des PV. On en a énormément besoin pour surveiller, ce sont des agents de surveillance de la voie publique. C'est à eux qu'a été confiée cette mission de surveiller le stationnement, mais ils ont d'autres missions et ils vont continuer à les faire.

Monsieur le Maire : Pas de conversations particulières, parce que l'ensemble du Conseil ne peut pas avoir accès à ces conversations. Madame SANTARELLI, parlez dans le micro, s'il vous plaît. Adressez-vous à tout le Conseil.

Marie-Hélène SANTARELLI : Quand ils sont en surveillance de la voie publique avec leurs collègues de la police municipale, ils font de la surveillance de la voie publique. Quand il font la vidéo-verbalisation, c'est-à-dire qu'ils sont au CSU et qu'ils verbalisent les personnes, ce n'est pas du stationnement payant, là, on est sur du stationnement gênant. Ils font ce travail-là et ils continueront à traiter le stationnement gênant. Là, on parle du stationnement payant ; or, ce métier d'ASVP ne s'arrête pas à la surveillance des horodateurs.

Si on garde la gestion totale de tout cela, c'est possible. Lille l'a fait. L'heure de stationnement, la première heure est passée à 4 heures. Ils ont été obligés, pour rentabiliser l'affaire, de faire passer le forfait post stationnement à 40 euros. Cela a été calculé. L'assistant à maîtrise d'ouvrage a évalué toutes ces possibilités, et il en est ressorti qu'en déléguant, on aurait un système de règlement des tarifs qui serait le plus juste possible et un forfait de post stationnement qui ne va pas atteindre des sommets et qui va être équivalent à celui qui est actuellement de 17 euros. Pour vous donner quand même une idée, les études ont montré que, pour que cela soit efficace, il fallait que cela soit surveillé. Vous l'avez bien compris. Il fallait que tout le monde paie son stationnement. Ce n'est pas le but de récolter des PV, d'avoir des forfaits en plus. C'est que les gens paient leurs 1 ou 2 euros pour aller se garer et faire leurs courses. Il faut qu'ils paient, Madame JAMET, si on fait tout gratuit, vous le savez aussi bien que moi, tout le monde va s'attribuer des places et, après, vous aurez tous les commerçants qui ne verront pas les gens pouvoir accéder à leur commerce parce que les rues sont encombrées. On ne peut pas obliger les gens à se déplacer en tramway. Il y a des gens qui se déplacent en tramway, il y a des gens qui se déplacent en voiture, des gens qui se déplacent à pied, en vélo, etc. On n'est pas obligé d'utiliser le tramway. Donc, il y a des gens qui se déplacent en voiture. Il faut que le stationnement soit réservé, et dans des conditions qui sont le plus juste. Je vois les choses comme ça.

Applaudissements dans la salle.

Jacques DOMERGUE : Je viens de constater que Madame SANTARELLI, implicitement, vient de nous dire que ce qui, aujourd'hui, est l'amende de 17 euros, qui va changer de nom pour devenir le forfait pour stationnement, va passer à 40 euros.

Réactions dans la salle : Non !

Monsieur le Maire : C'est le contraire qu'elle a dit. Elle a dit le contraire.

Jacques DOMERGUE : C'est implicite. J'ai entendu parler de 40 euros.

Monsieur le Maire : C'était Madame AUBRY, 40 euros.

Jacques DOMERGUE : En plus, vous n'avez pas répondu à ma question : est-ce que les systèmes modernes des nouveaux horodateurs permettront à la personne de payer au prorata de la durée d'utilisation ? C'est-à-dire qu'il y a un système où il faut une carte de crédit pour que vous soyez débité quand vous prenez la voiture. Ou est-ce qu'on restera toujours sur un système où vous paierez a priori, et vous serez verbalisé si vous êtes constaté comme dépassant l'horaire ? Ce qui devrait donner lieu, excusez-moi de vous le dire, dans l'esprit de la loi, qui est l'esprit de l'occupation du service public, à un paiement de ce forfait post stationnement qui devrait être proratisé sur le temps et non pas sur une amende forfaitaire qui, par définition, va devoir être plus importante puisque certains ne la paieront pas.

Marie-Hélène SANTARELLI : Les 5 millions d'investissement pour les horodateurs et tout le système, je ne l'ai peut-être pas bien expliqué, mais c'est justement pour permettre d'avoir tous les outils informatiques qui

vous permettent de calculer le temps réellement passé, pour que cela soit facile à gérer et pour que vous ne puissiez avoir à payer que le temps que vous y passez. Tout ça, cela demande un investissement, parce qu'il faut remettre tous les horodateurs avec des technologies modernes, sophistiquées, dont on ne dispose pas. On pourra toujours payer avec des pièces, parce que la loi....

Jacques DOMERGUE : Comment voulez-vous être débité ?

Monsieur le Maire : Sur la technique, je vous propose de faire une réunion pratique.

Marie-Hélène SANTARELLI : C'est tout l'intérêt de l'investissement, qui est très lourd. C'est justement pour répondre à toutes vos questions. La deuxième chose, Monsieur DOMERGUE, je me suis peut-être mal exprimée, je m'en excuse, sur l'histoire des 40 euros, il est hors de question, si on délègue et que donc on n'a pas à faire cet investissement de 5 millions d'euros, si on n'a pas cet investissement à faire, on gardera les tarifs à peu près les mêmes et on ne dépassera pas le forfait post stationnement.

Jacques DOMERGUE : Notez-le.

Monsieur le Maire : On note tout.

Marie-Hélène SANTARELLI : Si je le dis, c'est que cela a été calculé.

Monsieur le Maire : Madame BOUALLAGA, vous voulez ajouter une phrase. Une phrase, mais ne faites pas le programme complet.

Sabria BOUALLAGA : Vous avez laissé un paragraphe à Monsieur DOMERGUE. Donc, pareil pour moi.

Monsieur le Maire : Un petit paragraphe. Mais, lui, il est président du groupe.

Sabria BOUALLAGA : Ah oui, c'est vrai. Ce que je voulais rajouter, c'est que, effectivement, vous avez parlé d'anarchie, mais si on voulait vraiment trouver des solutions, on pourrait en trouver. Mettre des horodateurs en indiquant aux gens qu'ils ont le droit de stationner une heure ou deux heures gratuitement, et qu'à partir de trois heures ou une heure et demie, je ne sais pas, notamment dans les zones commerciales – ce qui inciterait en plus les gens à se garer dans ces zones-là et en plus à consommer, peut-être, ne serait-ce qu'un verre où à aller acheter je ne sais quel objet dont ils ont besoin pour la maison... Je pense que, des solutions, on peut en trouver. Aujourd'hui, on est en train de délibérer sur quelque chose qui est une délibération de principe, et je pense que le débat est important parce qu'il n'y a pas de réunion de concertation sur ces sujets-là. Donc, le débat, c'est ici qu'il se passe et c'est ici que l'on décide de ce que va devoir payer le contribuable. Aujourd'hui, Madame SANTARELLI, vous êtes tout à fait rassurante, effectivement, sur les tarifs qui vont être appliqués puisque l'on va vers cette délégation, vers ce choix que vous faites aujourd'hui ; mais on n'a pas le détail de tout ce que vous avancez. On veut bien vous faire confiance, sauf qu'aujourd'hui, on dit qu'il y a peut-être aussi d'autres solutions qui sont envisageables. C'est la première chose.

Et, la deuxième chose que je voulais ajouter, c'était de dire qu'effectivement, vous disiez qu'on ne pouvait pas faire tout gratuit ; sauf que, là, aujourd'hui, on fait tout payer. Il ne faut pas deux poids, deux mesures. C'est-à-dire que le tram gratuit, on a compris qu'on ne l'aura pas. Le stationnement gratuit, on ne l'aura pas non plus. Donc, à un moment donné, il faut juste trouver un équilibre. Peut-être pas le stationnement gratuit, mais peut-être que vous pourriez envisager d'offrir une demi-heure, trois quarts d'heure, ou peut-être pendant les fêtes, ou les pics de fréquentation, d'offrir deux heures, trois heures, ce qui va, à mon sens, dans l'incitation à une économie plus forte pour notre ville.

Monsieur le Maire : Madame JAMET, une phrase, s'il vous plaît.

France JAMET : Une phrase, mais qui coule de source, c'est évident, puisque, Madame BOUALLAGA, vous êtes aussi tout simplement en train de tuer définitivement le centre-ville. Parce que, quand vous allez au Millénaire, c'est gratuit, le stationnement ; quand vous allez au Fenouillet, c'est gratuit, le stationnement. Hé, si. Vous tuez les commerçants du centre-ville.

Monsieur le Maire : D'abord, de façon générique, et pour introduire le propos de Max LEVITA, la gratuité, c'est l'impôt des autres.

Monsieur le Maire : Les TAP, Mme BRISSAUD, ils vont aux familles qui en ont le plus besoin. Cela s'appelle des mesures de solidarité. Je m'étonne que vous soyez, vous, issue d'un parti républicain, contre la solidarité.

Max LEVITA : Je voudrais intervenir. Comme j'ai eu l'occasion de travailler longtemps avec Georges FRECHE, Georges FRECHE avait une phrase qui s'applique magnifiquement ce soir. Je n'en dirai que la première partie : « Quand le sage – en l'occurrence, c'est ma collègue, ce n'est pas moi – montre la lune... ». Je vous laisse conclure. Deuxièmement, on a eu droit à un festival de poujadisme absolument extraordinaire, Monsieur DOMERGUE défendant les automobilistes avec les autres... C'est assez intéressant. L'objectif de la loi, c'est ce que nous allons essayer de mettre en place. Et cette mise en place n'est pas sous la responsabilité de Madame SANTARELLI ou sous la mienne, mais sous la responsabilité de Monsieur le Président, responsable des transports, de Madame JANNIN et de Madame MARION. Notre objectif est de mettre en place une politique de mobilité – et la mobilité, c'est tout. C'est les voitures, c'est les cyclistes et les piétons, le tramway, le bus, c'est un ensemble. L'objectif, c'est de rendre la ville plus mobile, plus attractive. Peut-être qu'on va échouer, mais notre objectif, ce n'est pas de tuer le centre-ville, c'est lui donner une seconde chance. C'est ça, l'objectif. C'est une politique globale dans laquelle il y aura tout. C'est pour cela que c'est compliqué, c'est pour cela que c'est loin, que l'on prend le temps. C'est pourquoi on a voulu que ça passe ce soir, ce qui vous donne 14 mois pour mettre au point. Cela va être très long, et c'est très difficile.

Deuxième point, on a obtenu le Label French Tech. Il faudrait quand même qu'on le mette en application. Il y en a d'autres qui font ça, on ne va pas continuer avec des trucs à la main. Vous voulez aller relever les PV, etc. C'est l'occasion de mettre en place cette évolution. On a des entreprises, on a des start-up pour nous aider. C'est ça, l'objectif, c'est ça, le premier objet.

Max LEVITA : Pourquoi pas, pourquoi pas ?! Le second point, qu'on se mette d'accord – je ne réponds pas à Madame BOUALLAGA que j'aime beaucoup par ailleurs, mais, quand elle dit des âneries, il faut lui dire que c'est une ânerie. Ceux qui ne paient pas, c'est un scandale. Ou alors, vous engagez les gens à ne plus rien payer, et, à ce moment-là, c'est l'anarchie. Ce n'est pas notre objectif.

Comment cela va se passer, demain, au 1^{er} janvier 2018 ? Vous allez vous garer. Soit vous paierez comme vous avez l'habitude de payer, vous paierez avec vos petites piécettes, peut-être que si on a changé les horodateurs, puisque ce n'est pas votre cas, vous pourrez payer en carte bleue. C'est la première solution.

Deuxième cas, vous ne payez pas et vous attendez que l'on vous envoie la facture. C'est cela, le forfait post stationnement. Ce forfait post stationnement, d'ailleurs, c'est pas notre intérêt ici, à la Ville, puisqu'il va à la Métropole, il ne vient pas chez nous. Il ne va pas à la Ville. Nous, on prendra le stationnement. On laisse de la latitude, c'est de la liberté qui est offerte. Vous payez comme vous voulez payer.

France JAMET : Vous allez cliquer tous les automobilistes.

Max LEVITA : Je vais cliquer ceux qui ne paient pas. Arrêtez. Vous, je vous élimine. Maintenant, on a eu la confirmation, le Front national, maintenant, se fait le défenseur du service public. C'est nouveau. Ça marche, d'ailleurs, d'après les enquêtes. C'est très récent, et vous le faites pour des raisons strictement politiciennes, mais c'est votre droit. Cela ne me dérange pas, mais ne nous dites pas que, nous, on le fait pour des raisons d'argent. Ce n'est pas vrai.

Max LEVITA : Vous voulez quoi ? Que l'on crée une véritable entreprise ? Là, il faut créer un service qui va s'occuper de ça, il va falloir engager des gens. Vous vous rendez compte de ce que vous demandez ? Vous acceptez qu'on fasse l'investissement : sans problème, on investit les sommes qu'a indiquées Madame SANTARELLI, on embauche à tout-va... Ecoutez, cela me paraît relever du délire, mais vous en avez le droit, comme vous n'êtes pas au pouvoir. Vous avez le droit de dire n'importe quoi.

Mon collègue DELAFOSSE, mon cher Michael, il faut que tu vérifies ce que tu racontes. Tu as expliqué que le choix privé, c'est la rentabilité. Ce qui veut dire que le choix public, c'est donc le déficit. C'est ce que tu as dit.

France JAMET : Service public et rentabilité, c'est évidemment antinomique.

Max LEVITA : Ce n'est pas vrai. J'ai longtemps travaillé avec Michel ROCARD et ce n'était pas notre conception. Mais on ne va pas y revenir, parce que c'est une autre affaire. Là, ce qu'on vous propose, c'est essentiellement de rentrer dans la modernité du XXI^{ème} siècle. Aujourd'hui, il y a des moyens de contrôle de ceux qui ont payé, pas payé, et il n'est pas évident que ce soit à nous de le faire. Ce n'est pas évident que ce soit à nous de créer une entreprise. Nous gardons toute la responsabilité. C'est nous qui définissons tout. On définira les zones, on définira ceux qui paieront et ceux qui ne paieront pas, on définira les tarifs. Et cela passera en Conseil municipal. Ce que l'on vous indique, c'est que cela nous paraît un peu compliqué, un peu lourd, un peu cher, aussi, pour le mettre en place, nous. On a d'autres chats à fouetter que de s'occuper directement de cette application. C'est ce qu'on vous propose. C'est pourquoi, avec la délégation de service public, mis à part les problèmes religieux et idéologiques que vous voulez passer, vous chargez quelqu'un de faire quelque chose à votre place et à vos conditions. C'est cela, une délégation de service public. On n'abandonne rien du tout.

Christian DUMONT : Le délégataire doit être à l'équilibre.

Max LEVITA : Le délégataire, à la fin de l'année... Attendez. Mon cher Jacques, franchement, il faudrait que vous fassiez des cours. Vous étiez député... On fait une délégation de service public. Dans une délégation de service public, vous discutez avec le délégataire. Il y a, dans tous les cas, dans toutes les délégations de service public que nous avons, une part fixe. Et il y a une part variable sur les résultats. La part, on la discutera, bien sûr. On lance une délégation de service public. Il va y avoir, on espère, des entreprises qui vont nous répondre, et on va discuter avec elles, on va négocier. C'est une délégation compétitive, et on va bien voir. Mais, s'ils sont en déficit, c'est eux qui prennent en charge le déficit, bien sûr, sur la part fixe qui est dans leur contrat. Ça se passe partout comme cela. C'est la raison sur laquelle vous ne nous interrogez pas, parce que, s'il faut 7 ans, c'est parce que l'on a un peu réfléchi et discuté, et que c'est une durée pendant laquelle il est possible de rentabiliser l'investissement. De toute manière, dans une délégation de service public, à la fin de chaque année, on discute avec le délégataire et on vous présente d'ailleurs – vous ne vous intéressez pas du tout à cela – un CRAC qui vous permet de faire le point. On fait ça pour l'électricité, on fait ça pour le gaz, on fait ça pour les tramways, pour tous les délégataires. On l'a fait pour la crèche. Vous avez des comptes, chaque année, qui passent devant nous et sur lesquels vous intervenez. Là, littéralement, comme Madame SANTARELLI l'a parfaitement dit, ce n'est pas une question religieuse de choisir la DSP. Il ne faut pas s'y accrocher, mais il nous paraît que c'est la solution la plus adaptée à la situation d'aujourd'hui. Si on passe avec une entreprise, elle sera plus à même que nous de suivre les évolutions technologiques. Et elles vont être considérables dans ce domaine, à l'image du LAPI, le système qui permet une lecture automatique des plaques d'identité – et on en aura d'autres. Madame MARION se chargera de trouver des entreprises qui le feront, et nous arriverons à un résultat. Ne dites pas que l'on va accroître le poids sur les automobilistes. Sur les automobilistes qui ne paient pas, oui. Mais vous ne pouvez pas nous demander de ne pas les faire payer. C'est scandaleux qu'ils ne paient pas. On n'augmente pas du tout le poids de la charge. A nous de calculer.

Max LEVITA : On vous les présentera, vous verrez à ce moment-là. Je n'en sais rien. C'est en cours. Il faut que l'on mette une liaison entre tout. Il y a des parkings souterrains, il y a des parkings publics, il y a le tram, et il faut qu'on lie tout cela. Le but poursuivi, c'est le développement des transports en commun ; mais si vous voulez garder la voiture, vous gardez la voiture, et on vous offre les moyens. Mais la gratuité, cela relève du délire. Si vous mettez la gratuité, vous mettez votre « bagnole », et c'est fini. Elle campe là-dessus. On a des parkings qui fonctionnent comme ça. Donc, la gratuité, cela relève du délire. Je ne suis pas d'accord avec Michaël DELAFOSSE. Ce n'est pas une conception régalienne que de faire payer, c'est de fixer les conditions. Et ça, c'est nous.

Applaudissements dans la salle.

Monsieur le Maire : J'ai donné une minute de plus à tous les intervenants, sauf à Monsieur DELAFOSSE, donc je lui dois, et après, je fais voter.

Michael DELAFOSSE : Monsieur le Maire, ce sera une explication de vote de notre groupe, tout simplement. Politique de mobilité, bien sûr, choix politique. Et ce que nous pensons sur ce sujet-là, qui est la question de la mobilité qui, sur le territoire de Montpellier a toujours été l'expression d'une volonté politique, avec des outils

publics, c'est que l'ensemble de la chaîne de la décision, ici, jusqu'à l'opérateur qui effectue le contrôle, doit être un acteur public. Y compris, nous pensons que les choix technologiques innovants qui doivent être mobilisés, nous avons, la collectivité, vous avez, puisque c'est vous qui êtes en responsabilité, la capacité de les susciter avec les concours d'innovation. Pour les agents supplémentaires, ça a été dit, et on a eu un éloge des ASVP, il peut y avoir aussi des opérations de redéploiements internes pour que ce soient des postes publics. Voilà, c'est notre conception, nous pensons que cela doit rester une mission de service public. C'est pour cela que nous voterons contre cette proposition de DSP. Autant, sur celle d'après, je gagne un peu de temps, on votera pour, parce que la question de la fourrière relève d'une autre logique, et la question du périmètre du service public et de comment on le conçoit doit être une approche pragmatique selon les sujets.

Monsieur le Maire : Tout ça est parfait. Donc, je vais mettre aux voix. Qui est contre ? Eh bien, nous venons d'inventer une nouvelle engeance dans le pays. Oui, avant, il y avait l'UMPS, c'est vous qui le disiez. Maintenant, il y a l'UMPSFN. Ce qui est normal, parce que vous avez les mêmes fonctionnements de partis politiques. Tout à fait normal, vous êtes habitués, tous, aux mêmes fonctionnements, et ces fonctionnements sont en train d'éloigner les citoyens des urnes.

Applaudissements dans la salle.

Monsieur le Maire : Magnifique. Vous lirez le petit livre que j'ai commis : *Réparer la République*. Tout est marqué, mais ce soir, je l'ai en direct. D'ailleurs, je ne sais pas ce qui me retient de faire revoter pour me régaler un peu plus.

Applaudissements dans la salle.

Monsieur le Maire : Il y a Madame BURKI qui m'a répondu. C'est mon ami, Manuel, laissez-le.

Monsieur le Maire : Mais c'est impossible, à 5 %, vous ne pouvez pas être président. A 5 %, vous ne pouvez pas être président.

Monsieur le Maire : J'en suis fier. Je suis fier d'être proche des ouvriers, des employés, des mecs qui mettent leurs mains dans le moteur, de ceux qui ont un peu dans leur tête l'appréhension du réel et du quotidien. Moi, je n'ai pas fait l'ENA, je n'ai pas fait HEC, je n'ai pas fait les grandes écoles, je ne sors pas de la faculté de droit et de sciences économiques de Montpellier. Je suis un petit artisan, et cela me va bien, parce que les boulons, je sais les démonter.

Applaudissements dans la salle.

Monsieur le Maire : Merci, Madame BOUALLAGA, grâce à vous, je vais être obligé de faire revoter. Regardez, regardez, réfléchissez et méditez. Qui s'abstient ? 2 abstentions, merci.

Pour : 45

Contre : 13 (Françoise BONNET avec la procuration de Hervé MARTIN, Nancy CANAUD, Perla DANAN, Michaël DELAFOSSE, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Julie FRECHE avec la procuration de Clare HART, France JAMET, Mustapha MAJDOUL, Jean-Pierre MOURE, Audrey LLEDO)

Abstentions : 2 (Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD)

Adopté à la majorité.

Monsieur RASSAT entre en séance.

26. Délégation de Service Public Délibération de principe Fourrière Automobile

Par délibération du 7 novembre 2011, la Ville de Montpellier a confié à EFFIA Stationnement l'exploitation du service public de Fourrière Automobile par convention de Délégation de Service Public pour une durée de

six ans à compter du 1^{er} janvier 2012. Par délibération en date du 17 décembre 2015 une cession de contrat entre la société EFFIA Stationnement et la société Enlèvement et Gardiennage Service (E.G.S) a été validée et a fait l'objet d'un avenant.

Le contrat de Délégation de Service Public sera à renouveler à compter du 1^{er} janvier 2018.

En conséquence, il convient dès à présent d'entamer la procédure prévue par les articles L.1411-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales pour la désignation, à partir du 1^{er} janvier 2018, d'un délégataire dans le cadre d'un nouveau contrat de Délégation de ce Service Public.

Le Conseil Municipal aux termes de la loi, doit maintenant se prononcer sur le principe de cette délégation ci-après définie dans ses grandes lignes et précisées dans le rapport de présentation joint en annexe.

Un choix s'offre à la ville entre la gestion en régie ou la gestion déléguée. Pour les raisons suivantes, il a été décidé de recourir à la gestion déléguée :

- La gestion d'une fourrière automobile nécessite des savoir-faire généralement mieux maîtrisés au sein d'entreprises spécialisées ;
- La mise en œuvre de compétences diversifiées dans le cadre des traitements des véhicules hors d'usage et voués à la destruction (respect du code de l'environnement concernant les métaux ou matériaux polluants) ;
- L'intervention d'expert automobile pour la classification des véhicules ;
- Le recours à une entreprise spécialisée dans les activités fourrière permet de mettre au service de l'exploitation des compétences valorisées par l'échange d'expériences et le retour de pratiques professionnelles ;
- Sur le plan financier, la gestion du service expose la collectivité à un certain nombre de risques sur les coûts d'exploitation. Le recours à la Délégation de Service Public permet une meilleure maîtrise de ses coûts dans la mesure où ils sont analysés, négociés et arrêtés de manière contractuelle en début de convention.

La Fourrière Automobile, à partir du 1^{er} janvier 2018, sera confiée pour une période comprise entre 6 ou 7 ans, à un délégataire qui en assumera la gestion pour la ville :

- Le délégataire assurera la gestion du service à ses risques et périls, sa rémunération devant être assurée substantiellement par les résultats de l'exploitation ;
- Le délégataire sera responsable de la continuité du service et de l'égalité des usagers ;
- Le délégataire appliquera les orientations souhaitées par la collectivité, mais il sera responsable des opérations conduites.

Le principe du renouvellement de la délégation et ses caractéristiques principales ont été soumis à l'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux et du Comité Technique Paritaire.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal, vu l'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux et du Comité Technique Paritaire :

- d'approuver les orientations principales et les caractéristiques de la délégation que doit assurer le délégataire, telles qu'elles sont définies dans le rapport de présentation joint en annexe ;
- de décider le lancement de la procédure de mise en concurrence telle que définies aux articles L 1411-1 et suivants du C.G.C.T. qui conduira à la désignation du délégataire de la Fourrière Automobile ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, son représentant ou l'Adjoint Délégué à signer tout document se rapportant à cette affaire.

France JAMET : Je vais vous faire l'économie d'un long discours. J'ai juste une question et une remarque par rapport à ce que vous venez dire. Je vous ferai remarquer que c'est justement ces gesticulations qui ont éloigné les citoyens non pas des urnes, mais de vos bulletins de vote.

Monsieur le Maire : Cela vous gêne, Madame JAMET, quand je dis ça, parce que Front national a pris pour habitude d'expliquer qu'il est hors système, alors qu'il est l'incarnation du système, avec une commission d'investiture, avec une commission pour des conflits, avec des dons au parti, il reçoit des subsides du gouvernement, comme les autres partis politiques, en fonction de son nombre d'électeurs. Il y a une commission d'exclusion. Madame JAMET, vous faites partie du Front national qui est un parti politique, comme les autres.

France JAMET : Vous n'allez pas me la jouer à la TRUMP.

Monsieur le Maire : Si vous n'étiez pas un parti comme les autres, vous seriez interdits.

France JAMET : Ce que vous appelez les subsides, c'est ce que tous les partis politiques touchent en fonction du nombre d'électeurs. C'est parce que c'est comme cela que l'on fait fonctionner la démocratie.

Monsieur le Maire : Nous, on n'a pas de subsides.

France JAMET : Vous me la faites à la TRUMP. Vous dites que nous avons une commission des conflits, mais, dites-moi, Monsieur le Maire...

Monsieur le Maire : Je soutiens Hilary CLINTON, pas TRUMP.

France JAMET : Monsieur le Maire, quand la tête de quelqu'un ne vous revient pas, vous le virez comme cela, sans lui donner la possibilité de s'expliquer ?

Monsieur le Maire : Madame JAMET, acceptez que les partis politiques reçoivent les mêmes avantages du gouvernement. Dites-le pour une fois à l'écran aux Montpelliérains qui vous écoutent.

France JAMET : Aux Montpelliérains, je tiens à dire qu'ils continuent, parce que toutes ces déclarations que vous pouvez faire ou ces gesticulations n'empêchent pas que notre mouvement est en train de grandir de plus en plus et que, malgré tout ce que vous faites et tout ce que vous dites, la réalité est que l'on présente véritablement une alternative. Vous pouvez dire tout ce que vous voulez, mais ce sont les électeurs qui viennent à nous. Ils viennent de l'UMP, ils viennent du PS et ils viennent du PC, et ils sont les bienvenus, parce que nous avons un objectif, nous avons un programme, un projet, nous avons une autre vue. Je voulais juste vous poser une question.

Monsieur le Maire : Allez-y, parce que vous avez presque épuisé votre temps de parole.

France JAMET : Il faudra me donner le temps de parole parce que, chez Madame DELGA, c'est minuté à la seconde. Si la DSP, c'est si bien que ça et que c'est la panacée, pourquoi est-ce qu'on est passés en régie pour l'eau ?

Monsieur le Maire : Parce que, grâce à la régie publique de l'eau qui était un souhait qu'avaient formulé de nombreuses communes de la Métropole, nous avons pu proposer un contrôle citoyen et une diminution du prix du mètre cube.

France JAMET : Citoyen ? Alors que le Front national est écarté de ces instances ? Vous m'expliquerez.

Monsieur le Maire : Pas du tout. D'ailleurs, j'ai l'honneur de vous faire part de l'invitation qu'a faite à la Métropole de Montpellier Madame le Maire Podemos de Madrid, qui nous a invités pour avoir notre expertise sur la régie publique de l'eau. Vous avez bien fait de me le rappeler, j'allais l'oublier.

France JAMET : Cela veut dire quoi ?

Monsieur le Maire : Cela veut dire que c'est une très bonne mesure.

France JAMET : Cela veut dire que l'on n'est toujours pas admis. On n'est pas admis dans le conseil d'administration.

Monsieur le Maire : Si vous regardez le taux de pénétration de cette mesure chez les Montpelliérains et les habitants de l'Agglo, tout le monde cautionne la régie publique de l'eau.

Max LEVITA : J'ai juste un chiffre à vous donner. Simplement pour que vous sachiez comment cela fonctionne, la DSP fourrière. Nous avons une partie fixe, Monsieur DOMERGUE, qui s'élève à 50 000 euros, et, deuxième point, à partir du moment où le chiffre d'affaires dépasse 1,15 millions d'euros, nous avons droit à 50% de cette augmentation, une fois réglé le problème de la TVA. Voilà comment cela fonctionne. Donc, là, vous n'y voyez aucune objection. Dans tous les cas, cela fonctionne comme cela. Cela a été bien fait, et c'est un système qui est, celui-là, sous le contrôle de Madame SANTARELLI, directement, et de ses services. Et cela fonctionne. Nous n'avons pas de plaintes particulières dans ce domaine.

Pour : 59

Contre : 2 (France JAMET, Audrey LLEDO)

Abstentions :

Adopté à la majorité.

27. L'Animal en Ville - Convention pour la gestion des abris à chats entre la Ville de Montpellier, la Fondation 30 Millions d'Amis, les Pattounes du Coeur et l'Ecole du Chat

La Ville de Montpellier est confrontée, depuis de nombreuses années, à la multiplication de chats errants sur son territoire.

Afin d'assurer sécurité, tranquillité et salubrité publiques sur la commune, en cohérence avec les pouvoirs de police du Maire, et afin de compléter et d'optimiser les actions de stérilisation féline, il est proposé, en partenariat avec les associations de protection animale, d'implanter des abris pour chats libres dans plusieurs quartiers de la commune.

Comme le prévoit l'article L.211-27 du Code Rural, cette démarche vise à renforcer la mission de régulation de la population féline, tout en garantissant le respect de l'animal.

Ces installations, dont le don est fait à la Ville par la Fondation 30 millions d'Amis à la Ville, seront installées dans des endroits où la prolifération de chats a été identifiée. Elles faciliteront les interventions de stérilisation grâce à une meilleure localisation, et permettront aux chats d'avoir accès à un refuge leur assurant nourriture et protection contre les aléas climatiques et maltraitements possibles.

Afin de mener à bien cette action, la gestion quotidienne de ces abris sera prise en charge par les associations de protection animale partenaires, qui désigneront un bénévole référent pour chaque site.

Ce projet entre la Ville de Montpellier, la Fondation 30 millions d'Amis, l'Ecole du Chat et les Pattounes du Cœur, fait donc l'objet d'une convention, annexée à la présente délibération, précisant les modalités de ce partenariat.

Ce partenariat pourra être par la suite étendu à d'autres associations, sous réserve de la signature d'une convention à cet effet.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'approuver la convention de partenariat entre la Fondation 30 millions d'Amis, les associations Les Pattounes du Cœur, L'École du Chat et la Ville de Montpellier précisant les obligations de chaque partie ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut l'Adjointe déléguée, à signer ladite convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Pour : 61

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

Monsieur COUSQUER sort de séance.

28. Réalisation d'un nouveau groupe scolaire dans le quartier Port Marianne: Approbation de l'opération - Lancement d'un concours de maîtrise d'œuvre - Autorisation de déposer les autorisations d'urbanisme - Demande de subventions.

Afin de répondre à la pression démographique très forte que connaît la Ville de Montpellier, la construction de 9 nouvelles écoles d'ici à 2025 est programmée par la collectivité.

Dans ce contexte, la construction d'un 4^{ème} groupe scolaire dans le quartier Port Marianne (après Michel de l'Hospital, Chengdu, Malraux) est souhaitée pour la rentrée 2020.

Partie intégrante du quartier Port Marianne, le quartier Rive gauche, créé sous forme d'une zone d'aménagement concertée (ZAC), est un secteur à fort enjeu pour la Ville de Montpellier. Ce quartier, en cours d'urbanisation, proposera une combinaison de logements, de locaux d'activités (bureaux et commerces), et d'équipements de proximité, en particulier dans le domaine de l'éducation.

Le programme général de cette opération comprend :

- 10 classes élémentaires, auxquelles seront rajoutés les locaux annexes indispensables (bureaux, salle multimédia, salle d'activité)
- 5 classes maternelles, ainsi que tous les locaux annexes (bureaux, dortoirs, salle de psychomotricité, salle multimédia)
- l'espace périscolaire : accueil de loisirs, restaurant scolaire et offices de restauration
- les espaces extérieurs

soit une superficie totale d'environ 3 400 m².

Le coût global de l'opération est estimé à 12,8 millions d'euros TTC.

Pour la réalisation de cette opération, la maîtrise d'œuvre sera confiée à une équipe désignée par le biais d'un concours restreint d'architecture parmi 5 candidats retenus conformément aux articles 88 à 90 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

Il convient de constituer un jury en application de l'article 89 dudit décret. Il sera composé des membres de la commission d'appels d'offres et de personnes qualifiées (architectes ou maître d'œuvre) représentants au moins un tiers des membres du jury.

Il est proposé d'attribuer une prime forfaitaire de 28 000 € HT aux candidats admis à concourir.

La conduite de cette opération est confiée à la Direction Architecture et Immobilier de la Ville de Montpellier.

Enfin, afin de réaliser ces travaux, il conviendra d'une part de déposer les autorisations d'urbanisme, et d'autre part de lancer toutes les consultations nécessaires à la réalisation de cette opération.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- de décider de réaliser l'opération et d'approuver le programme général décrit ci-dessus ;
- de lancer toutes les consultations nécessaires à la réalisation de cette opération, et notamment un concours restreint d'architecture conformément aux articles 88 à 90 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- de décider que les cinq candidats admis à concourir après sélection recevront une prime maximale d'un montant de 28 000 € H.T. par équipe ;
- de passer, avec le lauréat du concours, un marché public pour une mission complète de maîtrise d'œuvre ;
- d'autoriser, si nécessaire, la prise en charge par la commune d'indemnités pour le temps passé et les frais engagés par les personnes qualifiées invitées à participer aux réunions du jury ;
- de solliciter les subventions les plus larges possibles pour la réalisation de ce projet ;
- de dire que la dépense sera imputée sur les crédits inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué à signer tous les documents relatifs à cette affaire et notamment les autorisations d'urbanisme afférentes.

Pour : 60

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

Mesdames JANNIN, MARTIN-PRIVAT et PEREZ sortent de séance.

29. Attributions de subventions

Participation des associations aux Temps d'Activités Périscolaires (TAP)

Bilan des projets réalisés pendant l'année scolaire 2015-2016

Ajustements pour l'année scolaire 2016-2017

1/ Bilan des projets réalisés pendant l'année scolaire 2015-2016 :

Par délibérations en date du 7 Mai, 23 Juillet et 5 Novembre 2015, le Conseil Municipal avait attribué des subventions à 175 projets associatifs afin de permettre à des associations d'intervenir en temps périscolaires pour y réaliser des activités auprès des enfants. Ces projets avaient vocation à se dérouler pendant l'année scolaire 2015-2016, de septembre 2015 à juin 2016.

Conformément à ce que prévoient les conventions de financement, les associations ont reçu un premier versement de 70% du montant de la subvention au début de leur action. Le solde, soit 30%, doit ensuite être versé après la fin de l'action, sur la base du bilan et des pièces justificatives présentées par les associations.

Or, à l'issue de l'action, il apparaît que certains projets associatifs n'ont pas été réalisés comme prévu. Il convient donc de prévoir la réduction ou l'augmentation du montant de la subvention, pour l'adapter au projet effectivement réalisé.

Code	Association	Projet	Ancienne subvention	Nouvelle attribution
6322	Sonikete Flamenco	Dans et musique flamenco	8700	6610
5727	Associations En Jeux	Le jeu de société pour apprendre	7000	4900
1549	Comité Départemental Sport adapté de l'Hérault	Activités physiques adaptées CLIS 1 Mosson	3000	4500
1549	Comité Départemental Sport adapté de l'Hérault	Activités physiques adaptées CLIS 1 Près d'Arènes	5500	3850

D'autres projets n'ont pas pu être finalisés dans les temps en raison de l'annulation de quelques séances d'activités pour des raisons fortuites (intempéries, grèves, intervenant malade...), mais les associations sont volontaires pour finir le projet pendant le premier trimestre de l'année scolaire 2016-2017. Il convient pour cela de proroger la durée d'application de la convention jusqu'au 31 décembre 2016.

Code	Association	Projet	Durée du projet prorogé jusqu'au 31/12/ 2016
5537	Mom'art Factory	Des histoires dans ma valise	x
3230	Maison de l'Architecture	Sensibilisation en architecture	x
8898	La petite Fabrique	Créativité et arts plastiques	x
6191	Ecoartis	Anime les histoires	x
789	CD UFOLEP 34	Animations Educatives Périscolaires Voltaire & Pagnol	x
789	CD UFOLEP 34	Animations Educatives Périscolaires Baudelaire et Kipling	x

2/ Ajustements pour l'année scolaire 2016-2017 :

Afin de faire face aux aléas de mise en œuvre des projets périscolaires et de les adapter aux besoins des écoles, il est proposé d'attribuer de nouvelles subventions, dans le cadre de l'enveloppe budgétaire impartie pour l'année 2016.

Code	Association	Projet	Montant de la subvention
789	CD UFOLEP 34	Activités périscolaires Beethoven	7450
1469	Les Francas de l'Hérault	Animathèque	7450
	Groupe Naturaliste de l'université de Montpellier	« Unis vers la cité » : Initiation à la biodiversité	1500

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- de décider des modifications des montants des subventions ou la prolongation de la durée de validité des conventions, telles que définies ci-dessus ;
- de décider de l'attribution de nouvelles subventions telles que définies ci-dessus ;
- d'imputer les dépenses correspondantes sur le budget de la Ville, tous chapitres ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Maire : Qui demande des explications complémentaires ? Madame JAMET.

France JAMET : Nous sommes toujours surpris de ne pouvoir procéder par division.

Monsieur le Maire : Il y a zéro division. Tout est voté en bloc.

France JAMET : Donc, nous voterons contre en bloc.

Pour : 55

Contre : 2 (France JAMET, Audrey LLEDO)

Abstentions :

Adopté à la majorité.

*Mesdames MARTIN-PRIVAT et PEREZ, Monsieur COUSQUER entrent en séance.
Monsieur YOUSSEUS sort de séance.*

30. Mise à disposition de locaux scolaires pour les associations.

Autorisation de signer les conventions d'occupation.

Approbation des subventions en nature.

Dans le cadre de la mise à disposition de locaux auprès d'associations, il est proposé de poursuivre l'action de la Ville de Montpellier auprès des associations en procédant à la signature de conventions spécifiques pour l'occupation des locaux scolaires.

L'article L212-5 du Code de l'éducation prévoit que la Ville peut, sous sa responsabilité, utiliser les locaux et les équipements scolaires afin d'y organiser des activités à caractère culturel, sportif, social ou socio-éducatif compatibles avec la nature des installations et l'aménagement des locaux pendant les heures ou les périodes au cours desquelles ils ne sont pas utilisés pour les besoins de la formation initiale et continue.

Ces locaux peuvent également être utilisés hors temps scolaire par des associations. Dans ce cas, la Ville signe avec l'occupant une convention prévoyant les conditions d'utilisation des locaux, après avis du conseil d'école. Cette convention précise les règles de sécurité que doit respecter la personne responsable en lieu et place du Maire et notamment l'application du Plan particulier de Mise en Sécurité (PPMS) de l'école.

Par ailleurs, les locaux scolaires faisant partie du domaine public de la Commune, leur occupation ou utilisation relève des dispositions du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques (articles L2125-1 et suivants) et doit donner lieu au paiement d'une redevance sauf à justifier de l'intérêt général des activités exercées par l'association.

Les activités proposées par les associations dans le domaine sportif ou culturel étant reconnues d'intérêt général, la commune peut donc accorder des occupations à titre gratuit. Cependant, il convient de valoriser cette aide en nature et de la mentionner sur le compte administratif de la Ville.

Un coût réel prenant en compte les charges de personnel, les divers abonnements, les fluides, l'entretien et maintenance a été estimé à 5 € par salle occupée et par heure d'utilisation.

ASSOCIATIONS	ADRESSE	ECOLE MISE A DISPOSITION	Montant subvention en nature
Club sportif IBM MTP	Rue de la Vieille Poste	Jacques Brel	350 €
AMS SIAM ENERGY	158 rue Raoul Follereau	Sigmund Freud	940 €
LA MAISON DU JUDO	93 rue du Fbg Boutonnet	François Mitterrand	725 €
LA MAISON DU JUDO	93 rue du Fbg Boutonnet	Pottier/Sibelius	855 €
Montpellier Dojo d'Aikido Traditionnel	140, avenue du Château d'ô 34090	Jean Zay	360 €
Ecole des Arts Martiaux Chinois	1047, avenue Villeneuve d'Angoulême 34070	Sigmund Freud	420 €

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la convention de mise à disposition type jointe en annexe et l'attribution des créneaux d'utilisation pour les associations désignées dans le tableau ci-dessus.
- de prévoir que la convention comportant l'engagement d'appliquer le Plan particulier de Mise en Sécurité (PPMS) soit signée par toutes les associations préalablement autorisées à bénéficier d'une mise à disposition de locaux pour l'année scolaire 2016/2017.

- d'approuver les subventions en nature mentionnés sur le tableau attributif qui seront portées au compte administratif de la Ville.
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou par délégation, l'Adjointe déléguée, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Monsieur le Maire : Madame MARSALA.

Isabelle MARSALA : Je vais en profiter pour vous faire un petit tour sur les PPMS que nous voyons apparaître, car l'affaire que je vous présente est assez simple.

L'affaire est très simple : vous savez qu'il y a des associations qui, hors temps scolaire, utilisent les locaux scolaires. Nous avons une convention que nous travaillons avec elles pour leur donner des autorisations en accord avec le personnel de l'école, et nous avons demandé à ces associations de remettre à jour leur convention avec l'association du PPMS. On est très clairs. Maintenant, peut-être que je pourrais faire un petit point sur ce qu'est le PPMS. C'est le plan particulier de mise en sécurité. C'est un plan qui est destiné à aider les directeurs d'école et les équipes à se préparer à l'éventualité d'un accident majeur ; il est élaboré dans la perspective de pouvoir réagir dans les premières minutes en cas d'accident grave, avec les comportements appropriés. Sachant que les services de secours évidemment doivent prendre le relais très rapidement. Le PPMS est arrivé par le bulletin officiel de l'Éducation nationale du 30 mai 2002. Il doit répondre aux questions suivantes : quand déclencher l'alerte, comment déclencher l'alerte, quelles consignes appliquer dans l'immédiat, où et comment mettre les élèves et les personnels en sécurité, comment gérer la communication avec l'extérieur et quels documents et ressources sont indispensables ?

Ce PPMS est intéressant et très important, à la fois sur le temps scolaire et sur le temps périscolaire. Il nécessite de trouver un lieu sur l'établissement pour un système de repli. Il y a un grand nombre de sites à traiter, il y a un temps et des compétences pour réaliser ce PPMS. Donc, on travaille beaucoup par formation en amont. Et il y a la responsabilité de la rédaction de ce document qui est écrit par le directeur d'école en tant que chef d'établissement. La Ville aide à cette rédaction, et Monsieur le Maire est responsable sur son territoire communal de s'assurer que toutes les écoles nous livrent bien un PPMS en bonne et due forme. A ce jour, à la Ville de Montpellier, nous avons reçu 110 PPMS à jour sur 114. Donc, il nous en reste 4, de directeurs qui ont eu quelques difficultés à remplir, mais j'espère bien que, d'ici le prochain Conseil municipal, tout sera à jour. La Ville fournit aussi du matériel pour aider les écoles en cas de problème. Cela s'appelle des malles PPMS. Et, là, nous sommes totalement à jour.

Je vais en profiter aussi – j'espère que j'ai été claire – surtout dans cette période où, en début d'année, l'État nous a demandé un effort considérable et sur un temps extrêmement court pour sécuriser nos écoles. Nous avons reçu quand même un courrier 4 jours avant la rentrée scolaire nous demandant de sécuriser les écoles sur toute la Ville de Montpellier – je vous rappelle, 123 écoles – sur les nouvelles mesures de sécurité anti-terroriste. Nous sommes en chemin, nous avons travaillé au mieux nos dossiers, l'État nous a fait la gentillesse, aussi, de nous proposer une aide sur laquelle nous avons très exactement 2 jours pour remplir les dossiers, dossiers extrêmement compliqués qui sont en liaison avec à la fois la préfecture, le rectorat et les écoles en lien direct. Nous avons travaillé comme des forcenés pour donner des demandes qui soient à peu près cohérentes au niveau de l'État, et nous attendons un petit peu le résultat des courses pour savoir le budget que la Ville va pouvoir engager, sachant que nous sommes sur un budget au niveau des travaux qui sera au bas mot de 500 000 euros et un budget au niveau du personnel que je ne préfère même plus évoquer. Donc, le PPMS, pour l'instant, est en place. Cela fait déjà 2 années que nous le travaillons. Nous n'avons pas attendu les derniers règlements de comptes. Une information vient de tomber, toute fraîche : il y a, le 15 novembre, une journée où les écoles vont faire face à la gestion d'une situation de crise causée par un risque d'inondation. Toutes les écoles de la ville vont travailler en même temps sur ce PPMS, avec un exercice de simulation, voilà. C'est très nouveau, c'est la première année qu'on le fait. Toutes les écoles vont être impliquées, et je pense que, là, il va y avoir une expérience intéressante puisque, de la pratique, viendra une plus grande sécurité à venir. C'est un exercice qui est porté de façon, je tiens à le souligner, très intelligente par le syndicat du bassin du Lez, en partenariat avec la Ville de Montpellier.

Monsieur le Maire : Merci beaucoup, Isabelle. Qui souhaite s'exprimer ? Madame LLEDO et Madame BRISSAUD.

Audrey LLEDO : J'ai une petite question simple. Je me dis que les associations qui vont utiliser les écoles et qui les utilisent déjà pour certaines vont avoir besoin de locaux pour stocker leur matériel, d'armoires, et de pièces extérieures. Je le sais parce que, moi qui ai, pour payer mes études, donné des cours pour les TAP, il y avait toujours ce problème de stockage du matériel pour éviter les vols, les pertes, etc., etc. Aujourd'hui, on doit stocker dans une école trop petite le matériel de l'école, le matériel des associations de TAP et le matériel des autres associations. Je me demande s'il va y avoir des systèmes mis en place dans les écoles. Est-ce qu'on va donner, prêter ou fournir des armoires aux écoles pour stocker le matériel, agrandir les écoles pour qu'elles aient des locaux pour leurs associations ou pas ?

Monsieur le Maire : Avant de passer la parole à Madame BRISSAUD, je fais un petit correctif. Ce n'est pas 500 000 euros, l'évaluation des travaux dans les écoles, c'est 5 millions d'euros. 5 millions d'euros d'estimation des travaux que nous avons couchés sur le papier, sur une lettre, un courrier que nous avons adressé au préfet, comme il nous le suggérait. L'évaluation a été faite sous forme de deux courriers de 4 pages chacun. Et envoyé dans les temps, c'est-à-dire 2 jours après la demande.

Anne BRISSAUD : Alors, je vais tenter d'être positive, cette fois-ci. Je me dis que ça part d'une bonne intention, et j'espère que ce sera efficace parce qu'on a déjà eu plusieurs remontées sur le fait que, effectivement, pendant les TAP, les lieux, les établissements publics manquaient de sécurisation, et on ne savait pas à qui s'adresser exactement, qui était le responsable, le directeur de l'école, le responsable de TAP ou pas. Et les parents se sentaient un petit peu démunis face à cela.

Monsieur le Maire : Merci, Madame BRISSAUD, de votre intervention très positive. Si vous continuez à être positive comme cela, peut-être qu'on va vous soutenir un peu pour les législatives.

Isabelle MARSALA : Tout d'abord, mes excuses pour le chiffre. Effectivement, 5 millions d'euros. Je crois que cela me fait tellement peur, un chiffre pareil, que j'ai tendance à le voir à la baisse.

Madame LLEDO, les conventions que nous repassons sont sur des associations qui sont déjà en place depuis de nombreuses années. Nous avons simplement demandé à chaque association de nous retourner la convention avec ce nouveau paragraphe sur les PPMS. Mais il n'y a pas de nouvelles associations qui vont utiliser les locaux des écoles, donc nous sommes toujours dans le même cadre, et les locaux sont déjà en habitude d'être utilisés par ces associations. Il n'y a pas de problème de stockage puisque, là, je vous rappelle que nous ne sommes pas sur un temps des TAP où le matériel reste dans l'école, mais sur un temps hors scolaire où nous prêtons les locaux pour des activités de l'association – cours de danse, arts plastiques, etc. Beaucoup de choses se passent sur les écoles.

Madame BRISSAUD, pareil. Là, nous ne sommes pas sur les temps des TAP. Tout le personnel de la Ville et le personnel enseignant a déjà suivi une formation au niveau des risques majeurs afin de pouvoir faire face. Là, ce sont des associations qui doivent aussi maintenant être soumises aux mêmes rigueurs, puisque les associations sont là, hors temps scolaire ou périscolaire, donc à des moments où nos personnels ne peuvent pas faire face en cas de problème. Donc, il est très important que toutes les personnes qui utilisent les locaux scolaires aient exactement les mêmes éléments entre les mains et puissent agir de la même façon, avec la même assurance. Mais, je vous rassure, on a été progressivement dans les écoles, et, à l'heure actuelle, tous les personnels ont suivi une formation en cas d'accident, sur l'attitude à tenir. Nous sommes à jour.

Monsieur le Maire : Merci.

Pour : 57

Contre :

Abstentions : 2 (France JAMET, Audrey LLEDO)

Adopté à l'unanimité.

Madame JANNIN entre en séance.

Mesdames BRISSAUD et SALOMON sortent de séance.

31. Foyer Saint Côme - Autorisation donnée au CCAS de procéder à la désaffectation du site dans le cadre l'opération Sentinelle

Le CCAS est propriétaire du site où se trouve l'ancienne résidence Foyer Saint Côme au 13 rue de l'Ecole Normale.

Ce site, accueillant jusqu'en 2011 un établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes, a fait l'objet peu à peu d'une désaffectation, jusqu'à n'être que très partiellement utilisé à ce jour.

Au titre de l'article L 2241-5 du CGCT qui dispose que « *les délibérations par lesquelles les commissions administratives chargées de la gestion des établissements publics communaux changent en totalité ou en partie l'affectation des locaux ou objets immobiliers ou mobiliers appartenant à ces établissements, dans l'intérêt d'un service public ou privé quelconque, ou mettent ces locaux et objets à la disposition, soit d'un autre établissement public ou privé, soit d'un particulier, ne sont exécutoires qu'après accord du Conseil municipal* », le CCAS a sollicité la Ville de Montpellier en vue de l'autoriser à procéder et à constater formellement la désaffectation totale du site, qui ne sera plus utilisé par les publics dont le CCAS a la charge.

Etant donné la sous-utilisation de ce bien à destination des publics gérés par le CCAS, il est proposé d'autoriser le CCAS à procéder à sa désaffectation complète en vue de sa mise à disposition au bénéfice des services de l'Etat au titre de l'opération Vigipirate - Sentinelle

En effet, par transmission en date du 5 septembre 2016, Monsieur le délégué militaire départemental de l'Hérault a informé la Ville de la délocalisation prochaine à Nîmes du détachement Vigipirate – Sentinelle affecté aux opérations de protection sur Montpellier à défaut de trouver une solution d'hébergement adéquate.

Les temps d'intervention rapides exigés par la réquisition de ces personnels pour la protection de la population montpelliéraine ne seraient, le cas échéant, plus respectés.

Aussi, afin de répondre à cette nécessité impérieuse, il est proposé de mettre le Foyer Saint Côme à disposition temporaire des Armées.

Le conseil d'administration du CCAS sera amené à délibérer lors de sa prochaine session sur ce dossier en vue, de constater la désaffectation formelle du site, et, par suite, de procéder si nécessaire à son déclassement.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'autoriser le CCAS à procéder et à constater la désaffectation totale du site de l'ancienne résidence-foyer Saint Côme situé 13 rue de l'Ecole Normale,
- d'autoriser après désaffectation le CCAS à mettre à disposition ce bien au profit de l'Etat – délégation militaire départementale de l'Hérault,
- d'autoriser Monsieur le Maire ou l'adjoint délégué en vue de signer tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Maire : Demande qui nous a été faite par l'Etat. Et en particulier par l'armée, par le colonel CHAAR, que j'ai reçu, par l'intermédiaire de Lorraine ACQUIER et avec l'aide d'Annie YAGUE, vice-présidente du CCAS. Dites un mot, Annie, s'il vous plaît, sur le fait de conserver la compagnie de Sentinelle à Montpellier.

Annie YAGUE : Tout d'abord, un petit point sur le foyer Saint-Côme, qui était désaffecté depuis de nombreuses années, en tout cas dans sa plus grande partie. Et qui n'était utilisé que pour la Maison des seniors constituée par une dizaine de personnels sur ce lieu énorme, puisque c'est plusieurs milliers de mètres carrés. Donc, il y a quelques mois, nous avons décidé, avec l'équipe de cette direction, de rediriger la Maison des seniors vers le siège du CCAS. D'ailleurs, cela a été très profitable, parce que, depuis, la fréquentation de la Maison des seniors n'a cessé d'augmenter, le foyer étant assez confidentiel. Pour le trouver, il y avait des difficultés, et les gens avaient du mal à le localiser à Montpellier.

En tout cas, nous avons décidé de procéder à la désaffectation du lieu, ceci même avant que la proposition, la demande des militaires vienne jusqu'à nous. Aujourd'hui, il est important de souligner que cette désaffectation va nous permettre de nous donner l'opportunité de donner aux militaires un lieu de vie accueillant pour le détachement Vigipirate Sentinelle, ce qui va permettre aussi à la Ville de Montpellier d'être surveillée de manière efficace. Parce que, si nous n'avions pas pu proposer un lieu de vie à ce régiment, ce régiment serait réparti à l'extérieur, soit à Nîmes soit dans une autre ville, et n'aurait pas permis à Montpellier d'avoir une surveillance efficace et immédiate dans le cadre de la situation actuelle de notre pays et sous la menace des terroristes que nous subissons.

Nancy CANAUD : Je trouve que c'est une belle décision, un beau programme, parce que, habitante de ce quartier, quand je vois de l'état dans lequel est l'ancienne maternité et la maison rue Saint-Côme, je trouve que ce quartier était tombé, je ne vais pas dire déshérence parce que, quand même, c'est un quartier qui a un certain charme, mais je trouvais qu'il y avait vraiment une action à faire, en particulier pour cette maison Saint-Côme. Quand on passe devant, elle est inutilisée depuis pas mal de temps, quand même.

Monsieur le Maire : Bien sûr, donc, il fallait le faire. Nous l'avons fait, et je vous indique les avancées sur la friche de l'ancienne maternité, avenue du professeur Grasset. Vous dire que nous en sommes au concours d'architecture pour le conservatoire à rayonnement régional et que nous avons eu 93 candidatures de cabinets d'architectes qui ont fait chacun un projet, ce qui est énorme.

De façon générale, nous avons 20 à 30 réponses, 40. Mais, 93, c'est-à-dire une centaine de réponses, avec tous les plus grands architectes du monde, cela montre que les architectes ont besoin de travailler, c'est vrai, mais cela montre aussi que le projet de réhabilitation d'une friche de cette qualité historique et de cette qualité symbolique – parce que la maternité de Montpellier est symbolique pour beaucoup de Montpelliérains qui y sont nés, et la transformer en conservatoire avec les salles de musique, avec les espaces partagés, avec l'auditorium avec l'espace vert, le parvis –, c'est un projet qui les intéresse.

Pour : 58

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

Madame SALOMON entre en séance.

32. Approbation des conventions de partenariat « Politique de la Ville et Solidarité » entre la Ville de Montpellier, Enedis direction Hérault, l'association Le Passe Muraille et l'Association Nationale des Compagnons Bâtisseurs - Etablissements Languedoc-Roussillon

La Ville de Montpellier et Enedis Direction Hérault (ex ERDF Hérault) ont signé en en date du 27 juin 2006 une convention de partenariat au titre de la concession pour le service public de distribution d'électricité. Par délibération en date du 26 mai 2016, le Conseil de Métropole a approuvé l'avenant n°3 à la convention qui prévoit au titre de son article 4 « Politique de la Ville et Solidarité » qu'Enedis Direction Hérault s'associe à des actions menées sur le territoire de la Ville de Montpellier qui contribuent au lien social, à la lutte contre l'exclusion, au développement économique et à l'accès à l'emploi.

Au titre de l'année 2016, l'identification, les objectifs ainsi que le contenu prévisionnel de ces différentes actions font l'objet de la présente convention de partenariat (cf. annexe 1) pour laquelle Enedis Direction Hérault s'engage à mobiliser 32 000 € sous forme de co-financements ou de mobilisation de ressources en personnel interne (27 000 € en co-financement et 5 000 € de mise à disposition de ressources internes).

Dans le cadre de cette convention, la Ville de Montpellier et Enedis Direction Hérault proposent de soutenir des opérations développées par des structures ayant répondu à l'appel à projets 2016 du Contrat de Ville. Elles se déclinent comme suit :

▪ **la réalisation de chantiers citoyens par l'association Le Passe Muraille.**

Il est prévu au titre de cette action que soient réalisées cinq sessions d'une durée de 12 jours chacune. Pour chaque session, six jeunes en moyenne seront bénéficiaires de l'action.

En terme de supports d'intervention, seront pris en charge les postes de transformation repérés comme prioritaires par la Ville de Montpellier et Enedis Direction Hérault. Il sera réalisé prioritairement des couches de propreté et ponctuellement des fresques (en lien avec un artiste spécialisé proposé par l'association Le Passe Muraille). Le choix des postes de transformation retenus, le thème des fresques ainsi que le nombre à réaliser seront effectués en concertation entre la Ville et Enedis Direction Hérault et précisés dans la convention tripartite spécifique.

En complémentarité, la Ville de Montpellier proposera des supports d'intervention sur des équipements municipaux. Des supports identifiés en partenariat entre l'association Le Passe Muraille et d'autres structures pourront aussi être proposés au titre de cette action.

Différents ateliers éducatifs et de médiation sociale seront proposés aux jeunes sur chaque session de chantier citoyen autour des thématiques suivantes :

- mobilité et environnement urbain, animé par la TAM ;
- sécurité, technique et métiers autour de l'énergie, animée par Enedis ;
- prévention des addictions, animé par la Ville de Montpellier ;
- code de la route et savoir vivre ensemble, animé par la Maison de la sécurité routière.

Un atelier complémentaire sera proposé par Passe Muraille aux jeunes afin qu'ils se familiarisent avec les outils bureautiques et numériques.

L'objectif de ces chantiers est de permettre aux jeunes d'accéder à l'autonomie et à l'emploi par l'acquisition de compétences. Ils bénéficient par ailleurs d'une allocation de 300 euros pour accompagner un projet personnalisé facilitant leur insertion.

▪ **La mise en œuvre de l'Espace Ressource Habitat avec l'Association Nationale des Compagnons Bâtisseurs Etablissements LR (ANCB Ets LR).**

Porter un message autour de la sécurité des personnes et des biens vis-à-vis des dangers potentiels de l'électricité est un objectif partagé entre la Ville de Montpellier et Enedis Direction Hérault.

Dans le cadre de l'appel à projets du contrat de ville, l'ANCB propose une action intitulée « Espace Ressource Habitat » sur le quartier de la Mosson. Lieu pédagogique ouvert aux habitants du quartier, ce logement regroupe :

- un espace de mise en situation sur la maîtrise de l'énergie, la sécurité des personnes et des biens concernant les dangers potentiels de l'électricité ;
- des ateliers pédagogiques portant sur un sujet spécifique en lien avec l'habitat ;
- une outil-thèque mettant à disposition des habitants des outils en prêt, après formation, leur permettant de réaliser des travaux dans leurs logements.

▪ **le déploiement du kit pédagogique et ludique « Explorer l'électricité, 24 ateliers pour s'interroger » développé par Enedis dans les écoles élémentaires de la Ville de Montpellier.**

Enedis agit avec ses partenaires pour optimiser l'utilisation de l'énergie électrique et lutter contre le dérèglement climatique en proposant un kit périscolaire à destination des 7-11 ans : « Explorer l'électricité, 24 ateliers pour s'interroger ».

Grace à cette mallette pédagogique, les enfants seront amenés à réfléchir sur la place de l'électricité dans leur quotidien, le fonctionnement du réseau électrique, l'arrivée des énergies renouvelables, l'évolution de leurs comportements en vue de réduire durablement les consommations électriques, et d'être sensibilisé à la sécurité, fait partie des nouveaux programmes de l'Education nationale afin de promouvoir la transition énergétique et les économies d'énergie.

Très simple à mettre en œuvre et totalement ludique, cet atelier périscolaire, réalisé en partenariat avec l'ADEME, regroupe une grande quantité de supports pédagogiques pour animer 24 séances minimum de 45 minutes avec un groupe de 20 enfants : plateaux de jeu, affiches grand format, histoires à lire, enquêtes à mener, mini magazine, activités de débat, sont parmi les supports qui composent cet atelier. Un guide très complet de 28 pages, destiné à l'animateur, explique pas à pas le déroulement de chaque atelier, les consignes à poser, les idées de prolongements à proposer.

Chaque action déclinée ci-dessus fait l'objet d'une convention tripartite spécifique entre la Ville de Montpellier, Enedis direction Hérault et la structure intervenante précisant les engagements spécifiques de chacune des parties.

Afin de permettre la réalisation de ces différentes actions, la Ville de Montpellier, sous réserve du vote du Conseil Municipal, s'engage à cofinancer ces différentes actions ainsi qu'à sensibiliser et mobiliser d'autres partenaires financiers.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la convention de partenariat annexée à la présente délibération entre la Ville de Montpellier et Enedis Direction Hérault ;
- d'approuver les conventions de partenariat annexées à la présente délibération entre la Ville de Montpellier, Enedis Direction Hérault et l'Association le Passe Muraille pour la mise en œuvre de chantiers citoyens entre la Ville de Montpellier, Enedis Direction Hérault et l'ANCB Ets LR pour la mise en œuvre de l'Espace Ressource Habitat et entre la Ville de Montpellier et Enedis Direction Hérault pour le déploiement du kit pédagogique et ludique « Explorer l'électricité, 24 ateliers pour s'interroger » dans les écoles élémentaires de la Ville de Montpellier;
- de prendre acte de l'attribution de la somme de 32 000 € par Enedis Direction Hérault selon les modalités suivantes :
 - 19 000 € au titre de la mise en œuvre des chantiers citoyens par l'association Le Passe Muraille,
 - 4 000 € au titre de la mise en œuvre de l'Espace Ressource Habitat par l' « ANCB » Ets LR,
 - 4 000 € au titre de l'action de déploiement du kit pédagogique et ludique dans les écoles élémentaires de la Ville de Montpellier.
- de prendre acte de la mobilisation complémentaire par Enedis Direction Hérault de ressources en personnel interne à hauteur de 5 000 € ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut, l'Adjointe déléguée à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Monsieur le Maire : Je mets aux voix. Qui est contre ? Abstentions ? 2 contre. Adopté.

Pour : 57

Contre : 2 (France JAMET, Audrey LLEDO)

Abstentions :

Adopté à la majorité.

33. Agora des Savoirs approbation de la charte du Conseil scientifique

Depuis 2009, la Ville de Montpellier organise l'Agora des savoirs, cycle de conférences scientifiques ouvertes à tous et gratuites, qui se tiennent le mercredi soir de novembre à mai au centre Rabelais.

La programmation de l'Agora des savoirs est établie par un conseil scientifique composé d'une quarantaine d'universitaires de Montpellier, en lien avec la Direction de la Culture et du Patrimoine.

La charte présentée en annexe précise les missions de ce conseil, ses règles de fonctionnement, ainsi que les procédures qui aboutissent à la mise en place de la programmation de chaque saison.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la charte du conseil scientifique de l'Agora des Savoirs, jointe en annexe ;
- d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 57

Contre : 2 (France JAMET, Audrey LLEDO)

Abstentions :

Adopté à la majorité.

Madame BRISSAUD entre en séance.

Madame DRAY-FITOUSSI sort de séance.

34. Agora des Savoirs saison 8

Cycle de conférences 2016 – 2017

Programmation

Par délibération du 5 octobre 2009, le Conseil municipal a validé la création de l'Agora des savoirs. Il s'agit d'une grande manifestation populaire axée sur la diffusion et le partage des connaissances scientifiques et des dernières avancées de la recherche. Ouverte à tous et gratuite, elle met en lumière le rôle nécessaire du chercheur dans nos sociétés et contribue à faire connaître les différentes disciplines du savoir humain.

Lors des sept premières saisons, l'Agora des Savoirs a reçu plus de cent-quarante conférenciers et plus de 72.000 spectateurs. Des partenariats avec la radio associative Divergence FM et la Maison des Sciences de l'Homme de Montpellier ont contribué à élargir l'auditoire de la manifestation par des diffusions radiophoniques et des diffusions vidéo sur internet.

Le programme de cette huitième saison 2016 - 2017 de l'Agora des Savoirs a été élaboré en lien avec le conseil scientifique composé d'une quarantaine d'enseignants et de chercheurs issus des universités et des centres de recherche de Montpellier. Ces conférences, au nombre de 22, se dérouleront au Centre Rabelais, les mercredis, du 2 novembre 2016 au 10 mai 2017.

Pour sa 8^e saison, l'Agora des Savoirs proposera un cycle de conférence autour du thème « Par-delà les frontières ». La conférence inaugurale sera prononcée le 2 novembre 2016 par Jean-Sébastien Steyer et Marc Boulay.

Les 22 conférenciers sont des enseignants et chercheurs de l'Université française ou des Grandes Écoles. Un certain nombre d'entre eux enseignent à Montpellier et tous seront présentés par des universitaires montpelliérains, dans le but de valoriser l'enseignement et la recherche montpelliéraines.

La Ville prendra en charge les frais de déplacement, d'hébergement et de restauration dans la limite d'une enveloppe maximale de 13 000 € pour l'ensemble de la saison. Le montant de la prestation par conférence est fixé à 500 €, à l'exception des deux conférences inaugurale et de clôture qui demandent plus de préparation et sont rémunérées à hauteur de 1000 euros, pour un total de 12 000 euros sur l'ensemble de la saison.

Une convention sera établie pour chacun des intervenants. Parmi les 22 conférenciers interviendront : Jean-Sébastien Steyer et Marc Boulay, Michel Serres, Astrid von Busekist, Pierre Singaravélou, Marie-Laure Basilien-Gainche, François Pachet, Mireille Delmas-Marty, Michel Orliac, Corinne Bonnet, François Sauvagnat, Sarga Moussa, Evelyne Heyer, Christophe Degueurce, Paule Petitier, Lucile Médina, Amaria Baghdali, Élise Huchard, Arnaud Fontanet, Yaël Nazé, Carola Samdja, Monique Halm et Etienne Balibar.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'autoriser la signature des conventions avec les conférencier(ère)s et leur rémunération pour un montant total de 12 000 € ainsi que la prise en charge des frais de déplacement, d'hébergement et de restauration pour un montant maximum de 13 000 € pour l'ensemble de la saison ;
- de prélever ces dépenses sur les crédits inscrits au budget de la Ville, fonction 923 ;
- d'autoriser Monsieur Le Maire, ou Madame l'Adjointe déléguée, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Monsieur le Maire : Madame KERANGUEVEN.

Sonia KERANGUEVEN : Il vous est tout simplement proposé de voter le programme de la 8^{ème} saison de l'Agora des savoirs. Un projet du 2 novembre 2016 au 18 mai 2017, avec une programmation de 22 conférences scientifiques autour d'un thème transversal, par-delà les frontières. La programmation est proposée par un conseil scientifique composé d'une quarantaine d'enseignants-chercheurs des deux universités de Montpellier. Ce sont des conférences qui s'adressent au grand public. Leur ambition : répondre à la curiosité des citoyens pour les grandes questions scientifiques, sciences humaines, sciences du vivant, sciences de la matière, philosophie, permettre la rencontre et la discussion entre les chercheurs et les citoyens. Sur le thème, cette nouvelle saison interrogera le thème de la frontière. Frontière géographique, étatique, frontière juridique, frontière entre espèces, frontière entre genres, frontière entre disciplines. Les 22 conférences proposées s'intéressent plus particulièrement à la question du franchissement des frontières et de leur transgression. Le savoir, la science progressent en effet en bouleversant les certitudes, en franchissant les frontières, longtemps considérées comme immuables.

Monsieur le Maire : Merci, Madame KERANGUEVEN. Le mercredi 9 novembre, nous recevrons le philosophe Michel SERRES.

Pour : 57

Contre : 2 (France JAMET, Audrey LLEDO)

Abstentions :

Adopté à la majorité.

Madame DRAY-FITOUSSI entre en séance.

35. Agora des Savoirs saison 8
Cycle de conférences 2016 – 2017
Partenariats – Divergence FM / Maison des Sciences de l'Homme de
Montpellier / Librairie Sauramps

Pour sa 8^e saison, l'Agora des Savoirs proposera un cycle de vingt-deux conférences scientifiques autour du thème « Par-delà les frontières ».

1) Partenariats de co-production et de diffusion

Afin que ces conférences puissent être écoutées ou vues par le plus grand nombre, elles seront enregistrées et diffusées en direct et en différé :

- En vidéo (direct et différé) sur la page Youtube de la Ville, en différé seulement sur le site de la Maison des Sciences de l'Homme de Montpellier.
- Sous forme radiophonique sur les ondes de Divergence FM

À cet effet deux partenariats de co-production sont envisagés avec :

- La Maison des Sciences de l'Homme de Montpellier (MSH – M), groupement d'intérêt scientifique agissant pour le compte du Pôle de Recherche et d'Enseignement Supérieur Sud de France (PRES Sud de France), qui procédera à la captation des 22 conférences filmées qui se dérouleront au Centre Rabelais. Elles seront diffusées en direct puis en différé. La co-production est prise en charge par la Direction de la Culture et du Patrimoine. La convention est jointe en pièce annexe.

- L'association Croqu'Oreilles - Divergence.FM, juridiquement constituée en association loi 1901, radio montpelliéraine, qui procédera quant à elle à la radiodiffusion en direct des 22 conférences sur ses ondes. Cette co-production est prise en charge en partie par la Direction de la Culture et du Patrimoine et en partie par la Direction de la Communication. La convention est également jointe en pièce annexe.

2) Partenariat autour du livre

Dès la première saison de l'Agora des savoirs, la Ville de Montpellier a tenu à placer au cœur du dispositif le livre – et en particulier l'essai –, en tant que support privilégié de partage des connaissances, objet de savoir et de plaisir.

Partenaire dès l'origine du projet, la librairie Sauramps est ainsi présente, chaque mercredi soir, dans le hall du Centre Rabelais pour présenter un choix d'ouvrages du conférencier et plus particulièrement ceux qui concernent le sujet traité par son intervention. Se voit ainsi valorisé le rôle du libraire spécialisé en tant que médiateur indispensable, apte à proposer une bibliographie adéquate. Cela permet aussi et surtout de répondre à une demande du public montpelliérain qui souhaite pouvoir prolonger par la lecture sa connaissance et sa découverte du thème traité.

Le choix de la librairie Sauramps s'explique par le rôle qu'elle joue depuis de très nombreuses années dans la valorisation et la mise à disposition du type d'ouvrages précisés ci-dessus (essais, livres universitaires, humanités et sciences humaines, sciences et techniques...). Ses compétences dans le domaine du débat d'idées, de la vulgarisation scientifique et de la spécialisation universitaire en font un partenaire essentiel de l'Agora des savoirs.

La Ville de Montpellier met à disposition de la librairie Sauramps, chaque mercredi soir, un espace dans le hall d'entrée du Centre Rabelais pour y présenter les ouvrages des conférenciers. La librairie Sauramps accompagne quant à elle la manifestation en consacrant un espace à la promotion des livres des conférenciers au sein de son magasin du Triangle, tout le long de la saison. Elle diffuse le programme aux accueils de ses magasins Sauramps Triangle, Sauramps Odyssée et Sauramps au Musée. Elle met en ligne sur son site internet la programmation de chaque saison, en échange de quoi la Ville lui offre l'opportunité de mettre également en ligne les vidéos des conférences déjà passées. Elle annonce enfin sur son programme papier de rencontres et de manifestations mensuelles les conférences du mois, en indiquant leur titre, le nom du conférencier, la date, l'heure et le lieu.

La convention de partenariat est jointe en pièce annexe de la présente délibération.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'approuver les conventions de co-production avec la Maison des Sciences de l'Homme de Montpellier pour un montant de 18.953,65€ euros (dix-huit mille neuf cent cinquante-trois euros et soixante-cinq centimes) TTC pour la captation et le montage, et 3.936,71€ euros (trois mille neuf cent trente-six euros et soixante et onze centimes) TTC pour la diffusion en direct ;
- de prélever ces dépenses au budget de la Ville sur les crédits de la Direction de la Culture et du Patrimoine, fonction 923, pour la captation et le montage, et sur les crédits de la Direction de la Communication pour la diffusion en direct ;
- d'approuver la convention de partenariat avec Divergence FM pour un montant de 15 535 € (quinze mille cinq cents trente-cinq euros) TTC ;
- de prélever ces dépenses sur les crédits de la Ville, fonction 923 ;
- d'approuver la convention de partenariat avec la librairie Sauramps annexée à la présente délibération ;

- d'autoriser Monsieur Le Maire, ou Madame l'Adjointe déléguée, à signer toutes les conventions et documents relatifs à cette affaire.

Monsieur le Maire : Madme CANAUD.

Nancy CANAUD : Monsieur le Maire, vous connaissez notre attachement à la culture, et nous considérons que l'Agora des savoirs honore notre ville, et nos concitoyens, toujours plus nombreux à participer, l'ont bien compris. Mais je voulais soulever un point de désaccord que j'entends souvent et que je constate : pourquoi seule la librairie Sauramps est-elle présente sur ce stand ? Ne faudrait-il pas permettre un roulement de toutes les petites librairies de quartier qui ont du mal, souvent, à faire face au mastodonte Amazon ou aux grands magasins ? Pourtant, elles participent au maillage social, à la vulgarisation de la culture, et se battent pour continuer à exister dans ce contexte très difficile. Offrons-leur une petite vitrine pour mieux se faire connaître du grand public et les récompenser de leur ténacité. J'espère, Monsieur le Maire, connaissant vos convictions, que vous accèderez aisément à ma requête pour défendre les petites librairies de quartier qui ont besoin de continuer à vivre et à apporter la lumière du savoir et de la connaissance.

Sonia KERANGUEVEN : La librairie Sauramps est la grande librairie universitaire, qui a une réelle légitimité en sciences humaines et en sciences dures, en sciences dites dures.

Nancy CANAUD : Je ne conteste pas la légitimité de la librairie Sauramps dans tous les domaines universitaires, mais je pense que, effectivement, lorsque l'intervenant est là, ce soir-là, il pourrait y avoir, en plus, le stand avec l'intervenant, et que cela pourrait tout à fait être fait par un petit libraire.

Monsieur le Maire : Monsieur TRAVIER, Vice-président de la Métropole, voulait rajouter une intervention.

Bernard TRAVIER : Je ne souhaitais pas intervenir sur ce problème particulier qui relève de la compétence de Madame KERANGUEVEN, mais je voudrais rassurer Madame CANAUD en ce qui concerne les petites librairies. Vous pourrez le vérifier auprès d'eux. Dans le cadre de la Comédie du livre, nous les réunissons, nous les recevons, et cette année, j'ai le plaisir de dire que certaines librairies qui avaient déserté, notamment en matière de bande dessinée, ont rejoint la Comédie du livre. Que l'on a mis à plat tous les problèmes rencontrés par les petits libraires, et que je crois qu'ils nous font confiance et qu'il y a maintenant une compréhension entre tous, et que nous avons pu mettre de côté un certain nombre de différends qui les opposaient. Ceci est derrière nous, et je puis vous dire que ma préoccupation pour les petites librairies est constante. Ils viennent nous voir, nous savons quels sont leurs problèmes, et je crois que c'est une des rares villes de France où les libraires, quelle que soit leur taille, sont aidés avec autant de constance et d'importance, parce que la Comédie du livre, c'est une opération bien sûre en direction de nos concitoyens, mais aussi des libraires et des éditeurs. Je vous invite à leur en parler, et je pense qu'ils ne contrarieront pas mon propos.

Monsieur le Maire : Merci, Monsieur TRAVIER. Je m'abstiendrai de tout commentaire puisque c'est exactement ce que j'allais dire.

Pour : 58

Contre : 2 (France JAMET, Audrey LLEDO)

Abstentions :

Adopté à la majorité.

Mesdames KERANGUEVEN, MARSALA et MIRALLES, Monsieur MALEK sortent de séance.

36. Mandat spécial, présentation d'une mission opérationnelle de Monsieur le Maire dans le cadre de l'action internationale de la Ville

La Ville de Montpellier développe des activités internationales dans le cadre de l'article 14 de la loi 2014-773 du 7 juillet 2014 relative à l'action internationale des collectivités territoriales.

Le développement et la mise en œuvre de ces activités est assurée par la Direction des Relations Internationales, à travers ses jumelages et l'adhésion à des réseaux de coopération décentralisée.

L'action internationale vise par ce biais à mettre en œuvre des projets au bénéfice de la Ville de Montpellier, de ses citoyens et des acteurs locaux.

Mission à Londres du 16 au 17 Novembre 2016.

Grâce à sa politique de développement durable et d'innovation dans les processus de développement urbain de la ville, Montpellier a été choisie avec Copenhague (Danemark) et Eindhoven (Pays-Bas) comme finaliste des Urbanism Awards 2017, dans la catégorie « Ville Européenne de l'année » parmi 10 villes sélectionnées.

Le gagnant de cette prestigieuse récompense européenne en matière d'urbanisme et de qualité architecturale décerné par The Academy Of Urbanism sera annoncé le 16 novembre prochain à Londres.

A cette occasion, M. Le Maire se rendra en Angleterre les 16 et 17 Novembre afin d'assister à la remise du prix, véritable reconnaissance internationale pour la Ville de Montpellier.

En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :

- d'accorder à M. le Maire, un mandat spécial pour le déplacement à Londres du 16 au 17 novembre 2016;
- d'autoriser le déplacement d'administratifs qualifiés invités par M. le Maire,
- d'autoriser M. le Maire à prendre tous les actes relatifs à ces activités de nature internationale;
- de prélever les dépenses inhérentes à ce déplacement, sur le budget de la Direction des Relations Internationales.

Monsieur le Maire : C'est pour aller, le 16 et le 17, aller-retour à Londres, pour le prix d'urbanisme qui sera attribué à Montpellier, puisque Montpellier était dans les trois villes d'Europe qui ont été choisies par l'Académie européenne d'urbanisme avec Copenhague et Eindhoven. Copenhague, Eindhoven, Montpellier, les trois villes primées. Je vais à Londres pour recevoir le prix, je ne sais pas si ce sera une médaille d'or, d'argent ou de bronze, mais nous en aurons une à coup sûr. J'ai entendu ce que Jacques DOMERGUE a dit concernant l'Agence du médicament, qui, suite au Brexit, va être relocalisée en Europe, moins l'Angleterre. Et j'aurai aussi l'occasion de pouvoir intervenir à Londres sur la démocratie citoyenne, en français, parce que je ne suis pas assez fort. C'est une invitation qui m'a été faite par le Président de l'Académie d'urbanisme à intervenir à une conférence à Londres ce jour-là, sur la coopération entre communes, intercommunalités, coopération citoyenne au travers des conseils citoyens et des conseils de quartier, coopération avec les villes de la Méditerranée.

Je mets aux voix. Contre ?

Il y a trois villes qui ont été sélectionnées dans le trio final. Les trois premières sont retenues : Eindhoven, Copenhague et Montpellier. Je mets aux voix l'affaire 36. Contre ? Je peux prendre part au vote, donc je prends part au vote. Qui s'abstient ? Adopté.

Pour : 54

Contre : 2 (France JAMET, Audrey LLEDO)

Abstentions :

Adopté à la majorité.

Monsieur MALEK entre en séance.

37. Commission d'Evaluation des Transferts de Charges de Montpellier Méditerranée Métropole Désignation d'un représentant de la Ville

L'article 836 de la loi n° 99-586 du 12 juillet 1999 a organisé la procédure d'évaluation des transferts de charges entre les communes et les EPCI à fiscalité propre. Cette procédure est codifiée au Code Général des Impôts (article 1609 nonies CIV).

La loi dispose qu'il est créé entre les communes et l'établissement public de coopération intercommunal une commission locale chargée d'évaluer les transferts de charges. Ce dispositif a pour objectif de permettre un juste calcul des attributions de compensation.

Les membres de cette commission doivent être désignés par les Conseils Municipaux en leur sein. Un conseiller municipal siégeant au Conseil de Communauté peut également être membre de cette commission.

Le Conseil de Communauté d'Agglomération a délibéré dans sa séance du 24 juin 2002 sur la création, la composition et le règlement intérieur de la commission locale d'évaluation des transferts de charge.

La Commission d'évaluation des transferts de charges de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, devenue Montpellier Méditerranée Métropole depuis le 1^{er} janvier 2015, est composée de 92 membres désignés en leur sein par les Conseils Municipaux.

La répartition des sièges entre les communes s'effectue selon des modalités identiques à celle de la représentation au Conseil de Métropole, à la représentation proportionnelle de la population, chaque commune devant bénéficier d'un représentant, aucune commune ne pouvant avoir plus de la moitié des sièges.

Le nombre de délégués par Conseil Municipal au sein de la commission est égal au nombre de sièges que possède la commune au Conseil de Métropole. La Ville de Montpellier dispose donc de 46 représentants titulaires et 19 suppléants.

Par délibération en date du 2 octobre 2014, le Conseil municipal a procédé à la désignation des représentants de la Ville au sein de cette commission.

M. Fabrice PALAU n'ayant pas été remplacé au sein de cette instance suite à sa démission du Conseil municipal, il convient de désigner un nouveau membre suppléant.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de procéder à cette désignation.

A été élue :

- Sophia AYACHE

Pour : 54

Contre :

Abstentions : 3 (Anne BRISSAUD, France JAMET, Audrey LLEDO)

Adopté à l'unanimité.

38. Université Montpellier III

Commission d'attribution du Fonds de soutien et de développement de l'initiative étudiante

Désignation des représentants de la Ville

Le Conseil des Etudes et de la Vie Universitaire de l'Université Montpellier III, gère, par le biais d'une commission compétente, les crédits du Fonds de Solidarité et de Développement des Initiatives Étudiantes.

Il s'agit d'un outil financier de solidarité et d'animation de la vie étudiante, qui aide au financement des projets étudiants, dans divers domaines (culture, humanitaire, sport, solidarité, environnement, engagement citoyen, etc.) et qui soutient financièrement les étudiants en grande difficulté, ou en situation de précarité, en lien avec les assistants sociaux du CROUS.

La Ville de Montpellier, qui est représentée au sein de différentes instances en lien avec les Universités et les grandes écoles du territoire de la commune, doit être représentée au sein de cette Commission d'attribution du Fonds de soutien et de développement de l'initiative étudiante.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de procéder à la désignation d'un représentant titulaire et d'un suppléant au sein de cette instance.

Ont été élues :

- Chantal MARION (titulaire)
- Séverine SCUDIER (suppléante)

Pour : 54

Contre :

Abstentions : 3 (Anne BRISSAUD, France JAMET, Audrey LLEDO)

Adopté à l'unanimité.

39. Lycée Général Georges Clemenceau Désignation d'un nouveau représentant de la Ville

Conformément aux dispositions de l'article 11 du décret 2005-1145 du 9 septembre 2005 relatif aux établissements publics locaux d'enseignement, la Ville de Montpellier est représentée par un élu du Conseil Municipal au sein de chaque Conseil d'administration des lycées de Montpellier.

Il est proposé de remplacer Madame Patricia MIRALLES, représentante titulaire de la Ville au sein au Conseil d'administration du Lycée général Georges Clemenceau, par un nouveau représentant au sein de cette instance.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de procéder à cette désignation.

A été élue :

- Séverine SCUDIER

Pour : 54

Contre :

Abstentions : 3 (Anne BRISSAUD, France JAMET, Audrey LLEDO)

Adopté à l'unanimité..

40. Mise à disposition à titre gratuit de salles dans les Maisons pour tous

Les Maisons Pour tous de la Ville de Montpellier hébergent chaque année un nombre considérable d'associations.

Le Conseil Municipal du 29 Septembre 2015 a validé le projet des Maisons pour tous, qui implique aussi l'occupation du domaine public des salles dans les Maisons pour tous par ces associations.

Il est proposé aujourd'hui au Conseil municipal de bien vouloir se prononcer sur les aspects financiers liés à ces occupations.

Le Code général de la propriété des personnes publiques prévoit que toute occupation du domaine public donne lieu au paiement d'une redevance. Le même texte prévoit cependant une exception en permettant que de telles occupations puissent être accordées gratuitement aux associations à but non lucratif qui concourent à la réalisation de projets dans un intérêt général.

Cette occupation à titre gratuit constitue toutefois une redevance en nature qui doit être valorisée à ce titre tant dans les comptes de l'association que dans le budget de la Ville.

Dans ce cadre, il est donc proposé au Conseil municipal de se prononcer sur les associations bénéficiaires de cette gratuité.

Cette gratuité se justifie à plusieurs titres :

- L'investissement bénévole de l'association dans la vie du quartier
- L'objet humanitaire, caritatif, citoyen de l'association ou son caractère d'intérêt général,
- La participation de l'association au projet de la Maison pour tous et à la vie du quartier.

Pour cette saison 2016/2017, les Maisons pour tous de la Ville de Montpellier proposent donc d'ajouter aux précédentes validations:

- La mise à disposition annuelle de salles à titre gratuit à 25 associations pour un montant total de subvention en nature valorisable de 6535 €

Les associations concernées sont :

MPT CAILLENS: Taekwondo Montpellier 245€, Urban school DeeJay 245€

MPT CHAMSON: Otitie kiri solidarité 110€

MPT DUBOUT : CID International 455€

MPT MERCOURI : Apaj 300€, A tout théâtre 350€, Alisé 455€, Camap 220€, Papot'croix 350€, Eurogrèce 455€, Club informatique multimédia 165€, Pyramide 300€, Club franco polonais 245€, Cie des Sherpas 270€, Mosaïque des hommes et des jardins 110€

MPT PAGNOL : Atout Tarot 300€

MPT PARKS : Montpel'libre 245€, Verpopa 300€, Arpège 165€, Devenet 245€, Malbosc bouge 220€, Techlab LR 245€

MPT PEV : Unis cité 55€

MPT VILLON : Somis 235€, Abraxas dance compagny 110€

- La mise à disposition ponctuelle de salles à titre gratuit à 21 associations, pour un montant total de subvention en nature valorisable de 6380€

Les associations concernées sont :

MPT CAMUS : Tiens bon la barre 110€, Les oudlers Montpelliérains 330€

MPT CHAMSON : Enfance famille d'adoption 220€

MPT CURIE : Pétanque club 55€

MPT ESCOUTAIRE : Damier club Montpellier 440€, Comité des fêtes 220€, Jasmin d'Orient 220€

MPT MERCOURI : Jazz à tous les étages 220€, Eurogrèce 330€

MPT PAGNOL : Comité de quartier Chamberte 220€, Synergies des mémoires humaines 55€

MPT PARKS : Les collecteurs 165€, Cie des Sherpas 330€, Eiki 440€, Mains enchantées 440€, Volontariats et soutien par l'art 385€, Danse en vie 440€

MPT VILLON: Good news gospel 34 605€

MPT VOLTAIRE: Italia sport insieme 220€, Rando loisirs 55€, Aural 275€, Comité de quartier Pasquier Dom Bosco 660€

Le montant de la subvention en nature est calculé en fonction des tarifs appliqués dans les Maisons pour tous, tels que votés lors du Conseil municipal du 17 décembre 2015

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la mise à disposition de locaux à titre gratuit aux associations citées ci-dessus ;
- d'approuver la signature des conventions avec ces associations selon le cadre défini dans le projet d'orientation des Maisons pour tous voté lors du Conseil municipal du 29 septembre 2015 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, son représentant ou l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Monsieur le Maire : Qui demande des explications supplémentaires à l'adjoint délégué, Gérard CASTRE ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? 2 abstentions. Adopté.

Pour : 55

Contre :

Abstentions : 2 (France JAMET, Audrey LLEDO)

Adopté à l'unanimité.

41. Mise à disposition de salles municipales à tarif réduit ou gratuit

La Ville de Montpellier met à disposition chaque année des salles municipales pour un grand nombre d'associations. Le Conseil municipal du 17 décembre 2015 a validé lors de sa séance une grille tarifaire pour la mise à disposition de celles-ci, et il lui appartient de se prononcer au cas par cas sur les aspects financiers liés à ces occupations.

La délibération du 17 décembre 2015 prévoit :

- La gratuité pour les associations humanitaires ou caritatives et pour les manifestations à caractère caritatif ou humanitaire (sous réserve de justification de partenariat avec des associations caritatives ou humanitaires) et pour les structures locales des organisations syndicales représentatives de la collectivité ;
- Un demi-tarif pour les associations à caractère social, culturel ou sportif et entraînant des recettes ;
- Un forfait de base pour les associations à caractère social, culturel ou sportif et les établissements publics ou assimilés n'entraînant pas des recettes.

Il est donc proposé au Conseil municipal de se prononcer sur la gratuité ou le tarif réduit pour les associations, structures ou demandeurs privés dans le cadre de la délibération du 17 décembre 2015 ou hors de ce cadre.

Cette occupation à titre gratuit ou à tarif réduit constitue toutefois une redevance en nature, qui doit être valorisée à ce titre tant dans les comptes du bénéficiaire que dans le budget de la Ville.

A cet effet, le tableau ci-après indique le nom du demandeur, la salle, la date de mise à disposition et le montant valorisable de cette mise à disposition pour 47 structures, pour un montant total de subvention en nature valorisable de 84 282,00 €

DATES	SALLES	Organismes	Tarif salle	Tarif appliqué	Valorisation
08 et 22/09; 06/10; 03/11; 01/12/2016	SALLE JACQUES 1er D'ARAGON	Association Colonia Espagnola de Montpellier	2250	152,5	2097,5
27/09/2016	SALLE JACQUES 1er D'ARAGON	FNARS	450	30,5	419,5
11/10/2016	Salle Guillaume de Nogaret	Agence de l'Eau	315	30,5	284,5
12 et 13/10/2016	Salle Jules PAGEZY	Comider Comité pour le Développement de l'Economie Régionale	3260	102	3158
12/10/2016	Salle Guillaume de Nogaret	Communauté Juive Libérale de Montpellier	315	30,5	284,5
13/10, 17/11, 08/12/2016; 12/01, 9 et 24/02; 16 et 27/03, 20/04, 11/05/2017	CENTRE RABELAIS	Université du Tiers Temps	13250	510	12740
15/10/2016	SALLE DES RENCONTRES	FIERTE MONTPELLIER TIGNES PRIDE	3260	1630	1630
17 et 18/10/2016	Salle de réceptions Grammont	LANGUEDOC ROUSSILLON AMENAGEMENT	4080	102	3978
29/10/2016	SALLE JACQUES 1er D'ARAGON	Association des Sénégalais de l'Hérault	450	30,5	419,5
03, 04 et 05/11/2016	CENTRE RABELAIS	Salon de l'Ecologie	4755	231	4524
03/11/2016	Salle Guillaume de Nogaret	Enfance et Partage	315	0	315
04/11/2016	SALON DU BELVEDERE	Laboratoire LIRMM	315	30,5	284,5
04 et 05/11/2016	Salle Guillaume de Nogaret	Fédération Française de Psychothérapie et Psychanalyse	630	61	569
04, 05, 06/11/2016	SALLE DES RENCONTRES	ROTARY CLUB Méditerranée	8500	0	8500
04/11/2016	SALLE JACQUES 1er D'ARAGON	Association L'Atteline	450	30,5	419,5
04/11/2016	SALLE PETRARQUE	Centre d'Information des Droits des Femmes et Familles - CIDF	610	30,5	579,5
05/11/2016	SALON DU BELVEDERE	Associaition Lacanienne LR	315	157,5	157,5
05/11/2016	Salle Jules PAGEZY	ESPOIR MEDITERRANEEN	1630	51	1579
06/11/2016	SALLE PETRARQUE	Chœur Universitaire de Montpellier	610	30,5	579,5
08/11/2016	SALLE JACQUES 1er D'ARAGON	Association AGN	315	30,5	284,5
09/11/2016	SALON DU BELVEDERE	Université Montpellier III	315	30,5	284,5
09/11/2016	Salle Guillaume de Nogaret	Collectif Roosevelt	315	30,5	284,5
10/11/2016	Salle Guillaume de Nogaret	CLICS34	315	30,5	284,5
12/11/2016	Salle Jules PAGEZY	Maison des Tiers Mondes Solidarité Internationale	1630	51	1579
14/11/2016	CENTRE RABELAIS	CHRU de Montpellier	1325	51	1274
14 au 17/11/2016	SALON DU BELVEDERE	Compagnie Minibus	1260	0	1260
15/11/2016	SALLE JACQUES 1er D'ARAGON	Agence Locale de l'Energie	450	30,5	419,5
15/11/2016	SALLE PETRARQUE	FIERTE MONTPELLIER TIGNES PRIDE	610	30,5	579,5
16/11/2016	Salle de réceptions Grammont	Agence Locale de l'Energie	2040	51	1989
17/11/2016	SALLE PETRARQUE	UNAFAM 34	610	30,5	579,5
17, 24/11; 01, 08, 12/12/2016; 05, 12, 19/01; 02 et 23/02; 02, 09, 16, 23, 30/03; 20 et 27/04/2017	CENTRE RABELAIS	CINE CLUB JEAN VIGO	26945	13472,5	13472,5
18, 19 et 20/11/2016	SALLE PETRARQUE	Association SQUEEZE	2440	396,5	2043,5
18 et 23/11/2016	Salle Guillaume de Nogaret	Les Amis du Monde Diplomatique	630	61	569
20/11/2016	Salle Guillaume de Nogaret	Association AGN	315	30,5	284,5
19/10; 9/11; 21/11/2016; 17/01; 07/02; 03/05/2017	SALLE PETRARQUE	Institut Maimonide	3660	183	3477
22/11/2016	SALLE PETRARQUE	Maison d'Heidelberg	610	30,5	579,5
24/11/2016	SALLE JACQUES 1er D'ARAGON	Agence Locale de l'Energie	450	30,5	419,5
24/11/2016	Salle Jules PAGEZY	Face Hérault	1630	51	1579
24/11/2016	SALLE PETRARQUE	Association Montpellier 2020	610	30,5	579,5
25/11/2016	CENTRE RABELAIS	Synergie Enfance 34	1325	51	1274
25/11/2016	Salle de réceptions Grammont	Asso Sportive Employés Municipaux Golf	2040	51	1989
26/11/2016	Salle Guillaume de Nogaret	Geek Event	315	157,5	157,5
26/11/2016	SALLE JACQUES 1er D'ARAGON	Association Générale Sourds Montpellier Région	450	30,5	419,5
26/11/2016	SALLE PETRARQUE	Agence Locale de l'Energie	610	30,5	579,5
27/11/2016	SALLE DES RENCONTRES	Montpellier Scrabble	3000	102	2898
27/11/2016	Salle Guillaume de Nogaret	Association MALAKURDA	610	305	305
28, 29, 30/11; 01/12/2016	SALLE PETRARQUE	Turbulences Sonores	2440	122	2318
		TOTAL	103025	18743	84282

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver le tableau précisant les structures bénéficiaires de mise à disposition de salles municipales à titre gratuit ou à tarif réduit ;

- d'autoriser Monsieur le Maire, son représentant ou l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Pour : 55

Contre :

Abstentions : 2 (France JAMET, Audrey LLEDO)

Adopté à l'unanimité.

Monsieur YOUSSEF entre en séance.

Monsieur de SAINT-JOUAN sort de séance.

42. Convention de groupement de commandes entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole - Marché de travaux et de maintenance de voirie

Dans le cadre de l'exercice de la compétence voirie espace public, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier doivent lancer une procédure de mise en concurrence en vue de réaliser des prestations de travaux et de maintenance de la voirie, en application de leurs compétences respectives.

Les marchés de travaux et de maintenance de la voirie conclus par la Ville de Montpellier ont fait l'objet d'un avenant de co-utilisation entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier. Ces marchés arrivent à échéance en juin 2017.

Il convient donc de lancer une procédure d'appel d'offres pour attribuer de nouveaux marchés selon une stratégie de commande publique bâtie à l'échelle de la Métropole, objet d'une autre délibération à l'ordre du jour du présent conseil. Cette stratégie prévoit l'attribution d'un marché de travaux et de maintenance de la voirie couvrant l'ensemble du territoire métropolitain.

Il s'agira d'accords-cadres de travaux, exécutés par l'émission de bons de commande, avec des minimums et des maximums, en application des articles 78 et 80 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics. Ils seront conclus pour une durée d'un an à compter de la date de notification prévu en 2017 et renouvelables trois fois.

Ce marché comportera neuf lots géographiques, soit un par pôle, sauf pour le pôle de Montpellier divisé en quatre lots (définis par quartiers) et un lot technique pour le pôle de Montpellier.

Ces cinq lots sont l'objet de la convention de groupement de commandes. L'estimation des lots concernés est la suivante :

- Lot 6 : Montpellier – Quartiers Port Marianne, Près d'Arènes et Croix d'Argent

Estimé à 1 586 000 € HT par an

- Lot 7 : Montpellier – Quartier Centre

Estimé à 1 640 000 € HT par an

- Lot 8 : Montpellier – Quartiers Mosson et Cévennes

Estimé à 1 586 000 € HT par an

- Lot 9 : Montpellier – Quartier hôpitaux Facultés

Estimé à 1 586 000 € HT par an

- Lot 10 : Fourniture et mise en oeuvre asphalte coulé sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole

Estimé à 225 000 € HT par an

Les montants annuels minimums et maximums des lots concernés par la convention de groupement de commandes avec la Ville de Montpellier seront répartis de la manière suivante :

Lot 6 : Montpellier – Quartiers Port Marianne, Près d’Arènes et Croix d’Argent

- Pour la Métropole : 492 000 € HT / an 1 950 000 € HT / an
- Pour la Ville de Montpellier : 8 000 € HT / an 50 000 € HT / an

Lot 7 : Montpellier – Quartier Centre

- Pour la Métropole : 490 000 € HT / an 1 900 000 € HT / an
- Pour la Ville de Montpellier : 10 000 € HT / an 100 000 € HT / an

Lot 8 : Montpellier – Quartiers Mosson et Cévennes

- Pour la Métropole : 490 000 € HT / an 1 950 000 € HT / an
- Pour la Ville de Montpellier : 10 000 € HT / an 50 000 € HT / an

Lot 9 : Montpellier – Quartier Hôpitaux Facultés

- Pour la Métropole : 500 000 € HT / an 1 980 000 € HT / an
- Pour la Ville de Montpellier : Sans mini / an 20 000 € HT / an

Lot 10 : Fourniture et mise en oeuvre asphalte coulé sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole

- Pour la Métropole : 100 000 € HT / an 395 000 € HT / an
- Pour la Ville de Montpellier : Sans mini / an 5 000 € HT / an

Ces besoins, en l’espèce, des membres du groupement, se traduisent par la mise en place d’un groupement de commandes dans le cadre de la passation des marchés de travaux et de maintenance de la voirie.

En conséquence il est proposé au Conseil Municipal :

- de valider le principe d’un groupement de commandes entre la Ville et Montpellier Méditerranée Métropole relatif aux marchés de voirie ;
- de valider la désignation de la Métropole comme coordonnateur de ce groupement de commandes ;
- de valider les termes de la convention de groupement de commandes ci-annexée ;
- d’autoriser Monsieur le Maire ou son Adjoint délégué à signer la convention ainsi que tous les documents relatifs à cette affaire.

Monsieur le Maire : Qui demande des explications auprès de Luc ALBERNHE ? Il va prendre la parole parce qu’il y a quand même, ici, un nombre important d’opérations.

Luc ALBERNHE : Je vous remercie donc de bien vouloir valider la délibération relative au groupement de commandes avec Montpellier Méditerranée Métropole concernant le marché de travaux et de maintenance de voirie. Cette délibération autorisera Monsieur le Maire à signer la convention de groupement de commandes. Une fois la convention signée, la Métropole lancera le marché en sa qualité de coordonnateur du groupement et, une fois attribué, ce marché permettra à la Ville de passer des commandes en bénéficiant des prix obtenus par ce marché groupé. En ce qui concerne la direction des usages et de la valorisation de l’espace public, nous utilisons ce marché pour les travaux d’installation des sanitaires, l’enterrement des containers et travaux de voirie sur les emplacements de marché en plein air.

Monsieur le Maire : Merci, Monsieur ALBERNHE. Qui demande des explications auprès de l’adjoint délégué Luc ALBERNHE ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s’abstient ? 2 contre. Adopté.

Pour : 55

Contre : 2 (France JAMET, Audrey LLEDO)

Abstentions :
Adopté à la majorité.

43. Convention d'installation, gestion, entretien et remplacement de lignes de communications électroniques à très haut débit en fibre optique de l'ancien hôtel de Ville

Autorisation de signer la convention

Dans le cadre de l'installation de lignes de communications électroniques à très haut débit en fibre optique sur le bâtiment de l'ancien hôtel de ville de Montpellier sis 1 place Francis Ponge, la Ville de Montpellier souhaite confier à la société Orange l'installation, la gestion, l'entretien et le remplacement des lignes de communications électroniques à très haut débit en fibre optique sur ce bâtiment.

La convention d'installation ou d'utilisation des lignes est conclue pour une durée de vingt cinq ans à compter de la date de signature. Elle n'est assortie d'aucune contrepartie financière.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'autoriser la Ville à signer une convention d'installation, gestion, entretien et remplacement de lignes de communication électroniques à très haut débit en fibre optique de l'ancien hôtel de ville de Montpellier sis 1 place Francis Ponge ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut, l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Maire : Qui demande des explications supplémentaires à Max LEVITA ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adopté à l'unanimité.

Pour : 57
Contre :
Abstentions :
Adopté à l'unanimité.

Madame MARSALA entre en séance.

44. Attributions et modifications d'attributions de subventions - Exercice 2016

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble à Montpellier. Chaque année, la Ville soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation de notre territoire.

Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don.

Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant les tableaux ci-dessous.

1) Attributions de subventions :

- Dans le cadre de la thématique **REUSSITE EDUCATIVE**:

Code	Structure	Type	Montant
467	ASSOCIATION LE RELAIS – MAISON DES ENFANTS	Fonctionnement	59 000 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 25825, nature 6574, chapitre 922

- Dans le cadre de la thématique **INTERNATIONAL**:

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
5314	COMITE HERAULT CUBA COOPERATION	Projet	EXPOSITION « 3 MERS 3 MARES »	1 000 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1350, nature 6574, chapitre 920

- Dans le cadre de la thématique **SOCIAL**:
- CONTRAT DE VILLE COHESION SOCIALE

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
25	LES PETITS DEBROUILLARDS LANGUEDOC ROUSSILLON	Projet	AUX SCIENCES CITOYENS	1 000 €
25	LES PETITS DEBROUILLARDS LANGUEDOC ROUSSILLON	Projet	LA SCIENCE EN BAS DE CHEZ TOI	1 000 €
25	LES PETITS DEBROUILLARDS LANGUEDOC ROUSSILLON	Projet	SCIENCES DANS MON QUARTIER	1 000 €
2242	L'OISEAU LYRE	Projet	FÊTE DU CONTE ET DES COMPTINES	500 €
2575	ECOLE DES PARENTS ET DES EDUCATEURS DE L'HERAULT	Projet	POINT ECOUTE POUR LES PARENTS	5 000 €
2575	ECOLE DES PARENTS ET DES EDUCATEURS DE L'HERAULT	Projet	ATELIERS DE FORMATION POUR LES ACTEURS DU SOUTIEN DE LA PARENTALITE A MONTPELLIER	1 000 €
TOTAL				9 500 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 21498, nature 6574, chapitre 925

- SOLIDARITE

Code	Structure	Type	Montant
2800	ASSOCIATION NOUAS	Fonctionnement	7 500 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 21497, nature 6574, chapitre 925

- COHESION SOCIALE

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
1036	PREVENTION SPECIALISEE 34	Projet	MISE EN ŒUVRE DE CHANTIERS EDUCATIFS A DESTINATION DE JEUNES DE 16-25 ANS ISSUS DES QUARTIERS PRIORITAIRES DE	12 000 €

			MONTPELLIER	
--	--	--	-------------	--

Les crédits seront prélevés sur la ligne 21498, nature 6574, chapitre 925

2) Modifications d'attributions de subventions :

- Par délibération n°2016/257 du 22 juin 2016, la Ville de Montpellier a attribué une subvention de 60 000 € à la Fédération Française de Natation pour l'organisation du championnat de France de natation. Le MUC Natation s'est substitué à la FFN pour l'organisation de cet événement, il y a donc lieu de réattribuer la subvention comme suit :

➤

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
950	MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE UNIVERSITE CLUB NATATION	Projet	CHAMPIONNAT DE FRANCE DE NATATION	60 000 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 25850, nature 6574, chapitre 924

- Dans le cadre des classes de découverte, par délibération n°2016/340, la Ville de Montpellier a attribué une subvention de 936 € à l'association USEP BERTHE MORISOT. La structure bénéficiaire ne pouvant réaliser le projet, il y a lieu d'annuler l'attribution de cette subvention.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- de décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserves de signature des lettres d'engagement ou des conventions le cas échéant ;
- de prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget 2016 sur les imputations citées ci-dessus pour un montant total de 89 000 € ;
- d'approuver la lettre d'engagement et les conventions types annexées à la présente délibération ;
- d'approuver les modifications d'attributions de subventions telles que définies ci-dessus ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Maire : Qui demande des explications supplémentaires ? Je mets aux voix. Qui est contre ? 2 contre. Abstentions ? Adopté.

Pour : 56

Contre : 2 (France JAMET, Audrey LLEDO)

Abstentions :

Adopté à la majorité.

45. ACM – Refinancement des contrats de prêt MPH257233EUR001 et MPH258061EUR001 contractés auprès de la Caisse Française de Financement Local - SFIL

ACM Habitat, Office Public de l'Habitat Montpellier Méditerranée Métropole, a sollicité SFIL, Etablissement gestionnaire de la Caisse Française de Financement Local qui a accepté le refinancement de deux contrats de prêts selon de nouvelles caractéristiques financières décrites ci-dessous :

L'opération de refinancement du prêt **MPH257233EUR001** comporte deux opérations simultanées et indissociables :

- Un remboursement anticipé du contrat de prêt quitté à hauteur du capital refinancé au 01/11/2016, et
- Un refinancement, par le prêteur, à la date du 01/11/2016, suivant les modalités décrites ci-après :

• Prêteur :

CAISSE FRANÇAISE DE FINANCEMENT LOCAL

• Emprunteur : ACM Habitat
• Montant du contrat de prêt : 24 330 822,88 EUR
• Durée du contrat de prêt : 26 ans et 6 mois
Objet du contrat de prêt : à hauteur de 24 330 822,88 euros, refinancer, en date du 01/11/2016 le contrat de prêt ci-dessous :

N° du contrat de prêt refinancé : MPH257233EUR001 (score Gissler : 3 E)
Capital refinancé : 22 079 822,88 euros

Le montant de l'indemnité compensatrice dérogatoire intégrée dans le capital du contrat de prêt de refinancement est de : 2 251 000,00 euros

Le montant total refinancé est de 24 330 822,88 euros

Le contrat de prêt de refinancement est autonome du contrat de prêt refinancé et est exclusivement régi par ses stipulations.

Les deux prêts composant le contrat de prêt sont les suivants :

Prêt n°1 (Score Gissler 1A)

Le prêt n°1 se compose d'une seule tranche obligatoire.

Tranche obligatoire à taux fixe du 01/11/2016 au 01/05/2043

Cette tranche obligatoire est mise en place lors du versement des fonds.

- Montant : 22 079 822,88 EUR
- Versement des fonds : 22 079 822,88 EUR réputés versés automatiquement le 01/11/2016
- Durée d'amortissement : 26 ans et 6 mois
- Taux d'intérêt annuel : taux fixe de 3,70%
- Base de calcul des intérêts : nombre exact de jours écoulés sur la base d'une année de 360 jours
- Echéances d'amortissement et d'intérêts : Périodicité trimestrielle
- Mode d'amortissement : progressif

• Remboursement anticipé : en fonction de la date d'échéance d'intérêts de la tranche jusqu'au 01/11/2042 : autorisé pour le montant total du capital restant dû moyennant le paiement ou la réception d'une indemnité sur cotation de marché
au-delà du 01/11/2042 jusqu'au 01/05/2043 : autorisé pour le montant total du capital restant dû sans indemnité

Prêt n°2 (Score Gissler 1A)

Le prêt n°2 se compose d'une seule tranche obligatoire

Tranche obligatoire à taux fixe du 01/11/2016 au 01/11/2028

Cette tranche obligatoire est mise en place lors du versement des fonds.

- Montant : 2 251 000,00 EUR
- Versement des fonds : 2 251 000,00 EUR réputés versés le 01/11/2016
- Durée d'amortissement : 12 ans
- Taux d'intérêt annuel : taux fixe de 1,05%
- Base de calcul des intérêts : nombre exact de jours écoulés sur la base d'une année de 360 jours
- Echéances d'amortissement et d'intérêts : périodicité trimestrielle
- Mode d'amortissement : constant

• Remboursement anticipé : en fonction de la date d'échéance d'intérêts de la tranche jusqu'au 01/05/2028 remboursement anticipé autorisé pour le montant total du capital restant dû moyennant le paiement ou la réception d'une indemnité sur cotation de marché
au-delà du 01/05/2028 jusqu'au 01/11/2028 : possible pour le montant total du capital restant dû sans indemnité

L'opération de refinancement du prêt **MPH258061EUR001** suivant les modalités décrites ci-après :

- Prêteur : CAISSE FRANÇAISE DE FINANCEMENT LOCAL
- Emprunteur : ACM Habitat
- Score Gissler : 1A
- Montant du contrat de prêt : 14 814 192,94 EUR
- Durée du contrat de prêt : 13 ans
- Objet du contrat de prêt : à hauteur de 14 814 192,94 euros, refinancer, en date du 01/11/2016 le contrat de prêt ci-dessous :

N° du contrat de prêt refinancé : MPH258061EUR001 (score Gissler 3 E)
Capital refinancé : 13 928 192,94 euros

Le montant de l'indemnité compensatrice dérogatoire intégrée dans le capital du contrat de prêt de refinancement est de : 866 000,00 euros

Le montant total refinancé est de 14 814 192,94 euros

Le contrat de prêt de refinancement est autonome du contrat de prêt refinancé et est exclusivement régi par ses stipulations.

Tranche obligatoire à taux fixe du 01/12/2016 au 01/12/2029

Cette tranche obligatoire est mise en place lors du versement des fonds.

- Montant : 14 814 192,94 EUR
- Versement des fonds : 14 814 192,94 EUR réputés versés automatiquement le 01/12/2016
- Taux d'intérêt annuel : taux fixe de 4,43%
- Base de calcul des intérêts : nombre exact de jours écoulés sur la base d'une année de 360 jours
- Echéances d'amortissement et d'intérêts : Périodicité trimestrielle
- Mode d'amortissement : personnalisé
- Remboursement anticipé : en fonction de la date d'échéance d'intérêts de la tranche

jusqu'au 01/11/2027 : autorisé pour le montant total du capital restant dû moyennant le paiement ou la réception d'une indemnité sur cotation de marché

au-delà du 01/11/2027 jusqu'au 01/05/2029 : autorisé pour le montant total du capital restant dû sans indemnité

La Ville de Montpellier accorde sa garantie pour le remboursement de toute somme due en principal à hauteur de 100 %, augmenté dans la même proportion des intérêts, intérêts de retard, commissions, indemnités, rompus, frais et accessoires.

La garantie de la Ville de Montpellier est accordée jusqu'au complet remboursement des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur, dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse Française de Financement Local, la Ville de Montpellier s'engage à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Le Conseil Municipal s'engage jusqu'au complet remboursement des sommes contractuellement dues à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour en couvrir les charges.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué à signer l'ensemble de la documentation contractuelle relative aux contrats de prêt décrit ci-dessus à intervenir avec la Caisse Française de Financement Local.

Monsieur le Maire : Il y avait à ACM un certain nombre d'emprunts dits « toxiques ». Nous les refinançons et la Ville est interpellée en tant que garantie.

Pour : 55

Contre :

Abstentions : 2 (France JAMET, Audrey LLEDO)

Abdi EL KANDOUSI ne prend pas part au vote.

Adopté à l'unanimité.

46. Modification du tableau des effectifs

Il est proposé les modifications suivantes au tableau des effectifs de la Ville de Montpellier :

2 postes d'Adjoints Administratifs de 1^{ère} classe, 6 postes d'Auxiliaires de Puériculture de 1^{ère} classe, 2 postes de Technicien principal de 2^{ème} classe et 14 postes d'Adjoints Techniques de 1^{ère} classe sont créés pour tenir compte des besoins de la collectivité.

Il est proposé de nommer sur ces postes des lauréats de ces concours.

Les postes correspondant aux grades d'origine des lauréats seront supprimés à leur nomination sur leur nouveau grade, après avis du Comité Technique.

I- Créations de postes :

Filière administrative :

Adjoint administratif de 1^{ère} classe : création de 2 postes

Filière Médico-sociale :

Auxiliaire de puériculture de 1^{ère} classe : création de 6 postes

Filière Technique :

Technicien principal de 2^{ème} classe : création de 2 postes

Adjoint Technique de 1^{ère} classe : création de 14 postes

II- Suppressions de postes : conformément à l'avis du Comité Technique :

Filière administrative :

Adjoint administratif de 2^{ème} classe : suppression d'1 poste

Filière animation :

Adjoint d'animation de 2^{ème} classe : suppression d'1 poste

Filière Technique :

Technicien: suppression de 2 postes

Adjoint Technique de 2^{ème} classe : suppression de 15 postes.

En conséquence, il est proposé d'apporter les modifications exposées ci-dessus au tableau des effectifs de la Ville de Montpellier.

Monsieur le Maire : Qui demande des explications supplémentaires auprès d'Abdi EL KANDOUSI ? Je mets aux voix. Qui est contre ? 2 contre. Abstentions ? 2 abstentions. Adopté.

Pour : 54

Contre : 2 (France JAMET, Audrey LLEDO)

Abstentions : 2 (Anne BRISSAUD, Sabria BOUALLAGA)

Adopté à la majorité.

Monsieur de SAINT-JOUAN entre en séance.

47. Mise en œuvre d'un service commun de direction du Secrétariat général

Dotée d'un pacte de confiance métropolitain, Montpellier Méditerranée Métropole a posé les bases d'une intercommunalité consentie et négociée. Cette nouvelle gouvernance des relations entre la Métropole et ses communes place la coopération au cœur de son projet politique.

Sur ce fondement et dans cet esprit de coopération, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier ont déjà mutualisé leur direction générale des services, leur cabinet, ainsi qu'un certain nombre de directions (culture, communication, protocole...).

Afin de poursuivre la rationalisation du pilotage de certaines activités placées au cœur de la collaboration entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole, il est aujourd'hui proposé de créer un service commun du Secrétariat Général entre les deux collectivités.

La fonction de Secrétariat Général est aujourd'hui assurée par des directions distinctes au sein de la Ville de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole : une direction du Secrétariat Général existe en tant que telle à la Ville de Montpellier, dont les missions sont assurées à la Métropole pour la majeure partie au sein de la Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique.

Une mutualisation permettra à la fois de créer une entité de « Secrétariat Général » identifiée et commune aux deux collectivités, référente de l'administration et des élus sur les questions relatives à la gestion de l'assemblée ou aux projets relatifs au traitement du courrier... mais aussi de favoriser la transversalité entre les équipes.

En outre, du fait de ses fonctions, le Secrétariat Général participe étroitement à l'organisation administrative globale de la Ville et de la Métropole (circuits des actes et du courrier, délégations, outils de dématérialisation...). Leur mutualisation permettra d'accentuer le processus d'harmonisation des administrations.

Les lois n°2010-1563 du 16 décembre 2010, n°2012-281 du 29 février 2012 et n°2014-58 du 27 janvier 2014 ont défini un cadre juridique pour la mise en œuvre de services communs entre un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre et une ou plusieurs de ses communes membres, en dehors des compétences transférées. La création de ces services communs est codifiée à l'article L.5211-4-2 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Ce service commun sera mis en place au 1^{er} novembre 2016 et concernera le seul poste de directeur. Les modalités de cette mutualisation seront consignées dans une convention de service commun.

Le service commun de direction du Secrétariat Général sera géré par la Métropole et placé, en fonction de la mission réalisée, sous l'autorité fonctionnelle du Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou sous celle du Maire de la Ville de Montpellier.

Il est convenu que les dépenses mutualisées dans le cadre de cette convention, qui couvriront notamment les charges de personnel et frais assimilés, seront remboursées par la Ville de Montpellier à la Métropole selon une clé de répartition des dépenses entre collectivités à hauteur de 50 % chacune.

L'avis des Comités Techniques de la Ville et de Montpellier Méditerranée Métropole a été sollicité sur la création du service commun, la convention de service commun et la fiche d'impact afférente.

En conséquence il est proposé au Conseil Municipal :

- d'approuver la mise en œuvre d'un service commun de direction du Secrétariat général ;
- d'approuver la convention relative à la mise en œuvre de ce service commun, ainsi que la fiche d'impact afférente ;
- d'inscrire les dépenses correspondantes au budget du personnel.

Monsieur le Maire : Monsieur EL KANDOUSSI.

Abdi EL KANDOUSSI : Monsieur le Maire, mes chers collègues, afin de poursuivre la rationalisation du pilotage de certaines activités, placées au cœur de la collaboration entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole, il est aujourd'hui proposé de créer un service commun du secrétariat général entre les deux collectivités. Cette fonction est aujourd'hui assurée par des directions distinctes au sein de la Ville de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole. Une direction de secrétariat général existe en tant que telle à la Ville de Montpellier, dont les missions sont assurées à la Métropole pour la majeure partie au sein de la direction des affaires juridiques et de la commande publique. Une mutualisation permettrait à la fois de créer une entité de secrétariat général identifiée et commune aux deux collectivités référente de l'administration et des élus sur les questions relatives à la gestion de l'Assemblée ou au projet relatif au traitement du courrier, mais aussi de favoriser la transversalité entre les équipes.

Nous sommes donc pour une administration rassemblée, pour un service commun Ville-Métropole. Ceci permettra de rationaliser le fonctionnement pour le rendre plus efficace, et surtout d'avoir une cohérence des interventions. Donc, nous rationaliserons à effectif constant et nous donnerons des outils de travail commun pour la Ville et pour la Métropole. Nous aurons également les mêmes supports pour un meilleur fonctionnement.

Pour conclure, il est convenu que les dépenses mutualisées dans le cadre de cette convention, qui couvriront notamment les charges de personnel et les frais assimilés, seront remboursées par la Ville de Montpellier à la Métropole selon une clé de répartition des dépenses entre collectivités à hauteur de 50 % chacune.

Anne BRISSAUD : Sur ce point, je m'abstiendrai, parce que je considère que, quand on mutualise, c'est aussi l'occasion de faire des économies et de proposer un autre fonctionnement. Garder le même effectif, les mêmes outils, etc., je ne vois pas en quoi cela pourrait être plus efficace.

Abdi EL KANDOUSSI : Pour vous répondre, d'abord, on lance une mutualisation, donc on reste à effectif constant. Nous ferons un point dans quelques mois, et nous verrons si le fonctionnement actuel nécessite des modifications. A l'heure actuelle, nous partons sur cette mutualisation à effectif constant, et ce point a été validé à l'unanimité ce matin en Comité technique.

Anne BRISSAUD : C'est l'unanimité entre vous.

Monsieur le Maire : Non, c'est en présence des syndicats. Mais c'est que, Madame BRISSAUD, vous êtes mal informée par vos amis des syndicats. On ne vous a pas donné la feuille de présence.

Anne BRISSAUD : Je ne sais pas si je suis mal informée. En tout cas, mon avis...

Abdi EL KANDOUSSI : Le débat du Comité technique ce matin était de rester à effectif constant. Donc, c'était parfait.

Anne BRISSAUD : Ecoutez, si vous restez à effectif constant, pour un moment, c'est bien. Si, dans le temps, les différents transferts de charges, les différentes mutualisations faites entre la Ville et la Métropole permettent de faire des économies, je pense que ce sera mieux.

Monsieur le Maire : Franchement, si vous êtes aussi positive à toutes les séances, Madame BRISSAUD, on va se réunir en groupe, en interne, et on va regarder ce que l'on fait pour les législatives.

Anne BRISSAUD : C'est une nouvelle technique d'attaque, c'est cela ?

Sabria BOUALLAGA : C'est juste une question, en fait, par rapport à la mutualisation. Je voudrais poser une question peut-être stupide : est-ce que vous envisagez, à terme, de mutualiser aussi les bâtiments ? La Métropole et la Ville, du coup.

Monsieur le Maire : Il y a des conventions d'utilisation pour utiliser les bâtiments, il peut y avoir des conventions partagées.

Sabria BOUALLAGA : Je me dis que la proximité avec les agents, cela peut s'inscrire dans quelque chose de beaucoup plus cohérent, finalement, dans toutes ces mutualisations.

Monsieur le Maire : Mais vous savez, certains m'ont expliqué, quand cette mairie a été construite, qu'elle avait été faite pour recevoir le Conseil de Métropole et le Conseil territorial. Aujourd'hui, force est de constater qu'elle est réservée au Conseil municipal de Montpellier, même si nous avons des guichets uniques dans la mairie, en bas, à l'accueil, comme dans les 31 communes de la Métropole. Mais on peut, par convention, mutualiser les locaux.

Pour : 56

Contre : 2 (France JAMET, Audrey LLEDO)

Abstentions : 1 (Anne BRISSAUD)

Adopté à la majorité

Mesdames KERANGUEVEN et MIRALLES entrent en séance.

Madame PEREZ sort définitivement de séance.

48. Mise en œuvre d'une convention de gestion de service relative à la politique agro-écologique et alimentaire - approvisionnement local du territoire, au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole

Par délibération en date du 29 juin 2015, Montpellier Méditerranée Métropole a défini les grands axes d'orientation de sa politique publique en matière d'Agro-écologie et d'alimentation.

Dans ce cadre, un axe stratégique d'intervention a été défini autour de l'approvisionnement local du territoire, en particulier de la restauration collective.

Cinq objectifs ont été définis à ce titre et constituent le périmètre de la convention de gestion de service de la commune de Montpellier au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole à savoir :

- La réalisation d'un état des lieux de la Restauration collective des communes de la Métropole, incluant la mise en place d'un suivi évaluatif dynamique.
- Le développement d'un approvisionnement alimentaire de proximité pour la Restauration Collective sur le Territoire de la Métropole, notamment en renforçant la commande publique et en pilotant des groupes de travail pluri-professionnels.
- La coordination et l'accompagnement d'une démarche d'amélioration de la qualité de l'instant « repas » dans les structures collectives des communes de la Métropole.
- La contribution à la mise en place d'une démarche d'amélioration continue de la performance de la restauration collective à l'échelle métropolitaine.
- La coordination des actions d'amélioration de la Performance économique de la production alimentaire de la Métropole.

Les actions développées au titre de la présente convention s'inscrivent pleinement dans la dynamique de mise en place d'une coopérative de services au bénéfice des communes membres de Montpellier Méditerranée

Métropole, tel que prévu par le Schéma de mutualisation de Montpellier Méditerranée Métropole et de ses 31 communes.

Les missions relevant de la présente convention seront assurées par le Directeur de la Politique Alimentaire de la Ville de Montpellier à hauteur de 30 % de son temps de travail.

Ces missions seront exercées au sein de la Direction du Développement Economique et de l'Emploi de Montpellier Méditerranée Métropole, en lien étroit avec le Directeur, le Directeur-Adjoint (Directeur de projet) et la chargée de projets Agro-écologie et Alimentation.

Les missions principales (et spécifiques) qui seront mises en œuvre sont les suivantes :

1) Réalisation d'un état des lieux de la Restauration collective des communes de la Métropole et mettre en œuvre un suivi évaluatif dynamique de cette action

- Appréhender et analyser les différentes politiques alimentaires menées
- Evaluer les différents modes de gestion et de production utilisés
- Evaluer les volumes de matières premières achetés et consommés par la restauration collective des communes de la Métropole.
- Déterminer qui peut travailler avec qui, au regard de la diversité de l'offre et de la demande.
- Favoriser la connexion entre l'offre et la demande par une meilleure connaissance des contraintes des uns et des autres
- Appuyer la structuration de la filière de production correspondante à cette commande par un appui à l'organisation qualité et logistique des filières.

2) Développer un approvisionnement alimentaire de proximité pour la Restauration Collective sur le Territoire de la Métropole de Montpellier notamment en renforçant la commande publique et en pilotant des groupes de travail pluri-professionnels :

- Organiser et assurer le lien entre les différentes parties prenantes du circuit alimentaire territorial de la Restauration Collective (éleveurs/producteurs, fournisseurs, MIN, chambre d'agriculture, DRAAF, etc.).
- Moderniser le Marché d'Intérêt National (MERCADIS), porte d'accès privilégiée et incontournable pour le circuit de proximité de la Ville.
- Conduire des projets de développement vers une alimentation durable et responsable dans les Communes de la Métropole.
- Assurer des missions d'appui et de conseil sur la conception des marchés de DSP et/ou d'appels d'offres alimentaires.
- Accompagner les communes dans le suivi des DSP contractualisées par les communes de la Métropole.

3) Coordonner et accompagner la démarche d'amélioration de la qualité de l'instant « repas » dans les structures collectives des Communes de la Métropole :

- Appuyer une démarche d'amélioration continue de la distribution des repas dans les restaurants scolaires des Communes de la Métropole.
- Assurer des missions d'audits dans les unités de production et les restaurants scolaires de la Métropole notamment sur les aspects organisationnels, qualitatifs et économiques.

4) Contribuer à la mise en place d'une démarche d'amélioration continue de la performance de la restauration collective à l'échelle métropolitaine :

- Participer au projet de création d'un Conseil d'orientation sur la Politique Alimentaire de Montpellier Méditerranée Métropole.
- Piloter et coordonner la conception d'une Charte Qualité Métropolitaine définissant sa politique alimentaire en Restauration collective et notamment sur les axes de sécurité sanitaire, d'éducation au goût, de qualité organoleptique, de responsabilité environnementale et sociétale et de performance économique.

5) Développer et coordonner des actions d'amélioration de la Performance économique de la production alimentaire de la Métropole :

- Définition d'indicateurs « cible »
- Suivi de tableaux de bord

En conséquence il est proposé au Conseil Municipal :

- d'approuver la mise en œuvre de la convention de gestion de service relative à la politique agro-alimentaire et écologique – approvisionnement local du territoire, telle que présentée en annexe.

Vincent HALUSKA : Je profite de cette affaire pour faire un point sur la politique agro-alimentaire de la Métropole et de la Ville, si vous le permettez. Chers collègues, je vous présente aujourd'hui un petit exposé sur ce qu'on fait en termes de politique agro-écologique et alimentaire menée aussi bien à la Métropole qu'à la Ville. La politique publique en matière d'agro-écologie et d'alimentation va bien au-delà d'une stratégie d'approvisionnement local, comme il est stipulé dans la première partie de la délibération. En effet, si la stratégie d'approvisionnement local vise à réduire l'écart géographique entre le producteur et le consommateur, ce qu'on appelle les circuits de proximité, d'un plus grand nombre de produits consommés en restauration collective, tout en gardant une qualité identique voire meilleure, nous sommes particulièrement exigeants sur ce point. Ceci dit, cet axe de développement des circuits de proximité n'est pas le seul sur lequel nous travaillons depuis que nous sommes aux commandes avec Isabelle MARSALA, sur le parcours de la fourche à la fourchette des aliments servis dans les 84 cantines scolaires de la ville de Montpellier. Il se décline en plusieurs étapes et en plusieurs actions, mais je vous ferai grâce de toutes ces étapes et de toutes ces actions, et, ce soir, je vais simplement vous évoquer quelques cas, quelques exemples.

Le premier exemple, c'est la réduction du gaspillage engendré par le trop plein de commandes de denrées alimentaires en faisant évoluer la réservation des repas de la table ouverte à la réservation par période. Il faut savoir qu'après un an, un an et demi de mise en place, au départ, les camions quittaient la cuisine centrale avec 10% de surplus et que, à l'heure actuelle, on est à 4%. Donc, déjà, on a une réduction considérable des produits qui sont produits en cuisine centrale et qui auraient été jetés – qui auraient été transformés, pardon.

Monsieur le Maire : Simplement, sur ce que vient de dire Monsieur HALUSKA, je rappelle que j'ai signé le pacte de Milan. C'est l'agriculture urbaine, c'est la protection des terres à fort potentiel, c'est la politique de l'eau, c'est également la lutte contre le gaspillage alimentaire, et, à ce niveau-là, lorsque l'alimentation dans les restaurants scolaires ou dans les restaurants d'entreprise ou collectifs n'a pas été utilisée, elle est dans un premier temps proposée aux associations caritatives. Donc, il n'y a rien qui est jeté tant que les produits ne sont pas périmés. J'ai signé le pacte de Milan.

Vincent HALUSKA : Et après, cela me permet de rebondir sur une deuxième action, qui est l'allotissement des produits, car, avant, les produits étaient commandés de manière globale, ce qui ne permettait pas aux petits producteurs et petits producteurs locaux de pouvoir répondre aux appels d'offres, notamment. Et cela entre aussi dans le cadre du pacte qui a été signé à Milan l'année dernière par Monsieur le Maire. La mise en place de l'allotissement des denrées permet aux producteurs locaux de prétendre aux marchés publics et d'être retenus. Donc, en plus d'avoir alloti ces denrées, nous avons aussi des produits de proximité. Nous avons déjà lancé les produits comme le riz camarguais, comme la pomme héraultaise, comme le taureau de la Manade sur le territoire de la Métropole. Et, toutes ces actions combinées, en plus de réétudier certaines composantes de repas, d'accompagner le travail d'éducation au goût par le personnel encadrant, on arrive à une réduction du gaspillage alimentaire. On a mené un état des lieux, cette année, justement, sur le gaspillage alimentaire afin d'étudier les différents niveaux, les livraisons, le stockage des repas livrés, l'analyse et le mode de distribution des repas aux enfants, d'observer le comportement durant le temps. On a pesé les déchets de tout l'alimentaire, et on s'aperçoit qu'en moyenne, cela représente 150 grammes de denrées alimentaires par jour et par enfant, ce qui correspond à 270 tonnes de denrées alimentaires par an sur l'ensemble de la ville. Si on chiffre cela, on a un chiffre qui avoisine les 1 million d'euros. Une somme que l'on peut, après, réinvestir dans les produits de qualité. C'est pour cela qu'on a commencé à le faire avec le pain, notamment. Depuis le mois de janvier dernier, tous les enfants ont du pain bio sur leur table, en plus d'avoir du pain qui est fabriqué sur la Métropole. Donc, on est dans

une démarche d'approvisionnement local de qualité en dépensant moins, et en proposant aux enfants de la ville de Montpellier de meilleurs repas.

Applaudissements dans la salle.

Monsieur le Maire : Je vais faire revoter l'affaire, parce que cela a déclenché une discussion.

Michael DELAFOSSE : Monsieur le Maire, merci. On votera évidemment ce rapport. L'exposé donne des éléments intéressants pour le débat public. Deux choses. La première, nous l'avons soulevée, on pense que, sur la gestion des stocks, on doit être capables de pouvoir réduire le délai de réservation pour la cantine, qui est actuellement de 2 mois, et de s'efforcer de le ramener à un mois, parce que, pour beaucoup de familles, c'est compliqué, il y a des temps partiels, des emplois du temps... Le deuxième sera un éclaircissement : le pain bio, c'est très bien, mais il y a des informations – je pense qu'elles vont être démenties – qui indiquent que ce pain serait limité à une ou deux portions pour les enfants. Si vous pouvez nous éclairer là-dessus, ce serait très bien.

France JAMET : Juste une explication de vote et une petite remarque. Contre les déchets, je sais qu'il y a une solution, c'est le goût. Quand on donne quelque chose de bon, en général, vous n'avez pas de déchets dans l'assiette. Ce qui m'amène à la deuxième remarque. Et non, ce n'est pas subjectif. Quand ce qui est dans l'assiette n'est pas bon, on laisse.

Monsieur le Maire : On touche le paroxysme du populisme. Celle-là, je ne l'aurais même pas imaginée : « Quand c'est bon, y en n'a plus dans l'assiette ».

France JAMET : Vous n'êtes pas un bon gastronome. C'est pas grave. Cela vous agace, mais c'est important de le dire, parce que ceux à qui on doit s'adresser sont contents d'entendre cela. Et notamment une remarque : si 30 % des collectivités achetaient à nos agriculteurs et à nos éleveurs français, on sauverait notre agriculture et nos élevages. Il faut le savoir. Et cela m'amène donc à une troisième remarque. Il paraît que, quelquefois, cela présente des difficultés au niveau des règles de CAO, des commissions d'appels d'offres. Je pense que l'on doit pouvoir non pas déroger, mais s'arranger avec tout cela. Ecoutez, à la Région, quand on veut choisir untel plutôt qu'untel, un copain plutôt qu'un autre, on peut très facilement intégrer des critères subjectifs et s'en arranger.

Monsieur le Maire : On ne va pas transposer le débat de la Région Occitanie au Conseil municipal de la Ville de Montpellier.

France JAMET : Je rappelle encore que c'est la politique du PS et des LR qui nous l'interdit, dans le cadre des directives européennes. Je me demande à ce moment-là ce que font nos députés.

Monsieur le Maire : Sur la question de Monsieur DELAFOSSE sur laquelle Madame MARSALA a déjà répondu, je vais lui repasser la parole une deuxième fois pour qu'elle puisse y répondre, et Monsieur EL KANDOUSSI conclura. Abdi, je souhaite que tu t'exprimes sur la restauration scolaire, parce que je suis sûr que tu vas nous dire des choses intéressantes.

Isabelle MARSALA : Monsieur DELAFOSSE, de mémoire, nous avons à la cuisine centrale deux diététiciennes qui évaluent les besoins des enfants en primaire ou maternelle, et qui évaluent le poids des aliments qui sont nécessaires à une bonne santé des enfants. Donc, sur le pain, nous sommes autour de 50 grammes, je crois, par enfant – je vous le dis de mémoire –, qui est l'évaluation de la quantité nécessaire d'accompagnement du pain et qui est en liaison avec tous les autres aliments choisis. Donc, c'est quelque chose qui se veut un menu équilibré et qui, je pense, l'est. Je ferai juste une petite incursion au niveau du goût. J'ai moi-même reçu les menus des 2 mois à venir dans les cuisines pour les écoles générales. Je les ai envoyés à tous les élus, et j'ai été particulièrement satisfaite des menus. Donc, vous n'avez pas besoin de moi pour les avoir, ils sont sur le site de la Ville, en consultation. Cela m'a semblé diversifié, équilibré et un plaisir gustatif accompagnant. Pour ce qui est des 2 mois, qui ne sont pas de moi, qui sont les temps entre 2 périodes de vacances scolaires, nous varions entre 5 semaines et certaines fois 4 – c'est assez rare –, et 7 semaines. Nous avons même entendu les demandes des familles, puisque la dernière période de l'année scolaire durera 11 semaines – c'est assez déséquilibré, cette année, mais ce sont les dates qui sont données par l'Education nationale, n'est-ce pas –, et nous avons choisi de refaire, au milieu, une nouvelle inscription parce qu'effectivement, là, nous avons considéré que c'était trop long pour les familles. Pour les commandes de repas, il nous faut au minimum 5 semaines. En plus, je vous ai déjà expliqué, et il me semble que c'est du simple bon

sens, que nous avons choisi de faire les inscriptions des cantines exactement au même moment que les TAP, ce qui permet aux familles un déplacement et non pas deux, et ce qui permet au service une organisation plus planifiée sur une fois, plutôt qu'une fois pour les TAP et, à rythme intercalé, une fois de nouveau pour les cantines. Mais, de toute façon, au début, notre parti pris était d'aller vers un approvisionnement de proximité pour avoir, pour les enfants, des produits frais et de meilleure qualité et, là, nous sommes tenus a minima à 5 semaines pour avoir nos livraisons. Donc, nous n'avons pas le choix.

Monsieur le Maire : Et, pour conclure ce débat fructueux, je passe la parole au président du groupe majoritaire, Abdi EL KANDOUSSI.

Abdi EL KANDOUSSI : Merci Monsieur le Maire, en 2 étapes simplement. Les objectifs, ce sont des approvisionnements de proximité : Monsieur HALUSKA l'a dit, approvisionnements de la commande publique pour une meilleure qualité de l'instant repas des enfants de Montpellier, pour être plus performant, en limitant le gaspillage alimentaire.

Le savoir-faire de la Ville de Montpellier est reconnu, et notre expertise est mise à disposition des services de la Métropole, mais également des villes de la Métropole. Donc, nous sommes bien sur un projet qualitatif et nécessaire. Et, pour conclure, je voudrais remercier notre ami Vincent HALUSKA, qui prouve aujourd'hui que la restauration scolaire est une très belle délégation qui nécessite de la passion, nous l'avons vu tout à l'heure, mais également un investissement, et vous l'avez prouvé tout à l'heure, Monsieur HALUSKA. Donc, Monsieur de SAINT-JOUAN, désolé pour vous, vous avez raté une très très belle délégation.

Monsieur le Maire : Il faut dire les choses. C'est sûr que vous n'avez pas l'habitude d'aller manger dans les écoles avec les parents d'élèves. On me le dit. C'est dommage, prenez le temps d'être attentif aux Montpelliérains, soyez proche des gens, Monsieur de SAINT-JOUAN. Même si cela ne vous fait pas élire quelque part, dans votre for intérieur, cela assouviendra votre penchant naturel pour l'humanisme.

Pour : 60

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

49. Convention de gestion de service au bénéfice de la Ville relative à la gestion des contingents de logements réservés

La compétence « équilibre social de l'habitat » de la Communauté d'Agglomération s'est vue largement étoffée à la faveur de son passage en Métropole et concerne désormais globalement la « politique locale de l'habitat » en application de la loi MAPTAM :

- ✓ Programme Local de l'Habitat
- ✓ Politique du logement ; aides financières au logement social ; actions en faveur du logement social ; actions en faveur du logement des personnes défavorisées
- ✓ Amélioration du parc immobilier bâti, réhabilitation et résorption de l'habitat insalubre
- ✓ Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage

Par ailleurs, la loi du mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové (ALUR) ainsi que la loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine, dite loi « Lamy » du 21 février 2014 confient aux EPCI disposant d'un PLH approuvé la gouvernance de la politique d'attribution des logements sociaux et d'occupation du parc public, en articulation avec les politiques locales de l'habitat qu'ils définissent déjà sur leurs territoires.

Depuis 2003, la Communauté d'Agglomération devenue Métropole bénéficie de réservations dans le parc HLM, composant son contingent, en contrepartie des subventions et garanties d'emprunts qu'elle accorde aux bailleurs sociaux pour favoriser la réalisation de logements sociaux.

La Ville de Montpellier pratiquait des réservations dans le parc locatif social dans les mêmes conditions que la Métropole aujourd'hui, qu'elle a continué à gérer jusqu'à maintenant.

La Ville et la Métropole disposaient chacune d'un service ou d'une unité chargé de gérer administrativement le contingent de logement réservé.

Dans ce cadre des évolutions législatives, et au regard de la démarche de rapprochement et de mise en synergie des services de la Ville de Montpellier et de la Métropole engagée sous l'impulsion du Président-Maire, il paraît opportun de mutualiser la gestion des contingents Ville et Métropole.

Il est proposé de confier au service Habitat de la Direction de l'Urbanisme et de l'Habitat de la Métropole la gestion du contingent Ville de Montpellier dans le cadre d'une convention de gestion de services.

En conséquence il est proposé au Conseil Municipal :

- d'approuver la mise en œuvre d'une convention de gestion de service afin que Montpellier Méditerranée Métropole réalise pour la Ville la gestion de son contingent de logement réservé, telle que présentée en annexe,
- d'inscrire au budget les dépenses correspondantes. |

Monsieur le Maire : Ne partez pas, car l'affaire 50 est importante et, ensuite, je souhaite donner quelques renseignements sur le terrain du CHU à la maternité pour répondre aux questions de certains journalistes. Même s'ils ne me les posent pas, je sais qu'ils en brûlent d'envie. Vous êtes concernés, aussi. Mais c'est normal, il faut que ce soit transparent, l'information. Alors, moi, ça ne me pose pas de souci, parce que je dis tout. Donc, je n'ai rien en réserve mentale. Allez-y, Madame BOUALLAGA.

Sabria BOUALLAGA : J'aurai juste une observation à faire, et, une fois de plus, une proposition que je vous ai soumise à plusieurs reprises, qui fait partie de votre programme. Vous savez que je suis humaniste aussi et que je tiens beaucoup à l'équité. Et je pense que vous aussi, puisque cela faisait partie de votre programme. Il me semble que c'était la proposition 14 ou 15, je ne m'en souviens plus, concernant le fameux scoring, la distribution équitable du logement, qui, nous le savons, est compliquée à mettre en œuvre, mais qui a été faite par d'autres communes aussi grandes que la nôtre. Et je me dis que, peut-être, Monsieur le Maire, il serait intéressant, sur ce contingent dont vous disposez et dont vous êtes responsable – peut-être pas sur la totalité, parce que, effectivement, pour mettre le scoring en place, il faut construire beaucoup pour répondre à la demande, et on sait qu'elles sont nombreuses sur Montpellier –, de sélectionner un petit pourcentage pour utiliser ce mode de scoring comme expérimentation. Pas sur la totalité, parce qu'on sait qu'on ne pourra pas y répondre – et dire qu'on le ferait, ce serait mentir –, mais, en tout cas, sur une vingtaine de logements, peut-être, on pourrait dire que quatre ou cinq seraient attribués de façon complètement équitable et avec cette grille d'équité qui nous permettrait justement de l'expérimenter sur notre commune. Voilà, donc, c'était pour moi l'occasion de remettre une fois de plus cette proposition qui, j'espère, verra le jour un jour à Montpellier. Je pense que vous y songez de plus en plus.

Abdi ELKANDOUSSI : Sur cette affaire, d'abord, il y a une CAL dans chaque organisme ; donc, c'est la CAL qui est souveraine, et ce n'est pas à la Métropole de donner le point final sur un dossier de demande de logement. La Métropole assurera le pilotage plus cohérent afin d'optimiser l'organisation des moyens. Il apparaît opportun de mutualiser la gestion des contingents Ville et Métropole au sein d'un même service juridiquement hébergé à la Métropole au sein de la direction de l'urbanisme et de l'habitat, mais agissant pour le compte des deux collectivités. L'objet de cette convention est la gestion de services, et donc d'organiser les modalités pratiques de cette gestion mutualisée, tout simplement. Donc, on n'est pas sur le contenu lui-même du dossier, mais sur le traitement du dossier.

Pour : 58

Contre :

Abstentions : 2 (France JAMET, Audrey LLEDO)

50. Territoires de démocratie sanitaire - Consultation de l'Agence Régionale de Santé - Avis sur la délimitation de ces territoires

Forte d'une très ancienne tradition médicale – son université de médecine, première fondée en Europe, reste une référence nationale- , la Ville de Montpellier abrite sur son territoire des acteurs majeurs de la santé, et notamment le Centre Hospitalier Universitaire (CHU) au rayonnement mondial grâce à la qualité de prise en charge de ses malades et à ses compétences techniques et humaines.

La stratégie nationale de santé définie dans la loi de modernisation de notre système de santé (LMSS) publiée le 26 janvier 2016 a pour objectif de mobiliser fortement les acteurs autour d'une ambition forte : refonder le système de santé. Cette refondation s'appuie sur trois axes parmi lesquels un axe visant à approfondir la démocratie sanitaire et renforcer l'animation territoriale conduite par les Agences Régionales de Santé (ARS).

Après l'installation de la nouvelle Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie à l'échelle de la Grande Région le 30 juin dernier, une nouvelle étape du renforcement de la démocratie est franchie avec la définition des territoires de démocratie sanitaire précisés dans le décret n°2016-1024 du 26 juillet 2016.

Cette définition s'inscrit dans le cadre d'une procédure de consultation qui amènera l'ARS à arrêter les territoires de démocratie sanitaire.

A cet effet, l'ARS Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées a saisi pour avis la Ville de Montpellier le 6 septembre dernier.

L'avis de l'assemblée délibérante doit être transmis deux mois à compter de la publication de l'avis de consultation au recueil des actes administratifs de la Préfecture de région Occitanie. Il peut être accompagné de toutes observations, remarques ou propositions.

La politique régionale de santé est menée en concertation avec des instances de démocratie sanitaire qui réunissent tous les acteurs du système de santé : usagers, professionnels de santé, établissements hospitaliers et médico-sociaux, élus, institutions, acteurs de la prévention et de l'éducation pour la santé...

Les territoires de démocratie sanitaire permettront la mise en cohérence des projets de l'ARS, des professionnels et des collectivités territoriales. Ils permettront également la prise en compte de l'expression des acteurs du système de santé et notamment celle des usagers.

A terme, le territoire de démocratie sanitaire retenu par l'ARS constituera l'assise géographique des futurs Conseils Territoriaux de Santé, qui remplaceront les actuelles Conférences de territoire.

L'ARS soumet deux scénarios géographiques pour la délimitation des territoires de démocratie sanitaire sur le territoire régional. L'un à l'échelle du département, l'autre basé sur le regroupement de certains départements limitrophes.

Pour ce qui concerne l'Hérault, les propositions de l'ARS sont :

1) A l'échelle départementale : le territoire de démocratie sanitaire se cantonnerait aux frontières du département de l'Hérault. Chaque département disposerait alors de son propre territoire de démocratie sanitaire, l'ARS devrait se reposer sur treize instances.

2) Le regroupement de plusieurs départements : le territoire de démocratie sanitaire serait constitué des départements de l'Hérault et de l'Aveyron (les regroupements proposés par l'ARS pour les autres territoires sont : Gard et Lozère ; Aude et Pyrénées-Orientales ; Ariège et Haute-Garonne ; Gers et Hautes-Pyrénées ; Lot, Tarn et Tarn-et-Garonne).

La Ville de Montpellier souhaite, dans le cadre de la dynamique entreprise au niveau de Montpellier Méditerranée Métropole, participer à renforcer la solidarité entre les territoires sur la base d'une vision partagée du développement économique. Le second scénario s'inscrit dans cette perspective. Il serait de nature à favoriser la mutualisation des expériences et enrichir la réflexion des acteurs, compte tenu de la diversité des situations rencontrées dans ces deux départements.

Ce découpage s'inscrit également dans la logique du Groupement Hospitalier de Territoire (GHT) qui regroupe neuf établissements hospitaliers Est-Hérault et Sud-Aveyron, dont le CHU de Montpellier.

Dans cette logique de solidarité entre les territoires, un groupe de travail « coopérations territoriales » a été mis en place entre les EPCI du pôle métropolitain (Alès, Montpellier, Nîmes et Sète) pour la construction de projets communs dans le domaine de la santé. Dans ce cadre, une troisième hypothèse de délimitation du territoire de démocratie sanitaire concernant l'Hérault pourrait également inclure le département du Gard.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de donner un avis favorable au deuxième scénario (regroupement de l'Hérault et de l'Aveyron) pour la délimitation du territoire de démocratie sanitaire,
- de proposer une alternative incluant le Gard dans la délimitation de ce territoire de démocratie sanitaire.

Monsieur le Maire : Je voudrais d'abord faire un point sur le terrain du CHU. J'ai demandé au CHU de nous autoriser à sélectionner les équipes d'architectes pour monter un projet qui déterminera la valeur faciale du terrain pour que, in fine, la valeur du terrain du CHU soit optimisée en fonction du programme proposé sur l'ensemble de la parcelle. Il faut que le CHU ne sorte pas perdant de cette transaction, et il ne faut pas que la Ville ou la Métropole sortent perdantes non plus. Donc, il faut arriver à fabriquer du win-win, du gagnant-gagnant, et c'est le programme, la qualité du programme qui pourra déterminer la valorisation possible du terrain du CHU. C'est pour cela que le CHU, par son conseil de surveillance, nous a autorisés à lancer la procédure sans pour autant que la vente soit passée. Etant des deux côtés, je ne peux pas défavoriser l'un ou l'autre.

L'affaire 50, là, c'est la Loi Santé de Marisol TOURAINE. Moi, je soutiens Marisol. Je l'ai rencontrée au ministère, à plusieurs reprises. Si, elle a fait de belles choses et de bonnes choses. Les GHT, les groupements hospitaliers de territoire, c'est bien, cela fait avancer.

Et la carte de démocratie sanitaire est aussi une belle réalisation. C'est la façon de créer des partenariats sur la santé avec les territoires et les hommes et les femmes qui les incarnent. Ce qui est important dans le choix que nous avons à faire, c'est de nous déterminer sur deux possibilités que la loi nous offre. Proposer d'abord un territoire de démocratie sanitaire à l'échelon du département. Et, là, on garde la limite départementale, et d'ailleurs, au Département de l'Hérault, cette affaire a été votée lundi dernier en session. Je suis cela de près, les sessions du Conseil général, parce qu'il faut qu'on soit tous informés de ce qui se passe dans les autres collectivités pour qu'on puisse avoir, en conscience, une vision cohérente de l'aménagement et des fonctionnements. Donc, la première possibilité que nous ayons, c'est d'établir cette carte sanitaire sur le département de l'Hérault.

La deuxième possibilité que nous ayons – et c'est celle que je vous proposerai de voter –, c'est de la faire correspondre avec les GHT. Les GHT sont des unités de coopération sanitaire entre établissements qui sont divisées en 14 sur la grande région Occitanie. Pour ce qui concerne le CHU de Montpellier, qui est central dans cette affaire, il travaille en partenariat avec d'autres établissements publics dont ceux de l'Aveyron, au travers des centres hospitaliers de Millau et de Saint-Affrique.

Je proposerai donc la deuxième solution, qui est celle de voter un territoire de démocratie sanitaire qui est identique, qui recouvre le Groupement hospitalier de territoire du CHU de Montpellier intégrant, entre autres, le CHU de Millau et le CHU de Saint-Affrique, pour permettre la cohabitation de l'Hérault et de l'Aveyron qui, traditionnellement, travaillent en partenariat avec le CHU de Montpellier. C'est Hérault Aveyron. C'est à cheval sur deux départements. Il y a Millau, Saint-Affrique et Montpellier qui travaillent dans le même GHT. Et, ce que je propose, c'est que ce territoire de démocratie corresponde globalement au GHT parce que, sur le département de l'Hérault, on ne travaille pas avec Béziers dans le GHT, mais avec Agde, avec Sète et Lodève. On a des

coopérations avec Béziers, mais le GHT de Béziers est un GHT à part entière. Autrement dit, il y a plusieurs GHT dans l'Hérault, et celui de Montpellier travaille avec les hôpitaux de Millau et de Saint-Affrique.

Ce que je propose, c'est de faire correspondre la carte de démocratie sanitaire aux contours du GHT puisqu'il y a les deux entités dans la loi santé, Monsieur DOMERGUE. Sachant que nous avons proposé un groupe de travail et de coopération territoriale sur la santé avec Alès, Montpellier, Nîmes et Sète, pour compléter le dispositif.

Jacques DOMERGUE : Vous comprenez, Monsieur le Maire, que le découpage territorial tel qu'il est annoncé est incompatible avec ce que vous venez de dire à l'instant, c'est-à-dire qu'on travaille avec Alès, Montpellier, Nîmes et Sète.

Monsieur le Maire : Ce n'est pas incompatible, c'est complémentaire.

Jacques DOMERGUE : On n'arrête pas de découper.

Monsieur le Maire : C'est la loi qui fait cela.

Jacques DOMERGUE : La loi, elle va d'un bon esprit à un découpage qui ne correspond pas à la réalité. Parce que la réalité, c'est que le CHU de Montpellier ne peut pas se limiter à sa collaboration avec le seul hôpital de Millau, le directeur de Montpellier étant lui-même directeur de l'hôpital de Millau. Sinon, cela va être extrêmement restrictif et on va voir l'activité de notre CHU se restreindre.

Monsieur le Maire : Je n'ai pas dit cela.

Jacques DOMERGUE : Les GHT, je sais ce que c'est. Mais il y a un problème de découpage. Que l'on se cale sur les GHT, je crois que c'est une bonne chose, mais, de là à dire qu'on cautionne la loi Touraine là-dessus, vous comprendrez que, non seulement à titre personnel, je ne partage pas sa politique, mais que je ne vois pas la logique. Qu'il y ait une gradation dans les soins, qu'on mette fin à cette notion de « possession » du malade simplement parce que le malade représente une somme d'argent dans le cadre de la T2A – il y avait un effet pervers de la T2A, c'est évident –, que l'on hiérarchise les soins en disant quand le malade peut être traité dans la proximité, il vaut mieux parfois déplacer des praticiens que déplacer des malades, d'accord. Mais, faire fi de tout un passé, tout un historique sur un système de gradation des soins qui existe et qui fait que, par exemple, un malade de Perpignan peut très bien venir se faire opérer à Montpellier, on est hors GHT, on est hors tout, là... Donc, il faut prendre le bon côté des GHT, mais en comprendre également les limites. C'est tout ce que je voulais dire.

Monsieur le Maire : Mais je suis d'accord avec vous, là-dessus. Je suis d'accord avec vous, cela ne me pose pas de souci. Ce que je dis, c'est que la carte de démocratie sanitaire, il est préférable qu'elle corresponde au GHT, par cohérence. Et le GHT intègre les hôpitaux que j'ai cités, notamment ceux de Saint-Affrique et de Millau. C'est-à-dire une coopération entre l'Hérault et l'Aveyron. Traditionnellement.

France JAMET : Evidemment, je ne rentrerai pas sur le fond du problème. Tout le monde est pour la santé, tout le monde est pour la préservation de notre système social. Par contre, je ne partage pas du tout, évidemment, votre analyse sur la loi Touraine, son action, et, encore moins, évidemment, sur l'ARS.

Monsieur le Maire : Vous avez vu, dès que je soutiens un ministre socialiste, je deviens clivant.

France JAMET : Pourquoi vous dites cela ?

Monsieur le Maire : Je constate, c'est tout.

France JAMET : Constatez simplement l'action du gouvernement socialiste et faites le total, faites le compte. « Renforcement de la démocratie », « Territoire de démocratie sanitaire » : je ne sais pas où vous allez chercher ça.

Monsieur le Maire : Ce sont les termes de la loi.

France JAMET : Où est l'égalité ? Où est la proximité ? Les termes de la loi... Pour nous, l'ARS, son action à Madame TOURAINE, a consisté essentiellement à baisser l'offre des soins et à diminuer les effectifs. Marisol TOURAINE, c'est le déremboursement de médicaments, c'est les maternités qui ferment, et on voit tous les jours ce que cela a donné.

Monsieur le Maire : La maternité de Saint-Affrique, elle n'a pas fermé.

France JAMET : Je ne vois pas cela simplement sur une logique de découpage. Je pense qu'il y a une véritable planification qui est dangereuse et qui repose essentiellement, et j'y reviens encore, sur le sacro-saint principe de rentabilité. Tout ce que l'on voit, c'est que tout cela amplifie la fracture entre l'urbain et le rural, les déserts ruraux. Moi aussi, je suis comme vous, je lis la presse : il faut 30 minutes pour arriver jusqu'à un médecin, les dépassements d'honoraires sont quotidiens. Au nom des économies, on passe à côté de la proximité, et je pense que la fonction publique... Cela ne vous intéresse pas ? Cela vous agace.

Monsieur le Maire : Non, je vous écoute.

France JAMET : Cela vous agace.

La fonction publique hospitalière – et je ne crois pas que le Professeur DOMERGUE me contredira là-dessus –, mais on se tourne maintenant vers une véritable privatisation : abaissement de soins, diminution des effectifs, inégalités. Je ne pense pas que ce soit clivant, je fais simplement le bilan de la politique des LR et des socialistes. Et l'action de Madame TOURAINE et la planification de l'ARS sont parfaitement critiquables et condamnables. Pour revenir dessus encore et encore et pour rassurer Monsieur LEVITA, oui, nous sommes pour une véritable défense du service public, qui concerne aussi le social. Et pour répondre à Monsieur LEVITA : pourquoi est-ce que le Front national s'intéresse à ce sujet ? C'est parce que cela fait 30 ans que les socialistes et l'UMP et les LR ont sacrifié et ont détruit ce qui faisait notre exception française et auquel nous étions tous attachés. C'est pour cela qu'on défend le service public, c'est parce que vous l'avez laissé tomber, et ça suffit.

Monsieur le Maire : Qui l'a dit, d'entre nous ? Ne nous dites pas cela à nous. Nous, on n'est pas LR et pas socialistes. Nous sommes divers gauche, citoyens, écologistes.

France JAMET : Depuis 2 ans. Cela fait 2 ans que vous n'êtes plus socialistes.

Monsieur le Maire : Attendez. Vous avez dit des contre-vérités. La loi sur la démocratie sanitaire et les groupements hospitaliers de territoire, c'est justement pour mettre en place des solidarités territoriales. Entre l'urbain et le rural.

France JAMET : Mais c'est l'effet inverse, vous le voyez bien. Le professeur ne me contredira pas, vous le savez tous, ce sont des maternités qui ferment.

Monsieur le Maire : Non.

France JAMET : Et si. Et ce sont les déremboursements.

Monsieur le Maire : Où ?

France JAMET : Cette carte, le Professeur DOMERGUE vient de vous le dire, elle n'est même pas cohérente par rapport à une réalité. Elle n'est même pas cohérente.

Monsieur le Maire : Monsieur MOURE, allez-y.

Jean-Pierre MOURE : Je ne vais pas rentrer dans tout ce qui vient d'être dit. Je pense que cette délibération est fondamentale par rapport à l'organisation de la santé dans les grandes années qui sont devant nous.

Je suis d'accord sur le fait que, dans ce qui pourrait s'appeler – d'autres, bien sûr, ne recourent pas cette appellation – une forme de rationalisation, je préfère le binôme avec l'Aveyron qu'uniquement l'Hérault. Mais ce que vous évoquez comme une alternative, que vous présentez en troisième voie, moi, je pense qu'il faut

qu'elle soit beaucoup plus insistante. Parce qu'on connaît toutes les problématiques liées à l'organisation de la santé dans ces établissements, entre le pôle montpellierain et le pôle nîmois. Il y a un an et demi, on a encore eu un débat qui pouvait tourner au vinaigre sur le fait qu'on allait supprimer – on disait qu'on allait supprimer ou pouvait supprimer – un établissement hospitalier privé sur Montpellier pour l'accorder au Gard. Je crois qu'il y a une logique de bonne coopération entre Nîmes et Montpellier par rapport à ce secteur santé. Il est conforté par la proximité des deux villes, par la recherche, etc. Je souhaiterais personnellement, si j'avais à formuler un vœu, proposer un renforcement de ce qui est mis sur la table ce soir, c'est qu'effectivement, on ajoute le Gard. Et qui dit le Gard, dit la Lozère, également, qui va avec, avec Montpellier, l'Aveyron. Ce serait l'occasion de conforter un pôle important par rapport à Toulouse, logique par rapport à l'Est de la nouvelle région Occitanie, et, de l'autre côté, cela permet de contrebalancer l'ensemble Avignon - Marseille. Je pense qu'il faut insister dans le choix de la ville. Je ne sais pas si on aura l'occasion d'y revenir également à la Métropole, si c'est proposé. Mais, moi, j'insisterais sur la relation très étroite, très fonctionnelle, d'excellence en termes de services proposés sur le territoire à l'ensemble des populations, quel que soit leur niveau de vie. Le lien entre Montpellier et Nîmes, Alès et la Lozère et Millau et Saint-Affrique, tel que cela a été évoqué.

Monsieur le Maire : Je vous rejoins sur ce point, mais j'ai précisé tout à l'heure que, dans le cadre des coopérations territoriales que vous avez dans la délibération, on est en train, avec le pôle métropolitain, de mettre en place sur la santé une coopération particulière entre Alès, Montpellier, Nîmes et Sète. Nous sommes en train de trouver la date où nous allons signer cette convention avec les quatre Villes, quatre Agglomérations.

Jean-Pierre MOURE : Parce que, sur le plan de la santé, Millau a toujours été tournée vers Montpellier. Ce qui est proposé est logique. Mais le risque est de distendre l'efficacité entre Montpellier et Nîmes et, réciproquement, sur le plan de la santé....

Monsieur le Maire : C'est même impossible, parce qu'en termes d'université et de centre hospitalier universitaire, c'est Montpellier-Nîmes. En fait, cette carte est très « techno ». On préfère la faire correspondre au groupement hospitalier de territoire, mais, à côté de cela, on fabrique une coopération territoriale qui fera l'objet d'un contrat sur la santé entre Alès, Montpellier, Nîmes. Je n'en ai pas encore parlé publiquement. Donc, c'est la première fois que, suite à votre interrogation, nous en parlons. Mais cela va être l'occasion pour les quatre Villes de travailler ensemble. Nous prenons la voie qui avait été tracée par Georges FRECHE, à l'époque, de la coopération entre Alès, Montpellier, Sète et Nîmes. Et nous le faisons au travers de trois disciplines : la santé, les transports, la culture, le tourisme.

Je vous propose donc d'adopter la même carte que le groupe hospitalier de territoire, c'est-à-dire la solution 2. Qui est contre ? 2 contre. Qui s'abstient ? 2 contre. Et le reste vote pour, donc merci beaucoup.

Merci à toutes et à tous. Et merci aux courageux journalistes à la tribune qui ont assisté à 4 heures de débats encore aujourd'hui. 4 heures de débats.

Pour : 58

Contre : 2 (France JAMET, Audrey LLEDO)

Abstentions :

Adopté à la majorité.

Plus rien n'étant à délibérer, la séance est levée à 22h00.

Communication

**Article L 2122-22 et L 2122-23 du
 Code Général des Collectivités Territoriales :**

En application de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, le maire doit rendre compte des décisions à chacune des réunions obligatoires du conseil municipal. Cette communication ne donne pas lieu à un débat. L'ensemble des décisions, et leurs annexes, sont consultables auprès du Secrétariat Général – Service de l'Assemblée.

DECISION N°	SYNTHESE DE LA DECISION
2016/0238	Après consultation, la Ville de MONTPELLIER décide d'attribuer le marché "Prestations hôtelières catégorie 4 étoiles en demi-pension" (6B0052) à la SARL LA CITADELLE (hôtel CROWNE PLAZA) pour un montant total de 82.967,22 € HT. C'est un marché unique conclu pour une période d'exécution entre le 1er et le 20 décembre 2016.
2016/0244	Dans le cadre des études relatives au PLUi, il est proposé de confier une étude "Axes Majeurs (rue de Lavérune - rue Las Sorbes)" au bureau d'études COLOCO pour un montant de 20.700€HT.
2016/0307	Cette procédure est un marché complémentaire au MAPA 9M360 qui avait permis l'acquisition du système informatisé de gestion des clés des véhicules mutualisés de la Collectivité (article 30). La présente procédure, n° 6B0116, couvre une livraison complémentaire qui permettra d'équiper la Police Municipale de 2 armoires à clés, afin d'optimiser l'utilisation de l'ensemble des véhicules de ce service. Le montant de l'opération s'élève à 21 199 € HT.
2016/0314	Autorisation de signer les avenants de transfert des raisons sociales des sociétés GEA Delbag et DencoHappel suite à leur fusion, aboutissant à la disparition de GEA Delbag au profit de DencoHappel (marché 4D0037 lot 3).
2016/0318	La Ville décide de signer une convention de mise à disposition du P.U.S. Veyrassi avec l'Université Montpellier du 12 septembre 2016 au 30 juin 2017, pour un montant de 28 714.30 € T.T.C.
2016/0320	Attribution du marché 6B0118 passé selon une formule adaptée pour la participation de la Ville à la Foire de Montpellier du 7 au 17 octobre 2016 : cette participation se concrétise essentiellement par une réservation d'espace permettant la présentation détaillée de l'action de la municipalité. Le marché est attribué à la SAEML Montpellier Events, organisateur exclusif, pour un montant de 18000€ HT.
2016/0321	Il s'agit d'approuver une convention de participation aux financements des équipements publics de la ZAC de la Restanque entre la Ville, SA3M et Urbat Promotion pour la construction de logements collectifs et de locaux commerciaux en rdc rue de l'Industrie/rue du Lantissargues. Le montant total de cette convention s'élève à 1 445 140 €.
2016/0323	Dans le cadre du mandat de réalisation de travaux à l'ancienne Mairie de Montpellier conclu avec la SA3M, il est décidé d'attribuer le marché n° 2910 S 16.02 "Ancienne Mairie de Montpellier - Diagnostic amiante" à la société EXPERT HABITAT INGENIERIE. Il s'agit d'un accord-cadre à bons de commande sans minimum avec un maximum de 60 000 € HT. Il est conclu pour une durée de 4 ans à compter de la notification.
2016/0324	Dans le cadre du mandat de réalisation de travaux à l'ancienne Mairie de Montpellier conclu avec la SA3M, il est décidé d'attribuer le marché n° 2910 S 16.05 "Ancienne Mairie de Montpellier - Marché de maîtrise d'œuvre pour la réalisation des travaux d'aménagement liés à l'implantation de la Mission Grand Cœur et de l'Espace Jeunesse" au groupement LAP

	ARCHITECTES / BET DURAND ayant pour mandataire LAP ARCHITECTES pour un montant de 39 950 € H.T et pour une durée de 18 mois.
2016/0325	Attribution du marché n° 6B0121 « Prestation d'accompagnement sur le système d'information décisionnel » à la société TRIMANE pour une durée d'un an et un montant total maximum de 75000 € HT.
2016/0327	Il s'agit de saisir la Commission Consultative des Services Publics Locaux afin d'examiner les rapports des délégataires de service public au titre de l'exercice 2015 ainsi que le projet de renouvellement de la délégation pour l'exploitation de la fourrière automobile.
2016/0328	Théâtre Jean Vilar, saison 2016-2017 : convention de co-accueil avec le théâtre de la Vignette-Université Paul Valéry.
2016/0332	Il est nécessaire de réhabiliter le groupe scolaire Louis Figuié - Victor Hugo. Pour cela, le marché de maîtrise d'œuvre n° 4C0032 a été lancé, par décision n° 2015/0070 du 25/02/2015. Le présent avenant a pour objet d'approuver l'avant-projet définitif (APD), de fixer le coût prévisionnel définitif des travaux, conformément à l'article 7 du CCAP et de fixer le forfait de rémunération définitif, en application de l'article 2 de l'acte d'engagement et de l'article 3.2 du CCAP. Le montant de cet avenant est de 19 167,50 € HT, portant ainsi le montant du marché à 114 367,50 € HT, soit 20,13 % d'augmentation par rapport au montant initial du marché.
2016/0333	Attribution du marché n° 6C00152201 « Contrat de prestations de Service - Clubs de Haut Niveau Montpellier Handball - Championnat de France et d'Europe - Saison 2016 / 2017 », à la SAS Montpellier Handball, pour un montant de 123 461.80 € H.T.
2016/0334	Il s'agit de saisir la Commission de Consultation des Services Publics locaux afin d'examiner le projet de création de la délégation de service public pour le stationnement sur voirie.
2016/0335	Après consultation, la Ville de MONTPELLIER décide d'attribuer l'accord cadre (n° 6B0113) " Achat d'électroménager brun" à la société DARTY PRO pour un montant total de commandes sans minimum et avec un maximum de 85 000 € HT. C'est un accord cadre unique conclu pour une période d'exécution de 18 mois à compter de sa notification.
2016/0337	Après consultation, la Ville de MONTPELLIER décide d'attribuer l'accord cadre "Achats de matériel de nettoyage (6B0107) à la société SPE SUD pour un montant total de commandes sans minimum et avec un maximum de 79 000 € HT. C'est un marché unique conclu pour une période d'exécution de 1 an maximum à partir de sa notification.
2016/0338	Versement de la cotisation pour l'année 2017 à l'Association nationale des villes et pays d'art et d'histoire pour un montant de 4700€.
2016/0347	Attribution du marché n° 6B0042 "Ensemble hébraïque - Etude de bâti - Phase 3" : poursuite des fouilles archéologiques et de l'étude de bâti de l'ensemble hébraïque situé au 1 rue de la Barralerie, suite aux précédentes campagnes réalisées de 2009 à 2011. Le marché est attribué à l'équipe C. MARKIEWICZ / R. WIEDER sis à La Bugadière/Rocsalière 84000 APT pour un montant maximum de 89 000 € H.T. et une durée maximum d'un an.

Conseil Municipal de la Ville de Montpellier

- - -

**Séance publique du
Jeudi 29 septembre 2016**

- - -

PROCES - VERBAL

- - -

CORRECTIF

Affaire 43. Rapport d'observations définitives de la Chambre Régionale des Comptes du Languedoc Roussillon sur la gestion de l'OPERA ET ORCHESTRE NATIONAL DE MONTPELLIER

La Chambre Régionale des Comptes a transmis à la Ville de Montpellier son rapport d'observations définitives concernant l'Association OPERA ET ORCHESTRE NATIONAL DE MONTPELLIER.

En application de l'article L.243-5 du Code des juridictions financières, ce rapport d'observations définitives doit faire l'objet d'une inscription à l'ordre du jour du Conseil Municipal, être joint à la convocation adressée à chacun de ses membres, et donner lieu à un débat.

Conformément à la loi, le rapport, retraçant les observations et les recommandations de la Chambre Régionale des Comptes, a fait l'objet d'une inscription à l'ordre du jour du Conseil Municipal du 29 septembre 2016 et est annexé à la présente délibération.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal de bien vouloir :

- prendre acte du rapport d'observations définitives de la Chambre Régionale des Comptes de Languedoc Roussillon sur l'examen de la gestion de l'Association OPERA ET ORCHESTRE NATIONAL DE MONTPELLIER, ainsi que du débat relatif à ce rapport.

Monsieur le Maire : Nous avons déjà présenté ce rapport hier à la Métropole de Montpellier, comme le demande la loi, mais nous allons le présenter aujourd'hui au Conseil municipal. Et je donne la parole à Monsieur Bernard Travier.

Bernard TRAVIER : Monsieur le Maire, mes chers collègues, je vais donc développer le rapport de la Chambre Régionale des Comptes, peut-être un peu moins longuement qu'hier soir parce que c'est un sujet métropolitain plutôt que municipal. Je rappelle simplement que, lors de notre arrivée, c'est-à-dire en avril 2014, ce rapport concernait une période 2009-2014 antérieurement à notre arrivée.

Monsieur le Maire : Et je remercie *Midi Libre*, Monsieur Travier, qui, dans son article, a bien fait figurer que le rapport concernait la période 2009-2014 dans le chapeau général. Parce que, quand on n'a pas de date, on peut dire que c'est la faute à tous ceux qui sont là et même à ceux qui n'y étaient pas.

Propos hors micro.

Monsieur le Maire : Je n'ai pas dit ça. Je dis simplement qu'il faut dire la vérité. Le rapport concerne la gestion 2009-2014, et je remercie les journalistes qui en ont rendu compte de façon claire.

Bernard TRAVIER : Tout à fait, Monsieur le Maire, il y avait, autant que je me souviens, dans cet article, un encart jaune en dessous qui venait apporter les précisions nécessaires à la compréhension de ce rapport et qui le resituait dans le temps.

Donc, je rappelle que lorsque nous sommes arrivés, nous avons trouvé une situation extrêmement difficile. Sur le plan artistique, puisque les musiciens étaient relativement démotivés. Sur le plan social, puisque les grèves s'étaient enchaînées et très souvent au début des spectacles, ce qui avait fait fuir une partie du public. Et nous avons trouvé une situation financière qui était loin d'être florissante. Ceci étant, nous sommes mis au travail et nous avons bien sûr reçu entre-temps le rapport de la Chambre Régionale des Comptes sur la période 2009-2014, que j'ai rappelée.

Ce rapport rappelle que la situation financière de l'Orchestre a été aggravée pour deux raisons. D'une part, le retrait de 5 millions d'euros de la Région en 2013 et un point que j'ai oublié de rappeler hier soir sur le retrait de la subvention du Département qui devait être de 600 000 euros ou de 560 000 euros. J'ai un doute, mais Monsieur Moure l'a précisé hier soir. Il se souvenait parfaitement du chiffre. On est en tout cas aux alentours de ces chiffres-là. Il n'échappera à personne que lorsque l'on retire 5 250 000 euros précisément à une institution, ainsi que 600 000 euros de plus, elle va avoir des difficultés à vivre et même à survivre.

Il s'est ajouté à cela une difficulté supplémentaire avec globalement une baisse de subventions de 10,9 %. Soit près de 11 % de moins. Et il s'est ajouté à cela d'autres difficultés. En ce sens que les présidents de l'association de l'Orchestre ont dû négocier un certain nombre d'indemnités pour un montant total de 1 700 000 euros. Ces indemnités sont détaillées au rapport de la Cour en pages 12 et 16 de la manière suivante.

La Cour rappelle qu'entre 2009 et 2014, les départs à la retraite et les licenciements représentent un coût total chargé de 1 698 867 euros. En 2010, le départ en retraite de Monsieur Koering, surintendant de la musique – qui a eu la chance de ne pas travailler pour l'archevêque Colloredo qui l'aurait certainement moins bien payé – lui a valu une indemnité de 665 275 euros. En 2012, la résiliation anticipée du contrat du directeur musical nous a coûté 80 000 euros. En 2013, le licenciement de Monsieur Scarpitta nous a coûté 285 884 euros. Et en 2014, le licenciement du secrétaire général nous a coûté 113 280 euros.

La litanie pourrait s'arrêter là, mais elle doit être complétée par deux éléments. Le premier, c'est que, pendant une longue période, le salaire du surintendant de la musique était de 22 925 euros par mois. Ensuite, le départ négocié de Monsieur Scarpitta a donné lieu à un protocole d'accord transactionnel signé le 17 juillet 2013 entre l'intéressé et le président de l'orchestre, Monsieur Serrou.

Voilà ce que dit le rapport de la Cour : *« En plus de l'indemnité de licenciement prévue par son contrat d'un montant brut de 107 917 euros, l'Orchestre a versé à Monsieur Scarpitta une indemnité transactionnelle d'un montant brut de 114 273 euros, dont 70 000 euros versés un juillet 2013. Soit un total de 222 190 euros. »* J'ai oublié hier soir d'ajouter quelque chose. La Cour précise : *« Monsieur Scarpitta a quitté ainsi son poste de directeur général le 27 décembre 2013, mais il est resté salarié de l'association jusqu'au 31 juillet 2014 en qualité de directeur artistique pour assurer la continuité de la saison, conformément à l'article 2 du protocole d'accord. »* Un contrat. Je ne l'ai pas dit hier soir. Ça m'avait échappé. *« Un contrat d'une durée de sept mois conclu le même jour que le protocole d'accord a fixé ainsi la rémunération de Monsieur Scarpitta à 14 070 euros mensuels bruts et a prévu le versement d'une prime de précarité de 9 942,80 euros correspondant à 10 % des sept mois de salaire brut, perçue en sus du protocole transactionnel. »* Je m'excuse, mais à titre personnel, c'est quand même une honte quand on sait quelle est la finalité d'une prime de précarité. Et sauf erreur de ma part, ce protocole n'a pas été soumis à l'aval du Conseil d'administration, ce que la Cour a relevé.

J'ajoute qu'un membre du Conseil d'administration qui a écouté le Conseil métropolitain hier soir m'a téléphoné pour me dire que, lorsque certains membres du Conseil d'administration manifestaient leur étonnement en raison du manque d'informations dont ils étaient victimes, on leur avait répondu qu'il valait mieux que certains chiffres ne soient pas rendus publics. Moyennant quoi, il n'a plus qu'à tirer l'échelle dans des situations pareilles.

Ceci est le bilan de la situation que nous avons trouvée en arrivant. Depuis, bien évidemment, la situation s'est améliorée. L'État a communiqué ce matin. Le Préfet a publié un long communiqué qui m'a été adressé par le service de presse de la Mairie qui relate exactement tout ce qui s'est passé. Néanmoins, je ne voudrais pas que ceux qui le lisent croient que c'est l'État qui a porté dès l'origine la volonté de restructurer l'Orchestre et de l'amener à une meilleure santé financière. Ce n'est pas l'État qui a porté tout cela. Je tiens à dire que c'est l'équipe qui dirige et en particulier son président qui dirige l'Orchestre et les élus membres du Conseil d'administration qui ont manifesté une volonté très forte de mettre un terme à cette situation. Ensuite, l'État est arrivé et a repris la main au nom du label, ce qui est compréhensible, mais le label ne nous rapporte que 3,3 millions d'euros par an, alors que la Métropole verse 13 millions d'euros. Je crois qu'il est utile de rappeler les équilibres financiers et le très fort engagement de la Métropole, même si la Région a dit sa volonté de soutenir l'Orchestre et de l'aider.

Donc, lorsque nous avons repris en main la situation de l'Orchestre, il a été décidé de réfléchir et de créer un EPCC, c'est-à-dire un Etablissement Public à Caractère Culturel. Je rappelle qu'en 2007, certains avaient émis

l'idée de le faire, mais l'État s'y était opposé. L'État s'y était opposé parce qu'il y avait un déficit et que l'on ne peut pas créer un EPCC et lui transférer un déficit. Donc, ceci est en cours, et le comité de suivi ou le comité de tutelle se réunit à la Préfecture régulièrement sous la férule de l'État, mais avec des participations qui sont restées les mêmes.

Nous avons remis de l'ordre dans tout ce qui est juridique au niveau du formalisme et des délégations, parce que cela n'était pas réglé et n'était pas conforme. Ensuite, nous avons demandé que tous les achats passent par le filtre d'une procédure d'appels d'offres. C'est la Faculté de Droit qui a apporté son aide à l'Orchestre et qui les a aidés à mettre en place les procédures d'appels d'offres. Nous sommes allés un peu plus loin avec l'aide de la DIRECCTE, et le président, Didier Deschamps, a travaillé avec les services de la Métropole, comme je l'ai rappelé hier avec Monsieur Filain qui est toujours à mes côtés, ainsi que Monsieur Daniel et Monsieur Sautereau, que je remercie une nouvelle fois pour leur aide.

Nous avons engagé des pourparlers et des relations avec la DIRECCTE qui a accompagné le plan de départs volontaires qui porte sur 33 salariés qui vont donc irrémédiablement quitter l'Orchestre. Certains partent en retraite. D'autres souhaitent s'arrêter, etc.

Il y a un point important qui porte maintenant sur la renégociation des accords d'entreprise. Il n'a pas échappé à la Chambre Régionale des Comptes que ces accords d'entreprise étaient extrêmement favorables aux personnels, mais que l'on atteignait parfois des limites difficilement acceptables. Et je crois que le personnel l'a compris. Ils sont tous autour de la table, syndicats, structure administrative et élus de l'Orchestre, pour trouver des solutions, avec l'aide bien évidemment d'un cabinet d'avocats spécialisé qui a réussi parfaitement sa première mission. C'était le PDV. Il a été réussi. Et le cabinet est maintenant sur la seconde mission qui est plus difficile.

Et nous n'en sommes pas restés là puisque nous avons taillé dans les charges de fonctionnement courant de l'Orchestre. Car, entre 2015 et 2016, le budget de fonctionnement a été réduit de 10 %, soit de 100 000 euros. Ce budget correspond à ce qui est sous les rubriques fêtes et cérémonies, frais de déplacement, train de vie.

Concernant les charges salariales, c'est le poste le plus important. Je pense qu'en 2018, lorsque les 33 postes auxquels j'ai fait allusion auront été supprimés, nous aurons réalisé une économie annuelle de 1 600 000 euros. Et si la renégociation des accords d'entreprise réussit également, nous devrions réaliser une économie de 400 000 euros à partir des années 2017-2018.

Je dois dire aussi que l'Orchestre a été plombé par une série de procès. Je ne sais pas pourquoi, mais l'activité musicale a généré un nombre relativement important de procès. Nous en avons gagné certains. D'autres sont devant la Cour d'appel en chambre sociale. Ils ne sont pas terminés. Et je voudrais dire aussi – car il faut tout dire devant une pareille situation – que certains ont des comportements scandaleux. Un salarié est indemnisé et perçoit toutes ses indemnités, puis il manifeste le désir de partir. Il part, et quelque temps après, il saisit les juridictions compétentes au motif qu'il a été harcelé pendant plusieurs années et que nous n'avons rien fait pour le protéger. Et cela coûte, selon lui, 450 000 euros. Et nous voilà à nouveau avec une nouvelle affaire. Il trouve un témoin dans la même discipline qui rédige pour lui des attestations. Et qu'est-ce que l'on apprend ? Que le témoin va engager un procès du même type. Elle a un âge qui est loin d'être canonique et franchement, ne rien faire jusqu'à la fin de ses jours vaut une critique serrée de n'importe quel citoyen. Surtout quand on sait que 24 % des jeunes de ce pays sont au chômage. Et, devant les musiciens montpelliérains, je n'ai pas peur et je ne crains pas de le dire publiquement, c'est une véritable honte et un scandale.

En outre, le poste de secrétaire général que Monsieur Scarpitta avait créé et qui émargeait à 9 000 euros bruts a été supprimé, mais bien évidemment on nous a présenté la facture et nous avons dû la payer. Et ce poste n'a pas été remplacé.

Donc, nous en sommes là. Il y a un assainissement de la situation qui est en cours et de manière drastique.

Il reste un problème que j'ai soulevé hier soir, mais délicatement. C'est la baisse des ressources issues de la billetterie. Pour ce qui est de l'Orchestre symphonique, je ne suis pas inquiet. Pour ce qui est de l'Opéra, je suis beaucoup plus inquiet. Et je ne voudrais pas que tous les efforts que nous réalisons soient mis à néant parce qu'une programmation sur laquelle on a attiré l'attention des responsables reste ce qu'elle est. Or le public

montpelliérain, contrairement à ce que certains pensent, n'est pas un public idiot. C'est un public qui, depuis 1977 – il faut avoir l'honnêteté de le dire, depuis l'arrivée de Georges Frêche –, a été habitué à une vraie vie culturelle de qualité. Et il sait ce qu'il veut et ce qu'il ne veut pas. Et je suis profondément malheureux lorsque j'apprends qu'à Noël, des bus entiers partent à Avignon assister à une représentation ou toute l'année à Marseille.

Le club lyrique se plaint régulièrement, et peut-être de manière un peu dure, mais ces gens, depuis soixante ans, réalisent un travail important pour la culture à Montpellier dans le domaine du lyrique. Ils ont propulsé des jeunes sur la scène nationale et internationale. Et ils ont le droit d'exiger de se retrouver dans une programmation qu'ils considèrent comme juste et correspondant à leur souci esthétique.

Donc, il y a cette difficulté. Je ne doute pas que chacun le comprenne. J'ai appris par la presse ce matin qu'une action univoque et délibérée d'un directeur d'établissement culturel ne suffisait pas. Il faut encore convaincre le public de l'intérêt des spectacles qui sont présentés et de la possibilité pour chacun de s'y retrouver.

La culture, c'est d'abord un accueil et ensuite un dialogue. Et si on ne le comprend pas, si l'on écrit et si l'on intitule un spectacle : « *C'est comme ça et ne me faites pas chier.* », c'est écrit. C'est le titre d'un spectacle que nous subventionnons. C'est écrit dans la presse. C'est dans un programme. Je pense que l'on se trompe, et le public réagit à sa manière. Il ne vient pas. Donc, c'est très sérieusement que je dis cela. Il est indispensable que le public se retrouve bien dans ce qu'il souhaite. Ce n'est pas à lui de dicter sa loi aux directeurs d'établissements, mais c'est un équilibre à trouver entre nos aspirations culturelles et ce qu'il est bon de nous proposer. C'est une tâche extrêmement difficile. Comme je l'ai dit, pour ce qui est du symphonique on s'y retrouve. Il y a des milliers de jeunes. Il y a des concerts à des taux préférentiels. Je l'ai vu de mes yeux. La file d'attente commence à l'Opéra Comédie et traverse la Comédie totalement. Et je l'ai vu plusieurs fois. Donc, tout cela marche bien, à la satisfaction de tous. Il faut que le reste aille du même pas. Et un effondrement, tel que nous le connaissons, des abonnements de l'Opéra n'est pas normal. Nous devons réagir. J'ai fait tout ce que je pouvais pour convaincre les responsables. La balle est dans leur camp. C'est à eux maintenant de faire le travail que nous attendons d'eux.

Donc, je suis serein sur la volonté de rationaliser la gestion de cet orchestre. Nous y arrivons. Les musiciens ont fait des efforts considérables. Certains sont là depuis le premier jour. Certains comme Paul Apelian ont pris leur retraite au cours d'un dernier concert et ont dit au revoir et merci pour ces trente années. Ce sont des gens très bien. Et il y en a beaucoup. C'est l'immense majorité. Et je les remercie pour tous les efforts qu'ils ont faits. Chaque fois que j'y vais, je leur demande encore un effort, mais ils nous font confiance et ils acceptent. Je leur demande de renégocier dans le calme – ce qui est le cas pour le moment – les accords d'entreprise. Ce sera une étape considérable qui aura été franchie.

Et après, si tout ceci est assaini financièrement, nous pourrons passer à l'étape qui est celle de la constitution d'un EPCC. Un EPCC comportera obligatoirement un comptable public, et il n'y aura plus de discussions de quelque ordre que ce soit.

Je voudrais dire aussi qu'il résulte de ce rapport qu'il n'y a eu aucun détournement. Donc, j'ai lu la presse ce matin et j'ai lu les étonnements des uns et des autres. Il n'y a pas de détournements. Voilà. C'est une mauvaise gestion due à une histoire qui laissait penser aux gens qu'ils pouvaient faire un peu n'importe quoi et que l'argent coulait à flots. Je crois que chacun de nous a compris que ce temps est révolu et derrière nous.

Et nous avons l'obligation impérieuse à l'égard des gens qui nous ont élus et des gens qui nous regardent ce soir de leur dire en face quelle était la situation et surtout ce que nous avons fait et ce que nous ferons encore pour y remédier. Je vous remercie pour votre attention.

Applaudissements.

Monsieur le Maire : Merci. Qui demande la parole ? Madame Bonnet, Monsieur Boumaaz, Monsieur Dumont, Monsieur Moure et Madame Jamet. Il y en a qui se plaignaient qu'il n'y ait pas trop d'affaires. Cela fera bien cinq heures de conseil. La parole est à Madame Bonnet.

Françoise BONNET : Bonsoir tout le monde, chers collègues. D'abord, je voudrais vous remercier Monsieur Travier pour la synthèse que vous avez faite du rapport qui est tout à fait juste, et je voudrais y apporter quelques précisions et un avis sur l'EPCC.

Une première précision qui apporte une vision encore plus accablante, c'est que Jean-Paul Scarpitta avait promis, via une Fondation, qui s'appelait la Fondation Aria et dont il était président, un apport de mécénat de 350 000 euros ou 300 000 euros sur *Les Noces de Figaro*. Et cet argent n'a jamais pu être récupéré parce que la Fondation était au Luxembourg et on ne les a pas eus. Et à cette époque-là, j'avais proposé naïvement que son indemnité soit retenue sur un compte et que tant qu'il n'avait pas donné son mécénat, on ne lui donnait pas son indemnité qui était à peu près équivalente. Cela avait fait rire tout le monde et on m'avait dit : « *Ça n'existe pas. Ce n'est pas possible.* » Et en effet, ça ne s'est pas fait, et on n'a jamais vu les 350 000 euros. C'est donc encore de l'argent qui manque.

Je voudrais quand même saluer d'abord le travail d'Henri Maier, dont on ne parle pas pour l'Opéra, mais qui est celui qui a apporté l'opéra à Montpellier, puis de Renée Panabière qui est la Madame Opéra à Montpellier. Ensuite, je voudrais saluer le travail de René Koering, parce que René Koering n'a pas fait deux ans à la tête de l'Orchestre de l'Opéra, mais vingt ans. Et en vingt ans, il a rendu notre orchestre national. Il a permis d'avoir un orchestre qui jouait du Mahler, c'est-à-dire des grands orchestres où il y a besoin de beaucoup de musiciens. Et il a apporté le Festival Radio France et il a fait connaître la musique contemporaine à Montpellier. Il a été un homme important de l'histoire de la musique à Montpellier. Et pour cela, on peut le saluer. Ensuite, bien sûr, je ne peux pas ne pas parler de l'Opéra Junior auquel je tiens beaucoup et au travail remarquable de Jérôme Pillement en ce moment qui fait participer l'Opéra Junior à énormément de productions d'opéras à Montpellier. Et je conseille à tout le monde d'aller voir *Le Monstre du Labyrinthe*. Ainsi que le travail de Valérie Chevalier qui a trouvé ce que vous avez décrit quand elle est arrivée, et qui a mis tout en œuvre pour ramener des publics différents à Montpellier. Et d'ailleurs, pas plus tard que vendredi, samedi et dimanche, il y avait un spectacle qui était entre le théâtre et la musique qui s'appelait : *Par delà les maronniers*. Je ne sais pas si certains d'entre vous l'ont vu. C'était remarquable. Il y a donc quand même des choses qui se passent à Montpellier. Et pour l'Opéra, je dois dire que *Turandot* a affiché archi-complet sur trois représentations.

Ensuite, je voudrais dire quelque chose sur l'EPCC. Je crois qu'il faut prendre le temps de faire l'EPCC, car, en ce moment, l'Orchestre Opéra est une association, et le loyer du Corum est très cher. Parce qu'une association est soumise à la TVA, et ce loyer est très cher, sachant qu'il y a toute une histoire qui fait qu'il est indexé sur quelque chose de compliqué. En tout cas, cela permet à l'association de déduire de la TVA. Elle est toujours créditrice de TVA et non pas débitrice, car elle n'en paie pas. Elle en soustrait tous les mois. Si l'on passe à l'EPCC, il ne sera plus soumis à la TVA. Donc, cette TVA qui est gagnée tous les mois par l'Opéra ne le sera plus. Ensuite, l'EPCC sera soumis à la taxe sur les salaires. Aujourd'hui, l'association n'est pas soumise à la taxe sur les salaires parce que c'est une association. Par contre, un EPCC est soumis à la taxe sur les salaires, ce qui représenterait sur la masse salariale environ 200 000 euros de taxes par an. C'est écrit dans le rapport. C'est pour cela qu'il faut peut-être attendre que le loyer du Corum change. Et je suis favorable à ce que l'Orchestre continue d'être au Corum, parce que c'est important. Il y a de la place et il y a la salle de Ragazza pour répéter. Il y a la salle Berlioz. Et c'est important que l'orchestre joue là. On ne peut pas laisser l'Orchestre Opéra seulement à l'Opéra Comédie parce que sinon, ce serait une régression. Ce n'est pas possible, mais il faut trouver une solution.

En tout cas, il faudrait vraiment que les comptes soient bien remontés pour que l'on puisse passer à l'EPCC. Parce que les deux avantages de l'EPCC sont ce que vous disiez. C'est, primo, d'avoir un comptable public, quoique le commissaire aux comptes fût tout à fait très compétent, et je crois que les comptes de l'Opéra ont toujours été justes et toujours bien tenus. Et deuxièmement, l'avantage de l'EPCC, c'est que ce ne sont plus des subventions qui sont données par les collectivités, mais ce sont des contributions. Et cela veut dire que c'est décidé pour trois ans. C'est-à-dire que si cela avait été un EPCC à l'époque où la Région a enlevé les 5 millions d'euros, elle n'aurait pas pu les enlever parce qu'elle se serait engagée sur trois ans. Donc, à ce moment-là, cela aurait été une bonne chose. Et j'ai l'impression que, dans cette période de transition, il vaut mieux bien assainir les comptes et garder l'association. Surtout que j'ai lu dans la lettre de Monsieur Deschamps, ancien DRAC qui est maintenant président de l'Orchestre, qu'il y avait une commission d'appels d'offres. Donc, cela veut dire que finalement, toutes les dépenses qui étaient un peu floues et dont tout le monde n'était pas au courant seront sécurisées. Voilà mon opinion. Merci.

Monsieur le Maire : Merci beaucoup Madame Bonnet. La parole est à Monsieur Boumaaz.

Djamel BOUMAAZ : Je vais être très rapide, Monsieur le Maire. Déjà, je vous salue et je salue l'opposition de la patience du mémoire de Monsieur Travier. Ensuite, je trouve choquants les propos de Monsieur Travier sur les salariés et sur la renégociation des salaires. Parce que j'y ai travaillé, au Corum, et je peux vous dire que des bas salaires, il y en a plus que l'on ne croit.

Ensuite, je voudrais savoir si Monsieur Travier est intervenu en tant que vice-président de la culture, ou s'il est intervenu en tant qu'adjoint au maire de la culture, ou s'il est intervenu en tant qu'avocat, parce que l'on a quand même une adjointe à la culture aujourd'hui à la Ville de Montpellier. Est-ce que l'on a un souci avec cette délégation, parce que l'on a transféré les compétences ?

Propos hors micro.

Djamel BOUMAAZ : Non, mais il faut être clair aussi. Non, mais je sais que je vous agace. Non, ce n'est pas idiot. C'est marqué. On nous transfère un rapport à la Ville et à la Métropole. Donc, il y a un moment où il faut être clair. Est-ce que la compétence de la culture est transférée complètement à la Métropole ?

Monsieur le Maire : Dites-moi. Est-ce qu'il vous gêne, le rapport de Monsieur Travier ?

Djamel BOUMAAZ : Ah non, son mémoire ne me gêne pas.

Monsieur le Maire : Bon alors, ça va. Allez-y, débattenz sur le fond.

Djamel BOUMAAZ : Non, mais c'était un peu dommage. Voilà. Ce sera tout.

Propos hors micro.

Monsieur le Maire : La parole est à Monsieur Dumont.

Christian DUMONT : Monsieur le Maire, je ne sais pas comment il faut voir l'inscription de cette affaire à la fin de l'ordre du jour. Est-ce que c'est une affaire qui n'a finalement pas beaucoup d'importance ? Ou c'est peut-être qu'on l'a mise à la fin parce que, justement, on veut qu'il y ait un débat et que c'était peut-être l'affaire la plus importante de l'ordre du jour. Ou c'est parce qu'il s'agit en fait d'un rapport, comme vous l'avez précisé en citant *Midi Libre*, qui concerne l'exercice 2009-2014. Et comme certains membres de cette assemblée l'ont indiqué : il s'agissait d'un autre temps. Et comme il s'agit d'une gestion d'un autre temps, elle n'est plus d'actualité, et, finalement, ce n'est peut-être pas si grave que cela.

Monsieur le Maire : Sans vouloir vous interrompre, Monsieur Dumont, si je l'ai mise en dernier – d'ailleurs, comme hier à la Métropole où elle était pratiquement dans les dernières affaires –, c'est parce que là, on est sur le fait de donner acte et non pas sur une délibération. C'est le temps du débat.

Christian DUMONT : D'accord. Je voudrais rappeler quand même à certains membres de votre assemblée que la vie politique n'a pas commencé à Montpellier en mars 2014. Il y a quand même dans la vie publique une éthique unique qui fait et qui veut que ceux qui ont été aux responsabilités avant ne peuvent pas renier ce qui a été fait. D'autant qu'à ce moment-là, ils avaient des responsabilités qui étaient importantes. Alors, je dis et je remercie d'abord les propos de votre adjoint à la culture qui a manifesté son écœurement et a parlé de honte et de scandale. Et je suis tout à fait en phase avec ce qu'il a dit. Je suis en phase avec ce qu'il a dit. Et ce rapport, il ne faut pas l'étouffer, mais il faut le porter à la connaissance du plus grand nombre de Montpelliérains. Il faut le porter à la connaissance de ceux qui ne mettent jamais les pieds à l'Opéra. Il faut le porter à la connaissance du personnel de l'association. Je pense aux machinistes. Je pense aux techniciens. Je pense non pas aux cadres administratifs parce que le rapport dit que certains cadres administratifs se sont bien servis de ces années de gestion. C'était une bonne planque.

Il faut que les Montpelliérains sachent comment une partie de la culture – car l'Opéra et l'Orchestre sont une partie du mandat culture – a été gérée par ceux qui se recommandent de Jaurès. Il faut qu'ils le sachent. Eh oui, il faut qu'ils le sachent, Monsieur Levita, parce que, quand on lit ce rapport, on s'aperçoit que l'on est loin de l'intérêt général. Et que de gens se sont servis de façon indécente et éhontée de fonds publics, de l'argent des Montpelliérains, et qu'ils doivent rendre des comptes. C'est vrai que, tout à l'heure, Monsieur Travier a dit qu'il n'y avait pas eu de détournement, mais quand même !

On voit d'ailleurs, dans la synthèse qui précède le rapport, un désappointement des magistrats de la Chambre Régionale des Comptes de Languedoc-Roussillon lorsqu'ils disent : « *On avait déjà averti l'association du manque de formalisme concernant le fonctionnement administratif. Ils n'en ont pas tenu compte.* » Et les magistrats qui laissent tomber les bras disent : « *La Chambre a renoncé à formuler des recommandations dans l'attente d'une remise en ordre de sa gestion administrative.* » Donc, si ces efforts n'ont pas été faits, c'est qu'il y avait, de la part de ceux qui géraient à l'époque cette association, une volonté de non-transparence, une volonté d'opacité, une volonté de ne pas suivre les recommandations qui avaient été faites déjà par des magistrats.

Enfin, imaginez que, depuis le jour où les magistrats sont intervenus, il n'y avait pas de règlement intérieur. Il y avait un règlement intérieur de l'Orchestre qui datait de 1993. Et il y avait un règlement intérieur de l'Opéra qui datait de 1997. Et le rapport indique qu'il n'y avait pas de distingo entre l'Assemblée générale et le Conseil d'administration. C'est-à-dire que le Conseil d'administration et l'Assemblée générale ne formaient qu'un, ce qui, d'après les magistrats, était un cas unique en France. Il n'y avait pas de procès-verbaux des réunions de Bureau jusqu'en 2013. Pas de procès-verbaux. Lorsque l'on vous dit que le Conseil d'administration était une chambre d'enregistrement et que les décisions étaient approuvées a fortiori après, c'est tout à fait inadmissible. Et je me demande alors ce qu'ont fait les membres du Conseil d'administration pendant toute cette période. Les membres du Conseil d'administration étaient au nombre d'une vingtaine. Il y en avait deux qui représentaient l'État. Il y en avait neuf qui représentaient la Métropole de Montpellier. A la Région, ils étaient quatre. Et le Conseil départemental de l'Hérault et de la Ville avaient un représentant. Et ces gens-là ont accepté pendant de si nombreuses années d'être simplement une chambre d'enregistrement. Il n'y en a pas un qui s'est levé lorsque l'on a donné les indemnités indécentes à Monsieur Koering.

Propos hors micro.

Christian DUMONT : Attendez. On va le lire le rapport. On va en parler. Elles sont légales, non ?! Certaines sont légales. Alors, sur le problème de la transformation en EPCC, je ne suis pas un technicien comme Madame Bonnet, mais je note une chose. C'est que l'association est en 2002. Et dans le rapport, on nous dit qu'en 2007, ce changement devait être effectué. En 2007, et nous sommes en 2016. Et ce changement n'a toujours pas été effectué. Il faut savoir que le Conseil régional a approuvé ce changement en EPCC le 18 octobre 2013 et que la Communauté d'agglomération, par une délibération du 29 octobre 2013, l'avait également approuvé. Alors, pourquoi ne l'a-t-on pas fait ? Il y a deux raisons.

Propos hors micro.

Christian DUMONT : Quand je lis, ils ne parlent pas de la Ville. Ils n'en parlent pas. Attendez, je vais vous le dire. Je vais vous répondre. En 2016, on se demande pourquoi cela n'a pas été fait. Alors, cela n'a pas été fait pour deux raisons. Cela n'a pas été fait parce qu'il y a eu le problème de la fusion des Régions en page 7 du rapport et les décisions de la future grande Région relatives au financement de l'association qui remettaient en cause cette évolution.

Et, Monsieur le Maire, dans la réponse que vos services ont faite, vous visez un courrier du Préfet du 19 mai 2014 qui dit que, comme il y avait un déficit de plus de 3 millions d'euros, il était impossible de le reporter sur l'EPCC, mais nous sommes en 2014 et la recommandation date de 2007. Je lis le rapport en page six : « *Dès 2007, plusieurs études avaient préconisé le passage en établissement public.* »

Et pourquoi voulait-on établir ce passage en établissement public ? Parce que ça devait moderniser la gouvernance de l'association qui a préféré rester dans ce manque de transparence et dans l'opacité. Et ça devait réduire les risques inhérents à la gestion associative. Je dis que si nous étions passés en EPCC en 2008 ou en 2009, il n'y aurait pas eu ce qu'il s'est passé lorsque Monsieur Koering est parti à la retraite et lorsque Monsieur Scarpitta a eu ses indemnités. C'est un point qui est important et qu'il fallait quand même souligner.

En en ce qui concerne maintenant les fautes de gestion, on nous dit que les fautes de gestion ne sont pas sanctionnables. Il y a eu des fautes de gestion graves qui ont obéré véritablement l'Orchestre et l'Opéra puisque l'on vous dit quand même dans la synthèse et à la fin que « *l'objectif d'un budget artistique proche de 2009* » – et nous sommes en 2016 – « *ne devrait pas être atteint avant 2018* ». C'est-à-dire qu'il va falloir maintenant assainir la situation.

Concernant le problème des fautes de gestion, celle qui a véritablement plombé l'association et qui a failli avoir des conséquences dramatiques, c'est qu'entre 2010 et 2014, on a dépensé 1 700 000 euros. Monsieur Travier l'a indiqué et c'est dans le rapport.

Alors, concernant le comportement de Monsieur René Koering, est-ce qu'il y allait de l'intérêt général, lorsque Monsieur René Koering a été désigné surintendant de la musique ? D'ailleurs, cela étonne les magistrats, cette fonction de surintendant de la musique qui était quand même obsolète en 2001. Qu'est-ce que c'est, un surintendant de la musique ? Ça nous rappelle le surintendant Sully. Qu'est-ce que ça signifie ? Ça nous rappelle le Roi Louis XIV. Et à l'époque, à Montpellier, il y avait quelqu'un qui faisait office du Roi Louis XIV, et vous avez été membre de cette cour, Monsieur Saurel. Parce que c'est quand même bien beau aujourd'hui de dire que c'était 2009-2014, car vous étiez adjoint à la culture. Vous étiez adjoint à la culture. Vous avez couvert tout ceci.

Propos hors micro.

Christian DUMONT : Vous avez couvert tout ceci. Vous avez été adjoint à la culture. Vous avez couvert cela. Voilà. Et Monsieur Koering va toucher à son départ à la retraite 700 000 euros. Non, mais attendez ! Ça vous gêne. Oui, c'est joli !

Propos hors micro.

Christian DUMONT : Est-ce que c'est joli de lui donner 200 000 euros de rupture conventionnelle ?

Monsieur le Maire : Je n'ai rien donné à personne. Ne vous battez pas sur le terme surintendant de la musique. C'est joli, surintendant de la musique. C'est un nom honorifique que l'on attribue à quelqu'un. Vous ne pouvez pas en rester là. Si vous me parlez des chiffres, j'ai le temps, mais pas sur le terme de surintendant de la musique.

Christian DUMONT : Attendez, mais pour que Monsieur René Koering ne soit pas imputé de 60 % de son indemnité de rupture de 280 619 euros, il y a eu un accord transactionnel. En fait, la réalité est que Monsieur Koering a tout fait. C'est lui qui s'est fait son chèque. C'est lui qui décidait et c'est lui qui tranchait. Et c'est là, le problème de la faute. C'est qu'il n'y en a pas eu un de courageux qui a dit : « *Non, mais attendez, Monsieur Koering. Vous ne pouvez pas faire ça. Vous n'avez pas à faire ça.* » Qui nous a mis Monsieur Scarpitta dans les pattes ? C'est Monsieur Koering. Il devait assurer sa succession. Il faut imaginer qu'en 2006, Monsieur Scarpitta est artiste résidant et touche 3 600 euros. En 2009, il touche 7 500 euros. Et en 2010, lorsqu'il s'apprête à remplacer Monsieur René Koering il passe à 14 500 euros. Où avez-vous ça ? Dans n'importe quelle entreprise, ce n'est pas possible d'avoir des salaires comme ceux-là qui sont multipliés par deux.

Et sur l'état d'esprit et même dans l'administration, on traîne les pieds pour faire des règlements intérieurs, pour se transformer en EPCC et pour faire des procès-verbaux ; mais quand on lit les contrats, on fait des avenants à tout bout de champ. En l'espace de quelques mois, Monsieur Scarpitta se fait faire des avenants. Et l'état d'esprit de ces gens-là est de faire des avenants en cas de rupture. Et en cas de rupture, ils font en sorte de toucher toujours plus que la convention collective. Ce sont toujours des avenants en faveur de Monsieur Scarpitta et Monsieur Koering. C'est tout à fait inadmissible. Quand Monsieur Koering prend ses droits à la retraite au 30 décembre 2010, on lui offre six mois de préavis. Et on lui dit que ces six mois de préavis, il ne va pas les effectuer. Six mois de préavis à 20 000 euros de salaire, ça fait 120 000 euros. Et qu'est-ce que l'on fait ? On met Monsieur Scarpitta à la place qui va être payé pour 14 000 euros pendant les six mois de préavis de Monsieur Koering.

C'est cette faute de gestion qui fait qu'aujourd'hui, ces gens-là, ces divas parisiennes, parce que nous, petits provinciaux, nous sommes tombés sous le charme de ces gens-là, de ces gens qui étaient people, etc. et qui ont ruiné l'Opéra et l'Orchestre national... Ils l'ont ruiné dans un pays où il y a une crise et où les gens ont du mal à finir leur fin de mois. On a dépensé de l'argent. On a jeté de l'argent sans compter, mais c'est inadmissible.

Quand on voit par exemple le traitement de la situation du secrétaire général qui a été embauché avec un salaire au 31 décembre 2010, c'est un exemple pour vous montrer quand même la gestion.

Monsieur le Maire : Je l'ai lu, le rapport. J'ai l'impression de le relire une deuxième fois.

Propos hors micro.

Christian DUMONT : Et alors, en tant que membre de gauche, est-ce que cela ne vous scandalise pas ?

Monsieur le Maire : Mais je n'ai pas voté pour l'EPCC. J'ai fait une conférence de presse quand j'étais adjoint à la culture pour dénoncer le désengagement de la Région des 5 millions d'euros qui s'est fait sur le bord de la table. Et Monsieur Moure peut le confirmer. Il était là. C'était lors de la première arrivée de Monsieur de Bousquet, la première fois où il est arrivé à Montpellier. Je lui ai dit : « *Bienvenue dans le Sud.* » Il n'avait jamais vu que l'on puisse mettre 5 millions d'euros sur un papier fait par Monsieur Bourquin. Et j'ai fait une conférence de presse le lendemain pour le dénoncer. Et vous regarderez que la Ville de mon temps n'a jamais voté pour l'EPCC. Eh oui ! Parce que ce n'était pas possible car il y avait du déficit.

Christian DUMONT : J'entends bien, mais c'est facile de ne se focaliser que sur le problème de l'EPCC. Je me demande ce qu'ont fait les gens et les socialistes qui ont fait en sorte que Monsieur Koering...

Propos hors micro.

Christian DUMONT : Qu'est-ce que vous avez fait au Conseil d'administration pour le dénoncer ?

Monsieur le Maire : Mais Monsieur Scarpitta n'était pas socialiste.

Propos hors micro.

Christian DUMONT : C'est trop facile de dire aujourd'hui : « *Je n'y étais pas.* » Vous y étiez, Monsieur Saurel. Vous y étiez.

Monsieur le Maire : Je vais être obligé de défendre les socialistes.

Christian DUMONT : Monsieur Saurel, vous y étiez. C'est trop facile de vous défausser de cette façon.

Monsieur le Maire : Non, mais Monsieur Scarpitta n'était pas socialiste. Il était ami avec Madame Sarkozy.

Propos hors micro.

Christian DUMONT : Attendez, résultat des courses : une fréquentation en baisse.

Propos hors micro.

Christian DUMONT : Attendez, mais bien sûr que non, Monsieur Levita, quand on lit un rapport de cette nature. Ce n'est pas la première fois. Je fais mon travail d'opposition aussi. Il n'y a pas que vous. Vous lisez les notes que vous font vos collaborateurs au service des finances. La différence, c'est que je le fais tout seul. Voilà. Donc, je voulais vous dire que le rapport stipule que les musiciens travaillaient 50 % de leur temps, mais qu'ils étaient payés à temps complet. Et le rapport note que : « *L'intérêt individuel des musiciens est en contradiction avec celui de la structure à laquelle ils appartiennent puisqu'ils sont d'autant mieux rémunérés que celle-ci a une faible activité.* » Parce qu'ils allaient voir ailleurs. Ils faisaient d'autres activités. On donne même l'exemple

de quelqu'un qui travaillait auprès de Perpignan Méditerranée Communauté. C'est tout à fait inadmissible. Mais qui gérait cela ? Il y a bien des responsables. Qui gérait l'association ?

Propos hors micro.

Christian DUMONT : Les présidents ? Il y a eu Monsieur Serrou. Il y a eu quatre présidents en quatre ans. Et Monsieur Serrou a fait les chèques.

Propos hors micro.

Christian DUMONT : Eh bien oui, mais c'est important. Bien sûr. Il a fait les chèques. Ah non, il n'est pas républicain, Monsieur Serrou. Il est ailleurs. Ce n'est pas important.

Propos hors micro.

Monsieur le Maire : Arrêtez de mettre des frontières étanches entre socialistes et républicains, s'il vous plaît. Je n'oublie pas qu'en PACA, les socialistes ont fait élire Monsieur Estrosi.

Christian DUMONT : Nous nous sommes battus ici sur les bancs de l'opposition contre Monsieur Koering. On n'en voulait pas de Monsieur Koering à Montpellier. Je dis que Monsieur Koering et Monsieur Scarpitta ont été les fourvoyeurs. Et c'est eux qui sont responsables de cette situation et, bien entendu, à un autre degré, les membres du Conseil d'administration et les dirigeants de l'association qui ont fait qu'aujourd'hui, il y a un taux de remplissage qui n'est pas bon.

Cela fait qu'aujourd'hui, la situation financière est très difficile à remonter et, comme l'a indiqué Monsieur Travier, on doit discuter avec les musiciens qui ont eu une période importante et qui maintenant doivent être confrontés à la réalité. Voilà. Tout ceci, c'est la gestion de l'autre temps. Je suis d'accord, mais à cet autre temps, Monsieur Saurel, vous y avez participé et vous aussi, Monsieur Levita. Et vous vous êtes tus. Vous n'avez rien dit parce que peut-être que vous ne connaissiez pas la situation. Vous n'avez rien dit par ignorance, mais ceux qui étaient au Conseil d'administration auraient dû s'interposer. On ne pouvait pas laisser Monsieur Koering et Monsieur Scarpitta faire la pluie et le beau temps à Montpellier.

Monsieur le Maire : Merci pour cette plaidoirie envolée. Alors, il y a un nouveau candidat qui veut prendre la parole. D'abord, avant vous, il y a Madame Jamet. Je suis désolé Monsieur de Saint-Jouan. Il y a d'abord Madame Jamet, puis vous et Monsieur Moure. Allez-y Madame Jamet.

Propos hors micro.

France JAMET : Oui, mais ce n'est pas négatif. Je trouve que c'est intéressant déjà parce que je vois qu'il y en a certains qui sont touchés par la grâce. Comme quoi, tout vient à point, il suffit d'attendre. Je note les remarques de Monsieur Travier sur Monsieur Garcia. Vous en aviez tous plein la bouche quand même. On a été les seuls à critiquer. Alors, il avait le droit de faire pipi sur la Vierge, de faire caca sur la scène et de vomir, mais « *Fais pas chier* », ça ne passe pas.

Monsieur le Maire : Mais vous avez critiqué le homard.

France JAMET : Non, ce n'est pas moi. C'est votre collègue. Je savais ce qu'il nous préparait. Je le savais. On le savait. Tout le monde le savait. Voilà. Il faut quand même arrêter tout ça. Je l'ai lu un peu comme tout le monde et je vais vous faire pour une fois l'économie d'un long discours. J'ai lu le rapport et je suis sûre que vous l'avez tous épluché, mais il y a quand même deux à trois points sur lesquels je souhaiterais revenir.

D'abord, je voudrais remercier les juges parce que c'est un travail remarquable qu'ils ont fait, d'ailleurs en désespoir de cause puisque ce n'était vraisemblablement pas la première fois. Et ça s'est passé sur plusieurs années, et ils étaient las de répéter à chaque fois à l'envi les mêmes choses.

Il y a quand même plusieurs choses qui sont importantes et que je vais soulever. Il y en a une que personne n'a encore relevée sur les rapports accablants. Je ne sais pas où vous vous croyez tous, mais c'est accablant pour les contribuables. C'est accablant pour les Montpelliéraines et les Montpelliérains et ceux de la métropole et de la région qui ont payé pour ça. C'est accablant. Personne ne parle ici des contribuables. Tout le monde paie ses taxes. Et les plus pauvres ont payé ça. On ne peut pas dire que personne ne savait. Sur les salaires exorbitants, vous pouvez dire ce que vous voulez. Néanmoins, quand on voit qu'une entité comme celle-là fonctionne à 90 % par des subventions, on marche sur la tête. Et nous l'avons toujours dénoncé, toujours et sur tous les mandats, alors qu'on n'était pas dans l'exécutif.

Je vais donner un exemple puisque vous avez envie de redresser tout ça et que vous êtes en train de le découvrir. Et jusqu'à maintenant, Monsieur Travier, j'ai bien apprécié votre rapport complet. Et c'est vrai que j'ai aussi apprécié de pouvoir voir Monsieur Dumont jusqu'au bout, puisqu'en mettant ce rapport à la fin, nous avons eu le plaisir de l'avoir jusqu'à la fin d'une séance municipale. Ce qui n'est pas fréquent. Et jusqu'à maintenant, vous nous avez parlé essentiellement de fautes de goûts. Vous avez parlé de programmations, etc. C'est bien de dire qu'on ne le fera plus, mais ils l'ont fait.

Alors, je vais vous donner un exemple, et pourtant, ce n'est pas ma tasse de thé, même si je suis montpelliéraine. A Toulouse, ils font le contraire. A Toulouse, l'Orchestre du Capitole fonctionne avec 13,7 millions d'euros de subventions : 2 millions de la part de Toulouse et 534 640 euros de la Région. Pour nous, c'est 90 % de subventions, et Montpellier a versé 20 millions et la Région 13 millions, puis 5 millions d'euros. Et déjà, rien qu'avec ça, cela n'allait pas. Et j'ai osé critiquer Rodrigo Garcia qui nous avait été balancé par Madame Filippetti et qui se revendiquait comme le chantre de la culture, etc., et qui était un chercheur. Et avec l'argent des autres, il se permet de faire des spectacles, comme on l'a vu aussi ici petit à petit. Et il se contrefiche de savoir s'il y a des spectateurs ou pas. A Toulouse, on fait d'abord avec les spectateurs et ensuite avec les subventions. C'était le premier point que je voulais soulever. Il y a quand même quelque chose à revoir.

Alors, que ce soit à la Mairie, à la Métropole et évidemment à la Région, où l'on ne veut pas entendre parler de l'opposition, où l'on monopolise les postes sur les organismes extérieurs, les conseils d'administration, etc. personne ne veut partager. On nous dit : *« Non, c'est à la majorité. Vous ne pouvez pas comprendre. Vous ne devez pas comprendre. Vous ne devez pas mettre votre nez là-dedans. »* Et quand il y a des comptes à rendre, tout le monde dit : *« Ah ! On ne savait pas. »* Ce que je trouve quand même incroyable. Et je ne vais pas vous parler de Madame Delga. J'en parlerai avec elle quand elle acceptera enfin de nous réunir en assemblée plénière, mais il est clair pour tout le monde qu'il y avait des errements qui étaient identifiés. Tout le monde dit : *« on partage votre avis », « on prend acte », « on remercie la Chambre »*. Et je note quand même en page deux la réponse que vous avez faite : *« La Métropole de Montpellier n'intervient pas dans la gestion de l'association et n'est pas maître des processus de gestion organisationnelle et des processus de contrôle interne comme d'un ensemble de décisions, etc. »* Alors, à quoi ça sert d'être dans des conseils d'administration ? A quoi ça sert d'avoir des préfets ? A quoi ça sert de mettre des représentants de toutes ces entités ? Si effectivement, c'est pour balancer de l'argent qui n'est pas le vôtre, qui n'est pas le leur et qui a été arraché à des gens qui sont en grande difficulté et qui ne peuvent même pas profiter de ces spectacles.

Je ne vais pas partir dans les envolées. J'ai dit que j'essaierais de rester calme, mais il y a quand même deux choses. Nous savions. Et vous ne pouviez pas ne pas savoir. Tous ceux qui étaient dans les conseils d'administration ont une responsabilité sinon pénale, mais en attendant politique. Ma question est de savoir si quelqu'un a saisi le procureur. Ou est-ce que tout le monde a décidé de couvrir ces irrégularités ? Est-ce que l'on va demander des comptes à quelqu'un ? Oui, c'était légal, mais je pense qu'il y a quand même des infractions pénales dans tout ça. Et je crois, je sais et je maintiens qu'il y a une responsabilité politique de tous ceux qui ont siégé au Conseil d'administration et de tous les exécutifs qui ont versé à fonds perdu des millions, sans s'en préoccuper. Pour moi, c'est la version officielle, mais je dis qu'en sachant pertinemment ce qui se passait, il y a des dieux qui sont souvent sur le socle de la culture, les insaisissables, les intouchables, qu'on ne peut jamais critiquer et dont on ne peut jamais rien dire, sauf quand ils commencent à vous agacer.

Est-ce que vous avez saisi le procureur ? Est-ce que vous avez l'intention de le faire ? Est-ce que vous avez l'intention à l'avenir d'inclure dans les conseils d'administration des membres de l'opposition ? Est-ce que vous pensez qu'il n'est pas nécessaire de mettre en place une commission d'enquête ? Je souhaite simplement le savoir

une fois que tout cela s'est passé et alors que nous le savions et que vous ne pouviez pas ne pas savoir et que le Conseil d'administration a siégé. Ou alors ils n'y étaient pas. Ou ils s'en moquaient. Ou ils ont couvert.

Est-ce que vous avez l'intention de saisir le procureur et de donner des suites à cette affaire ? Parce que l'on ne peut pas dire : « *Allez, on ne le fera plus. On s'est fait prendre la main le doigt dans le pot de confiture.* » Non, c'est de l'argent que l'on a volé à des gens pauvres qui sont en précarité. Ne l'oubliez pas ! Une des villes les plus en difficultés, un des départements le plus pauvre et dans une région qui est la plus pauvre de France, vous avez pris cet argent et vous l'avez balancé à des voyous qui n'ont même pas su en faire bon usage et qui n'ont même pas su participer et partager dans leur création des bons moments avec ceux à qui ils avaient pris de l'argent.

Premièrement, est-ce que vous allez saisir le procureur ? Et deuxièmement, je suis ravie de voir que Monsieur Travier m'a rejointe un peu là-dessus. A un moment ou à un autre, il va falloir que ces institutions apprennent à vivre avec la billetterie. Comme le fait Toulouse, Monsieur Travier, parce que c'est ça : c'est 20 % de subventions et 80 % de billetterie à Toulouse. Et ce n'est pas le contraire.

Propos hors micro.

France JAMET : Si, si, si, mais de toutes les manières, je connais votre méthode. Le principe, c'est d'asséner avec certitude, et comme cela personne ne peut le remettre en question. C'est vrai. Les chiffres sont là. Et ne dites pas que ce n'est pas vrai, parce que cela fait vingt ans que cela se passe comme ça à l'Orchestre et à l'Opéra de Montpellier. Et vous avez dit : « *Ce n'est pas vrai. Ce n'est pas vrai. Ce n'est pas vrai.* », alors qu'on le dénonçait.

Maintenant, comme vous êtes tous blancs comme neige, que l'on repart sur de bonnes bases et que l'on fait comme si de rien ne s'était passé, on a bien compris que vous n'alliez plus le faire, etc. Et je pense que quand même ces faits sont pratiquement délictueux et peut-être même criminels selon les montants et autres. Et je ne me permettrai pas de m'immiscer dans des procédures qui sont en cours, mais je pense quand même que vous devez faire quelque chose et cela prouverait au moins votre bonne foi.

Monsieur le Maire : Merci Madame Jamet. Bernard Travier répondra de façon globalisée à toutes les interventions. Je passe la parole à Monsieur de Saint-Jouan.

Cédric de SAINT-JOUAN : Monsieur le Maire, chers collègues, bonsoir. D'abord, j'ai suivi ce rapport avec intérêt et je pense qu'il est important. Je pense que le procès qui a lieu et auquel on assiste est important, mais il me met mal à l'aise parce que l'on traite d'une situation entre 2007 et 2014 qui occulte en fait la situation actuelle et les décisions qu'il faut prendre maintenant. Alors, c'est bien de trouver des responsables. C'est nécessaire, mais vilipender les responsables, ce n'est pas suffisant.

Le monde politique a une grosse responsabilité dans cette situation qui dure depuis dix ans, voire peut-être même plus, mais je pense que ce n'est pas l'unique. C'est la faillite d'un système, et notamment l'illusion qu'un seul homme puisse être à la fois directeur de programmation, directeur administratif et bon gestionnaire. Je pense que l'on ne peut pas tout demander à un seul homme. Et on a cru trouver des super-hommes, Monsieur Koering et Monsieur Scarpitta, qui avaient évidemment beaucoup de qualités, mais à qui, à mon sens, on a trop demandé.

Aujourd'hui et depuis 2014, je reconnais que la majorité actuelle a pris le taureau par les cornes, mais je ne dis pas encore bravo.

Monsieur le Maire : Non, mais merci. Merci.

Cédric de SAINT-JOUAN : Je reconnais en fait que la situation est difficile et qu'elle demande une analyse et surtout des mesures. Evidemment, ce qui a été fait dans un premier temps a été de baisser les coûts de programmation. C'est facile. Parce que baisser les coûts de personnel, c'est plus difficile. Alors, il y a des efforts qui ont été faits dans ce cadre-là, et notamment un plan de départs volontaires, qui à mon sens était nécessaire.

Sauf qu'il a eu comme effet, sans que ce soit dit, mais cela a été montré par Monsieur Travier, que, par la qualité des spectacles, une partie des gens qui vont voir le spectacle et qui sont abonnés ne se sont pas retrouvés dans la nouvelle programmation. On a eu effectivement en plus des efforts sur une programmation un peu rajeunie et peut-être plus moderne. Vous m'excuserez du terme. Et je pense qu'il y a eu des efforts réels qui ont été menés par la direction pour repenser en fait cet orchestre et cet opéra.

Il faut savoir qu'effectivement, comme cela a été dit, l'Opéra Orchestre repose sur 90 % de subventions. Donc, quand on dit que c'est déficitaire ou bénéficiaire, je ne sais pas trop ce que ça veut dire, surtout quand on a 90 % de subventions.

Ce qui m'inquiète aujourd'hui, c'est qu'en fait, il n'y a pas de gagnants dans ce rapport. Il n'y a pas les responsabilités de ceux qui étaient là avant ou après. Ce rapport est gênant pour Montpellier parce qu'il discrédite complètement la manière de gérer de Montpellier. Alors, manque de bol, on vient de fusionner avec une région où, à côté, ils ont quand même un bon mode de gestion. Ils ont un orchestre qui fait partie des trois meilleurs orchestres de France. Et ils ont une gestion qui est beaucoup plus saine. Donc, mon malaise, en fait, vient de cette différence entre le fait que tout le monde est en train de crier : « *mon Dieu, allons écharper les coupables* », alors qu'en fait, c'est aujourd'hui qu'il y a un problème.

Quel est le futur de l'Opéra aujourd'hui ? Quel est le futur de l'Orchestre ? Qu'est-ce qu'on peut mettre en place ? Alors, sur l'EPCC et sur le fait qu'on était déficitaire ou non, je ne comprends déjà pas ce que cela veut dire en termes de subventions. Je pense qu'aujourd'hui, il y a besoin de signaux forts pour savoir ce que l'on veut faire de cet orchestre. Et qui est prêt à en faire quelque chose ? Parce que, je le répète et je le dis, il y a un an ou un an et demi, quand j'étais au Conseil d'administration, l'État menaçait de retirer le label pour pousser en fait à l'EPCC. L'État voulait l'EPCC. Puis, il y a eu des désistements et il y a eu des élections.

Aujourd'hui, à mon sens, je pense que créer un EPCC aurait un avantage. Celui de forcer en fait les différentes administrations et le pouvoir public à s'engager sur trois ans et à avoir vraiment un programme. Aujourd'hui, je pense que la situation est anxiogène. Elle est anxiogène parce que l'on ne voit pas vraiment le futur. Donc, si vous avez des lumières à nous apporter sur ce sujet, Monsieur le Maire, j'aimerais bien. Surtout que personnellement, comme vous le savez aussi, Rodrigo Garcia, je l'assume complètement. Je pense que c'est un label de qualité. Et il me semble que s'il n'a pas l'audience qu'il pourrait prétendre d'avoir, ce n'est pas uniquement du fait de sa programmation. C'est pour d'autres facteurs, notamment du fait que le théâtre soit très éloigné du centre-ville. Et surtout pour Las Rébès, je n'attends qu'une chose. C'est que l'on m'annonce qu'on en fasse un parc pour laisser un poumon vert. Et je n'aimerais pas que l'on soit obligé d'aller jouer à Las Rébès pour l'Opéra. Ce serait dommage. C'est bien, le Corum. C'est bien, l'Opéra.

Monsieur le Maire : Monsieur de Saint-Jouan, vous avez de l'humour, ce soir. Ça me plaît. Et en plus, votre intervention est très positive. La parole est à Monsieur Moure.

Jean-Pierre MOURE : Je vais essayer de ne pas être trop long parce qu'il y a eu beaucoup d'interventions. C'est normal, parce que c'est un dossier qui est important et complexe, où il y a eu des rapports très détaillés. Et Monsieur Dumont, je ne suis pas surpris de votre agacement maîtrisé par rapport à ce que l'on peut lire parfois quand il y a certaines sommes qui sont en jeu.

Je voulais quand même vous dire quelque chose parce que l'on a parlé hier de l'Orchestre Opéra. Ce même rapport a été commenté hier, et je félicite une nouvelle fois Monsieur Travier pour la qualité de la synthèse, l'honnêteté et l'objectivité de ses propos. Et non pas pour le principe de le féliciter parce que, ce soir, j'ai entendu beaucoup de personnes qui se remerciaient et qui se félicitaient. Que ce soit hier ou ce soir, il a amené deux à trois précisions supplémentaires.

Je voudrais quand même vous dire une chose. C'est que cet orchestre a une histoire, à la fois culturelle, financière, puis organisationnelle entre différentes collectivités et différents partenaires. Et je pense que la solution est en train d'être trouvée. Je salue le fait que, depuis ce que je vais évoquer, on a réussi effectivement à revenir dans des eaux apaisées et plus normales au prix de beaucoup d'efforts. Et il faut regarder devant, mais avant de regarder devant, il faut rappeler quand même un certain nombre de choses.

Premièrement, une nuance. J'entends beaucoup parler d'EPCC. La question de l'EPCC est aussi au cœur de ce qui fait qu'à un moment donné, si l'on parle de l'Orchestre ce soir, c'est parce qu'il existe et que certains ont pu aussi contribuer à le maintenir hors de l'eau de par leur comportement. Sur treize structures régionales ou nationales qui existent en France, il n'y en a aucune qui n'a basculé en structure juridique EPCC depuis 14 ans que la loi sur l'EPCC est passée. Il y a certainement une raison. Pourtant, il faudra y passer. Pour faire simple, le fait de passer en EPCC se traduirait dans la structure actuelle de Montpellier par 200 000 euros de plus. Pour une partie des raisons qu'a évoquées Madame Bonnet tout à l'heure par rapport à l'histoire de la TVA et par rapport au fait que cela ne génère pas en soi des moyens entre le produit, la culture, ce que l'on offre au public, et le coût de ce même service.

Donc, on était géré en association. Et le rapport fait état d'un certain nombre de choses. Je tiens à attirer votre attention – sans personnaliser les choses – sur le fait que, du jour au lendemain, sur un budget qui représente à peu près une enveloppe de 22 millions d'euros, vous apprenez qu'une collectivité partenaire jette aux orties l'équivalent de 5 millions d'euros. Et qu'une autre collectivité n'assume plus sa participation qui était au départ de 600 000 euros et qui est de 58 000 euros en 2014. Elle enlève donc 500 000 euros.

Propos hors micro.

Jean-Pierre MOURE : Oui, j'ai dit une autre collectivité. Il y a trois collectivités partenaires : l'Agglomération-Métropole, la Région qui enlève 5 millions d'euros et le Département qui a enlevé 500 000 euros.

Propos hors micro.

Jean-Pierre MOURE : Oui, mais il y a eu 58 000 euros l'année dernière – c'est une queue de cerise – pour l'Opéra Junior. C'est exact. Merci Monsieur Travier. Et à côté de cela, vous observez également un nuage volatile d'une dotation qui viendrait de l'Aria qui s'est envolée et qui n'arrivera jamais sur Montpellier. Association présidée par Monsieur Scarpitta. Le total de tout cela fait 5,8 millions d'euros sur 22 à 23 millions d'euros. Ce n'est pas 11 % comme cela a été dit par la Chambre des Comptes. Le 11 % porte sur un autre rapport. Là, cela représente un peu plus de 25 % ou de 20 %. C'est énorme, quand on sait que ce type de structure, l'Orchestre Opéra, dans la colonne des charges, c'est le personnel qui représente effectivement 80 % à 85 % et que la marge est très difficile. Et je ne veux pas remettre en cause ce que vous a dit Monsieur Dumont par rapport à un certain nombre de remarques que l'on a pu faire sur l'aboutissement des transactions relatives aux indemnités à des niveaux élevés. Car la culture est un secteur d'activité où l'on peut voir encore cela, et j'espère qu'on le verra quand même de moins en moins. Même si l'importance de la culture sur Montpellier depuis 1977 fait qu'au-delà des chiffres bruts, on a intéressé de plus en plus de foyers à la culture, que les jeunes y sont associés directement et qu'il y a de plus en plus de spectacles gratuits, et que c'était également une des volontés fortes des directeurs de l'Orchestre de donner le maximum de possibilités à des jeunes, etc.

Enfin, cela fait quand même 5,8 millions d'euros. Et cela veut dire que, du jour au lendemain, vous devez y faire face. L'Agglomération, dont j'étais le responsable, y a fait face. C'est-à-dire que, partiellement, elle a amené 3 millions d'euros pour éviter que le navire ne sombre. Un autre élément aussi est intervenu en 2013, c'est l'Opéra Junior qui a été intégré à l'Orchestre. Ce n'était pas rien, parce que sinon, il allait aussi disparaître. L'Agglomération a fait en sorte qu'il puisse persister et se pérenniser.

Ensuite, nous avons eu l'occasion de nommer une directrice de l'Orchestre que je considère comme une véritable directrice à la hauteur des enjeux culturels de sa compétence culturelle. Elle est à la hauteur de son savoir-faire raisonnable et rationnel par rapport à tous les fils qu'il y avait en interne de l'association pour l'Orchestre, les musiciens, l'ensemble des personnels et tous les partenaires pour raccommoier tous les morceaux. L'État a assuré 3 millions d'euros. Il ne bouge pas. C'est bien, à condition de continuer à les avoir.

Je crois que ce rapport nous demande de prendre acte. Et je suis tout à fait en phase avec ce qui a été dit. On ne peut pas se contenter de dire : « *On en parle, puis c'est terminé.* » Il faut en tirer les leçons pour l'avenir. Monsieur Travier l'a expliqué. Qu'est-ce que c'est, l'avenir ? Madame Jamet, vous avez évoqué Toulouse. Je ne suis pas tout à fait d'accord sur vos chiffres de subventions, mais c'est vrai que la nouvelle Région Occitanie va se trouver devant un choix à faire si elle souhaite continuer à verser une contribution et si l'on passe un jour en EPCC.

Et je terminerai là-dessus. On va devoir se prononcer sur l'étiage que l'on met quant au subventionnement réciproque de l'un et de l'autre des deux Orchestres Opéras, celui de Montpellier et celui du Capitole à Toulouse. On n'est pas au niveau de la même donne. Si Montpellier avait des dotations plus importantes, c'était pour différentes raisons et pas uniquement pour des caprices, parce qu'ils sont partis de beaucoup plus loin, et qu'à Montpellier, il a fallu même créer quelque chose qui tienne la route. Cela explique beaucoup de choses.

Le deuxième élément, c'est la marge qui a été évoquée. Et j'ai insisté hier soir là-dessus aussi. Ce qui me préoccupe pour l'avenir – c'est une préoccupation que je veux positiver, et certains l'ont déjà positivée –, c'est qu'il faut donner le maximum de marge de pourcentage dans ce budget pour développer la partie artistique du budget de l'Orchestre Opéra, et notamment les créations liées à l'Opéra. C'est l'un des objectifs majeurs qu'il va falloir poursuivre.

Alors, je termine sur l'EPCC, parce qu'en quelque sorte, cela pourrait être la manière de détourner la chose, tel que certains le verraient. Je considère qu'il faudra passer à l'EPCC, mais j'ai été surpris quand même de voir que, dans le rapport, il y a trois lettres des représentants de chaque institution. Et on ne peut pas se satisfaire de deux lettres de nos partenaires au niveau de la Métropole et donc indirectement de la Ville de Montpellier. Ils disent finalement qu'ils ont diminué la subvention parce que l'on ne passait pas en EPCC, car la structure n'était pas fondée. Attention, c'est tout à fait l'inverse. Les conditions n'étaient pas réunies pour que l'on passe en EPCC. La Région a voté le passage en EPCC. L'Agglomération l'a voté également. Mais à partir du moment où l'ayant voté, vous recevez des notes de frais qui font que vous n'avez pas de recettes à hauteur de 5 500 000 euros, sans parler des 300 000 euros de Monsieur Scarpitta. Cela vous fait réfléchir à deux fois.

Donc, les conditions de rationalité, de calme, d'observation et de modifications à apporter au fonctionnement n'étaient pas du tout réunies. Il aurait été irresponsable de passer en EPCC à ce moment-là. Et j'en suis quand même assez honoré, et je tiens à vous dire que j'étais parmi l'ensemble des élus qui ont voté pour contribuer à sauver l'Orchestre afin qu'il ne coule pas. Et actuellement, on est en train de le sauver pour qu'il parte sur la Ville. Voilà ce que j'ai à dire sur ce rapport, et je me tiens à la disposition de tout un chacun pour apporter un peu plus de précisions.

Monsieur le Maire : Merci Monsieur Moure. Je vais donner la parole à Bernard Travier pour apporter ses conclusions.

Bernard TRAVIER : Je voudrais d'abord remercier Monsieur Moure pour son intervention. Il a montré hier soir qu'il connaissait parfaitement ce dossier. Il l'a montré à nouveau, et avec certains points particuliers qu'il n'avait pas abordés hier. En tout cas, je vous remercie pour votre clarté et pour la loyauté de votre intervention.

Je voudrais lever une équivoque. Je n'ai aucune estime pour Monsieur Boumaaz, dont je ne considère pas que j'aie besoin de lui répondre. Et je trouve Madame Jamet abjecte. Et il a fui. Il savait que j'allais lui répondre.

Pourquoi ce dossier est-il rapporté ce soir par moi-même ? Parce que j'avais l'obligation de le faire hier soir. Madame Kerangueven est adjointe à la culture à la Ville et elle connaît ce dossier aussi bien que moi. Elle a travaillé avec moi et elle peut répondre à toutes les questions qu'on lui poserait, mais d'un commun accord et à votre demande aussi, Monsieur le Président, nous avons préféré que je le présente à nouveau, puisque j'avais effectué un galop d'entraînement hier soir. Donc, je regrette, Monsieur Boumaaz, mais encore une fois, vous avez tapé à côté.

Je suis surpris aussi que Monsieur Delafosse soit parti, parce que, pour autant que je sache, il a été adjoint à la culture, et je pense qu'il aurait eu une analyse, des observations et des idées. Le débat n'a pas dû l'intéresser et il nous a quittés. Je le regrette. Pourtant, la culture est un point important pour lui, d'après ce que je comprends, puisqu'il est vice-président de la commission culture au Département, et le Département est concerné par ce dossier. Peut-être cela le gênait-il ? Je ne sais pas. Il nous a abandonnés. Voilà.

Alors, en quelques mots, je vais répondre à tout le monde. Madame Bonnet a dit des choses exactes. René Koering a été un grand directeur. C'est vrai. Il faut rappeler que le président Bourquin l'a évincé à six mois de sa retraite. Ceci atténue aussi cela. Donc, il a fallu calculer des indemnités, etc. Quant à Monsieur Scarpitta, que les

choses soient bien claires : sa nomination a été validée directement par le ministre de la Culture, Frédéric Mitterrand, sur intervention directe du président Sarkozy et surtout de sa femme, Carla Bruni. Ce que tout le monde sait. C'est donc un problème chez les Républicains et non pas chez nous. Pour cette nomination, nous n'y pouvons rien. Nous l'avons encaissée, si je peux dire. Et il me paraissait nécessaire de le rappeler.

Propos hors micro.

Bernard TRAVIER : Eh oui, si l'on refait l'histoire, on la fait jusqu'au bout. Et elle n'est pas forcément événementielle. Elle est sociale, cette fois-ci. Voilà. Donc, les choses étant remises à leur place, je constate que Madame Jamet, à chaque fois qu'il s'agit de culture, part dans des délires fous. Vous avez des poussées pipi caca répétées contre Rodrigo Garcia qui sont complètement folles. Jamais il n'a fait, au cours d'un spectacle, ce que vous lui imputez depuis deux ans.

Propos hors micro.

Bernard TRAVIER : C'est faux. Vous n'y êtes jamais allée et vous ne savez pas ce que vous dites. Voilà. Ceci étant posé, on peut continuer. Vous ignorez tout de la situation à Toulouse. Monsieur Moure l'a rappelé. L'Orchestre de Toulouse bénéficie de subventions au même titre que les autres. La moyenne nationale des subventions pour les orchestres labellisés est de 81 %. Et je crois qu'à Montpellier, nous avons 92 %, quand on fait le rapport avec les recettes. Donc, c'est 80 %. A Toulouse, le budget de l'Orchestre est de 33 millions d'euros. Il est porté essentiellement par la Ville et très peu par la Région. Vous avez raison et vous l'avez dit.

Propos hors micro.

Bernard TRAVIER : Mais non, il en va de même pour ce qui concerne les recettes. L'établissement qui est le mieux géré à Montpellier, c'est Montpellier Danse. Et Jean-Paul Montanari l'a rappelé plusieurs fois. Les bonnes années, quand ça marche très bien, il arrive à 18, 19 ou 20 % de recettes issues de la billetterie. Après, c'est fini. Ne rêvez pas ! Madame Jamet, vous devriez écouter. Cela vous éviterait de dire ensuite des absurdités. Alors, vous avez été très dure sur le plan pénal...

Propos hors micro.

Bernard TRAVIER : Non, mais vous n'y connaissez rien. C'est sûr. C'est 18 %, les recettes. Voilà.

France JAMET : Vous ne comprenez rien, Monsieur Travier. Continuez ! Vous n'avez que ce raisonnement-là.

Mesdames JAMET et LLEDO sortent définitivement de séance.

Bernard TRAVIER : Très bien. Très bien, mais ayez le courage d'attendre que je vous réponde. Ne fuyez pas ! Ne fuyez pas !

Propos hors micro.

Bernard TRAVIER : Alors, je continue en ce qui concerne une éventuelle saisine du procureur. Madame Jamet est encore insuffisante, malgré son activité essentiellement politique. Elle n'a pas encore compris qu'il existait un principe de légalité des délits et des peines. Monsieur le Président, est-ce que vous pouvez la faire taire ? En plus, je souffre de cette oreille. C'est affreux.

Propos hors micro.

Bernard TRAVIER : Alors, je disais... Non, mais au revoir. Vous êtes nulle. Oui, c'est sûr. On le sait. Allez, au revoir. Donc, je disais que, pour pouvoir saisir le parquet, il faudrait qu'il y ait une incrimination possible. Il n'y a pas de délits et pas de crimes s'il n'y a pas de textes. En l'espèce, on l'a évoqué, et là, quand même, je tombe à la renverse parce que c'est allé très loin et très fort, mais c'est une incompétence juridique. On ne peut pas vous la reprocher. Vous n'êtes pas avocate, comme Christian Dumont et moi. Et lui, il l'a parfaitement compris.

Alors, je voulais simplement rappeler que, quand Christian Dumont fait allusion au passé, il a raison. Si j'invoque le passé, ce n'est pas pour me cacher derrière, puisque je n'étais pas là. Et je n'habitais même pas Montpellier à ce moment-là. Mais il y a un passé et il y a un président qui était Bernard Serrou, qui a validé les demandes des uns et des autres. Et il les a négociées, et il a fait à mon avis ce qu'il pouvait, mais il n'a pas informé le Conseil d'administration des transactions qui étaient menées et qui ont abouti. C'est ce que dit la Cour dans son rapport. Voilà. Donc, chacun se retourne vers celui qu'il considère comme responsable.

Monsieur le Maire, je tiens à le rappeler et je m'en souviens parfaitement, vous n'avez pas voté. Vous vous y êtes opposé et vous aviez organisé une conférence de presse à laquelle certains d'entre nous ont participé. Donc, ce n'est pas une histoire. Ce sont des faits avérés et prouvés et que chacun peut vérifier dans le journal *Midi Libre*, puisque ça été rapporté. Je n'ai pas d'autres observations à faire et je vous remercie pour votre attention.

Applaudissements.

Monsieur le Maire : Merci Bernard. Je vous demande donc de prendre acte du rapport de la Chambre Régionale des Comptes sur l'Opéra Orchestre de Montpellier, en vous remerciant pour cette séance fructueuse dont certains s'émouvaient du peu d'affaires à l'ordre du jour et qui finalement nous a retenus jusqu'à 23h30. Je crois que c'est la première fois que nous finissons aussi tard.

Le Conseil prend acte du rapport.